

Eugène VARGA

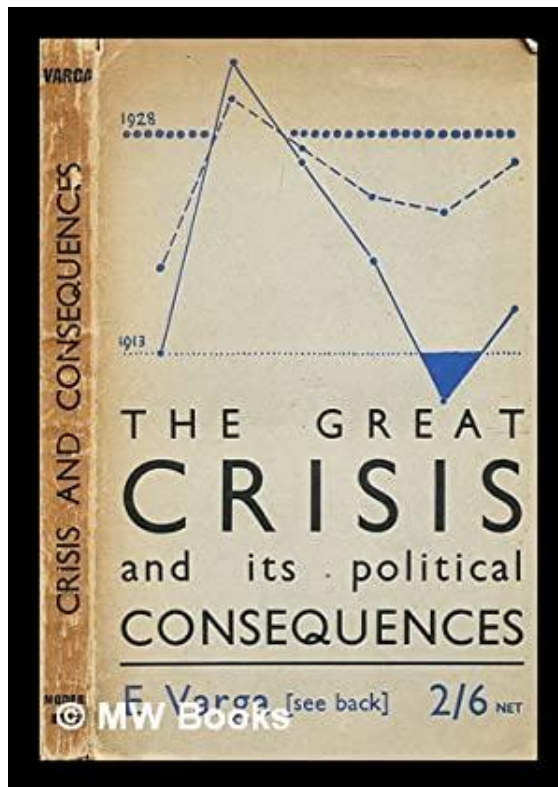
LA CRISE

économique sociale politique

[1934-1935]

Source : Eugène Varga – *LA CRISE économique sociale politique* – texte intégral de l'édition de 1935, avec une introduction de Jean Charles et Serge Wolikow – Editions sociales, 1976, 368 p.

Texte original terminé en septembre 1934, publié l'année suivante.



Couverture de l'édition anglaise de *La Crise*, en 1935, avec un graphique remarquable... dont le sens reste mystérieux

Une photographie d'Eugène Varga au VII^e Congrès de l'IC en 1935



NOTES POUR CETTE REEDITION [de 1976]

Nous avons repris pour cette réédition le texte de l'édition française de 1935. Il est pourtant nécessaire de signaler que la traduction n'est pas à l'abri de toute critique : en particulier le traducteur abuse des termes comme « effondrement », « inévitabilité », « fatal » qui accentuent le côté schématique et « catastrophiste » du livre. De même, les citations des textes théoriques de Marx (souvent faites d'après la traduction Costes, seule accessible en 1935) et de Lénine étaient souvent médiocres. Varga ayant travaillé sur les originaux allemands et russes, nous avons cru pouvoir donner pour ces citations, le texte des traductions actuelles, qui font autorité, et les références dans les textes publiés actuellement aux Editions sociales. Quant au reste, nous nous sommes contentés :

1) De corriger les erreurs ou les coquilles manifestes (« fascination » au lieu de « fascisation », « index » au lieu « d'indices », etc.) ;

2) De donner, pour les nombreuses citations des chroniques de Varga que nous avons utilisées dans la préface, les traductions de la *Correspondance internationale*, si hâtives que la syntaxe en souffre fréquemment ;

3) De dresser des index qui devraient faciliter l'utilisation de l'ouvrage.

Nous remercions Marie-Luce Hazebroucq et David Gorintin qui, par leur connaissance des langues hongroise et russe, ont grandement facilité notre travail, et Paul Boccara pour les remarques qu'il a bien voulu nous faire.

[L'introduction de Jean Charles et Serge Wolikow n'a pas été reprise dans l'édition MIA de 2022, sauf ces *Notes pour cette réédition*. Quelques corrections de coquilles ou d'erreurs évidentes ont été faites.]

PREFACE

Cet ouvrage essaie, sous une forme concise, de dégager les résultats de la période comprise entre le VI^e et le VII^e congrès de l'Internationale communiste. Ce n'est pas une histoire, mais une analyse faite, les regards tournés vers l'avenir.

Un essai de ce genre a ses difficultés particulières. Les facteurs qui déterminent actuellement ce qui se passe dans le monde : la crise du mode de production capitaliste, la lutte entre les deux systèmes, les antagonismes impérialistes, le combat entre la bourgeoisie et le prolétariat, etc., agissent simultanément les uns sur les autres et s'interpénètrent de tous côtés. Le langage ne permet qu'une description des événements les uns après les autres. De là l'obligation de se répéter continuellement ou de faire tout d'abord une analyse fragmentaire qui ne trouve son achèvement que dans les chapitres suivants. C'est cette deuxième voie que nous avons choisie : Il faut donc lire et juger l'ouvrage dans son ensemble ; les différents chapitres ne constituent pas, isolés, un tout complet.

Pour les lecteurs peu versés dans le marxisme, la compréhension du premier chapitre pourra causer quelques difficultés (bien que nous nous soyons efforcés d'écrire dans une langue populaire — tout en évitant, il est vrai, la vulgarisation). Les particularités de la grande crise économique et le caractère spécial de la dépression actuelle ne peuvent être compris clairement que sur la base de la théorie des crises cycliques de Marx. Comme cette question est de la plus grande importance pour la perspective du développement de la révolution, nous avons considéré nécessaire de mettre en tête ce chapitre théorique. Que les difficultés de ce chapitre ne détournent pas le lecteur d'aller jusqu'au bout : même sans ce premier chapitre l'ouvrage constitue un tout complet.

L'analyse n'est pas faite par pays, mais par problèmes. C'est pourquoi l'inégalité du développement des pays n'apparaît pas suffisamment : une description par pays aurait demandé trop de place et imposé trop de répétitions.

Cet ouvrage n'a pas la prétention d'être complet : les problèmes de la lutte économique de la classe ouvrière, les problèmes stratégiques et tactiques des différents partis communistes n'y sont pas posés ; c'eût été de notre part de la présomption d'exprimer là-dessus une opinion avant le congrès qui synthétisera l'expérience collective de tous les partis.

E. VARGA.

Moscou, le 4 septembre 1934.

INTRODUCTION

Six années se sont écoulées depuis le VI^e congrès de l'Internationale communiste. Six courtes années ont suffi pour changer radicalement l'aspect du capitalisme mondial ! Alors, c'était la stabilisation, maintenant, c'est la veille du second cycle de révolutions et de guerres ! Alors, c'était la prospérité, maintenant - après une crise économique d'une profondeur inouïe et qui a duré quatre ans - c'est une dépression d'un genre particulier, sans perspective d'une nouvelle base de prospérité. Alors, c'était, sur la base de la stabilisation, de fraîches illusions dans la classe ouvrière sur la possibilité d'un effort pacifique dans le cadre du capitalisme par la voie de la « démocratie économique », maintenant c'est la compréhension rapidement croissante qu'il n'y a qu'une issue pour le prolétariat : le renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie. Jamais auparavant la contradiction entre les forces et les rapports de production n'apparut si brutale ! Jamais auparavant il n'y eut pareil excédent énorme de biens, en même temps que pareille misère et famine dans les masses travailleuses ! Jamais auparavant il ne fut aussi clair que l'ordre social capitaliste doit être renversé afin que l'humanité puisse vivre d'une façon humaine !

Le changement survenu dans ces six dernières années est formidable. Qu'ils étaient orgueilleux et prétentieux alors les coryphées du capitalisme. Aveuglés par la prospérité, ils annonçaient le nouvel essor permanent du capitalisme ; ils annonçaient que l'ordre social capitaliste n'était pas ébranlé. Le chargé de pouvoirs du capital financier des Etats-Unis, le président Calvin Coolidge, en quittant son poste, déclarait dans son message d'adieu au Parlement des Etats-Unis du 4 décembre 1928 :

Jamais un Parlement des Etats-Unis embrassant d'un coup d'œil la situation de l'Union, n'a eu un moment plus favorable que le moment actuel. A l'intérieur régne le calme et le contentement, des rapports harmonieux entre les capitalistes et les salariés, pas de luttes de salaires et le stade le plus élevé de prospérité... Les grandes richesses créées par notre esprit d'entreprise et notre labeur et épargnées par notre économie, ont trouvé la plus large répartition parmi notre propre peuple... Dépassant le minimum d'existence le niveau de vie a pénétré jusque dans la région du luxe. Le résultat d'une production accrue a été consommé grâce à une demande plus grande chez nous-mêmes et à un commerce extérieur en pleine extension. Le pays peut regarder le présent avec satisfaction et l'avenir de façon optimiste.

Les chefs de l'économie américaine ne s'exprimaient pas de façon moins optimiste. Le président de la *Bethlehem Steel Corporation*, Charles Schwab, déclarait ¹ :

1.[*The Iron Age*, 1 November 1928.]

Je dis avec conviction que les bases sont fondées sur lesquelles peut être édiflée une prospérité qui dépassera tout ce que nous avons vu jusqu'à maintenant.

Le président de la *General Motors* [Alfred Sloan] déclarait :

Mon point de vue en ce qui concerne l'année 1929 est basé sur la conviction que dans la situation économique et industrielle générale tout est sain ; aussi ne vois-je pas pourquoi le progrès général ne continuerait pas et pourquoi nous ne jouirions pas d'une marche des affaires excellente et d'une prospérité encore plus grande.¹

Avec la même fierté, le chef d'alors de l'oligarchie financière allemande, Jacob Goldschmidt, directeur général de la *Danat-Bank* qui s'est effondrée définitivement en 1931, annonçait en automne 1928, au congrès des banquiers à Cologne, le nouvel essor du capitalisme :

Alors que la fin de l'ère capitaliste et le remplacement de la production individuelle par la production socialiste étatique préoccupe des cerveaux à l'esprit prophétique, alors que la pensée que l'ordre économique existant est voué à la disparition et sur le point de céder la place à de nouvelles formes économiques, hante bien souvent l'humanité comme une idée fixe, la direction pratique de l'économie continue toujours à marcher de l'avant d'un pas puissant avec ses méthodes capitalistes. Malgré son capital de base disparu, sur les décombres d'une guerre mondiale perdue, en dépit des résistances d'une ambiance révolutionnaire, avec une organisation technique hors de saison, elle a créé dans la période la plus courte, en moins de cinq ans, un nouvel appareil économique qui, sans être idéal, n'en fonctionne pas moins au premier abord de façon tout à fait satisfaisante...

Les chefs de la social-démocratie ne restaient pas en arrière de leurs maîtres dans la proclamation de la nouvelle ascension du capitalisme. C'est Hilferding qui, dès l'année 1924, en fournissait l'explication « marxiste » dans ses articles et dans ses discours² :

Pendant et après la guerre, les forces productives se sont accrues de façon extraordinaire. L'extension n'a pas été uniforme : les branches économiques qui étaient nécessaires pour la conduite de la guerre ont surtout augmenté... alors que les industries de moyens de consommation retardaient. Cette disproportion est une des causes de la crise mondiale. *Mais l'extension de la capacité de production signifie en dernier lieu, une fois la crise surmontée, l'intensification de la production et une nouvelle conjoncture favorable (?)*. Comme résultat de la période de guerre, l'économie capitaliste apparaît donc matériellement élargie et qualitativement modifiée *dans la voie de l'économie organique (?)*.

Cette glorification du capitalisme était liée à la *théorie de l'Etat situé au-dessus des classes*, géré par des gouvernements de coalition de la social-démocratie et des partis bourgeois, Etat qui réalise le passage pacifique du « capitalisme organisé » au socialisme par la « démocratie économique ». Dans l'ouvrage-programme³ publié en 1928 par la C.G.T. allemande, cette théorie est

¹ *New York Times*, 29 octobre 1928

² Voir par exemple *Die Gesellschaft*, n°12, p. 118.

³ *La Démocratie économique, sa nature, ses voies et ses buts*, publié par Fr. Naphtali au nom de l'A.G.D.B. (la C.G.T. allemande), 1928.

formulée comme suit :

Le développement du mode de production capitaliste va de l'entreprise individuelle à l'entreprise collective, du capitalisme du libre-échange au capitalisme organisé (l'expression monopole est soigneusement évitée). De ce fait, la contradiction entre la puissance des possesseurs des moyens de production et les masses de la population devient de plus en plus grande. Il faut donc trouver une modification à l'ordre social. Dans la période où le capitalisme était encore complètement libre, aucune autre alternative pour le capitalisme inorganisé ne pouvait être imaginée que l'organisation socialiste de l'économie dans son ensemble ; il semblait donc que c'était un espoir vain et désespéré de vouloir changer quelque chose au despotisme du système capitaliste.

Mais voilà qu'il apparaît peu à peu que la structure du capitalisme lui-même peut être modifiée et que le capitalisme avant d'être *brisé* peut être aussi modifié.

La force qui doit accomplir cette modification du capitalisme dans la direction économique, est l'Etat. La démocratie économique ne peut être réalisée que par la voie de la démocratie politique.

Démocratie économique signifie donc parachèvement de la démocratie politique par la démocratisation des relations économiques... la démocratie économique achevée équivaut à l'économie collective...

L'Etat est une communauté, c'est-à-dire un organisme public placé au-dessus de tous les individus et qui exprime une certaine volonté. L'essence de la démocratie économique n'est donc accomplie que lorsque ce ne sont plus des individus qui disposent de la production pour leur propriété privée, pour des fins privées, mais une communauté de l'économie incarnant une volonté économique commune dans laquelle ce n'est plus l'intérêt privé de quelques-uns, mais l'intérêt commun qui est déterminant.

Les Coolidge et Goldschmidt, les Hilferding et Naphtali, comme ils paraissent aujourd'hui vieillots, stupides, et comme leur bavardage semble d'un ridicule achevé ! Et comme l'analyse et les prévisions marxistes-léninistes faites par l'Internationale communiste, par contre, se sont révélées parfaitement justes. Sans se laisser égarer par l'amélioration temporaire de la situation du capitalisme, dévoilant dans toute sa nullité le bavardage des apologistes du capitalisme, l'Internationale communiste a mis à nu le caractère temporaire et les contradictions internes de la stabilisation, et annoncé que ces contradictions amèneraient inévitablement la fin prochaine de la stabilisation et une nouvelle vague révolutionnaire ! Les thèses du VI^e congrès de l'Internationale communiste ont établi qu'au milieu de 1928 une nouvelle période, la troisième du capitalisme d'après-guerre avait commencé et elles la caractérisaient de la manière suivante :

La troisième période est pour le monde capitaliste une période d'un rapide développement de la technique, d'une croissance intense des cartels, des trusts et des tendances au capitalisme d'Etat, et, conjointement, celle d'un puissant développement des contradictions de l'économie mondiale se mouvant dans des formes déterminées par tout le cours antérieur de la crise générale du capitalisme (marchés réduits, U.R.S.S., mouvements coloniaux, accroissement des contradictions intérieures de l'impérialisme). Cette troisième période qui a particulièrement aggravé la contradiction existant entre la croissance des forces productives et la réduction des marchés, rend inévitable une nouvelle phase de guerres de ces derniers contre l'U.R.S.S., de guerres de libération nationale contre les impérialistes et leurs libération nationale contre les impérialistes et leurs interventions, de batailles de classe gigantesques. En aiguisant les contradictions *internationales* (contradictions entre les pays

capitalistes et l'U.R.S.S., occupation militaire du nord de la Chine comme commencement de son démembrement et de la lutte entre les impérialistes, etc.) et les contradictions intérieures dans l'influence des masses radicalisées, une crise se manifeste par la cristallisation de fractions de gauche et de droite, par des départs et des scissions. Alors qu'une partie des chefs passe *ouvertement* à la bourgeoisie, voire même au fascisme (MacDonald, Snowden en Angleterre ; les néo-socialistes Marquet, Déat en France ; Lœbe, Severing en Allemagne), les ouvriers social-démocrates révolutionnaires se tournent en masse croissante vers l'Internationale communiste pour venir à bout de la scission de la classe ouvrière, pour engager unanimement la lutte contre la bourgeoisie. La crise de la II^e Internationale est manifeste. L'affaiblissement de son principal soutien social et l'influence grandissante des partis communistes obligent de plus en plus la bourgeoisie à rejeter la démocratie parlementaire devenue une entrave, et à avoir recours au fascisme, à la dictature violente déclarée.

En même temps, la crise a provoqué une guerre économique générale entre tous les pays, sorte de prélude à la guerre, le début en Extrême-Orient de la lutte pour le nouveau partage du monde par la violence, de « petites » guerres en Amérique du Sud et en Asie, une orientation consciente de la politique économique vers la guerre impérialiste future et vers la guerre contre l'Union soviétique. La conquête de la Mandchourie par le Japon, la guerre entre le Paraguay et la Bolivie, entre le Pérou et la Colombie, entre Ibn-Séoud et le Yémen, entre la Chine et le Tibet, sont les signes précurseurs de la nouvelle guerre mondiale.

C'est de cette manière que la crise a déclenché et accéléré la fin de la stabilisation temporaire du capitalisme, amené un ébranlement profond de tout le système capitaliste, engagé dans un nouveau stade supérieur la crise générale du capitalisme et qu'elle a fait largement mûrir les prémisses objectives de la crise révolutionnaire.

La tension extrême des contradictions de classes au sein des pays capitalistes et les antagonismes internationaux témoignent d'une telle maturité des prémisses objectives de la crise révolutionnaire, qu'à l'heure actuelle le monde se trouve déjà au seuil du nouveau cycle de révolutions et de guerres ¹.

Si formidables que soient les souffrances déchaînées par la crise sur l'humanité laborieuse dans les pays bourgeois, si grand qu'ait été son rôle en accélérant la désagrégation de la stabilisation, *il n'en serait pas moins erroné, du point de vue théorique et politique, de considérer la crise cyclique comme la cause de la fin de la stabilisation.*

Théoriquement : la stabilisation n'a toujours été considérée par l'Internationale communiste que comme un phénomène *passager* au sein de la crise générale du capitalisme, comme une vague étale du mouvement révolutionnaire. Les mêmes causes internes qui amenèrent fatalement avec la guerre mondiale la crise générale du capitalisme, provoqueront aussi la fin de la stabilisation, le mûrissement d'une nouvelle crise révolutionnaire.

La crise économique cyclique - comme toutes les crises cycliques - est le résultat inéluctable des lois générales du capitalisme.

¹ *Le Fascisme, le danger de guerre et les tâches des partis communistes*. Thèses de la XIII^e Assemblée plénière du C.E. de l'I.C., Bureau d'Éditions, Paris 1934, pp. 5-6.

Tant que le capitalisme existe, les oscillations cycliques sont inévitables. Elles l'accompagneront aussi dans son agonie comme elles l'ont accompagné dans sa jeunesse et dans sa maturité,

disent les thèses du III^e congrès de l'Internationale communiste¹. C'est pourquoi nous ne pouvons considérer la crise cyclique que comme une force de déclenchement, comme la cause *immédiate* mettant fin au procès d'ébranlement de la stabilisation.

Politiquement : si la crise cyclique est la cause de la fin de la stabilisation, il s'ensuivrait qu'au cas où le capitalisme réussirait à surmonter la crise cyclique, il y aurait restauration de la stabilisation, et une nouvelle vague étale de la révolution.

Cette conception aboutirait inévitablement à l'opportunisme, à la négation du mûrissement ultérieur de la crise révolutionnaire, dans le cas non impossible où l'explosion de la guerre mondiale tarderait encore un certain temps.

¹ [Thèses rédigées par Varga et Trotsky... NDE MIA]

CHAPITRE PREMIER

LES FONDEMENTS ECONOMIQUES DE LA CRISE

Les six années écoulées entre le VI^e et le VII^e congrès de l'Internationale communiste sont avant tout marquées du sceau de la crise mondiale qui remplit presque tout ce laps de temps. On peut y constater trois périodes qui ne sont *pas nettement* séparées les unes des autres et que nous délimitons non sans un certain arbitraire.

a) Du milieu de 1928 au milieu de 1929, où la production industrielle du monde s'accroissait encore, mais où les marchandises produites ne trouvaient plus leur écoulement complet, où les entrepôts se remplissaient et où la crise commençait déjà dans quelques pays.

b) Du milieu de 1929 à la fin de 1933 environ où eut lieu la phase propre de la crise au sens étroit du mot et qui atteignit son point le plus bas au milieu de 1932 environ.

c) A partir de 1934, la phase de la « dépression d'un genre particulier » qui se distingue de la crise il est vrai dans la dynamique de la production industrielle, de la formation des prix, etc., mais qui représente dans ses effets sociaux et politiques la continuation de la crise, et ne fournit – du moins provisoirement – aucune base pour une nouvelle phase de prospérité.

Nous ne nous occuperons par la suite que de la crise et de la dépression : le laps de temps allant du milieu de 1928 au milieu de 1929 n'a pas besoin d'une analyse particulière. Mais avant d'aborder l'analyse *concrète* de la crise, nous voulons la faire précéder de quelques explications théoriques.

Les apologistes du capitalisme nient l'inévitabilité des crises.

Depuis un siècle l'économie bourgeoise se casse vainement la tête avec cette question : pourquoi chaque phase de prospérité se termine-t-elle par une crise ? Pourquoi est-ce toujours juste au moment où la réalisation du profit semble être en plein épanouissement que survient comme un coup de massue une surproduction, une impossibilité générale de vendre toutes les marchandises ? L'économie bourgeoise persiste à poser la question de la façon suivante : la production de chaque marchandise produit aussi le pouvoir d'achat nécessaire à l'acquisition de cette marchandise. La valeur de la matière première et de la matière auxiliaire est payée à leurs producteurs. L'accroissement de la valeur provenant du façonnage se répartit entre le salaire payé complètement et le profit des capitalistes. Il ne peut donc pas être produit de valeur nouvelle sans que soit créé en même temps le pouvoir d'achat pour l'écoulement de celle-ci. En d'autres termes : la somme du pouvoir d'achat de la société est égale à la somme des valeurs des marchandises produites. L'anarchie de la production capitaliste, son absence de plan, peut amener des disproportions ; il peut être trop produit *d'une* ou de *plusieurs* sortes de marchandises. Mais dans ce cas, il a été nécessairement *trop peu* produit d'autres

sortes de marchandises relativement au pouvoir d'achat de la société. Une surproduction simultanée de *toutes* les marchandises est par conséquent impossible ! Les causes des crises sont les disproportions qui surviennent *accidentellement* et ne résultent pas de l'essence de l'ordre social capitaliste. Telle est aussi en substance l'opinion de Kautsky, Hilferding, etc.¹ Il s'ensuit qu'une « économie planifiée » capitaliste, un capitalisme d'Etat « organisé » est nécessaire pour éviter les crises.

Or, Marx, il y a déjà plus d'un demi-siècle, a révélé avec une clarté parfaite les causes du retour inévitable des crises périodiques dans le capitalisme. Mais les idéologues du capitalisme ont répudié cette explication. Les bourgeois et l'aile révisionniste de la social-démocratie le font ouvertement ; les centristes : Kautsky, Hilferding, Bauer, etc. – que Rosa Luxemburg appelait excellemment « des apôtres de l'harmonie » – ont bien rendu hommage à Marx, ils se sont bien nommés et se nomment jusqu'à maintenant « marxistes », mais ils ont torturé et falsifié la doctrine de Marx de telle façon qu'il n'est rien resté de son contenu révolutionnaire.

La raison de cette répudiation, c'est que la doctrine de Marx concernant les crises est indissolublement liée à sa théorie du caractère historiquement temporaire et à l'effondrement révolutionnaire inévitable du capitalisme par la lutte du prolétariat. Mais la théorie marxiste de l'effondrement révolutionnaire – dont la justesse est désormais prouvée dans les faits par la révolution russe et l'édification du socialisme en Union soviétique – est inacceptable pour tous les défenseurs du capitalisme.

Je crois me trouver en complet accord avec la théorie de Karl Marx à qui on attribue toujours faussement une théorie de l'effondrement. Le deuxième volume du Capital montre précisément qu'à l'intérieur du système capitaliste la production est possible à une échelle toujours élargie. Ce n'est pas une si mauvaise chose, ai-je souvent pensé, que ce deuxième volume soit si peu lu, car en certaines circonstances on y pourrait lire un hymne au capitalisme².

C'est ainsi que s'exprimait M. Hilferding dans un cercle intime purement bourgeois : au congrès de Vienne de la *Verein fur Sozialpolitik*³. Rien d'étonnant que le compte rendu porte à la suite : « Vive hilarité et interjections : très bien ! ».

Mais celui qui nie la théorie marxiste de l'effondrement doit nécessairement répudier ou falsifier de façon opportuniste sa théorie des crises.

¹ Déjà dans le *Capital financier*, page 318, Hilferding écrivait : « ... Ces schémas de Marx montrent en même temps que dans la production capitaliste la reproduction eut se faire sans perturbations aussi bien à l'échelle simple qu'à l'échelle élargie, pourvu que ces proportions soient conservées. »

Ce qui veut dire qu'une marche sans crise de la production capitaliste à l'échelle élargie serait possible si on évitait les disproportions.

² Souligné par moi. E.V.

³ Débats de la *Verein fur Sozialpolitik*, Vienne, 1926. (Association pour le développement de la politique sociale). Dunker et Humbolt éditeurs, Leipzig 1926, pp. 113-114.

La théorie des crises et l'effondrement révolutionnaire du capitalisme.

C'est Marx qui le premier a élucidé le procès de reproduction et de circulation du capital. La *valeur* de toutes les marchandises produites selon le mode capitaliste se divise en trois parties : le *capital constant* (*c*) (machines, matières premières et auxiliaires) qui *n'augmente pas* de valeur dans le procès de la production mais la transfère seulement aux marchandises nouvellement produites (machines, bâtiments ; la partie « *fixe* » du capital constant ne transfère dans le procès de production chaque fois *qu'une partie de sa valeur*, correspondant à son usure, aux marchandises produites avec son aide) ; le *capital variable avancé en salaires* (*v*) qui augmente de valeur grâce à l'exploitation des ouvriers ; la *plus-value* (*m*).

Selon la valeur d'usage les marchandises se divisent en deux grandes sections :

Section I, *moyens de production* qui servent à la production ultérieure ;

Section II, *moyens de consommation* qui servent à la consommation directe des capitalistes et des ouvriers¹.

La masse totale de marchandises de la société capitaliste produites au cours d'un laps de temps, disons un an, peut donc être classée suivant la valeur et la valeur d'usage dans le schéma suivant (étant donné que la partie du capital fixe qui n'est pas usée au cours de l'année et qui l'année suivante sert à la production ultérieure, n'est pas comprise dans les calculs).

$$\text{I. } 4\ 000\ c1 + 1\ 000\ v1 + 1000\ m1$$

$$\text{II. } 2\ 000\ c2 + 500\ v2 + 500\ m2$$

Les chiffres adoptés par Marx (ils peuvent signifier des millions ou des milliards d'unités monétaires) sont *choisis arbitrairement* quant à leur valeur absolue. *Par contre, la proportion entre eux est conditionnée exactement par le mode d'utilisation des marchandises*, pour que la production puisse être recommencée ou poursuivie sur la même base dans le prochain intervalle de temps (« reproduction simple »).

La considération suivante le démontre : *v* et *m*, capital variable et plus-value de la section I sont produits sous la *forme naturelle* de moyens de production ; ils ne peuvent pas servir à la consommation individuelle à laquelle ils sont destinés *socialement* en tant que salaires et plus-value. Il faut qu'ils soient échangés contre des marchandises de la section II.

c2, la valeur du capital constant de la section II est produit sous la forme naturelle de moyens de consommation et par conséquent ne peut pas être employé ultérieurement comme moyens de production dans la section II. *v1 + m1* de la section I doit donc nécessairement changer de place avec *c2* de la section II.

Si donc la production doit être poursuivie à la même échelle, il faut que la somme *v1 + m1* – capital variable et plus-value de la section I – soit égale à *c2*, au capital constant de la section II. C'est seulement dans ce cas d'une « production normale idéale » comme dit Marx, qu'une marche sans crise

¹ Marx, à ce stade de l'analyse, fait l'hypothèse d'une société capitaliste « pure » composée de capitalistes et d'ouvriers ; il laisse provisoirement de côté l'existence de classes précapitalistes : paysans travailleurs, artisans afin de ne pas compliquer l'analyse.

serait, du point de vue *théorique* abstrait, possible dans la reproduction simple.

Mais encore *seulement* du point de vue *théorique* abstrait ! En réalité, dans la reproduction simple aussi, les crises seraient inévitables. Pour les raisons suivantes :

a) Le capital fixe (machines, bâtiments) ne peut être renouvelé parallèlement à l'usure dans chaque entreprise isolée. Il faut le renouveler par à-coups, une fois que la valeur a été accumulée parallèlement à l'usure au cours d'une longue période, ce qui entraîne inévitablement la perturbation dans la « production normale idéale ». C'est ce mouvement particulier du capital fixe qui forme – comme dit Marx – la « base matérielle » de la marche cyclique de la production capitaliste.

L'exemple du capital fixe¹, qui vient d'être étudié dans une reproduction à échelle constante, est frappant. Un des arguments favoris des économistes pour expliquer les crises est le déséquilibre dans la production du capital fixe et du capital circulant. Ils ne comprennent pas qu'un tel déséquilibre peut et doit se produire par le simple *maintien* du capital fixe ; *qu'il peut et doit se produire dans l'hypothèse d'une production normale idéale*, lorsqu'il y a reproduction simple du capital social déjà en fonction².

Le schéma ci-dessus ne contient que le *mouvement le plus général* des marchandises. Tout en maintenant la proportion la plus générale $v1 + m1 = c2$, il peut se produire des disproportions formidables : il peut par exemple être produit trop de navires dans I ou trop de cotonnades dans II. La surproduction dans une ou plusieurs branches de production amène l'impossibilité de vendre les marchandises, la chute des prix et des banqueroutes de masse qui – par suite de l'interpénétration du crédit dans le régime capitaliste – entraînent également les autres branches de production dans cette crise.

Cependant ces explications de Marx sur la possibilité et la nécessité des crises dans la reproduction simple n'ont pour but que de faciliter la compréhension du procès de reproduction capitaliste en employant, pour simplifier, une hypothèse. En réalité, la reproduction capitaliste se produit à l'échelle élargie³. « *Le procès de la production capitaliste est essentiellement en même temps un processus d'accumulation* », dit Marx. Ce qui veut dire : la bourgeoisie ne consomme jamais en tant que classe toute la plus value qu'elle s'est appropriée, mais elle en *accumule* une partie qu'elle exploite à l'élargissement de la production. Chaque capitaliste pris isolément est contraint par la concurrence, sous peine de disparition, d'accroître son capital avec une partie de son profit, d'améliorer les moyens de production pour pouvoir abaisser les frais de production. Ce qui signifie :

La somme de la valeur du capital social grandit d'année en année ;

L'élévation de la composition organique du capital : la répartition du capital entre le capital constant et variable (entre le capital investi dans les moyens de production et dans le salaire) se déplace en faveur du premier.

Au sein du capital constant se produit un déplacement en faveur du capital fixe : la partie du capital investi en bâtiments, machines, instruments, moyens de transports, grossit plus rapidement que

¹ K. MARX : *Le Capital*, Livre II, tome 2, p. 117, Editions sociales, Paris 1974.

² C'est moi, Eugène Varga, qui souligne la seconde fois.

³ Pendant la crise et la dépression, il y a de courts laps de temps de reproduction simple, mais pour les intervalles de temps plus longs, c'est la reproduction élargie qui fait loi.

la partie investie en matières premières.

Il y a diminution relative de la somme des profits (baisse tendancielle du taux de profit) aussi bien que de la *somme des salaires* comparativement à la valeur totale des marchandises produites annuellement.

Le « *pouvoir de consommation* » de la société capitaliste, c'est-à-dire la somme disponible pour l'achat de marchandises pour la *consommation individuelle* : $v + (m - a)$ (somme des salaires plus la partie de la plus-value non accumulée employée par la classe capitaliste pour couvrir ses besoins personnels), devient donc avec le développement de la production capitaliste *relativement* de plus en plus petite.

La distinction entre « *pouvoir d'achat* » et « *pouvoir de consommation* » de la société capitaliste est de la plus grande importance pour la compréhension des crises. *Le pouvoir d'achat de la société est $c + v + m$; il est tendanciellement égal à la somme de la valeur du produit* (sans la partie fixe de ce qui n'est pas consommé dans une année, mais usé aussi ultérieurement, quoique partiellement, et qui continue par conséquent à servir avec une valeur moindre dans le processus de production). C'est à cette égalité que se réfèrent toujours les économistes bourgeois lorsqu'ils nient la possibilité d'une surproduction *générale*. Le pouvoir de consommation de la société capitaliste $v + (m - a)$ n'est qu'une petite partie du pouvoir d'achat et qui diminue relativement avec le progrès de l'accumulation !

Cette diminution relative du pouvoir de consommation de la société liée fatalement au développement du capitalisme – qui est basée sur la contradiction entre la production sociale et l'appropriation privée – *pose le problème du marché d'une façon toujours plus aiguë et rend la réalisation des marchandises de plus en plus difficile*. Car en dernière analyse, comme dit Lénine, *tous les moyens de production servent à la production des moyens de consommation*. C'est de la grandeur des débouchés pour les moyens de consommation que dépendent en dernière analyse le degré d'utilisation des moyens de production existants et partant à plus longue échéance les débouchés des moyens de production également, la marche des affaires dans la section I.

En outre, écrit Marx, comme nous l'avons vu au livre II, section III [t. II, pp. 73-76], une circulation continue se fait entre capital constant et capital constant (même si l'on ne tient pas compte de l'accumulation accélérée) ; cette circulation est d'abord indépendante de la consommation individuelle dans la mesure où elle n'y entre pas ; néanmoins, elle est définitivement limitée par cette dernière parce que la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle¹.

Le rappel par les économistes bourgeois du fait qu'avec la production d'une marchandise il y a production aussi du pouvoir d'achat correspondant, que la somme de la valeur des produits est égale au pouvoir d'achat de la société, s'avère sans importance : c'est la limitation et la diminution relative, continue, fatale du *pouvoir de consommation* qui est décisive pour le sort du capitalisme.

La contradiction entre le pouvoir de consommation limité de la société, motivée avant tout par la situation des masses prolétariennes, y doit nécessairement *amener des crises périodiques de surproduction*.

La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la

¹ K. MARX : *Le Capital*, Livre III, tome 1, p. 314, Editions sociales, Paris, 1974.

consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue¹ de la société².

Abstraction faite du caractère cyclique de la production, la diminution du pouvoir de consommation par rapport au développement des forces productives provoque une contradiction aiguë et chronique entre ces dernières et le pouvoir de consommation de la société capitaliste. En effet, les différents capitalistes, poussés par la concurrence, développent les forces productives sans tenir compte de la diminution relative du pouvoir de consommation. *Voilà le fondement économique de la crise générale du capitalisme*, de l'inutilisation chronique de grandes parties de l'appareil de production, du chômage chronique de masse.

La diminution relative du pouvoir de consommation de la société n'atteint pas également les capitalistes et les ouvriers. La classe ouvrière s'appauvrit en premier lieu *relativement*. La valeur de la force de travail baisse – par suite de l'élévation de la production du travail – dans la mesure où la valeur des moyens de subsistance nécessaires à entretenir la classe ouvrière diminue. Le « temps de travail socialement nécessaire », le temps de travail pendant lequel l'ouvrier travaille pour lui, devient de plus en plus court ; le temps pendant lequel il travaille pour le Capital, toujours plus long. Le taux d'exploitation augmente avec l'élévation de la productivité du travail. *Du produit de la valeur* le prolétariat reçoit une part qui va en diminuant, le capital une part qui va en croissant. C'est-à-dire : du pouvoir de consommation de la société capitaliste, v représente une partie qui baisse relativement, ($m - a$) une partie qui monte relativement. Pour s'exprimer de façon populaire : le prolétariat – même s'il conservait la valeur de sa force de travail comme salaire – ne peut acheter avec son salaire qu'une partie toujours moindre de la valeur produite par lui.

Parallèlement à cet appauvrissement relatif et continu de la classe ouvrière apparaît toujours plus fortement dans la période de crise générale du capitalisme *la paupérisation absolue de la classe ouvrière*. Premièrement, une partie importante des ouvriers est chroniquement sans travail ; deuxièmement, cet encombrement permanent du marché du travail permet au Capital, concentré dans des organisations monopolistes et qui domine l'Etat, de comprimer les salaires de la partie occupée des ouvriers, au-dessous de la valeur de la force du travail tout en redoublant l'intensité du travail. La paupérisation relative et absolue de la classe ouvrière, la capacité moindre du capital à entretenir une aristocratie privilégiée et corrompue, de même que la ruine de la paysannerie travailleuse dont nous parlerons plus tard consolident les forces subjectives pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie.

La théorie marxiste-léniniste des crises périodiques, de la crise générale du capitalisme et de l'effondrement révolutionnaire, forme donc un tout inséparable. Les défenseurs du capitalisme – bourgeois et social-démocrates – sont obligés de rejeter ou de falsifier la théorie des crises de Marx – bien que son exactitude soit tangible – parce que sa reconnaissance contraint à reconnaître l'inévitabilité de l'effondrement révolutionnaire.

¹ Par « capacité de consommation absolue », Marx entend la capacité de consommation dans une société socialiste délivrée des chaînes du capitalisme.

² K. MARX : *Le Capital*, Livre III, tome 2, p. 145, Editions sociales, Paris, 1973.

L'accumulation, cause du caractère cyclique de la production capitaliste.

L'anarchie de la production, l'« absence de plan » est la *condition préalable* permanente des crises économiques. La contradiction entre la production sociale et l'appropriation privée est la *raison dernière* des crises. Cette contradiction apparaît dans le désaccord continu entre les dimensions restreintes de la consommation sur la base capitaliste et une production qui tend continuellement à dépasser ces limites.

Maintenant se pose la question : pourquoi dans ces circonstances n'y a-t-il pas en régime capitaliste de surproduction permanente ? Pourquoi, comme dit Marx, n'y a-t-il pas de crises « permanentes » ? Pourquoi crise, dépression, ranimation et phases de prospérité se sont-elles succédé jusqu'à maintenant régulièrement ?

La réponse à cette question n'a pas seulement une importance économique, mais aussi politique, révolutionnaire. La profondeur et l'acuité particulières, la longueur inaccoutumée de la crise économique de 1929 à 1933 a incité – avec plus de force encore qu'au moment de la première crise d'après-guerre – plus d'un camarade à penser que cette crise cyclique était absolument sans issue. Jadis, Lénine¹ aujourd'hui Staline² se sont dressés résolument contre cette conception qui ne peut manquer de conduire inévitablement à la théorie d'un *krach automatique* du capitalisme, à une passivité opportuniste du prolétariat.

La cause de la marche cyclique de la production capitaliste est l'accumulation du capital. L'accumulation du capital sous sa forme *réelle*³ signifie l'élargissement du pouvoir d'achat de la société capitaliste, l'extension de la capacité d'absorption du marché capitaliste. *Elle est la cause directe de la ranimation de la prospérité, mais est également à un degré plus élevé la cause directe de la crise.* Lorsque le processus d'accumulation réelle a atteint un certain stade dans la phase de prospérité, *il se produit une transformation de la quantité en qualité*; le rôle de l'accumulation change brusquement. Si jusqu'alors elle était l'animatrice de l'essor, elle devient désormais la cause directe de la crise.

Nous allons expliquer cela maintenant de plus près :

La concurrence – comme nous l'avons déjà expliqué plus haut – contraint chaque entreprise capitaliste « sous peine de disparaître » à diminuer les frais de production. Un des moyens principaux pour cela est *l'élévation de la productivité du travail*, l'augmentation et le perfectionnement des machines mises en mouvement par un ouvrier, le « progrès technique », c'est-à-dire l'accumulation réelle de capital fixe, de cette partie du capital constant qui transfère au produit sa valeur successivement dans des transformations répétées du capital constant circulant, en continuant sous sa forme naturelle jusqu'à son usure matérielle ou *morale* à fonctionner dans le processus de production : bâtiments, machines, appareils, instruments.

¹ LÉNINE : « La Maladie infantile du communisme », *Œuvres*, tome 31, Editions sociales, Paris.

² Rapport au XVII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Voir : *Deux Mondes*, Bureau d'Editions, 1934.

³ Nous distinguons l'accumulation « réelle », c'est-à-dire l'augmentation de la valeur du capital social sous sa forme productive (bâtiments, machines, matières premières, produits œuvrés) de *l'accumulation sous forme de capital prêteur* (dépôts dans les banques, dans les caisses d'épargne) qui ne représentent que de l'accumulation potentielle purement formelle de capital.

Avec sa durée de plusieurs années, ce cycle de rotations reliées entre elles, au cours desquelles le capital est captif de son élément fixe, fournit une base matérielle aux *crises* périodiques, qui font passer les affaires par des phases successives de stagnation, d'animation moyenne, de précipitation, de crise. Sans doute les périodes d'investissement du capital sont fort différentes et sans concordance ; *mais la crise sert toujours de point de départ à un puissant investissement* ; elle fournit donc plus ou moins, – au point de vue de la société prise dans son ensemble – une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation¹.

C'est dans de rares cas seulement que les éléments du capital fixe servent jusqu'à leur usure *matérielle* dans le processus de production. Les efforts imposés par la concurrence pour abaisser les frais de production contraignent les capitalistes à renouveler le capital fixe, à remplacer les machines anciennes par de nouvelles, plus productives, bien que celles qui existent soient encore capables de fonctionner. Le renouvellement du capital fixe *commence* d'ordinaire dans la phase de dépression (« la crise constitue le point de départ d'un nouvel investissement de grand style »), *s'élargit* dans la phase de l'animation, *atteint son point culminant* pendant la prospérité et cesse presque complètement avec l'explosion de la crise.

Ce mouvement particulier du capital fixe est la base matérielle, mais non la cause du caractère cyclique de la production capitaliste. Ce n'est pas l'usure effective ou les progrès de la technique qui déterminent le moment où le capital fixe sera renouvelé en masse, mais c'est la marche cyclique de la reproduction qui décide du moment où le capital fixe existant est considéré comme moralement usé et doit être renouvelé sur une grande échelle. La cause de la marche cyclique est l'accumulation dont l'extension du capital fixe est une forme.

Tant que l'accumulation est en pleine marche, dans la phase de l'animation et de la prospérité, elle élargit également, avec la production des marchandises de la section I, *le pouvoir d'achat* de la société capitaliste. Pendant ces phases la réalisation se poursuit sans entraves puisque ce sont avant tout les capitalistes eux-mêmes qui s'achètent réciproquement leurs marchandises.

Ce développement de la production (et, par suite, du marché intérieur lui aussi) essentiellement dans le domaine des moyens de production semble paradoxal et constitue, sans doute aucun, une contradiction. C'est une véritable « production pour la production », c'est un élargissement de la production sans élargissement correspondant de la consommation. Mais ce n'est pas là une contradiction dans la doctrine, mais dans la vie elle-même ; c'est précisément une contradiction qui correspond à la nature même du capitalisme et aux autres contradictions de ce système d'économie sociale².

L'accumulation, l'élargissement de la production au compte des moyens de production ne signifie pas seulement un élargissement du pouvoir d'achat, mais entraîne aussi un certain élargissement temporaire du pouvoir de consommation de la société. Avec l'extension de la production de la section I le nombre des ouvriers occupés s'élève, le capital variable de cette section grossit : le pouvoir de consommation du prolétariat grandit. Avec l'extension du nombre des ouvriers occupés, s'accroît – en supposant que le taux d'exploitation reste le même – la somme de la plus-value

¹ K. MARX : *Le Capital*, Livre II, tome 1, p. 171, Editions sociales, Paris, 1974. Les passages soulignés le sont par moi, Eugène Varga.

² V. I. LÉNINE : *Œuvres*, t. III, p. 48, Editions sociales, Paris (*in* « Le Développement du capitalisme en Russie »).

et partant la demande de consommation des capitalistes de la section I. De là, un plus grand débouché et une production plus élevée dans II, l'augmentation du capital variable de la section II, de la plus-value de la section II et de la consommation des ouvriers et des capitalistes de la section II. En même temps, la section II renouvelle dans des proportions plus élevées son capital fixe, donne des commandes à la section I, ce qui augmente encore la production de celle-ci. L'animation s'élève jusqu'à la prospérité. Les capitalistes ne voient pas de raison pour que celle-ci finisse par une crise...

Mais l'accumulation est un processus dialectique à double tranchant. Tant que dure le processus, il produit une extension du pouvoir d'achat et dans le cadre de celui-ci aussi du pouvoir de consommation de la société capitaliste. Mais en même temps l'accumulation aggrave en dernière analyse la contradiction entre les forces productives et le pouvoir de consommation de la société capitaliste, en continuant à diminuer nécessairement ce dernier de façon relative. Ceci résulte de l'essence de l'accumulation. Elle signifie l'élévation de la composition organique du capital, l'élévation de la productivité du travail par l'utilisation d'un machinisme plus grand et plus perfectionné, la diminution de v par rapport à c , la chute tendancielle du taux du profit, la réduction du pouvoir de consommation de la société $v + (m - a)$ relativement à la capacité de production de la société capitaliste qui s'accroît rapidement par suite précisément de l'accumulation réelle.

Ainsi l'accumulation produit deux processus contradictoires : d'une part l'extension du pouvoir d'achat de la société et au sein de celle-ci du pouvoir de consommation également selon sa *grandeur absolue* ; d'autre part la *diminution relative* du pouvoir de consommation de la société par rapport à la capacité de production.

C'est ainsi que l'accumulation, comme dit Marx, signifie une surproduction relative continue :

Il y a néanmoins sans cesse dans l'agriculture (comme dans toutes les autres branches de production que régit le système capitaliste) une surproduction relative... Cette surproduction est en soi identique à l'accumulation¹.

Ou dans un autre passage :

Mais l'ensemble du procès de l'accumulation se décompose de prime abord en une *surproduction* qui forme une base immanente pour les phénomènes qui se manifestent dans les crises²

Telle est la raison pour laquelle l'animation et la prospérité causées par l'accumulation réelle ne peuvent durer indéfiniment. Les moyens de production servent dans le procès de la reproduction sociale à la production des moyens de consommation. En tant que *moyens de production* ils ne peuvent servir qu'à ce but. (Pour le capital qui produit les moyens de production, le but est naturellement l'appropriation du profit.) Aussi la production des moyens de production est-elle *en dernière analyse* limitée par le pouvoir de consommation de la société capitaliste. La diminution relative du pouvoir de consommation produite par l'accumulation doit donc nécessairement mettre fin tôt ou tard à l'extension de la production ; *la phase de la prospérité doit nécessairement conduire à la crise* qui met temporairement fin au procès d'accumulation réelle.

¹ K. MARX : *Le Capital*, Livre III, tome 3, p. 62, Editions sociales, Paris, 1974. Ce qui est souligné l'est par moi, E.V.

² K. MARX : *Théories sur la plus-value*, tome 2, p. 587, Editions sociales, Paris, 1976.

Telle est la fonction de l'accumulation de diminuer relativement le pouvoir de consommation, et c'est pourquoi Marx l'identifie expressément à une «surproduction relative».

En termes plus simples : la prospérité persiste tant que le processus d'accumulation réelle est en pleine marche ; tant que de nouvelles fabriques, de nouveaux ports et chemins de fer sont construits, tant que les anciennes machines sont remplacées par de nouvelles. Une fois ce processus parvenu à un certain achèvement, et un nombre important de nouveaux moyens de production fabriqués, la demande de marchandises de la section I (matériaux de construction, machines, etc.) diminue, entraînant aussi une diminution de la demande de moyens de consommation puisque les ouvriers de la section I commencent à devenir chômeurs. En même temps augmente l'offre de marchandises, parce que les fabriques nouvelles et reconstruites commencent à jeter des marchandises sur le marché. La surproduction est déjà là, mais l'explosion de la crise traîne en longueur, car les capitalistes qui ne croient jamais à la fin d'une phase de prospérité remplissent les entrepôts. Mais la production l'emporte de plus en plus sur la consommation jusqu'au moment où la crise éclate ouvertement¹.

Si sur la base de ces explications nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur l'évolution du cycle industriel dans la période d'après-guerre, voici ce que nous pouvons constater :

a) La première crise d'après-guerre de 1920 à 1921 n'a pas été une crise de surproduction « normale ». Pendant la guerre mondiale, la consommation en Europe par suite de la consommation improductive formidable des armées et de la dévastation de grandes régions, a été supérieure à la production. Avec une accumulation formidable de capital fictif (emprunts de guerre), il y a eu en réalité une « désaccumulation ». A la fin de la guerre les machines étaient usées (à l'exception de celles des entreprises de l'industrie des armements nouvellement construites pendant la guerre), les stocks de marchandises et de matières premières étaient tombés bien au-dessous de la normale ; la terre épuisée, les maisons non réparées, etc. Cette dévastation des forces productives a entraîné un appauvrissement général, une sous-production. « La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production », disent les thèses du III^e congrès de l'Internationale communiste. La sous-production des pays belligérants d'Europe s'est enchevêtrée avec la surproduction dans les pays neutres et les pays d'outre-mer.

b) Ce grand besoin de moyens de production en Europe provoqué par la guerre a permis de surmonter *rapidement* la première crise d'après-guerre. Financée largement par les crédits américains, commença une reconstitution rapide de l'appareil de production qui constitua la base économique de l'animation et de la phase de prospérité. *Mais c'est précisément ce renouvellement massif du capital fixe accompagné d'une forte élévation de l'intensité du travail (« rationalisation ») qui entraîna une nouvelle aggravation des contradictions entre les forces productives impétueusement élargies et le pouvoir de consommation particulièrement réduit par suite de la rationalisation* : en d'autres termes, l'aggravation particulière du problème du marché. La crise générale du capitalisme s'approfondit. La bourgeoisie est incapable d'utiliser les forces productives qu'elle a créées. De là la croissance du chômage chronique, l'inutilisation grandissante de l'appareil de production, et la profondeur, la virulence particulières et la longue durée de la crise industrielle !

c) L'excédent de l'appareil de production (en même temps que la crise agraire chronique) constitue la base économique la plus importante du caractère particulier de la dépression actuelle. Les

¹ Dans ce chapitre nous traitons sciemment le problème de la crise d'une façon très simplifiée, fragmentaire. La crise signifie l'explosion et le dénouement temporaire, de toutes les contradictions du capitalisme. Nous n'avons souligné que celles qui sont d'une importance spéciale pour la situation actuelle.

forces internes du capitalisme ont suffi pour surmonter le point le plus bas de la crise et ont permis le passage à la phase de dépression ; mais une animation et une phase de prospérité sont impossibles sans une accumulation réelle de grand style, c'est-à-dire sans renouvellement et élargissement du capital fixe ! Cependant l'excédent inutilisé de l'appareil de production qui existait déjà avant la crise, constitue un lourd obstacle à l'investissement de capital dans de nouveaux moyens de production¹.

C'est ainsi que la contradiction qui s'exacerbe fatalement entre l'évolution des forces productives et le pouvoir de consommation de la société capitaliste détermine à un degré croissant la marche du cycle industriel et constitue la base économique de la maturation accélérée de la crise révolutionnaire.

¹ Nous reviendrons en détail sur le caractère particulier de la dépression dans un chapitre ultérieur.

CHAPITRE II

LA GRANDE CRISE DE 1929 A 1933

Chaque crise cyclique a sa place particulière dans l'histoire du capitalisme. Chaque crise a ses traits qui diffèrent de ceux de toutes les précédentes¹ Aussi l'esquisse donnée dans le chapitre précédent des *fondements généraux* de la marche cyclique du processus de production capitaliste ne suffit-elle pas à embrasser dans sa multiplicité concrète la grande crise de 1929-1933. *Dans une analyse concrète il faut laisser de côté quelques-unes des simplifications méthodologiques* que Marx a faites dans le but de rendre plus intelligibles les causes générales des crises, et d'autre part, y insérer les nouveaux facteurs créés par le développement du capitalisme.

a) Dans l'analyse générale, Marx suppose un capitalisme « pur », une société composée de deux classes seulement : la bourgeoisie et le prolétariat. En réalité, la majorité de la population de la terre est formée jusqu'à maintenant de « *producteurs indépendants* » : paysans et artisans. La paysannerie est un des acheteurs les plus importants des marchandises de l'industrie capitaliste. Les produits de l'agriculture paysanne entrent comme matières premières dans le capital constant, servent à l'alimentation des ouvriers. L'agriculture paysanne et l'industrie capitaliste s'interpénètrent intimement. Et bien que le capital s'insinue de plus en plus dans l'agriculture, soumettant la paysannerie à l'exploitation sous les formes les plus diverses, la situation de l'agriculture paysanne n'en est pas moins un élément important dans le développement des diverses crises industrielles cycliques. Une bonne situation de l'agriculture atténue les crises : une crise agraire comme la crise présente les approfondit et les exacerbe.

b) Marx considère la société capitaliste tout entière comme « une nation », le marché capitaliste comme « un marché mondial » unique ; le fait que la société capitaliste est organisée en différents territoires délimités en Etats, la différence entre le marché « intérieur » et « extérieur » sont laissés de côté par Marx à ce stade de son analyse. Dans l'analyse des différentes crises et en particulier de la dernière, il nous faut consacrer une attention spéciale à la division de la société capitaliste en différents Etats se fermant de plus en plus les uns aux autres, division qui a entraîné un rétrécissement inouï du commerce international, la désagrégation du « marché mondial » au sens ancien du mot, une lutte particulièrement âpre pour le moindre débouché sur le marché mondial, un déclin du système de crédit international, etc.

c) La théorie économique de Marx en général, sa théorie des crises en particulier, est édiflée sur

¹ Marx a établi sa théorie des crises sur la base de l'analyse concrète, tout à fait détaillée, des crises entre 1848 et 1858, comme le montrent ses remarques dans le *Capital* et dans les *Théories sur la plus-value*, sa *Correspondance* avec Engels et une collection énorme de citations et de chiffres qui se trouvent à l'Institut Marx-Engels-Lénine.

le capitalisme industriel, *sur le capitalisme de la libre concurrence*. Le capitalisme actuel est un capitalisme monopoliste : l'impérialisme. Le caractère monopoliste du capitalisme qui se développe fatalement de la libre concurrence - par la concentration du capital au moyen de l'accumulation et de la centralisation - continue à réduire la force de consommation de la société capitaliste et partant la capacité d'absorption du marché en général. Le monopole signifie la vente des marchandises *au-dessus* de leur prix de production (prix de revient plus profit moyen). Au déplacement de la répartition de la valeur *nouvellement* produite chaque année entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat, à l'avantage de m et aux dépens de v , déplacement « normal » conditionné par l'augmentation de la productivité du travail, s'ajoute dans le développement du capitalisme un nouvel élément : le profit monopoliste, l'augmentation *artificielle* de la part du capital monopoliste dans le profit total aux dépens du revenu des « producteurs indépendants » encore en activité et des capitalistes plus petits, en même temps que se produit au sein de la bourgeoisie un déplacement en faveur du cercle étroit de l'oligarchie financière. Le pouvoir de consommation de la société capitaliste et, en dernière analyse, la capacité d'absorption de l'ensemble du marché capitaliste se réduisent encore davantage par suite de la formation des monopoles.

Nous avons déjà exposé plus haut le caractère erroné de l'argumentation de l'économie politique bourgeoise selon laquelle la grandeur absolue de la valeur nouvellement produite détermine seule le pouvoir de consommation, mais pour qui la répartition entre la bourgeoisie et le prolétariat et au sein de la bourgeoisie, entre l'oligarchie financière, la petite et moyenne bourgeoisie est sans importance. La somme totale de v , le revenu total du prolétariat est consommé individuellement, dépensé pour des marchandises de la section II ; de la somme de m , du revenu de la bourgeoisie, seule une partie est consommée individuellement, une autre partie est accumulée, et une partie toujours plus grande de m , du revenu total de la bourgeoisie revient au cercle étroit de l'oligarchie financière et une partie relativement moindre - malgré le luxe insensé des plus grands exploiters monopolistes - est dépensée pour les marchandises de la section II.

Le capital monopoliste a, face à la classe ouvrière, une position particulièrement forte en tant qu'*employeur*. Ceci lui permet d'abaisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, directement par une pression sur les salaires, et indirectement par l'augmentation monopoliste des prix des marchandises qui entrent dans la consommation de la classe ouvrière.

Le profit monopoliste ne provient pas exclusivement de la *vente* de marchandises monopolisées à des prix supérieurs aux prix de production, mais aussi de *l'achat de matières premières et d'autres marchandises à des prix inférieurs aux prix de production*. Par l'achat de produits agricoles à la paysannerie et de marchandises industrielles à des artisans, à de petits industriels, à de petits capitalistes, le capital monopoliste s'approprie une partie de la valeur en les acquérant à des prix qui, dans de très nombreux cas, ne laissent même pas aux producteurs indépendants le revenu d'un salarié. Le pouvoir de consommation de ces couches s'en trouve particulièrement réduit.

Le pouvoir de consommation de la société capitaliste diminue relativement avec le développement des monopoles et comme, en *dernière analyse*, la grandeur du pouvoir de consommation détermine aussi la grandeur du *pouvoir d'achat*, la contradiction entre les possibilités de production et les possibilités de débouchés devient de plus en plus grande et le problème du marché de plus en plus insoluble.

Mais le capitalisme monopoliste ne rétrécit pas seulement le *pouvoir d'achat*, par la réduction du pouvoir de consommation, il le réduit aussi de façon directe. La vente à des prix monopoles n'est

possible que s'il y a restriction de l'offre de la marchandise monopolisée. Pour l'assurer, il faut entraver le développement de la production et adapter le nouvel équipement dans les branches de production monopolisées à l'écoulement artificiellement rétréci par les prix élevés.

Sur cette base apparaît une nouvelle contradiction dans le capitalisme monopoliste. Les efforts pour limiter l'offre afin de *maintenir des prix élevés* empêchent l'extension de la production. Mais, d'autre part, les efforts pour *abaisser les frais de production* (nous ne devons jamais oublier que les monopoles ne suppriment pas la concurrence, à l'intérieur d'une branche de production avec les *outsiders*, entre les monopoles dont les marchandises peuvent se substituer les unes aux autres - produits de substitution ; et entre les monopoles de toute sorte pour le « dollar du consommateur », c'est-à-dire pour la part de leurs marchandises qui entrera en tant que valeur d'usage dans la consommation totale de la société), poussent à *édifier de nouvelles entreprises plus parfaites au point de vue technique, ce qui s'accompagne nécessairement d'une extension de la capacité de production*.

Le résultat final est que les crises cycliques *sont plus virulentes et plus profondes dans le capitalisme monopoliste que dans le capitalisme de la libre concurrence* ! La thèse de Hilferding, déjà posée dans son *Capital financier*, que les crises sont moins violentes dans la période de l'impérialisme, est absolument erronée. Cette thèse est établie sur la fausse conception fondamentale de Hilferding selon laquelle les crises naissent du manque d'organisation du marché et des disproportions accidentelles qui en résultent. Il ne voit pas que la cause fondamentale de la crise est la contradiction entre la production sociale et l'appropriation privée qui s'exprime dans la contradiction entre les forces productives et le pouvoir de consommation et *qui ne peut manquer d'amener périodiquement une surproduction de toutes les marchandises*. Il sépare mécaniquement le pouvoir de consommation de la société de la proportionnalité des diverses branches de production.

« La capacité de consommation de la société », dit Lénine, et « les proportions respectives des diverses branches de production » ne sont nullement des conditions isolées, indépendantes, sans liaison réciproque. Au contraire, un état déterminé de la consommation constitue l'un des éléments de la proportionnalité¹.

Comme Hilferding suppose qu'avec le développement du caractère cosmopolite du capitalisme la concurrence se meurt et le marché devient « plus visible », il en déduit que les crises s'affaiblissent², alors que selon la théorie juste, marxiste-léniniste, elles ne peuvent que devenir de plus en plus virulentes dans le capitalisme monopoliste.

L'analyse concrète des différentes crises dans la période de l'impérialisme en fournit la confirmation complète.

d) La théorie des crises de Marx est édifiée sur la base d'un capitalisme encore ascendant et qui se développe rapidement de façon intensive et extensive. *La grande crise de 1929-1933 se déroule sur*

¹ LENINE : *Œuvres*, tome 4, p. 58, Editions sociales, Paris.

² Dans son article-programme « Problèmes du temps » dans le premier numéro de *Gesellschaft*, Hilferding a écrit, en 1924 : « ... Il se produit un passage du capitalisme de la libre concurrence au capitalisme organisé. De cette façon s'accroissent en même temps l'ordre et la direction consciente de l'économie qui s'efforcent de venir à bout, sur la base du capitalisme, de l'anarchie immanente du capitalisme de la libre concurrence... Si cette tendance pouvait se faire jour sans obstacle... les crises ou du moins leur répercussion sur les ouvriers s'atténueraient... Les rapports de travail prennent un caractère plus durable, le chômage devient moins menaçant, ses conséquences sont atténuées par l'assurance... » Dix années ont suffi pour mettre à nu l'inconsistance complète de cette analyse soi-disant « marxiste ».

*la base de la crise générale du capitalisme et c'est celle-ci qui l'a marquée de son sceau spécial*¹.

Nous ne pouvons pas donner ici l'analyse détaillée de la crise générale². Il faut nous borner aux moments qui sont les plus importants pour l'évolution de la crise industrielle.

a) *L'ébranlement du système social capitaliste* qui se manifeste dans l'existence et l'épanouissement de l'Union soviétique sur la base socialiste, dans l'existence de la Chine soviétique, dans l'extension et l'approfondissement du mouvement révolutionnaire colonial anti-impérialiste, dans la maturation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, etc., et qui nous a amenés au seuil du deuxième cycle de révolutions, engendre une insécurité générale, paralyse le nouvel investissement du capital et les entreprises de longue durée dans le monde entier.

b) *Il y a une contradiction aiguë continue entre les forces productives et les rapports de production dans le monde capitaliste.* Cela se manifeste dans l'étranglement chronique des débouchés sur la base capitaliste, entraîne une lutte violente pour chacun d'entre eux et provoque une exacerbation des antagonismes impérialistes qui nous a amenés au seuil du deuxième cycle de guerres. La capacité de manœuvre du Capital s'en trouve rétrécie. L'étranglement chronique des débouchés se manifeste économiquement de la façon suivante :

1. *La crise agraire chronique* réduit constamment le pouvoir d'achat de la population agricole.

2. *L'excédent chronique de capital* surtout de capital industriel (inutilisation permanente de grandes parties de l'appareil de production³), mais aussi de capital commercial et de capital prêté (à l'exception de la phase aiguë de la crise de crédit).

Le chômage chronique de masse, l'armée de réserve industrielle de l'époque du capitalisme industriel ne disparaît pas non plus dans la phase de prospérité et - abstraction faite du mouvement cyclique - ne fait que s'accroître toujours davantage.

Tels sont les éléments les plus importants de la crise générale du capitalisme qui déterminent la profondeur, la virulence et la longueur particulières de la grande crise de 1929-1933.

La profondeur de la crise.

Nous prendrons comme échelle de comparaison la régression de la production industrielle. Il n'existe d'index récapitulatif que pour l'Allemagne⁴

¹ La crise de 1920-1921 s'est déroulée elle aussi déjà dans la période de crise générale du capitalisme ; mais, comme nous l'avons expliqué plus haut, ce sont surtout les suites de la guerre qui l'ont marquée de leur empreinte.

² Voir : *Programme de l'Internationale communiste*, Bureau d'Éditions, 1935 ; rapport de Staline au XVI^e congrès du Parti, publié en 1930 au Bureau d'Éditions, sous le titre *Deux Bilans*.

³ La capacité de production de l'industrie allemande était utilisée à 67,4 % en 1929, et seulement à 35,7 % en 1933 en prenant la semaine de travail de 48 heures comme base.

⁴ Calculé par l'Institut pour la recherche de la conjoncture [Institut für Konjunkturforschung], Berlin.

MODIFICATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'ALLEMAGNE D'APRÈS LES CYCLES
Index général

Année de prospérité	Année du maximum de la crise	Année de prospérité	Année de crise	Changement en %
1865	1866	15,9	16,0	+ 0,6
1872	1874	22,9	21,5	- 6,1
1885	1886	32,2	32,7	+ 1,6
1891 (1898)	1892 (1900)	41,4	40,0	- 3,4
1900	1901	64,7	64,9	+ 0,3
1906	1908	34,3	78,8	- 6,5
1922	1923	71,4	46,9	- 34,4
1929	1932	103,1	61,2	- 40,6

Moyens de production

Année de prospérité	Année du maximum de la crise	Année de prospérité	Année de crise	Changement en %
1865	1866	12,4	12,4	0,0
1872	1874	17,6	16,9	- 4,0
1885	1886	27,7	28,3	+ 2,2
1891 (1898)	1892 (1900)	35,5	33,8	- 4,8
1900	1901	62,1	61,1	- 1,6
1900	1901	62,1	61,1	- 1,6
1906	1908	83,0	76,0	- 8,4
1922	1923	70,7	43,4	- 38,6
1929	1932	103,0	48,4	- 53,0

Moyens de consommation

Année de prospérité	Année du maximum de la crise	Année de prospérité	Année de crise	Changement en %
1865	1866	26,0	26,3	+ 1,2
1872	1874	38,0	34,3	- 9,7
1885	1886	45,0	45,1	+ 0,2
1891 (1898)	1892 (1900)	58,0	57,7	- 0,5
1900	1901	75,0	72,2	- 3,7 ¹
1906	1908	89,2	87,0	- 2,5
1922	1923	76,3	58,8	- 22,9
1929	1932	106,2	79,4	- 25,3

Ce tableau illustre avec une clarté parfaite nos explications précédentes :

a) *A l'époque du capitalisme industriel*, lorsque le capitalisme allemand marquait une ascension rapide, les crises étaient peu fortes dans la sphère décisive de la production ; *dans trois crises il n'y a pas de régression du tout de la production industrielle, mais seulement un ralentissement du rythme de la croissance.*

b) *A l'époque du capitalisme industriel*, lorsque le développement des forces productives n'est pas encore limité par les monopoles, la régression dans la production de moyens de production n'est pas supérieure, mais inférieure à celle de la production de moyens de consommation.

¹ Les chiffres se rapportent aux années 1898 et 1900. La crise avait commencé *plus tôt* et s'était terminée plus tôt dans la section II ; de là le fait que l'index général indique un accroissement alors que les deux index partiels, chacun pris à part, indiquent une baisse.

c) *A l'époque de l'impérialisme*, et en particulier à l'époque de la crise générale, la régression de la production industrielle dans la crise s'accroît par bonds. En même temps le centre de gravité de la crise se déplace vers la section I, par suite de l'effet des monopoles et de l'excédent chronique de moyens de production qui caractérise la crise générale.

d) *La dernière crise dépasse de beaucoup et en profondeur toutes les précédentes*, en particulier la production de moyens de production est tombée à moins de la moitié, alors que la production de moyens de consommation n'a régressé que d'un quart.

Pour les autres pays, il n'y a pas d'index généraux calculés de la même façon. Nous y suppléerons par les statistiques des *anciennes* industries qui existent depuis longtemps. Le tableau suivant donne le pourcentage de la régression¹ de l'année de la prospérité à l'année de la crise la plus profonde.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE RÉGRESSION DE LA PRODUCTION EN %

Années	Charbon	Fer	Acier	Consommation de coton
1857-58 ...	1,7	20,2	—	27,4
1865	+0,5 augm.	17,9	—	—
1874-75 ...	9,1	27,0	+8,5 augm.	9,6
1884-85 ...	7,5	12,5	10,7	15,4
1893-94 ...	6,4	27,3	18,4	19,8
1907-08 ...	13,4	38,2	40,0	8,9
1920-21 ...	27,5	54,8	53,0	20,0
1929-33 ...	41,7	79,4	76,3	31,0

Ce tableau accuse au fond la même dynamique qu'en Allemagne. La régression considérable dans la production d'acier et de fer, des matières premières typiques des moyens de production, est particulièrement caractéristique dans la dernière crise.

Le tableau est un peu différent en *Angleterre* et en *France*. En Angleterre le recul de la production dans la crise actuelle est moindre que dans la première crise d'après-guerre. Cela résulte du fait que la crise générale est particulièrement accusée en Angleterre ; aussi n'y a-t-il pas eu dans ce pays d'essor réel dans les années 1928-1929. En France, par contre, la crise a été relativement faible en 1920-21 (la régression de l'index général de la production industrielle n'a été que de 11 % contre 31 % dans la dernière crise), parce que la restauration des régions dévastées a créé un grand débouché de caractère spécial. Mais cette inégalité suivant les différents pays ne change rien au fait que *la crise de 1929-33 a été à l'échelle mondiale de beaucoup la plus profonde dans l'histoire du capitalisme !*

Dans cette profondeur particulière de la dernière crise le rôle décisif est joué par l'excédent chronique de moyens de production qui a fait reculer avec une force particulière, *à l'échelle mondiale*, la section I ainsi que le montre le tableau suivant :

¹ Calculé dans la section de la conjoncture de l'Institut pour l'économie et la politique mondiales, Moscou.

INDEX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE MONDIALE
(1928 = 100)¹

	1913	1929	1930	1931	1932	1933
Moyens de production	69	110	96	82	62	75
Moyens de consommation	81	105	98	91	89	96

Dans l'année de crise la plus profonde, en 1932, la production de la section I est tombée à 10% environ au-dessous du niveau de 1913, alors que la production dans la section II était de 10% environ au-dessus du niveau de 1913.

La régression de la production dans les pays les plus importants - pour chaque section - est indiquée pour 1932 par le tableau suivant :

INDEX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1932
(1928 = 100)

	E.-U.	Allem.	Angl.	Pologne	France	Japon
Section I	48,2	50,2	85,3	49,4	80	99,5
Section II	81,3	77,7	90,5	61,6	64	110,3

Ces chiffres accusent une grande inégalité entre les différents pays. C'est aux *Etats-Unis* et en *Allemagne*, dans les deux pays où l'appareil de production industrielle avant la crise était le plus développé et modernisé par la rationalisation, que le marasme de la production des moyens de production est le plus grand. (En Pologne, le manque de capitaux, l'arrêt dans l'importation de capitaux jouent un grand rôle.) La *France* occupe pendant toute la durée de la crise une position exceptionnelle : la régression dans la section I y a toujours été moindre que dans la section II. Les raisons principales en sont : commencement tardif et ampleur moindre de la rationalisation avant la crise, grands travaux de construction de fortifications, de ports et de canaux pendant la crise, importance considérable dans la section II de l'industrie de luxe qui a été touchée de façon toute particulière par la crise. En *Angleterre*, le recul de la production est en général moindre parce que la production a déjà été très basse dans l'année 1928 qui est prise comme base. Au *Japon*, le point le plus bas de la crise a déjà été atteint en 1931.

Parmi les différentes branches de production ce sont, à côté de l'industrie sidérurgique, l'industrie du bâtiment, celles des chantiers navals et de la construction de machines qui ont souffert le plus violemment de la crise, c'est-à-dire les branches industrielles qui produisent avant tout des marchandises devant servir comme *capital fixe*. En ce qui concerne la tendance à éviter toute augmentation du capital fixe, on peut lire :

¹ Pour les années 1932-1933 cette statistique du monde capitaliste, sans l'Union soviétique, n'existe pas. Pour les années précédentes les chiffres sont les suivants (l'U.R.S.S. non comprise) :

	1913	1929	1930	1931
Moyens de production	69	109	94	78
Moyens de consommation	81	104	93	92

Comme nous le voyons en comparant les chiffres pour 1931 l'entrée de l'U.R.S.S. dans la statistique déplace considérablement l'index mondial en faveur de la section I.

Ces chiffres sont ceux de l'*Institut pour la recherche de la conjoncture*, fascicule spécial n° 31, page 67 ; pour les années 1932 et 1933, rapport mensuel n° 27 du 14 juillet 1934.

Dans le dernier semestre on a passé en Allemagne, d'une façon tout à fait restreinte, des commandes de machines-outils. Elles provenaient presque exclusivement de firmes petites et moyennes. Par contre, les grandes usines et les consortiums ont suspendu leurs achats dans la mesure où il s'agit d'équipement de production. *Elles couvrent leurs besoins pressants avec les parcs de machines des sections des usines moins occupées*¹.

Par suite de l'excédent chronique de la capacité de production dans la crise, *la production de moyens de production dans certains pays a reculé tellement qu'elle ne couvrait même pas l'usure naturelle courante*. Ceci a été reconnu dès l'année 1931 par les autorités bourgeoises. C'est ainsi que l'Institut pour la recherche de la conjoncture² écrit :

En 1931, la diminution de l'équipement, par suite de l'usure courante et du vieillissement dans tout le territoire de l'économie nationale allemande, aurait été supérieure à la somme des investissements destinés à le remplacer et des rares nouveaux investissements. En d'autres termes, l'économie nationale allemande a vécu, en 1931, sur sa propre substance.

Dans le rapport annuel du trust de l'acier américain (*United States Steel Corporation*), on peut lire pour 1931 :

La production annuelle moyenne d'acier brut dans les dix années qui vont de 1922 à 1931, a été de 43 millions de tonnes, comparativement à une production de 26 millions de tonnes en 1931.³

L'hypothèse paraît être fondée que, sur la base de la consommation moyenne des Etats-Unis en produits d'acier pendant les 10 dernières années, *les besoins de l'intérieur pour l'entretien des entreprises et de la consommation courante* exigeraient à eux seuls, sans développement ni extension, un tonnage considérablement plus grand que la consommation en 1931.

Mais en 1932 la production d'acier brut des Etats-Unis a été d'environ la moitié de celle de 1931. Aussi est-il manifeste que la production a été bien loin de couvrir l'usure courante.

Dans quelques cas la diminution du capital fixe dans la crise peut être établi directement. Nous en citerons deux exemples : *les chemins de fer américains et l'industrie du coton*.

Alors que dans les cinq années qui ont précédé la crise, les chemins de fer des Etats-Unis posaient chaque année pour environ plus de 2 millions de tonnes de nouveaux rails en remplacement des rails usés sur leurs lignes, ils n'en ont changé, en 1932, que 500 000 tonnes.

Il en est de même de leur matériel roulant. Il a été commandé :

	1929	1931	1932 (jusqu'en sept. 1933)
Locomotives	1 212	235	—
Wagons de voyageurs	2 303	11	—
Wagons de marchandises	111 000	11000	2 000

Les réparations de locomotives et de wagons ont été à ce point négligées que le nombre de

¹ H. SCHÖENING : « L'industrie allemande des machines-outils », Revue du *Verein deutscher Ingenieure* du 4 mars 1933.

² *Rapport hebdomadaire* du 9 mars 1932.

³ Source *Iron Age*

locomotives en état de fonctionner est inférieur actuellement de plusieurs milliers à celui d'avant la crise. (Chiffres tirés de plusieurs numéros du *Railway Age*.)

CHIFFRE DES BROCHES DE COTON INSTALLÉES¹

	1-8-29 (en millions)	1-2-33 (en millions)	Diminution (en millions)	%
Monde capitaliste dont :	156,7	148,4	8,3	5
Angleterre	55,9	48,0	7,9	14
Etats-Unis	34,8	31,0	3,8	11
Allemagne	11,3	9,9	1,4	13

Le déclin de l'industrie textile se produit dans les pays capitalistes *dirigeants* ; par contre dans les pays coloniaux il y a eu aussi pendant la crise une certaine extension de l'industrie textile ; c'est pourquoi la diminution dans le monde entier est inférieure à celle de l'ensemble des trois pays capitalistes dirigeants.

Le développement du tonnage des *vaisseaux* montre un tableau analogue :

TONNAGE MONDIAL BRUT² (en millions)

	Total	Dont :	
		Vapeurs	Bateaux à moteur
Juin 1929	68,07	59,78	6,63
Juin 1934	65,58	53,75	10,60
	- 2,49	- 6,03	+ 3,97

Mais ces chiffres dissimulent le caractère antagonique et inégal du développement. Pendant les années 1929-33 on a terminé près de 9 millions de tonnes de navires *neufs*, de sorte que le désarmement des navires s'est élevé à environ 12 millions de tonnes. Au milieu de 1933, il n'y avait pas moins de 11,6 millions de tonnes retirées de la navigation. Mais la concurrence internationale et la préparation à la guerre ont poussé à la construction de nouveaux bateaux à moteur encore plus rapides. Au milieu de 1934 on a travaillé à de nouvelles constructions de navires pour 1,2 million de tonnes.

Calculée par pays, même inégalité que dans l'industrie du coton :

DIMINUTION DU **TONNAGE** DES NAVIRES ENTRE LE MILIEU DE 1929 ET DE 1934
(Millions de tonnes)

Angleterre	Etats-Unis	Allemagne
2,43	1,48	0,4

Par contre, certains petits Etats ont augmenté leur tonnage. La tendance à la diminution de la division du travail à l'échelle mondiale apparaît ici tout comme dans l'industrie cotonnière.

Ces chiffres et ces faits que l'on pourrait multiplier autant qu'on le voudrait, montrent la profondeur particulière de la crise économique qui dépasse toutes les crises précédentes. La production serait encore tombée plus bas *s'il n'y avait pas eu de formidables préparatifs de guerre* qui ont procuré des commandes à une partie de l'industrie. Ces faits font apparaître clairement la pourriture du capitalisme.

¹ *International Cotton Statistics*, mars 1934.

² *Bulletin mensuel de statistique*, Genève, Société des Nations, juillet 1934, p. 292.

Le caractère universel de la crise.

La dernière crise se distingue de toutes les *précédentes* – comme l’a souligné le camarade Staline dans son rapport au XVIII^e congrès du P.C. de l’U.R.S.S. – *par son caractère universel*. Si nous étudions l’histoire des crises précédentes, nous trouvons qu’il y a toujours eu quelques pays et quelques branches de production qui ont été épargnés par la crise¹. En s’enchevêtrant avec la crise agraire chronique cette crise a englobé tous les pays, sans exception, les Etats industriels et les Etats agraires, les Etats impérialistes et les Etats coloniaux, les moyens de production et les moyens de consommation, les moyens de subsistance et les matières premières, le commerce intérieur et le commerce extérieur, la Bourse et le crédit.

Ne font exception que quelques branches industrielles qui servent *directement* à la préparation de la guerre : l’aviation, la production de la soie artificielle, entre autres. Dans ces branches d’industrie, la production a augmenté aussi pendant la crise et la capacité de production s’est accrue de nouvelles constructions, bien que l’équipement existant soit loin d’être utilisé complètement.

PRODUCTION MONDIALE²

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Soie artificielle (<i>en millions de quintaux métriques</i>)	174	208	200	224	240	302

Le développement a été très inégal. Au Japon, par exemple, la production de la soie artificielle a passé de 7 500 quintaux métriques à 44 000 en décembre 1933, d’après les calculs de la Société des Nations.

La longueur de la crise.

La dernière crise est incontestablement la plus longue de l’histoire du capitalisme. Cependant il est très difficile de donner des chiffres comparatifs exacts, pour les raisons suivantes :

a) *Le moment où la crise a éclaté ouvertement* peut être fixé de façon précise (bien que la crise ait mûri longtemps sous la forme d’une accumulation de marchandises invendues). Par contre, le passage de la crise à la phase de dépression est un processus qui n’est pas délimité nettement et qui a été interrompu par des rechutes. La détermination du moment où, une fois le point le plus bas de la crise franchi, la crise est passée à la dépression, ne peut être faite que d’une façon plus ou moins arbitraire. On ne peut indiquer exactement que le laps de temps entre *le point le plus élevé de la production et le point le plus bas de la crise* qui pourtant ne signifie pas encore la *fin de la crise*.

b) Pour des raisons techniques : sur les cycles antérieurs nous ne possédons *pas* de chiffres de production mensuelle, mais seulement annuelle ; aussi nous bornerons-nous à quelques exemples pris aux Etats-Unis.

¹ Voir par exemple THORP : *Business Annals*, New York, 1926.

² *Statistisches Jahrbuch des Völkerbundes*, 1933-1934.

DURÉE DU REcul DE LA PRODUCTION
(en mois)

	Fer	Charbon	Contrats de construction
Crise 1907-08	3	6	9
Crise 1920-21	16	4	9
Crise 1929-32	39	41	57

La durée du recul de la production jusqu'au point le plus bas de la crise qui détermine en même temps la durée exceptionnelle de celle-ci, résulte de la crise générale du capitalisme, de l'effet des monopoles qui ont cherché à empêcher la chute des prix de leurs marchandises et, partiellement aussi, des tentatives de la bourgeoisie de surmonter rapidement la crise par des mesures d'Etat dont le résultat a été de la prolonger.

La chute des prix.

La chute des prix dans la crise a été — à l'exception de la crise d'après-guerre — incomparablement plus forte que dans toutes les crises précédentes¹. Cette formidable chute des prix constitue la base d'une série de facteurs importants, qualitativement nouveaux, de la crise : dévaluation des monnaies, non paiement des dettes étrangères, arrêt de l'exportation de capital². Il nous faut donc examiner ces causes de façon approfondie.

L'évolution des prix dans les pays les plus importants pendant la crise a été la suivante :

INDEX DES PRIX DE GROS (1913 = 100³)

Année	Allemagne	France (en fr. or)	Angleterre (<i>Economist</i>)	Etats-Unis	Japon
1929	137	127	127	137	166
1930	125	113	107	124	137
1931	111	102	89 ⁴	105	116
1932	97	87	86	93	122 ⁵
1933	93	81	87	94 ⁶	136

Ces chiffres *ne sont pas comparables* entre eux, car diverses marchandises et les mêmes marchandises avec des poids différents servent de base au tableau. Mais le *mouvement* des prix

¹ La chute des prix dans les crises précédentes s'est élevée à environ 10%. *La grande période de chutes de prix au XIXe siècle, de 1873 à 1806, ne revêt pas de caractère cyclique.* La chute des prix a été la conséquence, d'une part, de la crise agraire, d'autre part, de la diminution de la valeur des marchandises par suite du progrès technique ainsi que de l'élévation de la productivité du travail, très grande dans cette période d'essor du capitalisme.

² *L'inégalité de la chute des prix* — les prix monopole ont baissé beaucoup moins que les prix sur le marché libre ; les prix des produits industriels moins que ceux des produits agricoles, etc. — *constitue un facteur particulier de l'aggravation des antagonismes dans la crise.* Nous en parlerons plus tard.

³ *Bulletin mensuel de statistique.* Société des Nations 1934, numéro 7.

⁴ Inflation depuis septembre 1931.

⁵ Inflation depuis fin 1931.

⁶ Inflation depuis mars 1933.

(compte tenu de l'effet de l'inflation) est le même.

CHUTE DES PRIX EN POURCENTAGE DE 1929 A 1933
(moyenne annuelle)

Allemagne	France	Angleterre	Etats-Unis
32	36	31	31

Les prix ont baissé à peu près du même pourcentage dans tous les pays où il ne s'est pas produit de forte dévaluation de la monnaie. Cette chute de prix ne provient pas seulement de la virulence de la crise mais aussi des raisons suivantes :

Pendant la guerre, la demande de marchandises a dépassé constamment l'offre dans de telles proportions que les prix de presque toutes les marchandises se sont élevés considérablement au-dessus de leur valeur. Cette affirmation semble contredire une des thèses fondamentales du marxisme selon laquelle le prix des marchandises est déterminé par leur valeur. Cependant, ce n'est pas le cas. Dans des circonstances *exceptionnelles*, lorsque la demande dépasse fortement et pendant longtemps l'offre, les prix peuvent et doivent s'élever au-dessus de la valeur. Les prix ne sont déterminés en général par la valeur que dans des circonstances « normales ».

2. Dans la mesure où les crises proviennent de *changements de révolutions de prix* qui ne coïncident pas avec les changements de valeur des marchandises, il va de soi qu'on ne peut les expliquer lors de l'analyse du capital en général – dans laquelle on présuppose l'identité des valeurs et des prix des marchandises¹.

Nous le voyons, Marx suppose la possibilité de « révolutions dans les prix » sans changement de la valeur. Il y a plus encore : dans chaque cycle, les prix du marché s'élèvent, pendant la haute conjoncture, *au-dessus* de la valeur, et les prix du marché tombent, pendant la crise, *au-dessous* de leur valeur. Il n'y a égalité du montant des prix et du montant de la valeur des marchandises que pour la moyenne du cycle entier. Marx dit :

... Dans la période de prospérité et notamment dans la période de son épanouissement vertigineux, où baisse la valeur relative de l'or exprimée en marchandises (sans autre révolution réelle de la valeur), *alors le prix des marchandises augmente indépendamment de leur valeur.*²

L'éloignement des prix de la valeur par suite de la prédominance continuelle de la demande sur l'offre pendant la guerre mondiale n'est donc nullement en contradiction avec les théories de Marx. Il devait, au contraire, en être ainsi (le rétablissement artificiel des prix par des mesures d'Etat – prix minimaux garantis aux Etats-Unis et en Angleterre – a joué aussi son rôle).

Les prix *en or* se sont élevés jusqu'à la fin de la guerre mondiale à plus du double de ceux de l'année 1913. Dans la crise de 1920-21, cette surélévation des prix n'a été liquidée qu'à moitié, et c'est à ce niveau, encore toujours fortement surélevé, qu'a eu lieu la stabilisation des prix. L'index des prix-or a oscillé, dans les années 1922 à 1929, autour de 150 (ceux de 1913 : 100). La raison pour laquelle les prix n'ont pas continué à tomber jusqu'à peu près au niveau d'avant-guerre, ne *réside pas* dans la diminution de la valeur de l'or par rapport à la période d'avant-guerre, puisqu'il ne s'est produit

¹ K. MARX : *Théories sur la plus-value*, tome 2, p. 613, Editions sociales, Paris, 1976. Souligné par E. Varga.

² Marx 1957, p. 410.

aucune innovation technique qui aurait pu réduire considérablement le temps de travail contenu dans l'unité de poids de l'or. La raison, à notre avis, réside dans le fait que des éléments très importants des frais de production – fermages, rentes, frets, traitements des fonctionnaires, impôts, etc. – ont été fixés à leur niveau dans des contrats à long terme ou avaient un caractère *obligatoire* par suite de dispositions publiques. Ces éléments surélevés des frais de production ont maintenu les prix élevés bien que l'offre et la demande s'équilibrent plus ou moins. Il a fallu une nouvelle crise sévère pour détruire tous ces engagements, et pour adapter les prix aux valeurs des marchandises incontestablement diminuées, (par suite de l'augmentation de la productivité du travail) par rapport à la période d'avant-guerre. Mais cette adaptation a été un processus violent qui a aggravé particulièrement la crise, ne permettant que très difficilement de s'en rendre maître, désagréant tout le système monétaire et de crédit international et constituant un des éléments du caractère particulier de la dépression actuelle.

La diminution des profits.

Chaque crise signifie une diminution de *la masse de la plus-value* appropriée, car le *nombre des ouvriers exploités diminue fortement*, et la diminution des salaires ne peut rattraper la chute des prix. La diminution de la masse de la plus-value appropriée équivaut à la diminution de la masse des profits.

Mais de la forte chute des prix il résulte que *le profit baisse encore plus fortement que la plus-value*. Le prix des marchandises sur le marché n'est plus déterminé par le prix de production réel mais par le prix de reproduction. Lorsque les éléments du capital constant : matières premières, matières auxiliaires, etc., baissent de prix pendant le processus de production, ce ne sont pas les frais réels qui comptent dans le prix du marché des produits finis, mais au contraire, les débours nécessaires au moment de la vente pour acquérir les matières premières, les matières auxiliaires, etc. Aussi pendant la chute brusque des prix, chaque mutation du capital se termine par une perte. Les ouvriers sont exploités, la plus-value appropriée, mais il n'en résulte pas de profit. Plus le temps de production est long, et plus grande est la perte¹. Parallèlement, la non-utilisation de l'équipement de production qui augmente de façon positive les frais de production, joue naturellement aussi un grand rôle.

STATISTIQUE DES BILANS DES PAYS INDUSTRIELS LES PLUS IMPORTANTS²

	Etats-Unis (1928= 100) « Profit net » de 4333 sociétés industrielles de la <i>Standard Statistic</i>	Angleterre (bénéfices de 1924= 100)	Allemagne (Somme des bénéfices en millions de marks)
1929	113,5	120,1	315
1930	67,6	119,4	207
1931	28,0	92,5	116 (perte)
1932	7,0	75,8	73

¹ En abaissant les prix des éléments du capital constant, la chute des prix signifie un abaissement de la composition organique du capital et, par conséquent une augmentation du taux de profit aux dépens de grandes pertes en capital. Mais cet effet n'apparaît que lorsque la chute des prix est terminée.

² *Bulletin trimestriel pour la recherche de la conjoncture*, 8^e année, 2^e fascicule, partie A, page 98.

Nous soulignons que ces chiffres ne se rapportent pas au profit au sens que nous donnons à ces mots, mais au *bénéfice patronal* (dont sont retranchés les intérêts, les impôts, l'amortissement). Mais ils n'en donnent pas moins un tableau très approximatif. En même temps il est probable que de nombreuses sociétés par action dont le crédit était déjà en danger, ont « truqué » leurs bilans, c'est-à-dire ont indiqué des bénéfices au lieu des pertes réellement existantes.

Ces chiffres récapitulatifs dissimulent de grandes inégalités. Plus la crise s'approfondit dans les diverses branches industrielles, plus le processus de production s'allonge, et plus la perte est grande. Nous donnons comme exemple les Etats-Unis¹.

Le bénéfice patronal (profit après retrait des intérêts pour le capital emprunté, des impôts et de l'amortissement) de branches importantes de l'industrie aux Etats-Unis en 1932, a évolué de la façon suivante :

MONOPOLES PAR RAPPORT AUX ACHETEURS ET AUX FOURNISSEURS

	Nombre des entreprises	Capital (en millions de doll.)	Bénéfice patronal	%
Industrie des produits alimentaires	41	785	44,1	5,6
Laitages	10	321	19,8	6,2
Fabriques de pain	21	366	27,9	7,6
Tabac	28	894	110,3	13,4

Ces doubles monopoles, qui achètent leurs matières premières aux fermiers inorganisés à des prix très bas et qui écoulent leurs marchandises aux derniers consommateurs et par conséquent peuvent maintenir des prix élevés, chez lesquels le temps de* production est très court (dans les boulangeries il n'est que d'un jour) et dont le débit a baissé relativement, ont empoché de beaux profits aussi pendant la crise.

Ce n'est pas le cas pour toutes les entreprises de la section II, comme le montrent les chiffres suivants :

PERTES EN MILLIONS DE DOLLARS

Industrie cotonnière	3,7
Industrie de la laine	11,0
Autres textiles	11,6

Par contre, les entreprises de l'industrie lourde qui extraient leurs matières premières elles-mêmes ou les achètent à des prix monopole élevés à d'autres monopoles, chez lesquels le temps de production est plus long et la baisse de la production beaucoup plus grande, ont accusé de grandes pertes, malgré leur position monopoliste tout à fait forte.

	Nombre des entreprises	Capital	Pertes
		(en millions de dollars)	
Fer et acier	51	4 030	160,9
Fabriques de machines	73	537	39,0
Fabriques d'automobiles	20	1 382	40,5
Matériaux de construction	44	601	19,5
Extraction du cuivre	14	450	10,7

¹ Chiffres empruntés au *Bulletin* d'avril 1934 de la National City Bank.

Nous parlerons plus tard de façon spéciale des répercussions de la chute des prix des *produits agricoles*.

La crise de crédit et ses particularités.

Chaque crise dans la sphère de production a ses répercussions dans la sphère de crédit. Mais le début de la crise de crédit ne coïncide pas avec l'explosion de la crise dans la sphère de production. La particularité de la crise actuelle consiste dans le fait que l'explosion déclarée de la crise de crédit s'est produite avec un retard de deux à trois ans. Elle a pris des allures de catastrophe en Allemagne en été 1931, et en mars 1933 seulement aux Etats-Unis. L'interpénétration du capital bancaire avec le capital industriel sous forme de capital financier a incité les grandes banques à mobiliser toutes leurs ressources pour empêcher dans leur propre intérêt l'explosion déclarée de la crise de crédit qui pouvait devenir extrêmement dangereuse pour elles-mêmes, ainsi que l'a prouvé le krach des grandes banques allemandes¹. Mais plus l'explosion de la crise a traîné en longueur dans un pays, et plus la crise de crédit a pris des formes catastrophiques. C'est aux Etats-Unis qu'elle a été la plus violente. On sait que, en mars 1933, tous les instituts monétaires ont dû être fermés.

L'explosion violente de la crise de crédit n'a pas pu être empêchée surtout à cause de la chute des prix qui a augmenté de 30 à 40 % la charge réelle de l'endettement pendant la crise.

La chute des prix signifie un déplacement dans la répartition des revenus en faveur des créditeurs (rentiers) et à la charge des débiteurs (industriels, paysans, propriétaires d'immeubles, artisans). En d'autres termes : sur une somme totale de plus-value fortement diminuée par la crise, le capital prêteur sous toutes ses formes devait continuer à recevoir le même montant d'intérêts et d'amortissement. A la longue, la chose était impossible. Il y avait trois issues :

1. *L'annulation des dettes par la faillite.*
2. *La dévalorisation de la monnaie, ce qui adaptait la charge réelle des dettes au niveau des prix.*
3. *Le non-paiement sanctionné par l'Etat des dettes, aussi bien intérieures qu'extérieures.*

La voie anarchique, normale pour le capitalisme, de l'annulation par la banqueroute de cette partie devenue insupportable du fardeau des dettes, n'a pu se donner libre cours dans cette crise. Les banqueroutes ont englobé des postes de commandement du capital financier telles que la *Darmstaedter und Dresdner Bank*, la *Wiener Kreditanstalt*, le trust *Kreuger* en Suède, le consortium *Insull* aux Etats-Unis, etc. Par suite de la profondeur de la crise, par suite de la chute formidable des prix, le nombre des banqueroutes menaçait de prendre des proportions si formidables qu'il risquait de provoquer l'effondrement complet du système de crédit et, du point de vue politique, de compromettre l'hégémonie de la bourgeoisie sur la paysannerie et la petite bourgeoisie citadine. *Il fallait endiguer la vague des banqueroutes.* Ceci fut fait à l'intérieur soit par la dévalorisation de la monnaie, soit encore par l'abaissement des intérêts édicté par l'Etat, par l'interdiction des saisies-exécutions, etc., par des

¹ Dans la crise de l'époque du capitalisme industriel, lorsque les banques donnaient surtout des *crédits sur effets* et qu'elles n'étaient intéressées auprès de chaque débiteur que pour une somme relativement petite, elles poussaient plus facilement leurs débiteurs à la faillite afin de sauver leurs engagements.

moratoires à l'égard de l'étranger. C'est ainsi que s'intensifia la crise de crédit jusqu'à devenir crise bancaire et crise des monnaies.

La dévalorisation des monnaies.

La dévalorisation de la monnaie de la majorité des Etats constitue un *facteur qualitatif nouveau*, qui n'avait existé dans aucune des crises précédentes¹.

La *base économique générale* de la vague d'inflation est le fait que le fardeau des dettes extérieures et intérieures est devenu insupportable par suite de la forte chute des prix. La *cause immédiate* a été différente suivant les pays. Dans les pays agraires, endettés, c'est la passivité de la balance des paiements *par suite de la forte chute des prix des produits agricoles, de sorte que l'excédent de l'exportation n'a plus couvert les intérêts et l'amortissement de la dette extérieure*. En Angleterre, c'est la passivité *momentanée* de la balance des paiements et un fort reflux d'or à la suite du brusque retrait d'une grande partie du capital étranger placé à court terme à Londres. Aux Etats-Unis, la dévalorisation de la monnaie a été provoquée par des mesures délibérées de l'Etat, avec une balance des paiements active, afin d'alléger le fardeau des dettes qui menaçait d'amener l'effondrement de tout le système de crédit et bancaire.

L'inflation s'est produite *grosso modo* en trois vagues. La *première vague* a apporté l'inflation dans une série d'Etats agraires d'outre-mer. La *deuxième*, en automne 1931, a amené l'abandon, par l'Angleterre, de l'étalon-or et l'adaptation des monnaies de tous les Dominions anglais, de l'Inde et des pays Scandinaves à la livre sterling dévalorisée. La *troisième vague* a commencé au printemps de 1933. Les Etats-Unis ont abandonné l'étalon-or. Le processus d'inflation n'est encore nullement terminé et persiste aussi dans la phase de dépression. Les résultats au milieu de 1934 sont les suivants :

a) *Il y a encore quatre Etats avec le véritable étalon-or*, c'est-à-dire où les billets de banque sont changés à la parité de l'or sur simple demande et où l'or peut être exporté librement : France, Suisse, Hollande et Belgique.

b) *Il y a un groupe d'Etats avec étalon-or formel* ; la monnaie est à la parité-or pour *l'extérieur*, par rapport aux autres pays. Mais ceci n'est pas obtenu par un mouvement libre de l'or comme dans les pays à étalon-or véritable, mais par la réglementation la plus stricte du commerce extérieur, de la circulation de la monnaie, par l'interdiction de l'exportation des billets de banque hors du pays. Dans quelques pays s'ajoute encore le non-paiement des dettes extérieures dont nous parlerons ultérieurement. A ce groupe appartiennent l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie (après la dévalorisation), la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie. Dans quelques-uns

¹ Les cas antérieurs de dévalorisation des monnaies-or – ainsi que ceux qui se produisirent pendant la crise d'après-guerre – furent presque exclusivement la conséquence de guerres qui avaient entraîné une véritable inflation, une émission de papier-monnaie pour couvrir les frais de la guerre. La dévalorisation actuelle de la monnaie *n'est nullement la conséquence d'une « inflation » dans ce sens classique du mot*, c'est-à-dire une augmentation de la circulation du papier-monnaie pour couvrir le déficit de l'Etat. Dans certains pays, la circulation des billets de banque s'est bien accrue pendant la crise - bien que par suite de la chute des prix et de la production diminuée elle aurait dû baisser - mais l'augmentation n'a pas eu lieu directement pour couvrir le déficit budgétaire, mais parce que du fait de la crise de crédit les réserves des banques et des autres entreprises se sont fortement accrues comme il en est toujours ainsi dans ces moments-là.

de ces pays, en Allemagne par exemple, il y a en fait *deux cours monétaires*, un cours officiel correspondant à la parité-or pour la répartition des devises garantie par l'Etat, le second pour les sommes en marks possédées par les étrangers, sommes qui ne sont utilisables que dans le pays (mark enregistré, etc.) avec désagio de 20 à 50 %. Les billets de banque en marks à l'étranger perdent en change de 20 à 50 %.

c) *Tous les autres pays ont une monnaie ouvertement dévalorisée.* On y distingue trois groupes :

1. *Le bloc sterling.* C'est le groupe de pays qui – étroitement unis économiquement avec l'Angleterre – ont « accroché » *leurs monnaies* à la livre sterling, c'est-à-dire que le cours de leur monnaie par rapport à l'or est réglé conformément au mouvement des cours de la livre sterling. En d'autres termes, la livre sterling anglaise joue en quelque sorte pour eux le rôle de monnaie internationale. A ce groupe appartiennent tous les Dominions et colonies anglaises, les Etats Scandinaves, le Portugal, l'Argentine et le Brésil.

La bourgeoisie anglaise a été incontestablement *contrainte d'abandonner le standard-or* par la passivité momentanée de la balance de paiements qui avait entraîné un très fort reflux d'or. Etant donné les grands bénéfices qu'elle retire de sa position de banquier mondial, elle ne l'a fait qu'à très grand regret, comme le prouve le fait qu'elle a essayé en contractant de grands emprunts aux Etats-Unis et en France de se procurer la monnaie nécessaire pour maintenir le standard-or. La situation de la Bourse mondiale ne lui a pas permis de jeter sur le marché les valeurs étrangères qui se trouvaient entre les mains anglaises afin de se procurer des devises, car ceci aurait amené un krach boursier catastrophique. Mais lorsque la dévalorisation s'est avérée inévitable, la bourgeoisie anglaise en a tiré le plus grand profit possible en utilisant d'une part la dévalorisation de la livre sterling dans la lutte pour les débouchés sur le marché mondial et d'autre part en restaurant le rôle de la livre sterling comme monnaie mondiale, malgré la dévalorisation à laquelle elle mit rapidement de solides limites par le rétablissement du libre trafic de l'or. Les stocks d'or de la Banque d'Angleterre sont actuellement plus grands que jamais¹.

2. *Le deuxième bloc est formé par le groupe du dollar* : les Etats-Unis et quelques Etats de l'Amérique centrale et du Sud dont la monnaie se règle sur la dévalorisation du dollar.

L'abandon de l'étalon-or aux Etats-Unis n'a pas été causé par la banqueroute *monétaire* — par un reflux d'or qui commençait à emporter les réserves d'or comme en Angleterre ou au Japon. (Le reflux d'or au début de 1933 a dû s'arrêter dès que les crédits à court terme relativement insignifiants des banques étrangères eurent été retirés.) On n'a fait absolument aucune tentative pour mobiliser les formidables réserves d'or – plus de 4 milliards d'*anciens* dollars – pour protéger la monnaie. L'abandon de l'étalon-or a été entrepris sciemment dans le but d'alléger la situation insupportable des débiteurs qui s'effondraient sous le poids des dettes, pour déplacer la répartition de la plus-value entre le capital industriel et le capital prêteur, en faveur du premier.

Mais l'abandon de l'étalon-or n'a pas suffi à lui seul pour provoquer une dévalorisation du dollar. La balance commerciale des Etats-Unis – contrairement à celle de l'Angleterre – est fortement active. Il en est de même de la balance des paiements. Il a donc fallu avoir recours à des moyens spéciaux. Le caractère actif de la balance des paiements des Etats-Unis suffit à maintenir la nouvelle valeur-or des billets de banque sans convertibilité en or.

¹ Plus de 100 millions de livres sterlings-or ont été soutirés de l'Inde.

Le moyen donné pour poursuivre la dévalorisation eut été l'émission de papier-monnaie sans couverture pour couvrir le déficit budgétaire. (Roosevelt avait obtenu du Sénat les pleins pouvoirs pour faire une émission supplémentaire de 3 milliards de dollars de papier-monnaie.) Cependant, Roosevelt a reculé jusqu'à maintenant devant cette inflation « ouverte » et il a choisi une voie toute nouvelle dans l'histoire du capitalisme : l'achat d'or à des prix plus élevés que ceux qui correspondent au cours du dollar en francs-or, la voie de l'abaissement artificiel du cours du dollar. Par ce procédé, on a réussi jusqu'à la fin de 1933 à abaisser le cours du dollar de 40 % de sa valeur-or, niveau auquel s'est produite une stabilisation de fait sous la pression des fractions décisives de la grande bourgeoisie sans qu'on ait rétabli l'étalon-or.

3. Le troisième groupe d'Etats est formé par ceux qui n'ont « accroché » leur monnaie dévalorisée ni à la livre sterling, ni au dollar. La majorité d'entre eux sont des *Etats débiteurs agraires* qui, par suite de la forte chute des prix des produits agricoles, n'ont pas trouvé dans le produit de leur exportation les devises nécessaires pour payer les intérêts et l'amortissement de leurs dettes extérieures. Après avoir épuisé leurs stocks d'or, ils furent contraints à l'inflation et à la suspension de paiement de leurs dettes extérieures. Pour illustrer cela, nous nous servirons de la balance des paiements de l'Argentine pendant la crise.

BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ARGENTINE PENDANT LA CRISE¹

	1927/28	1928/29	1929/30	1930/31
Solde actif de la balance commerciale	+ 199	+ 114	+ 103	+ 43
Intérêts et dividendes payés à l'étranger	- 182	- 188	- 158	- 117
Pour d'autres services ²	- 52	- 49	- 38	- 22
Totaux	- 35	- 123	-299	- 96
Exportation de l'or	- 146 (imp.)	+ 119	+ 56	+ 123
Augmentation des dettes étrangères	131	38	167	10

Ces chiffres montrent bien que le produit net de l'exportation est tombé de 199 à 43 millions de dollars alors que les intérêts et autres engagements envers l'étranger n'ont reculé que de 234 millions à 139 millions. Pendant la crise, l'Argentine a versé 218 millions de dollars-or, elle a contracté, tant que cela a été possible, de nouvelles dettes à l'étranger pour payer les intérêts des anciennes, mais en 1930-31, n'obtenant plus de nouveaux prêts, l'inflation et la suspension du paiement des dettes contractées à l'étranger devinrent inévitables.

Nous voyons donc que, quoique la chute des prix ait été la *base économique générale* de la dévalorisation des monnaies, le mécanisme concret qui a amené l'inflation a été différent suivant les pays (ou les types de pays).

¹ *Annuaire statistique de la SDN*, 1932-1933, page 173.

² Fret de navires et autres postes analogues.

Quelques mots sur les pays à monnaie d'or.

La chose qui saute aux yeux, c'est que tous les pays qui s'en tiennent réellement ou formellement à la parité-or – à l'exception des Etats typiques de rentiers, comme la Hollande ou la Suisse – sont *uniquement des pays qui avaient déjà passé auparavant par une très forte inflation*. L'obstination des bourgeoisies allemande, polonaise, hongroise, etc., à maintenir la parité-or ne signifie évidemment pas du tout que l'économie capitaliste de ces pays soit plus solidement fondée du point de vue économique, qu'elle ait été moins secouée par la crise que dans les Etats-Unis et en Angleterre ; mais qu'au contraire, ils craignent, précisément à cause de la faiblesse de leur économie, *de ne pouvoir limiter* la dévalorisation de la monnaie une fois qu'elle aurait commencé ! Même une dévalorisation comme celle de la période d'après-guerre précipiterait la maturation de la crise révolutionnaire en heurtant de front les épargnants petits- bourgeois et en intensifiant le mécontentement du prolétariat...

Dans notre littérature on simplifie trop souvent la dévalorisation de la monnaie en la présentant comme un moyen de lutte pour le marché extérieur, comme un moyen d'exploitation supplémentaire de la classe ouvrière, comme un phénomène *qui n'a que* des côtés favorables pour la bourgeoisie. Evidemment, ce n'est ni juste ni dialectique. *La dévalorisation de la monnaie n'est pas un remède employé volontairement contre la crise, mais au contraire un symptôme de maladie et en même temps un facteur d'approfondissement ultérieur de la crise*. La dévalorisation de la monnaie donne aux pays, contraints *les premiers* à l'inflation, un avantage temporaire dans la lutte pour les débouchés sur le marché mondial, mais cet avantage disparaît dès que la majorité des monnaies sont dévalorisées. Les prix bas en or auxquels les pays inflationnistes cèdent leurs marchandises à l'étranger, signifient qu'ils vendent *au-dessous de la valeur*, signifient un *appauvrissement* du pays en même temps que l'enrichissement de quelques profiteurs inflationnistes. Certaines couches de la bourgeoisie, surtout les agrariens, les gros paysans et les industriels fortement endettés, retirent un avantage de l'inflation aux dépens du capital prêteur, mais il leur faut courir le risque des oscillations de la monnaie qui rendent impossible tout calcul à longue échéance. L'inflation augmente l'exploitation des ouvriers, signifie l'expropriation « des épargnants », c'est-à-dire avant tout de la petite bourgeoisie, signifie en même temps une aggravation rapide des antagonismes de classe, le danger du passage de la petite bourgeoisie aux côtés du prolétariat révolutionnaire.

Face à la conception selon laquelle l'inflation serait un remède employé volontairement par la bourgeoisie pour venir à bout de la crise, nous voudrions souligner que : *un capitalisme sain, fonctionnant normalement, exige une monnaie stable*. Le fait que l'inflation a gagné la majorité prépondérante des pays, que le processus de dévalorisation des monnaies ne s'est pas arrêté non plus dans la phase de la dépression actuelle, prouve la profondeur de la crise. L'existence du chaos monétaire est un élément particulier de la dépression actuelle.

L'abandon presque général de l'étalon-or a réduit les déplacements dans la répartition de l'or qui eurent lieu pendant la crise. Le résultat de la lutte pour l'or est indiqué par le tableau suivant :

STOCKS D'OR DES BANQUES CENTRALES ET DES GOUVERNEMENTS¹
(en millions de dollars-or)

	Etats-Unis	Europe	dont :			Asie	Amérique latine
			Angleterre	France	Allemagne		
1929	3 974	4 511	688	1 462	512	728	801
1933	4 009	6 932	925	3 213	58	481	367

Ce tableau montre que :

- a) L'or nouvellement produit pendant la crise a été absorbé en entier par l'Europe ;
- b) Les Etats débiteurs (Amérique latine, Asie, Allemagne, etc.) ont dû céder une grande partie de leurs stocks d'or ;
- c) En Europe, c'est la France qui s'est emparée d'une partie énorme du stock mondial.

La désagrégation du système de crédit et de l'exportation du capital.

Le fardeau des dettes devenu insupportable par suite de la chute des prix a entraîné – parallèlement à l'inflation – une désagrégation du système de crédit. Dans de nombreux pays, en particulier dans ceux qui se tiennent – formellement ou en fait – à la parité-or de la monnaie, c'est par des interventions de l'Etat : interdictions des ventes-exécutions, diminution du taux des intérêts, qu'on a réduit la charge des dettes ; d'autre part, au crédit capitaliste privé se substitue de plus en plus le crédit de l'Etat par la garantie des dépôts de l'épargne, par l'assainissement des banques en faillite et leur transformation en institutions semi-étatiques. Le résultat est un resserrement formidable du volume du crédit. La dette à court terme a diminué dans le monde capitaliste tout entier de 57 milliards de marks en 1931 à 25 milliards de marks à la fin de 1933. (Evaluation de la Société de crédit du Reich [*Reichskredit gesellschaft*].)

Par suite du manque d'or ou d'un excédent suffisant du commerce extérieur, le paiement des dettes *internationales* est devenu impossible et a dû être suspendu. Réparations et dettes interalliées ne sont plus payées. Toute une série d'Etats ont instauré pour leurs dettes publiques un moratoire complet, ou partiel². Plus d'un Etat a même proclamé un moratoire pour ses dettes privées, par exemple l'Allemagne (pour le paiement des dettes à court terme et des emprunts), l'Autriche, la Hongrie et une série d'Etats de l'Amérique du Sud.

La conséquence naturelle de ce non-paiement général des dettes extérieures est la *suspension presque complète de l'exportation du capital*, même après que la crise aiguë de crédit a été surmontée, alors qu'il y avait dans les pays impérialistes du capital disponible aux fins d'exportation.

¹ *Fédéral Reserve Bulletin*.

² Presque tous les Etats de l'Amérique centrale et du Sud, les Etats balkaniques et les Etats de l'Europe centrale (Allemagne, Hongrie, Autriche).

L'EXPORTATION DE CAPITAL A L'ETRANGER S'EST ÉLEVÉE¹

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Etats-Unis (en millions de dollars)	1 325	763	1020	255	27	1,6
Angleterre et Colonies (en millions de liv. st.)	219	159	127	37	29	30,0
Etranger	86	54	70	9	0,3	8,0

Le capital n'est plus exporté à l'étranger que lorsque l'exigent la politique étrangère, la préparation à la guerre. (Prêts de l'Angleterre aux Dominions et à l'Argentine, de la France à la Roumanie, dans le but d'équiper son armée ; des Etats-Unis au gouvernement de Tchiang-Kaï-Chek.) Cet arrêt de l'exportation « normale » du capital qui constitue un des fondements de l'impérialisme, accuse l'ébranlement de tout le capitalisme. *L'arrêt de l'exportation de capital est un élément important du caractère particulier de la dépression actuelle.* Mais ceci ne signifie pas la cessation de la lutte pour les investissements de capitaux, comme le montre bien la protestation du Japon contre un investissement de capital d'autres Etats en Chine, en avril 1934.

La désagrégation du système de crédit apparaît aussi dans le fait singulier qu'un excédent énorme de *capital prêteur à court terme* coïncide avec le manque de capital pour des investissements à long terme, avec un minimum d'émission d'obligations et d'actions². La Banque de France a des dépôts *sans intérêts* qui s'élèvent à 25 milliards de francs. Le gouvernement américain a pu placer des bons du Trésor à court terme en payant un intérêt de 0,12% par an. Le souci de la sécurité du capital, la crainte d'engager du capital à long terme par ces temps d'insécurité politique et économique générale l'emporte sur l'intérêt à une mise en valeur plus avantageuse du capital. La qualité essentielle de la monnaie spécifique pour le capitalisme d'être du capital potentiel, disparaît de plus en plus.

Le resserrement du commerce extérieur.

Chaque crise cyclique entraîne une diminution du commerce extérieur. Mais dans cette crise elle est extrêmement forte. Les causes en sont :

a) *La lutte pour les débouchés* a fait que chaque marchandise dont la production est possible d'une façon ou de l'autre dans le pays, est produite, sous la protection de droits de douane et d'interdictions d'importation, dans le pays même et cela aussi bien dans l'industrie que dans

¹ *Annuaire statistique de la S.D.N.*, années 1932-33 et 1933-34.

² Emission de capital (sans conversion) *en millions* :

	Etats-Unis dollars	Angleterre l. st.	France francs	Allemagne marks	Italie lires	Japon yen
1929	10 183	254	19 245	2 664	7 280	2 662
1932	1 862	113	14 432	972	3 647	3818
1933	936	133	10 429	-	3 344	6617

Le recul est général et a persisté en 1933 à l'exception de l'Angleterre. Le développement est extrêmement inégal. Aux Etats-Unis, réduction à 1/10, en France et en Angleterre à la moitié seulement. Au Japon, il y a eu augmentation du triple par suite de la conjoncture de guerre. (Statistiques empruntées à *l'Annuaire statistique de la S.D.N.*, années 1933-34, p. 226.)

l'agriculture¹.

b) *La préparation à la guerre* agit dans le même sens.

c) *Le manque de moyens de paiement étrangers* contraint beaucoup de pays à diminuer l'importation.

d) *La cessation complète de l'exportation de capital*.

COMMERCE EXTÉRIEUR MONDIAL (en milliards de dollars-or²)

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Importation	34,7	35,6	29,8	20,8	14,0	12,5
Exportation	32,8	33,0	26,5	18,9	12,9	11,7

Le commerce extérieur mondial a fondu jusqu'à un tiers environ et on peut évaluer que pour la moitié cela provient de la chute des prix et pour l'autre moitié de la réduction de la quantité. La diminution a persisté, d'après la valeur, en 1933 et 1934.

Naturellement, la diminution du commerce extérieur s'accomplit de façon inégale. Quelques pays, par exemple le Japon, ont pu élever leur quote-part du commerce mondial pendant la crise ; celle des Etats-Unis et de l'Allemagne a régressé.

Le resserrement du commerce extérieur a été dans beaucoup de cas – comme nous l'avons montré plus haut – la base de l'inflation. Inversement, la défense de la monnaie dans les pays à standard-or réel ou formel entraîne un nouveau resserrement du commerce extérieur. Tout le mécanisme du commerce international de marchandises est dérégulé. Les marchandises ne sont plus exportées des pays où elles peuvent être produites le meilleur marché vers les pays où leur production est plus chère, mais au contraire le commerce extérieur est de plus en plus régularisé selon le principe de la « *balance nette* » entre deux Etats ; c'est-à-dire qu'un Etat achète à l'autre seulement autant de marchandises que celui-ci en prend, afin qu'il ne reste pas de solde à compenser avec de l'or ou des devises. Il se développe une sorte d'« échange en nature » inter-étatique : les Etats-Unis échangent du blé contre du café avec le Brésil ; la Hongrie du blé contre du bois avec l'Autriche ; le Japon des cotonnades contre du coton brut avec l'Inde, etc. Il n'est plus resté aucune trace du libre-échange qui caractérisait la période du capitalisme ascendant.

C'est sur cette base que se développe « *l'idéologie de l'autarchie* ». Le resserrement du commerce extérieur, la tendance à la diminution de la division du travail dans l'économie mondiale signifient la diminution de la productivité du travail ; c'est un signe de la décomposition progressive du capitalisme.

¹ Ceci a entraîné les choses les plus insensées : L'Angleterre subventionne la culture de betteraves à sucre bien qu'il y ait dans le monde des stocks énormes de sucre ; l'Allemagne subventionne la production de semences oléagineuses, etc.

² La différence entre l'importation et l'exportation est due aux dépenses de fret, aux pertes d'intérêts et à la différence des prix à l'exportation et à l'importation. (Chiffres de la statistique de la S.D.N.).

CHAPITRE III

LA CRISE AGRAIRE MONDIALE

Dans son déroulement, la crise industrielle s'est enchevêtrée avec la crise agraire chronique qui dure depuis la fin de la guerre. La crise industrielle s'en est trouvée approfondie et prolongée, et la crise agraire aggravée et généralisée. La crise agraire a touché tous les pays du monde et toutes les branches de l'agriculture : céréales, élevage, économie laitière, production de matières premières. Les conséquences sociales et politiques en sont formidables. La paysannerie du monde bourgeois tout entier s'est mise en mouvement. L'hégémonie traditionnelle de la bourgeoisie sur la paysannerie – à l'aide de laquelle elle pouvait écraser en général les mouvements révolutionnaires du prolétariat – est mise en danger. La bourgeoisie est contrainte d'avoir recours à des manœuvres compliquées, dangereuses pour détourner temporairement les masses paysannes de la voie révolutionnaire. La crise agraire a ouvert au Parti communiste le chemin vers les masses exploitées de la campagne.

Nous allons analyser dans ce chapitre la crise agraire surtout du point de vue économique ; nous en traitons plus loin les conséquences sociales et politiques.

La cause essentielle de la crise agraire est la même que celle des crises industrielles cycliques : la contradiction entre la production sociale et l'appropriation privée, la pauvreté et la réduction de la consommation des masses qui s'ensuivent. C'est dans ce sens que les crises agraires sont « des crises capitalistes », comme disait Lénine. La manifestation extérieure est également la même : *toutes deux sont des crises de surproduction* qui entraînent la chute des prix et des faillites de masse chez les producteurs¹.

¹ I. Le produit de la vente de l'agriculture s'est élevé :

	Etats-Unis (millions de dollars)	Allemagne (milliards de marks)
1929	11 918	10,2
1933	5 143	1932-33 6,5

Nombre des Saisies exécutions de propriétés paysannes en Allemagne :

1930 : 4 318 ; 1931 : 5 798 ; 1932: 6 961.

(*Yearbook of Agriculture* 1933. Cahiers trimestriels, 9^e année, fascicule 1, A.S. 25.)

Mais il y a aussi des différences importantes : alors que les crises industrielles se répètent périodiquement à des intervalles de 8 à 12 ans, *toute périodicité de ce genre manque dans les crises agraires*. L'histoire du capitalisme ne connaît que deux crises agraires générales de longue durée : la crise agraire *européenne* de 1873 à 1895 et *la crise agraire mondiale* actuelle. (Les crises agraires précédentes – telle que la crise anglaise après les guerres napoléoniennes – avaient un caractère *local*. Avant le développement des chemins de fer, il n'y avait pas de *marché mondial* pour les produits agricoles, mais seulement des marchés limités par le faible développement des moyens de transport.) Il faut donc élucider les problèmes suivants :

- a) Pourquoi n'y a-t-il pas de crises périodiques dans l'agriculture comme dans l'industrie ?
- b) Pourquoi les crises agraires se prolongent-elles pendant plusieurs cycles industriels ?
- c) Quelle relation y a-t-il entre les crises agraires et les crises industrielles ?
- d) Quelle est la différence entre la crise agraire actuelle et celle du XIX^e siècle ?

Nous allons essayer de répondre le plus brièvement possible à ces questions :

a) Il n'y a pas de crise agraire revenant à des périodes régulières parce que dans l'agriculture prédominent la production marchande simple et la production pour les propres besoins des producteurs. Bien que le mode de production capitaliste soit déjà depuis plus d'un siècle prédominant, bien que les paysans producteurs soient soumis au capital et exploités des façons les plus diverses, bien que dans les pays capitalistes les plus avancés (Angleterre), l'agriculture soit depuis longtemps exploitée par des fermiers capitalistes, la partie prépondérante des produits agricoles apportés sur le marché n'en est pas moins produite par des paysans et non par des capitalistes. L'agriculture paysanne a jusqu'à maintenant la prédominance dans le monde sur l'agriculture capitaliste.

A ceci s'ajoute le caractère arriéré de l'agriculture en général : le bas niveau de la composition organique du capital et le rôle relativement minime que le capital fixe – la base « matérielle » des crises, comme dit Marx – joue aussi dans l'agriculture capitaliste. Si dans l'agriculture capitaliste le rôle du capital fixe était aussi grand que dans l'industrie, s'il n'y avait pas d'effet retardataire de la rente foncière, la production agricole marquerait incontestablement la même allure cyclique que l'industrie.

b) La durée de la crise agraire qui s'étend sur plusieurs cycles industriels provient surtout aussi du faible développement du capitalisme dans l'agriculture. Les conditions particulières de la production agricole font que la production n'est pas réduite à l'explosion de la crise comme dans l'industrie. La crise ne revêt pas la forme de la régression par bonds de la production, mais de l'accumulation de grands stocks avec une production qui ne diminue pas¹. Les causes de ce phénomène sont les suivantes : comme les frais de production des grandes entreprises agricoles

¹ L'index de la production mondiale de produits alimentaires (céréales, viande, vin, café, thé, cacao, etc.) de la S.D.N. accuse le développement suivant : (1925-29 = 100) :

1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933
98	97	99	103	103	104	102	104	103

Nous voyons que la chute formidable des prix des quatre dernières années n'a entraîné aucune diminution de la quantité de vivres produits dans le monde. La production de fibres-textiles et de caoutchouc n'a pas non plus diminué. Quelques pays, avant tout les pays importateurs européens, ont élevé leur production agricole, les pays exportateurs (Etats-Unis, Canada), l'ont diminuée assez fortement. Le manque de récoltes joue naturellement chaque fois aussi un grand rôle.

capitalistes sont de beaucoup inférieurs à ceux des entreprises paysannes produisant dans les mêmes conditions naturelles, elles peuvent continuer même pendant la crise à réaliser du profit. Quant aux producteurs paysans, ils sont contraints de continuer la production dans les anciennes proportions jusqu'à ce que la diminution involontaire de la production survienne par suite de la dégradation de l'agriculture. La particularité de la production agricole c'est que les frais fixes qui ne varient pas avec la grandeur de la production, sont proportionnellement bien plus élevés que dans l'industrie.

La rente foncière sous la forme de fermage et d'intérêts hypothécaires, le paiement des intérêts et l'amortissement des bâtiments et des machines, le fourrage et l'usure du bétail de trait, les impôts, les salaires des forces de travail occupées de façon permanente qui constituent au total au moins 70 % des frais de production individuelle restent sans changement lorsque la surface cultivée est réduite. C'est pourquoi la réduction ou l'arrêt de l'exploitation en agriculture s'accompagne de pertes encore beaucoup plus grandes que dans l'industrie¹. A cela s'ajoute qu'il est très difficile aux paysans de trouver à s'employer, eux et leur famille, en dehors de leur entreprise sans abandonner définitivement leur maison et leur propriété. Aussi continuent-ils la production aussi dans le cas où ils n'en peuvent tirer qu'un revenu minime. C'est pour cette raison que toutes les tentatives de déterminer les producteurs agricoles à une réduction volontaire de la production ont échoué jusqu'à maintenant. Ajoutons que les prix des produits agricoles varient selon les résultats de la récolte, que des augmentations de prix passagères font espérer une amélioration et déterminent les producteurs à rester attachés à leur entreprise. Telles sont les raisons les plus importantes de la longue durée des crises agraires.

c) Bien que les crises agraires et industrielles aient une dynamique différente, l'industrie et l'agriculture réagissent continuellement et étroitement l'une sur l'autre. *Chaque crise industrielle* aggrave la situation de l'agriculture, car les besoins en matières premières industrielles, la demande de produits alimentaire, en particulier de qualité supérieure (viande, lait, beurre, œufs) par suite de la diminution du revenu de la classe ouvrière sont moindres et leurs prix par conséquent baissent ; mais ceci ne signifie pas encore une crise agricole. D'autre part, la marche des cycles industriels se modifie sous l'influence de la crise agricole qui réduit grandement le pouvoir d'achat de la population agricole pour des produits industriels. Sous l'influence de la crise agricole les crises industrielles deviennent plus profondes et plus longues, les phases de prospérité plus courtes et plus faibles².

d) La question la plus importante du point de vue économique et politique est la différence entre la crise agricole actuelle et la grande crise agricole du XIX^e siècle. Mais avant de répondre à cette question, il nous faut expliquer brièvement le rôle important *que joue la rente foncière dans la crise agricole*. Nous supposons nécessairement que le lecteur connaît la théorie de la rente foncière de

¹ I. Les chiffres officiels suivants concernant les Etats-Unis montrent comment les frais fixes augmentent d'importance avec la chute du revenu :

(En millions de dollars)

	Revenu brut	Intérêts	%	Impôts	%
1929	11 913	554	4,7	777	6,5
1932	5 143	510	10	620	12

² La théorie erronée de Kondratiev concernant les « longs cycles » largement acceptée par Trotski s'appuie sur l'effet produit par la crise agricole du XIX^e siècle sur l'industrie.

Marx et nous ne nous occuperons que du rôle de la rente foncière dans la crise agraire.

La rente foncière est cette partie retranchée de la plus-value appropriée dans l'agriculture qui, sur la base de la propriété privée de la terre, n'entre pas dans la formation du taux de profit moyen, mais est accaparée par le propriétaire foncier. La possibilité lui est fournie par le fait que la composition organique du capital dans l'agriculture est inférieure à celle de l'ensemble du capital social. Théoriquement, l'on suppose que le capital investi dans l'agriculture (le capital du fermier capitaliste) rapporte le taux de profit moyen, que le propriétaire foncier ne s'empare que de la partie de la plus-value appropriée par le fermier dont le profit du fermier dépasse le profit moyen revenant à son capital.

Mais le propriétaire foncier ne touche pas la rente effective, qui varie chaque fois selon les résultats de la récolte et l'évolution des prix ; *le taux de la rente n'est pas déterminé après coup d'année en année*, mais au contraire, fixé pour l'avenir dans des contrats de fermage et lors de l'achat de la terre¹ *sur la base des résultats des années précédentes*. Lorsque le contrat du fermage est conclu, ou que la terre est achetée à crédit et chargée d'une hypothèque, la rente signifie pour le fermier ou pour le propriétaire du sol des charges fixées pour l'avenir, elle ne constitue pas un élément des frais de la production sociale, mais bien de ses dépenses de production individuelles. Si les prix des produits agricoles baissent alors que les frais de production restent les mêmes, le fermier ou le possesseur endetté n'est plus à même de payer les fermages ou les intérêts hypothécaires ; il se ruine bien que ses frais de production proprement dits lui laisseraient encore un profit moyen s'il n'avait pas à payer de rente ou une rente trop élevée (sous forme de fermage ou d'intérêts hypothécaires).

Tel est le rôle spécial que joue la rente dans la crise agraire. *Ce n'est pas l'existence de la rente en général (qui constitue une charge continue pour la paysannerie), mais le fait de sa fixation à un niveau trop élevé* qui frappe lourdement pendant la crise les producteurs agricoles.

De là résulte la durée de la crise agraire, car la réduction de la rente foncière fixée sur la base des prix élevés jusqu'au niveau correspondant aux prix diminués, est un processus de longue durée qui s'accompagne d'une ruine en masse des producteurs agricoles. Dans le chapitre sur les conséquences sociales de la crise nous parlons de la rente usuraire que doivent payer les fermiers pauvres.

Revenons maintenant à la différence entre les deux grandes crises agraires.

Engels donne la caractéristique suivante de la crise agraire du XIX^e siècle »² :

Mais tout a une fin. Les steamers transatlantiques et les chemins de fer des deux Amériques et des Indes donnèrent à des régions tout à fait particulières la possibilité de participer à la concurrence sur les marchés européens du blé. D'une part, c'étaient les prairies d'Amérique du Nord, les pampas d'Argentine, steppes que la nature elle-même avaient défrichées et préparées pour la charrue ; ces terres vierges donnèrent durant des années, et sans engrais, des rendements abondants ; même avec des modes d'exploitation primitifs. D'autre part, c'étaient les terres appartenant aux communautés paysannes de Russie et des Indes, forcées

¹ Le prix de la terre - *si nous faisons abstraction de la somme employée pour défricher et amender la terre* - n'est pas autre chose que la rente foncière capitalisée à un taux d'intérêt chaque fois fixé.

² K. MARX : *Le Capital*, Livre III, tome 3, p. 113, Editions sociales, 1974. Ce paragraphe est de Friedrich Engels. Cette adjonction d'Engels a été écrite manifestement vers 1890. (On sait que la préface du second tome est datée d'octobre 1894.)

de vendre une partie sans cesse croissante de leur produit, afin de se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts que le despotisme impitoyable de l'Etat leur extorquait, bien souvent par la torture. Ces produits étaient vendus sans tenir compte de leur coût de production, au prix que le marchand en offrait, parce que le paysan avait absolument besoin d'argent pour l'échéance. Contre cette concurrence (celle de la terre vierge des steppes et celle des paysans russes et indiens, écrasés d'impôts), le fermier ou le paysan européens ne pouvaient pas lutter, au taux où étaient auparavant les rentes. En Europe, une partie des terres ne put plus concourir à la production de blé ; partout les rentes baissèrent... d'où les pleurs des agrariens depuis l'Ecosse jusqu'en Italie et du Midi de la France jusqu'à la Prusse orientale. Heureusement, toutes les steppes sont loin d'être exploitées ; il en existe encore suffisamment pour ruiner toute la grande propriété foncière d'Europe et la petite par-dessus le marché.

Nous le voyons : la crise agraire du XIX^e siècle *n'a pas été une crise mondiale*, mais une crise *européenne* : dans l'Amérique du Nord et du Sud, en Australie, il n'y a pas eu de crise agraire. Ce ne fut pas une *crise générale* comme la crise actuelle, mais seulement une crise de la *production céréalière*¹. L'élevage et les cultures techniques ne furent pas atteints. *Ce fut une crise au sein du système capitaliste : la crise actuelle est une partie intégrante de la crise générale du capitalisme.*

L'espoir d'Engels qu'il y aurait encore assez de terres de steppes « pour ruiner toute la grande propriété terrienne d'Europe et la petite par-dessus le marché » ne s'est pas accompli. La crise agraire a été surmontée dans le cadre même du capitalisme. Mais la chose d'une importance décisive, c'est que la façon dont la crise européenne agraire du XIX^e siècle a été surmontée ne se pose pas pour la crise actuelle.

Comment a été surmontée la crise agraire précédente en Europe ? Nous pouvons distinguer les voies suivantes :

a) Le centre de gravité de l'agriculture a été transféré de la culture céréalière vers l'élevage accompagné d'importations de fourrage à bon marché (Scandinavie, Hollande, Belgique, Allemagne orientale) et de la transformation des champs de culture en prairies et en pâturages (Angleterre).

b) Grâce à la rationalisation, on a obtenu une forte réduction des frais de production. Les moyens principaux ont été : le remplacement de la mise en friche par la jachère, l'instauration d'un meilleur assolement, des labourages plus profonds (charrues de fer), des machines les plus

¹ La meilleure preuve en est fournie par l'évolution des prix sur le marché *anglais* qui peut être considéré à juste titre, pour cette période, comme le marché mondial pendant la crise agraire du XIX^e siècle.

PRIX DE GROS A LONDRES *

Moyenne annuelle	Céréales			Produits d'élevage	
	Blé Gaz. angl. 112 lb.	Avoine Gaz. angl. 112 lb.	Maïs améric. 480 lb.	Viande de bœuf 1re qual. 8 lb.	Viande de porc qual. m. 8 lb.
1851-75	12 sh 5 d	8 sh 8 d	33 sh	4 sh 3 d	4 sh 2 d
1876-82	10 sh 1 d	8 sh 5 d	26 sh	4 sh 11 d	4 sh 5 d
1883-1900	7 sh 1 d	6 sh 6 d	23 sh	4 sh 8 d	3 sh 6 d

* Ces chiffres sont tirés de SERING : *Le Mouvement international des prix et la situation de l'agriculture dans les pays en dehors des tropiques*. Berlin 1929.

perfectionnées, l'utilisation d'engrais artificiels, la sélection des semences. Alors que les grandes parties de la paysannerie moyenne qui ne possédaient pas les ressources nécessaires à cette rationalisation se ruinaient, les grandes entreprises capitalistes et les riches paysans parvenaient à *abaisser les frais de production en même temps qu'à augmenter le rendement par hectare* et franchissaient de cette manière la période des bas prix pour les céréales.

c) Les frais de production ont été réduits par suite des bas prix des moyens de production fournis par l'industrie ; c'était encore l'époque de la libre concurrence où les progrès de la productivité du travail profitaient aux consommateurs¹.

d) Les prix des céréales dans les pays continentaux réduits à l'importation : France, Italie, Allemagne, ont été artificiellement élevés grâce à l'instauration de droits de douane protecteurs.

e) Enfin le niveau de la rente foncière s'est adapté au niveau des prix dans un processus de longue durée et non sans une forte résistance des propriétaires fonciers - et la crise agraire a été surmontée.

Les voies et méthodes employées pour surmonter la crise agraire du XIXe siècle ne sont pas utilisables – à l'exception de la dernière – dans la crise agraire actuelle, car elles ne sauraient avoir d'effet qu'à l'époque du capitalisme ascendant. Elles supposaient une forte augmentation de la consommation des produits d'élevage sur la base de l'augmentation rapide de la population industrielle (citadine) d'Europe, de l'extension impétueuse de l'exploitation coloniale qui a entraîné la formation d'une large couche de rentiers et qui a permis à la bourgeoisie européenne d'entretenir l'aristocratie ouvrière dans des proportions croissantes. La crise de l'économie céréalière européenne a donc pu être surmontée *dans une période d'essor* grâce à l'augmentation de la production des marchandises et la spécialisation des cultures, à la reproduction élargie, au progrès technique (amélioration des moyens de production), aux progrès agronomiques (meilleure utilisation des terres), etc. A la fin de la crise agraire du XIX^e siècle, l'agriculture européenne se trouvait incontestablement à un niveau supérieur à celui qu'elle avait au début de la crise. Il est de toute évidence que sous le capitalisme ce progrès a été acheté par la prolétarisation de millions de paysans. Mais ces paysans prolétarisés trouvaient des possibilités d'existence en partie dans l'industrie européenne en plein épanouissement qui fournissait du travail à des millions d'ouvriers supplémentaires, en partie dans les contrées d'émigration transocéaniques...

La possibilité de surmonter la crise agraire telle qu'elle se présentait à l'époque du capitalisme ascendant n'existe plus aujourd'hui.

a) Dans la période de crise générale du capitalisme, il n'existe pas de possibilités d'extension pour la consommation des produits de l'élevage. Le chômage chronique de masse, la diminution des

¹ Le Sauerbeck-Index anglais montre le développement suivant pendant la crise agraire :

	1871-75	1891-95
Matières premières minérales	115	68
Textiles	100	56

Il n'y avait ouverture des ciseaux que par rapport aux produits de la culture, et pas par rapport aux produits d'élevage.

chiffres de l'aristocratie ouvrière et l'affaiblissement de sa position, la tendance à la diminution des forces de travail occupées par le capital industriel dans les pays capitalistes les plus avancés ; la paupérisation rapide de la petite bourgeoisie citadine sous le capitalisme monopoliste, l'expropriation des rentiers par l'inflation, en un mot, la tendance à la diminution de la force de consommation des masses citadines en fait une impossibilité.

L'extension rapide de l'industrie avait entraîné au XIX^e siècle une demande fortement accrue de matières premières, une augmentation de la superficie des cultures techniques. Actuellement, nous constatons le processus inverse : les prix catastrophiquement bas¹ des matières premières ont provoqué une réduction rapide des superficies cultivées.

SURFACE EMBLAVÉE DES CULTURES TECHNIQUES DANS LE MONDE CAPITALISTE²
(en millions d'hectares)

	1929-30	1930-31	1932-33
Betterave.....	2,22	1,96	1,77
Tabac	2,42	2,42	2,07
Coton.....	33,62	30,88	29,13
Jute	1,39	0,76	0,87
Chanvre	0,47	0,35	0,27

b) La réduction des frais de production par la *rationalisation*, par l'emploi de moyens de production perfectionnés, etc., serait *techniquement* possible maintenant aussi. Mais les salaires extrêmement bas des ouvriers agricoles font qu'une rationalisation de ce genre est sans profit pour l'économie privée. Chez la majorité des producteurs agricoles il y a pénurie des capitaux nécessaires. L'effondrement du système de crédit ne permet pas de se procurer par l'emprunt le capital d'entreprise nécessaire - du moins pour l'instant. Dans la mesure où le capital, en pénétrant dans l'agriculture, élargit grâce au perfectionnement de la technique (tracteurs, combinés) la surface emblavée dans les pays d'outre-mer, il aggrave la crise agraire en provoquant une augmentation de la production et en rendant encore plus difficile la liquidation des stocks gigantesques³ qui pèsent sur les prix.

¹ Prix des matières premières techniques importantes (en francs-or, par 100 kg):

	Juillet 1929	Juillet 1932	Juillet 1933
Coton (Nouvelle-Orléans)	214	66	87
Jute (Londres)	79	27	28
Caoutchouc (New York)	243	33	65
Soie brute (Yokohama)	51	13	* 16
Chanvre (Londres)	180	74	90
Copra (Londres)	60	27	21
Soja (Londres)	29	12	11

D'autres produits fins comme le café, le thé et le cacao ont subi une chute de prix analogue !

² *Annuaire de l'Institut agraire de Rome, 1932-1933.*

³ Les stocks des produits agricoles se sont accrûs jusqu'en 1933 ou sont restés à peu près sans changement. Seule la mauvaise récolte catastrophique sur l'hémisphère septentrional en 1934 entraînera une diminution des stocks, mais qui n'aura qu'un caractère passager si les mauvaises récoltes ne se renouvellent pas.

[suite page suivante]

c) La réduction des prix des moyens de production de l'agriculture se heurte à l'obstacle des monopoles dans la production et la circulation qui maintiennent des prix élevés. Les ciseaux entre les prix qui touchent les agriculteurs pour leurs marchandises et ceux qu'ils doivent payer pour leurs moyens de production sont largement ouverts¹.

d) Le maintien des prix agricoles élevés grâce aux droits de douane, etc., dans les pays importateurs, se heurte à l'obstacle de la capacité de consommation limitée de la population urbaine. Par suite de l'augmentation des prix, la production (comme on le voit clairement pour l'Allemagne et la France en 1933) grandit si rapidement qu'elle couvre les besoins intérieurs, rendant inefficaces les droits de douane.

e) L'adaptation de la rente aux rapports des prix modifiés se produit d'une façon anarchique aussi dans cette crise et s'accompagne de la ruine de millions de producteurs agricoles ainsi que d'une *dégradation de l'agriculture* qui n'existait pas dans les crises agraires précédentes en tant que phénomène général.

Le processus de dégradation de l'agriculture apparaît dans les différents pays sous les formes les plus diverses : diminution de la consommation d'engrais chimiques, renouvellement insuffisant des machines et des instruments agricoles², réduction du nombre de têtes de bétail et diminution de leur

STOCKS MONDIAUX DE PRODUITS AGRICOLES
(Les chiffres sont pris chaque année en avril)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Coton américain (mille balles)	2 879	3 870	7 000	9 930	11 174	9 236
Blé (millions de bushels)	497	518	600	584	526	483
Sucre (mille tonnes)	6 190	6 125	8 453	9 091	8 903	8 046
Thé (millions de livres)	260	210	242	213	276	251
Café (millions de sacs)	15,4	27,5	31,1	36,9	26,9	---
Caoutchouc (mille tonnes)	245	426	547	646	646	673

(Chiffres d'après *London and Cambridge Economic Service*, suppléments trimestriels.)

¹ Chiffres concernant l'évolution des prix agricoles et industriels :

	<i>Etats-Unis (1909-14 = 100)*</i>			<i>Allemagne (1913 = 100)**</i>		
	Prix des produits agricoles	Prix des marchandises achetées par les fermiers	Rapport	Produits agricoles	Produits ouverts industriels	Rapport
1929	138	152	91			
1930	117	144	81			
1931	80	124	65	111	136	82
1932	57	107	53	97	118	82
1933	63	109	58	93	113	82

* Source *Agricultural Situation*, avril 1934. ** Source *Vierteljahrshäfte*, 9^e année, fascicule 2, B.

Dans quelques pays européens (France, Suisse, Suède) on a réussi, grâce à des droits de douane élevés, des interdictions d'importation et à la fixation par l'Etat de prix minima, à empêcher l'ouverture des ciseaux. Du moins sur le papier, car les paysans pauvres à la campagne reçoivent des prix de beaucoup inférieurs aux prix cotés en Bourse.

² Régression de l'emploi des machines agricoles :

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Etats-Unis : Valeur du débouché intérieur en machines agricoles (millions de dollars)		458	381	192	65	-

qualité, qualité inférieure du labourage des terres, récoltes réduites, décomposition et désagrégation de l'économie paysanne.

Le processus de dégradation de l'agriculture emprunte deux voies différentes, du point de vue économique et social :

Une *extension* plus ou moins volontaire de *l'agriculture capitaliste* : adaptation des méthodes de production aux rapports modifiés des prix, par exemple, emploi de charrues actionnées par un cheval au lieu de tracteurs, la benzine étant chère et l'avoine bon marché et invendable ; diminution de l'emploi d'engrais chimiques dont l'utilisation est sans profit étant donné les prix bas ; retour au travail à la main remplaçant les machines compliquées, car les salaires ont baissé énormément.

Une *aggravation générale* a été imposée à *l'économie paysanne*, car ce qui reste aux paysans - malgré les privations personnelles les plus grandes de la famille paysanne - ne suffit pas à maintenir la reproduction simple : le bétail perdu ne peut être remplacé, les instruments usés ne peuvent être renouvelés, etc. Il y a diminution de la division du travail dans l'agriculture : limitation de la production pour le marché, tendance au retour à la production pour les seuls besoins du foyer paysan.

Nous voyons que les méthodes, qui étaient efficaces au XIX^e siècle, pour surmonter la crise agraire, sont aujourd'hui inutilisables ! *La crise agraire actuelle est une partie intégrante de la crise générale du capitalisme et elle ne trouvera pas de dénouement dans le cadre de l'ordre social capitaliste*. Une atténuation temporaire - comme celle des années 1924-28 - est naturellement possible et même vraisemblable. La crise agraire a entraîné une ruine de la paysannerie laborieuse comme on n'en avait encore jamais vue, une paupérisation des paysans pauvres et des ouvriers agricoles et un mouvement révolutionnaire de la population travailleuse des campagnes¹.

Allemagne : Consommation intérieure de machines agricoles (millions de marks)	245	215	155	100	1er semestre 25	-
Pologne : Commandes intérieures en machines agricoles (1928 = 100)	100	77	25	10	2,2	2,9
Importation de machines agricoles (1928 = 100)	100	70	36	17	4,9	5,2

La plus grande partie de la régression revient naturellement à la chute des prix. Mais la régression du nombre de machines est également formidable.

Débouchés des machines agricoles aux Etats-Unis * :

Maximum par an dans la période de	Tracteurs	Combinés	Machines à lier la récolte	Machines à battre
1921-29	160 637	19 666	53 219	14 662
1931	93 632	8 172	22 675	5 280

* Source : *Farm Implement News* du 22 juin 1933.

Il n'y a pas de chiffres plus récents ; mais le recul du degré d'occupation des fabriques de machines agricoles passant de 93 en 1931 à 37 en 1932 et à 42 en 1933, montre que la diminution des débouchés a persisté.

Encore plus grave est la régression des débouchés des machines au *Canada* dans les régions agricoles de l'Ouest. On en a vendu **

	Tracteurs	Machines à battre	Combinés
1928	17 143	6 247	3 657
1933	777	182	77

**Source : *Canadian Farm Implements*, décembre 1933.

¹ Nous parlerons dans les chapitres ultérieurs des tentatives de surmonter artificiellement la crise agraire et de leurs

Aussi la seule issue temporaire à la crise agraire que l'on puisse imaginer dans le cadre du capitalisme : la ruine et l'éviction de tous les « incapables » de leurs terres, c'est-à-dire des paysans pauvres et moyens, la remise de leurs terres aux éléments capitalistes, laisser en friche les terres en surplus, réduire la production en l'adaptant, selon le modèle des cartels industriels, aux besoins des éléments « solvables » de moins en moins nombreux, est fermée¹ à la bourgeoisie pour des raisons *politiques*. Dans des moments de maturation de la crise révolutionnaire, face au prolétariat qui se prépare à l'assaut contre le capitalisme, la bourgeoisie ne saurait précipiter le dénouement de la crise agraire en accélérant la ruine des masses de paysans travailleurs. De là la recherche – d'ailleurs vaine – d'une autre solution à la crise agraire, de là les expériences et les manœuvres de la bourgeoisie.

conséquences sociales et politiques.

¹ Quelques idéologues de la bourgeoisie américaine ont proposé un dénouement de ce genre. Voir par exemple, E. SHULLEAS [MEADE] et B. OSTROLENK : *Harvey Baum*, Philadelphie, 1928, ou B. OSTROLENK : *The Surplus Farmer*, New York, 1932. Mais Roosevelt - effrayé par la révolte des farmers - a essayé la voie contraire.

CHAPITRE IV

LA CRISE DANS LES COLONIES

C'est dans les colonies que la crise a été le plus grave. Cela provient de leur *situation* en tant que colonies, en tant que régions assujetties. « Le capitalisme européen puise sa force moins dans les pays industriels européens que dans ses possessions coloniales », disent les thèses coloniales du II^e congrès de l'Internationale communiste. C'est avant tout sur les colonies que le capital des pays impérialistes rejette une partie considérable des charges de la crise, aussi y est-elle particulièrement profonde et dévastatrice. Les éléments les plus importants sont les suivants :

La majorité écrasante des colonies et des semi-colonies est composée de *pays agraires*. Aussi la crise agraire chronique, approfondie encore par suite de la crise industrielle, les atteint- elle avec toute sa virulence.

L'impérialisme a fait des colonies des appendices des métropoles, comme sources de matières premières. Toute une série de colonies et semi-colonies sont *des pays de monoculture* dont la vie économique repose sur l'écoulement d'une seule (ou de quelques) marchandises dans le monde capitaliste : l'Egypte sur le coton ; l'Australie sur la laine et le blé ; l'Indonésie sur le caoutchouc ; Cuba sur le sucre ; Brésil sur le café, etc. Leur capacité de manœuvre économique s'en trouve extrêmement réduite. La surproduction a entraîné une formidable chute des prix¹ qui ruine ces pays. Pour la même somme ils sont obligés de céder de deux à six fois plus qu'avant la crise de leur principale marchandise d'exportation aux pays industriels. Aussi l'excédent d'exportation ne suffit-il plus pour payer les intérêts des dettes extérieures ; leur balance de paiement est devenue passive et ils ont été contraints de céder leurs stocks d'or d'ailleurs minimes aux usuriers impérialistes² ce qui les a

¹ Quelques exemples de la chute des prix de produits coloniaux typiques (*en francs- or*)

	Londres Riz (Saigon I)	New York Sucre brut (Cuba)	Londres Thé (lbs) (Ceylan)	New York Café	Londres Copra
Décembre 1928	32,7	24,5	3,2	206	65,4
1932	12,3	9,5	1,0	95	27,6

	Londres Soja	Alexandrie Coton	New York Caoutchouc	Londres Jute I	New York Soie brute
Décembre 1928	31,0	433	206	90	58,9
1932	12,3	9,5	1,0	95	27,6

² Réserves d'or de quelques pays coloniaux et semi-coloniaux (*en millions*):

mis dans une dépendance encore plus grande à l'égard de ceux-ci ; ils ont été voués à l'inflation¹ et le poids de leurs dettes contractées en monnaie étrangère s'en est trouvé encore accru.

Nous donnons comme exemple l'Inde² :

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'INDE, L'ANNÉE FINISSANT LE 31 MARS (millions de roupies)

	1929	1930	1931	1932	1933
Excédent net de l'exportation des marchandises	860	790	620		
Importation nette d'or.....	212	134	125	348	34
Exportation nette d'or.....				580	683

c) Les colonies sont touchées d'une façon particulière par les *ciseaux* dont la crise des pays agraires en général aggrave l'écart :

INDEX DES PRIX (1913 = 100)

	Produits ouvrés		Fer brut	Charbon Angleterre
	Etats-Unis	Allemagne		
1929	136	157	132	122
1930	127	150	126	120
1931.....	111	186	110	114
1932	101	119	109	113

Produits coloniaux

	Londres	Londres		New York
	Coton indien	Jute	Thé	Sucre de canne
1929	114	102	138	71
1930	74	69	112	53
1931.....	59	54	74	48
1932	65	52	65	33

Mais ces chiffres sont bien loin de donner un tableau exact de l'augmentation de l'échange non équivalent entre les colonies et les pays impérialistes dans la crise, car ils donnent l'évolution des prix des Bourses, les prix que reçoivent les acheteurs capitalistes européens des produits coloniaux. Les prix touchés par les paysans dans les colonies sont tombés encore plus bas. Les grands monopoles internationaux comme *Unilever* – étant donné la forte prédominance de l'offre – déterminent de façon unilatérale les prix que leurs acheteurs payent pour les marchandises dans les colonies.

Le capitalisme a réussi à alléger quelque peu la situation de l'industrie... *aux dépens des paysans des colonies et des pays économiquement faibles*, au moyen d'une baisse encore

Fin	Brésil (milreis)	Argentine (peso)	Mexique (peso)	Indes néerlandaises
1928	1 242	641	39	170
1932	129	(1930)215	10	104

¹ En ce qui concerne le degré de dévalorisation de la monnaie, ce sont les pays coloniaux et semi-coloniaux qui sont en tête : milieu de 1934, la dévalorisation par rapport à l'or s'élevait en % : au Mexique à 67, en Argentine à 66, en Colombie à 65, en Uruguay à 54, au Brésil à 58, en Bolivie à 58, en Chine à 52 (par rapport au cours de 1929), etc.

² Chiffres officiels : *Statist* du 11 novembre 1933. page 670.

plus grande des prix sur les produits de leur travail, principalement sur les matières premières et, ensuite, sur les denrées alimentaires (STALINE : Rapport au XVII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.)¹

d) La majorité des pays coloniaux et semi-coloniaux ont une monnaie-argent, ou bien c'est l'argent (parfois – comme en Chine – le cuivre aussi) qui constitue – avec une monnaie-or *formelle* par rapport à l'étranger – le moyen de circulation et de paiement à l'intérieur du pays. La chute du prix de l'argent pendant la crise a permis aux pays impérialistes de faire venir de ces pays les matières premières à des prix particulièrement bas.

Le résultat de ces facteurs est l'appauvrissement rapide de la paysannerie coloniale : Passage accéléré des terres aux mains des propriétaires fonciers² manque de terre croissant, « surpopulation » de la campagne accrue encore par le reflux des artisans des villes ruinés par le développement de l'industrie capitaliste dans le pays même et par la concurrence étrangère ainsi que par l'exode des ouvriers jetés sur le marché du travail à la campagne par la crise industrielle³.

L'appauvrissement a augmenté par suite de l'exploitation multiple de la paysannerie par les propriétaires fonciers féodaux, les usuriers ruraux, la bourgeoisie indigène et impérialiste. « Les inconvénients du mode de production capitaliste avec la dépendance du producteur à l'égard du prix en argent de son produit coïncident ici avec les inconvénients qui proviennent du développement incomplet du mode de production capitaliste »⁴. Cette caractéristique générale de l'économie coloniale donnée par Marx dans le *Capital* est encore plus vraie pour la période de la crise. La famine chronique et la famine périodique sont actuellement le sort des centaines de millions de paysans coloniaux. L'esclavage s'étend : c'est un phénomène courant de voir des parents vendre leurs filles comme esclaves⁵.

La dégradation de l'agriculture est particulièrement forte aux colonies. L'exploitation multiple des paysans leur enlève une si grande partie du produit de leur travail qu'ils ne sont même pas en état de continuer la reproduction simple. Les paysans sont incapables de se procurer en quantité nécessaire le fumier indispensable pour la culture intensive de la terre dans les régions surpeuplées de la Chine. Le nombre de têtes de bétail diminue et leur état empire. Dans de nombreuses régions de la Chine, le système d'irrigation, base de l'agriculture chinoise, tombe en ruine. L'importation de riz et de blé augmente alors que dans la Chine du Kuomintang la culture du pavot, pour en extraire l'opium, prend de l'extension. Dans les pays de monoculture, se produit le retour à la production pour les besoins

¹ J. STALINE : *Deux Mondes*, p. 9, Bureau d'Édition, Paris, 1934.

² Nous nous servons comme exemple de la Corée. Entre 1928 et 1932, la quote-part des propriétaires fonciers à la superficie emblavée est passée de 54,1 % à 56,4%. Le nombre des fermiers sans terre est passé de 1 191 000 en 1926 à 1 393 424 en 1931 (chiffres donnés d'après MIF : *L'Hégémonie du prolétariat dans la lutte de libération coloniale*).

³ Dans l'Inde où depuis des dizaines d'années, il y a des recensements périodiques, *la quote-part de la population rurale* grandit constamment - contrairement à ce qui se passe dans les pays impérialistes. Manifestement il en est de même en Chine où il n'y a pas de recensements.

⁴ Marx 1959, p. 791.

⁵ Dans les banlieues de Sianfu et au bord du Sien-Yang-Ho (province de Shensi), on a établi un « marché d'hommes » où l'on vend des fillettes au-dessous de 10 ans pour 2 à 3 dollars par tête. Le prix pour les jeunes filles au-dessus de 10 ans monte à 5 dollars. (*South China Morning Post*, 22 novembre 1931.)

propres des producteurs.

Cet appauvrissement général de la population des colonies pendant la crise modifie de plusieurs manières le processus de développement des industries des moyens de consommation dans les colonies et semi-colonies. Le processus d'extension de l'industrie légère se poursuit incontestablement pendant la crise. Le rétrécissement quantitatif de la capacité d'absorption du marché a été compensé par le fait que la demande, par suite de l'appauvrissement de la population, a favorisé les *sortes de marchandises* de qualité inférieure, à meilleur marché, telles qu'elles sont produites par l'industrie coloniale (et l'industrie japonaise).

En même temps la forte dévalorisation de la monnaie des pays coloniaux et semi-coloniaux, et en particulier la dévalorisation de l'argent, a agi comme une protection contre la concurrence des marchandises étrangères. Déjà dans son rapport annuel de 1931 la Banque de Chine écrivait :

... Dans les trois dernières années, l'industrie chinoise marque des signes d'amélioration par suite des prix plus bas des marchandises importées¹...

Sous l'influence de ces facteurs, on peut constater une augmentation de la production indigène et une forte réduction de l'importation de produits industriels dans de nombreuses colonies et semi-colonies. Les chiffres suivants le montrent pour la Chine². L'élévation des droits de douane joue également ici son rôle.

De nombreuses entreprises nouvelles : fabriques de tricotages, articles de caoutchouc, savon,

¹ 1. L'index des produits industriels importés s'élevait en argent, à Changhai (1926 = 100) :

1929	1931	1933
110	160	153

² Ces chiffres sont empruntés à un article du camarade Gamberg : « La situation de l'industrie chinoise pendant la crise. » 'Polozhenie kitayskoy promyshlennosti vo vremya krizisa', *Problemy Kitaya*, 1933, no. 12.

	Tissages de coton		
	Nombre de métiers	Production de tissu en 1 000 pièces	Import, de cotonnade en millions de yards
1929	25 818	14 658	868
1933	39 564	20 122	372

	Cigarettes		Allumettes	
	Production en 1 000 boîtes	Import, en millions d'unités	Production en 1 000 boîtes	Import. en 1 000 caisses
1929 ...	750	9 547 (avec la Mandchourie)	600	8 424 (avec la Mandchourie)
1933 ...	1 123	250 (sans la Mandchourie)	800	73 (sans la Mandchourie)

casquettes, objets émaillés, papier, encre, crayons, mais aussi de lampes électriques, appareils de radio, de machines tout à fait simples, fabriques de ciment et de briques, etc., ont été créées pendant la crise surtout dans les rayons de Changhai et de Hong-Kong. (La dévalorisation de l'argent a resserré d'autre part l'importation de machines étrangères, ce qui a rendu plus difficile le développement de l'industrie - en particulier celle qui se trouve entre les mains *chinoises*.)

Nous pouvons observer des phénomènes semblables dans les autres colonies et semi-colonies. (Nombreuses fabriques de textile nouvelles dans *l'Inde*, développement de l'industrie du textile, de la chaussure, etc., au Brésil, au Chili.) Mais dans l'appréciation de ce développement, il faut souligner les points suivants :

Dans les branches d'industrie qui fabriquent des produits *semi-ouvrés* pour l'exportation, soie brute, thé, huileries, etc., la crise est très profonde.

L'augmentation de la production dans l'industrie légère et l'augmentation du nombre des entreprises ont lieu en grande partie grâce à la construction de fabriques par le capital *étranger*, ce qui accroît encore la dépendance à l'égard de l'impérialisme.

Le développement (de proportions limitées) de l'industrie légère est obtenu au moyen d'une forte élévation du taux d'exploitation du prolétariat colonial : baisse des salaires, prolongation du temps de travail, augmentation de l'intensité du travail que le capital a pu imposer malgré la résistance des ouvriers. La ruine de l'artisanat et la paupérisation des paysans travailleurs sous les coups de la crise agraire, de l'exploitation multiple par les propriétaires fonciers, les impérialistes, la bourgeoisie et les usuriers du pays, jettent des forces de travail toujours nouvelles sur le marché du travail et rendent plus difficile la lutte souvent héroïque du prolétariat des colonies contre l'agression du Capital.

CHAPITRE V

LES VAINES TENTATIVES DE SURMONTER LA CRISE

Dans les cinq dernières années, la bourgeoisie a fait d'innombrables tentatives pour surmonter artificiellement la crise générale du capitalisme. Il est bien évident qu'elles sont restées sans succès. Les crises cycliques de surproduction sont les conséquences des « lois naturelles » du capitalisme, comme Marx les qualifie plus d'une fois. *La crise générale* du capitalisme n'est que l'expression du fait que l'ordre social capitaliste est actuellement en tant que forme sociale historiquement passagère dans la période de son effondrement révolutionnaire qui se poursuit d'une façon inégale. Aucune mesure artificielle ne peut y changer quoi que ce soit.

Les crises cycliques de surproduction constituent l'explosion violente de toutes les contradictions du capitalisme, mais en même temps aussi leur dénouement temporaire. Les tentatives d'atténuer la crise ou d'accélérer sa fin, ont amené en définitive une prolongation de la durée de la crise.

De quelle manière une crise de surproduction cyclique est-elle surmontée ?

Les facteurs les plus importants sont les suivants : la production est à tel point restreinte que la consommation dépasse la production ¹.

Une partie des marchandises produites en excédent sont matériellement détruites.

La chute des prix réduit la somme des prix des marchandises au besoin social. Les stocks de marchandises en excédent sont absorbés. La baisse des prix s'arrête. La diminution de prix des éléments du capital constant augmente la mise en valeur de l'ensemble du capital.

Pendant la crise les salaires baissent, l'intensité du travail augmente, les conditions de travail sont aggravées, ce qui réduit bien *momentanément* la force de consommation, mais en même temps crée une meilleure mise en valeur du capital comme condition préalable à la reprise des investissements et à une extension du marché dans la section I.

La crise de crédit réduit au moyen de banqueroutes et d'assainissements le capital social, ce qui élève le taux du profit pour la partie restante. Les conditions préalables à un nouvel investissement de capital dans la sphère de production sont données. En même temps la crise de crédit élimine les débiteurs insolubles, la chaîne du crédit rompue dans la crise, la « confiance » réciproque sont rétablies et le capital prêteur est disponible en sommes énormes pour la reprise de l'accumulation réelle. La crise a passé à la dépression.

Devant la crise de surproduction la bourgeoisie se trouve aujourd'hui aussi ignorante qu'il y a

¹ On pourrait ici se demander d'où provient le pouvoir de consommation si la production est si fortement restreinte ? La réponse n'est pas difficile : la bourgeoisie, la liasse des rentiers, les fonctionnaires et une grande partie des employés continuent à consommer aussi dans la crise dans des proportions à peu près inchangées. Les ouvriers devenus chômeurs mangent leurs quelques sous d'économie et les secours de chômage.

un siècle. Des ouvrages bourgeois par centaines, des- articles par milliers ont été imprimés durant ces cinq dernières années sur la crise, sans que la compréhension de celle-ci ait avancé de l'épaisseur d'un cheveu. Parfois des idéologues de la bourgeoisie le reconnaissent eux-mêmes. En voici quelques exemples :

Dans *l'Economist* (du 9 juillet 1933) on peut lire :

Il est triste de penser que la crise de 1929-33 est survenue et (peut-être) s'en va vers sa fin sans pourtant que notre compréhension du cycle industriel soit à peine plus grande qu'antérieurement. La crise a créé un riche courant d'ouvrages, de brochures et de rapports officiels ; l'opinion des économistes a oscillé selon la marche des événements de-ci, de-là, pour revenir dans la plupart des cas à un *scepticisme judicieux* qui est bien la meilleure des choses, face à un problème aussi compliqué et aussi embrouillé.

Ernest Wagemann, le directeur de l'Institut allemand pour la recherche de la conjoncture, écrivait dans le *Rapport mensuel* du 26 août 1931 :

L'explosion aiguë de la crise de crédit nous a atteints, en beaucoup d'endroits, jusqu'aux fondements de l'économie, interrompant ainsi le déroulement organique de la dépression. *De pareils événements qui influent de l'extérieur sur l'économie sont aussi peu prévisibles que des tremblements de terre, de violents incendies, etc., par les méthodes de la recherche de la conjoncture ; leurs conséquences... échappent aussi à toute prévision quantitative.*

Sous le titre de « Banqueroute de l'économie nationale », le *Manchester Guardian* du 1^{er} septembre 1931 écrivait:

Nous savons plus de choses sur la rapidité de mouvement d'un électron que sur la rapidité de mouvement de l'or. Nous en savons plus sur le mouvement de la terre autour du soleil et du soleil autour de l'univers que sur les cycles industriels. Nous pouvons prédire avec une précision infiniment plus grande les mouvements de corps célestes invisibles et extrêmement éloignés que nous ne pouvons prédire la fin de la dépression. (*Trade slump*)

Face à ce désarroi complet dans les têtes des économistes, chaque couche de la classe dominante s'est efforcée de faire triompher ses propres intérêts dans la politique économique. Dans cette lutte entre intérêts contradictoires, c'est en dernière analyse – dissimulée derrière les manœuvres les plus diverses – l'oligarchie financière, le capital monopoliste qui a triomphé.

La bourgeoisie voit, avant tout, dans la crise *l'impossibilité de vendre les marchandises à des prix rapportant du profit.*

« *Nos marchandises ne trouvent pas de débouchés à cause de la concurrence étrangère plus puissante* », déclare le capitaliste qui produit pour le marché intérieur. Donc : augmentation des droits de douane, contingentements, interdictions d'importation pour venir à bout de la crise.

« *Nous ne pouvons pas écouler nos marchandises à l'étranger* », déclarent les exportateurs. Donc : subventions d'Etat, primes à l'exportation, organisation du dumping par l'Etat.

« *Notre monnaie est évaluée trop haut* », s'écrient les exportateurs de tous les pays demandant qu'on pratique l'inflation ou qu'on la poursuive là où elle existe déjà.

« *Notre monnaie est évaluée trop bas* », s'écrient les importateurs de matières premières étrangères, les crédateurs, les rentiers. « Seul, le maintien de la monnaie-or assure la stabilité de l'économie, le crédit, l'issue de la crise. »

« *Nos frais de production sont trop élevés* », s'écrie le capitaliste industriel. Donc : baisse des salaires, prolongation du temps de travail, intensification du travail, essai de surmonter la crise aux dépens des ouvriers, ce qui restreint encore davantage la capacité d'absorption du marché intérieur.

« Nos prix de vente sont trop bas à cause de la concurrence effrénée », disent les capitalistes monopolistes. Donc : réformation des monopoles par l'Etat (Angleterre), cartels forcés, interdiction de fonder de nouvelles entreprises (Allemagne), prix de cartels sanctionnés par l'Etat, prix minimaux fixés par l'Etat. Ce maintien artificiel des prix- monopole élevés¹ augmente bien le profit du capital monopoliste, mais ralentit la liquidation des stocks et prolonge la crise.

« Il faut élever le pouvoir de consommation », demandent les chefs syndicaux et les économistes social-démocrates. « A la base de la crise il y a la sous-consommation. » Les capitalistes doivent augmenter les salaires, l'Etat doit procurer de l'argent aux gens, doit exécuter des travaux publics, et alors la capacité d'absorption du marché intérieur s'accroîtra et la crise sera surmontée. L'agitation échoue devant la résistance du Capital qui n'est pas disposé à accepter cette sottise de sortir de ses propres poches l'argent pour des salaires plus élevés afin de pouvoir écouler plus de marchandises. Pour des raisons démagogiques, Roosevelt manœuvre avec ce mot d'ordre :

« A la base de la crise il y a insuffisance de crédit. » L'Etat doit s'occuper d'élargir le crédit. Les tentatives à ce sujet (*Reconstruction Finance Corporation* de Hoover) ont échoué. Les capitalistes « dignes de crédit » n'ont pas besoin de capital prêteur supplémentaire étant donné la marche des affaires resserrée dans la crise, ceux qui ont besoin d'argent pour payer leurs anciennes dettes ne sont pas « dignes de crédit ».

« Le fardeau des dettes nous entraîne à la ruine », s'écrient les débiteurs ! De là l'assainissement - naturellement pour les entreprises les plus puissantes seulement - par des avances de l'Etat, l'achat d'actions par l'Etat, la baisse du taux d'intérêt et l'atténuation du fardeau des dettes par l'inflation.

« La crise ne peut être surmontée que par le rétablissement de la libre circulation des marchandises sur le marché mondial » On doit supprimer les droits de douane, abolir les contingentements, les interdictions d'importation et d'exportation, on doit rétablir le crédit international et l'exportation de capital². La bourgeoisie anglaise a préconisé cette politique au début de la crise. Elle a échoué par le fait que la bourgeoisie de chaque pays (et la bourgeoisie anglaise de façon toujours plus résolue) s'est efforcée surtout de monopoliser pour elle le marché intérieur et y a réussi au point notamment que le « marché mondial » au sens ancien du mot a été disloqué, qu'il n'y a plus au

¹ Dans quelques Etats les prix « libres » et les prix « liés », c'est-à-dire les prix des cartels sont résumés dans des index par les Instituts de conjoncture officiels : le maintien des prix monopolistes élevés s'y montre clairement :

	Allemagne		Autriche		Pologne	
	1928 = 100		1923-31 = 100		1928 = 100	
	Prix des cartels	Prix libres	Prix des cartels	Prix libres	Prix des cartels	Prix libres
1928	102	107	-	-	-	-
1929	105	97	99	100	108	94
1932	84	48	93	73	105	53
1933*	84	48	94	73	93	49

La différence dans la formation des prix est formidable. En réalité, la différence devrait être moindre car les prix officiels des cartels sont éludés et sont l'objet de rabais en secret sous les formes les plus diverses par des différents participants.

* 10 mois.

² Le rétablissement du « libre échange » dans la mesure où il existait avant la crise serait avantageux pour les pays industriels impérialistes les plus puissants et désavantageux pour les pays plus faibles. Il n'amènerait pas le dénouement de la crise car le pouvoir d'achat du monde capitaliste dans son ensemble n'y gagnerait pas la moindre augmentation.

sens ancien du mot de « prix mondiaux du marché », que la division du travail internationale est de plus en plus restreinte et que le commerce extérieur se resserre. L'expression idéologique de cela est le mot d'ordre stupide de l'« *autarchie* ».

Nous ne fatiguerons pas nos lecteurs en allongeant davantage cette liste. Les intérêts contradictoires des diverses couches des classes régnautes ont entraîné une lutte continue pour la politique économique de l'Etat, un « maquignonnage » parlementaire ininterrompu, des crises ministérielles toujours plus fréquentes, une politique de zigzags sans aucune ligne et qui constitue un des fondements de la fascisation de l'Etat.

Le « *New Deal* », « la nouvelle politique » de Roosevelt, représente la tentative la plus grandiose de surmonter la crise au moyen de mesures publiques. Celles-ci sont essentiellement :

a) Le sauvetage du système de crédit de l'effondrement complet par la garantie des dépôts par l'Etat.

b) La réduction de 40 % du fardeau des dettes par la dévaluation du dollar.

c) L'élévation artificielle des prix des produits agricoles par la limitation de la production, subventionnée et organisée par l'Etat.

d) L'encouragement à la formation des monopoles au moyen des « *codes* » qui représentent dans plus d'un cas des cartels forcés.

e) La lutte contre le chômage au moyen de grands travaux publics et de la réduction de la semaine de travail.

f) La réglementation des salaires : fixation dans les codes de salaires minimaux qui sont devenus dans la pratique des salaires maximaux.

On sait que cette tentative a entraîné un essor très brusque de la production industrielle en été 1933 (les stocks s'épuisèrent et les couches sociales aisées hâtèrent leurs achats dans l'attente de la montée inflationniste des prix), une forte régression en automne 1933, une nouvelle et lente amélioration dans le premier semestre de 1934 et une nouvelle régression depuis juillet. Comme le renouvellement et l'extension du capital fixe ainsi que la construction des habitations sont restés jusqu'à maintenant étroitement limités ; comme le pouvoir de consommation de la classe ouvrière n'a pas augmenté, chaque augmentation de la production provoquée artificiellement s'est heurtée au bout de quelques mois aux limites du marché et a fait fiasco. Finalement, le seul résultat est l'élévation de la production aux limites mêmes où les auraient portées les forces internes du capitalisme, seulement au lieu de se produire d'une façon plus ou moins constante, elle a eu lieu au contraire au cours des zigzags fébriles.

Toutes les tentatives de surmonter artificiellement la crise sont restées vaines. Si la phase aiguë de la crise s'est terminée et a passé à la dépression de caractère particulier, ce n'est pas le résultat de manœuvres de la bourgeoisie, mais de l'efficacité des forces internes du capitalisme dans leur action pour surmonter la crise cyclique, efficacité qui a été accentuée par les armements de guerre et temporairement dans certains pays par l'inflation.

Quelques mots sur les tentatives pour surmonter artificiellement la crise agraire. Leur but a été avant tout *d'élever les prix*. Les méthodes tentées ont été différentes dans les pays importateurs et dans les pays exportateurs.

Dans les pays importateurs on a essayé par l'élévation des droits de douane, par des contingentements ou l'interdiction d'importation, etc., de rendre les prix du marché intérieur indépendants du mouvement des prix du marché mondial. Cette politique a été suivie surtout par les pays de l'Europe occidentale : Allemagne, France, Italie, etc. Elle a eu jusqu'en 1933 pour résultat que

les prix intérieurs se sont élevés au double et au triple des prix du marché mondial¹. Mais cette élévation des prix a entraîné une extension de la superficie cultivée, la récolte accrue a couvert aussitôt les besoins intérieurs diminués dans la crise², et le protectionnisme s'est révélé inopérant. Seule l'instauration de prix fixés par l'Etat (France, Allemagne, Tchécoslovaquie), l'organisation de la livraison du grain par l'Etat ont pu freiner la nouvelle chute des prix.

Dans les pays *exportateurs* on a essayé d'élever le *prix sur le marché mondial* en achetant et en retenant les quantités excédentaires : *pool* du blé canadien, *Federal Farm Board* aux Etats-Unis, valorisation du café au Brésil, etc. Toutes ces tentatives se terminèrent par des échecs, la production continua à augmenter, les stocks à s'enfler, les organisations succombèrent sous la charge ou firent banqueroute (*pool* du blé canadien) ou encore la bourgeoisie ne voulut pas supporter plus longtemps les pertes (*Farm Board* aux Etats-Unis). *Les prix subirent de nouveau une chute violente.*

Ces expériences montrent *que sans réduction de la production, il est impossible de maintenir les prix élevés.* Alors commença une propagande en faveur de la limitation volontaire de la surface cultivée (en particulier aux Etats-Unis), le paiement de primes pour sa réduction ; des tentatives d'accords internationaux concernant la limitation de la production ou l'exportation de divers produits agricoles. Mais ces moyens aussi restèrent en somme inefficaces, quoique les prix pour certaines marchandises qui sont produites en grande partie dans des plantations capitalistes (caoutchouc, sucre, thé), aient monté considérablement par suite de la réduction. Le poids énorme des frais fixes (nous en parlons dans le chapitre III) met de très grands obstacles à la réduction de la production agricole : un contrôle effectif est à peine possible par suite de la dispersion par millions des petites entreprises. Il s'est avéré impossible de réduire systématiquement la production, ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre sur la crise agraire.

Aussi attendait-on depuis deux ans une mauvaise récolte comme un bonheur. La *Tribune* de Minneapolis aux Etats-Unis écrivait :

Nous qui avons appris à prier pour notre pain quotidien, nous prions désormais pour qu'il nous soit enlevé ; déviation aussi étrange dans le domaine de la théologie que dans le domaine de l'économie.

Une contradiction du même genre existe entre toute l'idéologie de la science agricole qui est tournée dans son enseignement vers la manière dont on obtient les plus hauts rendements, entre le système traditionnel de distribution de primes par l'Etat aux agriculteurs ayant les meilleures récoltes,

¹ Prix en francs-or. (*Juillet 1932.*) (Annuaire de l'Institut agraire de Rome, 1932-33.)

	Berlin	Paris	Londres	Chicago	Buenos-Aires
<i>Blé</i> par quintal métrique	29,6	32,6	11,8	10,3	8,9
<i>Viande de porc</i> par quintal métrique de poids vif	105	146	-	52	-

² L'Allemagne nous servira d'exemple. La superficie cultivée en blé s'est élargie de 1,6 million d'hectares en 1929, à 2,3 millions en 1933. *La production intérieure a couvert les besoins intérieurs.* Elle est, en %, de :

	1926	1929	1932
Blé	48	72	97
Viande	91	94	99
Beurre	70	71	85

et l'agitation et la législation destinées à diminuer les surfaces ensemencées et les rendements par l'interdiction de l'emploi intensif d'engrais artificiels (dans les régions cotonnières d'Amérique), etc.

Enfin, la seule chose qui restait était de *passer à la destruction systématique de produits agricoles de toutes sortes*. Aux Etats- Unis on a enfoui sous la terre avec la charrue en 1933, 10 millions d'hectares (environ un quart de toute la superficie) de coton mûr. Au Brésil on brûle chaque année 10 millions de sacs de café (à peu près les besoins mondiaux annuels), on les jette à la mer, on s'en sert pour faire des routes. On ne récolte pas le thé.

On ne saigne pas les arbres à caoutchouc. Des cargaisons entières d'oranges ont été jetées à la mer à Londres. 5 millions de porcs ont été achetés et détruits par le gouvernement des Etats-Unis en automne 1933. Au Danemark, on a abattu hebdomadairement 1 500 vaches et on a fait avec leur chair des engrais artificiels. En Argentine, on a abattu tout simplement les moutons les plus vieux par centaines de mille pour faire place à la génération plus jeune ; le transport aux abattoirs aurait coûté plus cher qu'il n'aurait rapporté. Et ainsi de suite. Tout ceci à un moment où des millions et des millions de chômeurs et leurs familles sont affamés, vêtus de haillons ! *Jamais dans l'histoire de l'humanité on n'a vu chose pareille !* La décomposition du capitalisme, la contradiction entre les forces de production et les rapports de production sont tangibles, compréhensibles pour chaque paysan et chaque ouvrier.

Le lent processus de dégradation de l'agriculture et la mauvaise récolte de 1934 vont enfin créer la diminution si ardemment souhaitée des stocks et faire monter quelque peu les prix¹. Mais ceci ne sera qu'un court intermède. Dans une ou deux années, la surproduction - stimulée par les prix plus élevés - sera encore plus grande qu'à l'heure actuelle : une amélioration de la crise agraire dans le cadre de l'ordre social capitaliste n'apparaît nulle part ; tout au plus peut-il se produire une atténuation temporaire.

Le résultat principal des tentatives de surmonter artificiellement la crise ou de toute la politique économique capitaliste pendant la crise est une immixtion de l'Etat jusque dans les détails de l'économie en faveur des classes dirigeantes en général, du capitalisme monopoliste et des gros agrariens en particulier. Le capital monopoliste utilise sa domination de l'appareil de l'Etat pour modifier systématiquement en sa faveur la répartition du revenu national et dépouiller les caisses de l'Etat sous les formes et les prétextes les plus divers. Les tendances « au capitalisme d'Etat » ont pris un grand développement ; dans un certain sens on assiste au passage du capitalisme monopoliste à un « capitalisme monopoliste étatique de guerre », comme Lénine appelait le capitalisme dans la période de la guerre mondiale.

La situation actuelle du capitalisme offre une grande analogie avec celle de la guerre mondiale. *Premièrement, parce que la préparation de la prochaine guerre mondiale domine d'une façon de plus en plus décisive la politique économique de tous les Etats*. Dans l'économie de la plupart des pays capitalistes et surtout du Japon et de l'Allemagne, on constate actuellement déjà de grands traits de l'économie de guerre, ce qui entraîne inévitablement le renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie.

Deuxièmement, la maturation rapide de la crise révolutionnaire, le risque couru par la domination de la bourgeoisie contraignent celle-ci à renforcer le pouvoir de l'Etat afin de se mieux défendre. La fascisation de l'appareil de l'Etat qui s'ensuit s'accompagne du renforcement des tendances au capitalisme d'Etat.

Nous allons essayer d'indiquer la ligne la plus importante du renforcement des tendances au

¹ Nous parlerons plus tard de l'effet la mauvaise récolte sur la situation des paysans travailleurs.

capitalisme d'Etat :

a) *Le rôle grandissant du budget de l'Etat.* Alors que la valeur produite par la société, ou selon la façon de s'exprimer de la bourgeoisie - le revenu national - a très fortement baissé par suite de la réduction de la production et de la chute des prix, une grande partie continue à être perçue par l'Etat et répartie de façon nouvelle¹. Ceci veut dire que la partie du revenu national perçu par l'Etat a augmenté.

b) *Le commerce extérieur est devenu essentiellement une affaire de l'Etat.* Les innombrables limitations du commerce extérieur (droits de douane, contingents, interdictions, attribution des devises, échange naturel entre Etats, etc.) ont créé dans de nombreux pays (Allemagne, Pays baltes, Japon), une situation qui est déjà tout à fait analogue à un monopole commercial de l'Etat pour l'importation.

c) Dans la plupart des Etats (surtout en Allemagne et aux Etats-Unis) *le crédit est devenu effectivement un crédit d'Etat* : les banques sont entièrement ou à moitié étatisées et se trouvent sous tous les rapports sous la dépendance de l'Etat.

d) *L'Etat a acquis un pouvoir croissant sur la répartition de la force de travail.* (Service de travail « volontaire » aux Etats- Unis, en Allemagne, etc., mesures prises par l'Etat pour procurer du travail, etc.)

e) *Les prix de nombreuses marchandises sont déterminés par l'Etat.* Directement par l'établissement de prix fixés par l'Etat (tous les prix des produits agricoles en Allemagne), indirectement par l'organisation de cartels forcés, par la politique du commerce extérieur et celle des devises.

Ces sortes d'immixtion de l'Etat ont comme résultat que le profit de chaque entreprise et même celui de diverses transactions d'affaires dépendent de l'ingérence rapidement croissante de l'Etat. *En général*, toutes ces mesures étatiques vont à l'avantage du capital monopoliste, mais, dans le détail, cela dépend énormément du nombre croissant des bureaucrates qui « interprètent » et exécutent les lois et décrets. Leur importance (et leur corruption) ont fortement augmenté. Sur cette base générale il y a de larges inégalités selon les pays ; nous reviendrons sur cette question dans le chapitre suivant.

¹ Développement du budget public des pays les plus importants pendant la crise (*en millions d'unités monétaires*).

	Etats-Unis		Japon		Angleterre	
	1929	1934	1929	1934	1929	1934
Dépenses publiques	3 848	7 105	1 815	2 309	818	830
Revenu national	80,5*	39,8*			3 849	3 381
Dépenses publiques en % du revenu national	4,8	17,8			21,3	24,6

	Allemagne		France	
	1929	1934	1929	1934
Dépenses publiques	8 002	6 647	45,5*	50,5*
Revenu national	75,4*	46,5*	245*	206*
Dépenses publiques en % du revenu national	10,5	14,3	18,4	24,5

* En milliards. (Nous prenons toujours comme point de comparaison le revenu national de l'année *précédente*.)

CHAPITRE VI

LE CARACTERE PARTICULIER DE LA DEPRESSION ACTUELLE

Dans son rapport au XVII^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., le camarade Staline constatait que « l'industrie des pays capitalistes les plus importants a dépassé le point le plus bas au-dessous duquel elle n'est plus descendue au cours de 1933 ». Les chiffres du tableau suivant le montrent : ¹

INDEX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE 1928 = 100

	Monde capit.	Etats-Unis	Angleterre	Allemagne	France	Japon	Pologne
--	-----------------	------------	------------	-----------	--------	-------	---------

a) Le mois de la plus grande production en 1929 :

Juin 1929	109,8	114,4	107,9	107,2	113,4	-	105,8
-----------	-------	-------	-------	-------	-------	---	-------

b) Les moyennes annuelles et trimestrielles :

1929 Moy. an.	106,0	107,2	106,0	100,4	109,4	111,4	99,7
1930 -	90,5	86,5	97,9	90,1	110,2	105,6	81,8
1931 -	77,9	73,0	88,8	73,6	97,6	100,7	69,3
1932 1 ^{er} trimestre	69,5	62,5	80,1	62,0	79,5	101,0	52,2
- 2 ^e -	64,2	54,7	89,4	61,3	74,0	104,8	54,5
- 3 ^e -	63,3	55,3	82,7	59,6	73,2	107,2	54,0
- 4 ^e -	67,4	59,5	90,0	61,8	76,1	118,7	54,0
1933 1 ^{er} trimestre	66,6	56,5	89,9	64,1	80,8	120,9	48,2
- 2 ^e -	75,7	70,9	91,7	67,6	85,8	125,7	55,2
- 3 ^e -	82,6	82,6	91,8	70,8	87,4	129,0	58,0
- 4 ^e -	75,3	67,3	99,5	73,4	84,3	138,1	60,1
1934 1 ^{er} trimestre	80,5	73,0	103,3	81,8	82,7	132,6	60,2
- 2 ^e -	-	76,5	104,1	87,7	79,5	-	63,8

c) Le mois ou le trimestre le plus bas :

	61,5 juillet 1932	52,3 juillet 1932	82,7 2 ^e trim. 1932	58,5 août 1932	72,4 juillet 1932	91,4 mai 1931	46,5 mars 1933
--	-------------------------	-------------------------	--------------------------------------	----------------------	-------------------------	---------------------	----------------------

¹ Ces chiffres sont empruntés à la statistique de la S.D.N. ; pour la production *mondiale*, les chiffres sont ceux de l'Institut pour la recherche de la conjoncture de Berlin.

La production industrielle de la majorité des pays avait atteint le point le plus bas au milieu de 1932. Quelques pays comme le Japon (conjoncture de guerre et d'inflation) dès 1931, et d'autres comme la Pologne seulement au début de 1933.

Le point le plus bas de la chute des prix a été atteint un peu plus tard, au cours de l'année 1933 ; dans certains pays à monnaie stable, la chute des prix continue encore maintenant¹.

L'accumulation des stocks de produits agricoles (voir le tableau dans le chapitre III) s'est arrêtée à la même époque. Les stocks de matières premières industrielles ont commencé à diminuer². Les stocks de produits industriels ont diminué fortement et sont tombés à la fin de 1932 au-dessous de la normale³.

Il n'y a pas de statistiques des stocks des produits ouvrés pour les autres pays ; mais le développement a certainement été analogue ; la chute persistante des prix a déterminé toutes les entreprises et en particulier le commerce de gros et de détail à réduire au minimum les stocks. La crise économique mondiale avait donc atteint au cours de l'année 1933 un développement qu'on a l'habitude de désigner comme le passage à la dépression.

Marx sur la dépression.

Chez Marx la crise a toujours été au centre de l'analyse des cycles, en tant que la phase du cycle où toutes les contradictions du capitalisme explosent ouvertement, violemment, ébranlant la structure de l'ordre social capitaliste jusque dans ses profondeurs, libérant le prolétariat des illusions que font naître les phases de prospérité et démontrant brutalement le caractère historiquement temporaire du

¹ L'évolution des prix est fortement déformée par la dévalorisation des monnaies (recalculer sur la base de l'or selon le cours des monnaies est chose impossible, car l'augmentation des prix pendant l'inflation retarde toujours beaucoup sur la dévalorisation de la monnaie).

² Stocks mondiaux de matières premières industrielles :

	Avril	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Etain (milliers de tonnes)		27	41	60	62	52	22
Etats-Unis, plomb —		-	41	116	151	173	198
- zinc —		35	90	140	138	137	105
Pétrole (millions de bar.)		599	63?	591	560	504	502
Cuivre (milliers de tonn.)		324	-	586	701	647	506

Ces chiffres sont empruntés au *London and Cambridge Economic Service*. Pour le cuivre, à la *Berliner Boersenzeitung* du 2 août 1934.

³ Index des stocks de produits ouvrés aux Etats-Unis (1923-1925 = 100) :

Décembre	1929	1930	1932	1933
	119	120	108	96

capitalisme. Les autres phases du cycle intéressent Marx surtout comme phases de préparation à la crise prochaine. Aussi ne trouvons-nous dans les œuvres de Marx que des remarques éparées sur la dépression. Soit dit en passant le *mot* « dépression » comme servant à désigner une phase du cycle n'apparaît pas du tout chez Marx. (Lorsqu'il emploie ce mot c'est dans le sens *anglais* en tant que crise.) Marx emploie les expressions « stagnation », « état de calme », « la phase du cycle industriel qui suit le krach »¹, « la période de mélancolie ». Cependant le sens existe clairement chez Marx et il serait vain de se cramponner au mot.

Marx caractérise de la façon la plus détaillée la phase de la dépression dans le passage suivant² :

Ce fait apparaît avec le plus d'évidence dans la phase du cycle industriel qui suit immédiatement une crise dépassée, quand du capital de prêt demeure en masse sans emploi. Dans de tels moments où le procès de production est réduit (dans les districts industriels d'Angleterre après la crise de 1847 la production avait diminué d'un tiers), où les prix des marchandises ont atteint leur niveau le plus bas, où l'esprit d'entreprise est comme paralysé, le taux d'intérêt est peu élevé, et c'est là simplement l'indice d'une multiplication du capital prêtable, précisément en raison de la contraction et de la paralysie du capital industriel. Si les prix tombent - si les transactions diminuent, et s'il y a contraction du capital déboursé en salaires, il faut moins de moyens de circulation ; d'autre part après liquidation des dettes à l'étranger, soit par cession d'or, soit par banqueroute, il n'est pas besoin d'argent supplémentaire pour faire fonction de monnaie universelle ; enfin, le volume des affaires d'escompte d'effets diminue avec le nombre et le montant de ces effets eux-mêmes ; tout cela tombe sous le sens. La demande de capital-argent prêtable pour servir de moyen de circulation ou de paiement (il n'est pas encore question d'un nouvel investissement de capital) diminue donc, et celui-ci devient ainsi relativement abondant. Mais dans ces circonstances, l'offre même de capital-argent de prêt augmente positivement, comme il apparaîtra ultérieurement.

De cette situation mettons en relief les éléments les plus importants :

La production est réduite.

L'esprit d'entreprise est paralysé.

Les prix des marchandises sont à leur point le plus bas.

C'est en masse que le capital disponible reste en friche.

Le taux d'intérêt est le plus bas.

Tous ces éléments existaient incontestablement en 1933. La crise passa à la dépression. Pas à la dépression ordinaire, mais bien à la dépression « de caractère particulier ».

¹ K. MARX : *le Capital*, Livre III, tome 2, p. 145, Editions sociales, 1973.

² K. MARX : *le Capital*, Livre III, tome 2, p. 146-47, Editions sociales, Paris, 1973

Staline sur la dépression actuelle.

Est-ce à dire que nous sommes en présence d'une transition de la crise à une dépression habituelle qui entraîne un nouvel essor, un nouvel épanouissement de l'industrie ? Non, évidemment. En tout cas, il n'est pas à l'heure présente de données directes ou indirectes attestant un essor imminent de l'industrie dans les pays capitalistes. Bien plus : à en juger par l'ensemble des faits, de telles données ne peuvent même pas exister, du moins dans la période toute proche. Cela parce que toutes les conditions défavorables qui empêchent l'industrie des pays capitalistes de se relever quelque peu sérieusement, continuent d'agir. Il s'agit de la crise *générale* continue du capitalisme, au milieu de laquelle se déroule la *crise économique*. Il s'agit du ralentissement chronique des entreprises, d'un chômage massif chronique de l'interpénétration de la crise industrielle et de la crise agraire, de l'absence d'une tendance à un renouvellement passablement tant soit peu sérieux du capital fixe, qui annonce habituellement le début d'un essor, etc.

Il est évident que nous sommes en présence d'une transition allant du point le plus bas du déclin de l'industrie, du point de la crise industrielle la plus approfondie à la dépression, mais à une dépression d'un genre spécial, qui ne conduit pas à un essor nouveau et à l'épanouissement de l'industrie, mais ne la fait pas non plus rétrograder vers le point maximum de son déclin ¹.

La chose d'une importance décisive est la suivante : du point de vue mécanique, la dépression actuelle se distingue à peine de toutes les phases de dépression précédentes, telles que Marx les a caractérisées², du point de vue dynamique, il y a une différence fondamentale : la dépression actuelle ne constitue pas – contrairement aux dépressions « normales » – une base suffisante pour un essor de l'économie capitaliste. Le caractère particulier de la dépression réside dans la déformation du cycle industriel sous l'effet d'une crise générale du capitalisme³.

Cette déformation apparaît clairement dans tout le développement économique capitaliste depuis le point le plus bas de la crise au milieu de 1932. Dans les cycles du capitalisme ascendant quelques mois suffisaient pour élever la production et la marche des affaires du point le plus bas de la crise au point le plus haut de la phase de prospérité précédente ; dans certains cas (voir chapitre III), il n'y avait pas du tout de recul de la production dans la crise, mais seulement un ralentissement du rythme de croissance. Dans la période de l'impérialisme, il suffisait en général, d'un ou deux ans pour rattraper, après le point le plus bas, le point le plus élevé précédent.

Que constatons-nous aujourd'hui ?

Plus de deux ans se sont écoulés, depuis le point le plus bas de la crise, mais le volume de la production industrielle du monde capitaliste se trouve encore à 20% environ au-dessous de la

¹ J. STALINE : *Deux Mondes*, p. 10. (N.R.)

² La différence principale réside dans la situation tout à fait ébranlée du système monétaire et de crédit dans la période actuelle.

³ Cette déformation est déjà apparue dans le cycle de 1921-1929 ; l'essor *n'a pas été général*. Quelques pays (par exemple, l'Angleterre), des branches industrielles tout entières (charbon, navigation, coton), n'ont participé que d'une façon infime à l'essor. L'essor aurait été encore moindre s'il n'y avait pas eu à reconstituer les dévastations de la guerre.

situation de 1928.

De plus, il est clair *que la ligne ascendante de l'économie dans l'été de 1934 est de nouveau brisée !* Aux Etats-Unis, il y a – tout comme en 1933 – une forte régression ; l'économie de l'Allemagne va au-devant d'une catastrophe ; en France se poursuit un recul lent ; en Angleterre, il s'est produit un arrêt dans l'amélioration. Il est incontestable que dans le troisième trimestre de 1934 le volume de la production industrielle est plus bas et la situation de l'économie mondiale capitaliste dans son ensemble plus mauvaise qu'il y a un an¹.

La chose est claire : *la catastrophe entre les forces productives et les rapports de production arrive dans la période actuelle de la fin de la stabilisation du capitalisme à une telle acuité que la production accrue se heurte prématurément, avant d'avoir atteint la phase d'essor, aux limites de la capacité d'absorption du marché.*

Le mécanisme interne du capitalisme a été assez efficace pour surmonter le point le plus bas de la crise, pour provoquer le passage à la dépression et, dans quelques pays, pour amener une animation limitée ; mais son efficacité s'avère insuffisante pour entraîner un véritable essor, une phase de prospérité.

Il nous faut rechercher maintenant, pourquoi le commencement d'augmentation de la production se heurte actuellement de façon prématurée aux limites de la capacité d'absorption du marché. Les facteurs décisifs sont les suivants :

a) La base « matérielle » de l'essor est constituée par l'extension du marché pour les marchandises de la section I, avant tout par l'extension et le renouvellement du capital fixe dans le processus d'accumulation réelle (voir chapitre I). Pour la période de crise générale du capitalisme, l'utilisation chroniquement insuffisante de l'appareil de production existant, un excédent chronique de capital industriel sont caractéristiques. L'Allemagne nous servira d'exemple² :

UTILISATION DE LA CAPACITÉ DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE (en %)

1929	1930	1931	1932
67,4	52,2	44,5	35,7

Comme nous le voyons, même dans l'année de la production la plus élevée, en 1929, l'appareil de production de l'industrie allemande n'a été utilisé qu'aux deux tiers. Dans les autres pays capitalistes il en est de même. Il est compréhensible que le capital – sauf celui des industries d'armement – hésite dans de pareilles circonstances à renouveler et à augmenter le capital fixe, car

¹ Il faut souligner que le passage de la phase de crise à la phase de dépression du cycle industriel n'équivaut pas pour les pays agraires à l'amélioration de leur situation économique en général. Dans des pays (comme par exemple les Balkans, l'Amérique du Sud ou la Chine) où la proportion de l'industrie n'est que 10 à 20 %, une élévation de la production industrielle, disons, de 25 %, ne signifie qu'une amélioration de 2 1/2 à 5 % de l'économie tout entière. *Si la situation dans l'agriculture empire en même temps (mauvaise récolte) toute la situation économique du pays peut continuer à s'aggraver*, malgré le passage à la dépression dans le domaine de l'industrie. La dépression ne signifie une amélioration certaine que pour les pays industriels ; pour les pays agraires, elle peut, selon les circonstances concrètes, s'accompagner d'une nouvelle aggravation.

² *Cahiers trimestriels*, 7^e année, fascicule 2, p. 119. L'utilisation intégrale est basée en général sur la semaine de 48 heures.

l'existence d'équipements inutilisés diminue le taux du profit en répartissant la plus-value sur un capital en grand excédent. Or, sans cela il n'y a pas d'essor.

b) La crise a entraîné un formidable processus de centralisation. La formation des monopoles¹, le caractère monopoliste du capitalisme, ont continué à se développer dans des proportions de plus en plus fortes. Dans certains pays (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis) la formation des monopoles a été favorisée par des mesures d'Etat. Mais plus les monopoles sont puissants, et plus puissant est l'obstacle du progrès technique, moins il y a de stimulant à renouveler le capital fixe.

Naturellement, cela ne veut pas dire que le progrès technique est arrêté en général. Ceci est exclu sous le capitalisme. Même l'amélioration fiévreuse de la *technique des armes* serait impossible sans certains progrès techniques dans d'autres domaines. Ce qu'il y a de nouveau du point de vue qualitatif nous semble être ceci : par suite des bas salaires et du fort excédent du capital fixe, *seules sont appliquées les novations techniques qui permettent une baisse très grande des frais de production*, c'est-à-dire une réduction particulièrement forte des forces de travail nécessaires. Un abaissement minime des frais de production ne suffit pas pour décider le capital à de nouveaux investissements.

c) La formation accélérée des monopoles a ralenti la chute des prix pour les marchandises des monopoles (voir plus haut). Les monopoles dans le commerce, l'augmentation des impôts sur le chiffre d'affaires et sur la consommation ont fait que *les prix de détail ont baissé dans des proportions beaucoup plus faibles que les prix de gros*². L'écoulement vers le dernier consommateur qui, *en fin de compte*, détermine le niveau de production dans la section I, s'en est trouvé réduit.

d) Dans les cycles précédents, le marché capitaliste était élargi par le processus d'entrée des producteurs paysans – pour la plupart travaillant pour leurs propres besoins – dans le trafic capitaliste des marchandises. Lénine dit à ce sujet :

1° *Le facteur fondamental dans la création du marché intérieur (c'est-à-dire dans le développement de la production marchande et du capitalisme) est la division sociale du travail.* Elle consiste en ce que les différents genres de traitement des matières premières (*et des différentes opérations intervenant dans ce traitement*) se détachent successivement de l'agriculture et constituent des secteurs indépendants de l'industrie qui échangent leurs produits (devenus désormais des marchandises) contre les produits agricoles. De cette manière, l'agriculture elle-même devient industrie (c'est-à-dire production de

¹ Une partie des cartels et des trusts internationaux s'est désagrégée pendant la crise ; dans la période de dépression on peut observer un renouvellement de la tendance à la formation ou à la reconstitution de monopoles internationaux. La formation de monopoles dans les cadres des différents pays s'est poursuivie à un rythme accéléré pendant la crise, aidée par des mesures d'Etat.

² . Comparaison de l'évolution des prix de gros et de détail, 1913 = 100 (moyenne annuelle) :

	Etats-Unis		Allemagne		Pologne	
	Com. de gros	Com. de détail	Com. de gros	Com. de détail	Com. de gros	Com. de détail
1929 ...	137	171	137	154	127	113
1933 ...	95	132	93	119	81	87
% régr. .	31	23	30	23	37	23

(Statistiques de la Société des nations.)

marchandises) et le même processus de spécialisation s'y accomplit¹.

Conjointement à l'élargissement de la production de marchandises se produisent la différenciation et la désagrégation de la paysannerie ; la formation d'une bourgeoisie rurale d'une part, d'un prolétariat agricole, d'autre part, ce qui, malgré l'appauvrissement de nouvelles parties de la population rurale, élargit encore le marché capitaliste.

On voit que la transformation de la paysannerie en prolétariat rural crée un marché essentiellement pour les objets de consommation et sa transformation en bourgeoisie rurale crée un marché essentiellement pour les moyens de production. Autrement dit, dans les groupes intérieurs de « la paysannerie », il y a conversion de la force de travail en marchandise, et dans les groupes supérieurs, conversion des moyens de production en capital².

Dans la dépression actuelle il s'est accompli le changement suivant : le processus de « dépayssannisation » comme l'appelle Lénine, c'est-à-dire l'entrée des producteurs agricoles dans le mouvement du marché capitaliste est terminé pour l'essentiel dans les pays où le développement capitaliste est le plus élevé : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne. Dans la crise agraire actuelle, le processus de différenciation augmente, il est vrai, entraînant la ruine des paysans petits et moyens. Mais ce processus – comme nous l'avons montré dans le chapitre III – s'accompagne actuellement d'une dégradation de l'agriculture, ce qui provoque *non pas* une extension, mais une réduction du marché capitaliste. Les débouchés des moyens de production diminuent parce que les chevaux et le travail humain remplacent les machines, que la consommation d'engrais artificiels régresse, etc. La transformation de la paysannerie en prolétariat agricole ne crée pas de marché pour les moyens de consommation parce que les paysans prolétariés ne font qu'augmenter les rangs de l'armée des chômeurs. La crise agraire chronique est un des obstacles principaux à l'essor (la mauvaise récolte de 1934 augmentera la misère de la population laborieuse à la campagne ; l'augmentation relativement peu importante des prix par suite de l'existence de grands stocks ne compensera pas non plus, chez la majorité des propriétaires terriens et des paysans riches, le manque de récolte).

e) Dans les cycles précédents le marché capitaliste augmentait de *façon extensive* grâce à l'entrée de nouveaux territoires dans le mode de production capitaliste : conquête et ouverture de *colonies*. Aujourd'hui le partage du monde est réalisé : il n'y a plus de territoires sans maîtres à conquérir. L'utilisation intensive des colonies en tant que débouchés se heurte à l'obstacle du développement d'une industrie de consommation propre dans les colonies et semi-colonies, développement qui ne s'est pas arrêté pendant la crise.

f) Un des leviers les plus puissants de l'élargissement des limites du marché capitaliste a été dans la période de l'impérialisme *l'exportation de capital*. Toute exportation de capital constitue un débouché supplémentaire aux marchandises³ qui serait impossible si l'on exigeait aussitôt du pays intéressé la contre-valeur pour les marchandises cédées. *Actuellement l'exportation du capital a cessé*

¹ V.I. LÉNINE : *Le Développement du capitalisme en Russie*, Œuvres, tome 3, p. 60, Editions sociales.

² V I. LÉNINE, ouvrage cité, 1972

³ Dans des cas très rares seulement l'exportation de capital a lieu sous la forme or : règle générale, c'est la forme marchandises qui est employée.

complètement.¹

Les raisons principales en sont les suivantes :

1. *Du point de vue économique* : la crise a montré qu'étant donné la tendance actuelle à la diminution de la division du travail à l'échelle mondiale, la crise agraire et le protectionnisme, il est très difficile pour les pays importateurs de capital, de transférer les intérêts du capital investi chez eux, car les pays créditeurs ne veulent pas acheter les marchandises des pays débiteurs.

2. *Du point de vue politique* : le monde s'est rapproché tout à fait du deuxième cycle de guerres, mais les blocs des pays en vue de la prochaine guerre mondiale ne sont pas encore fixés. Il y a pour chaque pays le risque de *renforcer son ennemi éventuel* par l'exportation de capital et de perdre ses capitaux dans la guerre.

La perspective d'une guerre paralyse le remplacement du capital fixe « moralement vieilli » ; les capitalistes calculent que la guerre avec sa demande formidable et ses prix élevés permettra même aux entreprises vieilles et mûres pour la démolition de rapporter du profit.

Cependant, le monde est arrivé au seuil du deuxième cycle de *révolutions*. Le danger de la révolution prolétarienne empêche les investissements de capital en général, l'exportation de capital en particulier. La bourgeoisie tend à garder son capital sous forme liquide ; elle sacrifie le profit à la sécurité.

g) Une des limites les plus importantes du marché pour les moyens de consommation est constituée par *la forte diminution des revenus de la classe ouvrière* par suite du chômage de masse, de la diminution des salaires et traitements, de l'augmentation des impôts, etc. Le passage à la dépression a très peu changé à cela. *La production a augmenté, le nombre des ouvriers exploités s'est accru, mais le pouvoir d'achat des salaires ouvriers a à peine grandi².*

En même temps, *le caractère modifié de la rationalisation* pendant la crise joue un grand rôle.

Avant la crise la tâche que le Capital posait à ses savants, techniciens, organisateurs, contremaîtres, était à peu près la suivante : Vous devez diminuer les prix de revient par unité. Si ce n'est possible qu'en augmentant la quantité, ne vous en préoccupez pas. La vente est mon affaire. On trouve toujours un acheteur pour une bonne marchandise à bas prix.

La crise a appris au Capital que dans la période de crise générale du capitalisme l'extension du marché se heurte à des limites très étroites. La crise a appris au Capital que dans de nombreux cas c'est précisément dans les entreprises complètement « rationalisées », orientées vers un écoulement de masse, où toute la production se fait automatiquement à la chaîne que les prix de revient sont les plus élevés par suite de la diminution de la production.

Aussi le Capital a-t-il posé pendant la crise à ses savants, techniciens et organisateurs la tâche suivante : *Vous devez réduire les frais de revient par unité de produit, mais à la condition de ne pas augmenter la quantité de marchandises*, car il n'y a pas de perspectives d'augmentation de débouchés. Ou encore plus concrètement : Vous devez arriver à baisser les prix de revient tout en utilisant, comme aujourd'hui, de manière réduite, votre appareil de production.

¹ Voir les chiffres au chapitre II.

² Voir, pour plus de détails, le chapitre suivant.

Les savants, les techniciens, les organisateurs et les contremaîtres ont exécuté l'ordre du Capital. Malgré une utilisation très réduite de l'appareil de production, ils ont abaissé dans une large mesure les prix de revient.

Les méthodes les plus importantes employées à ce sujet nous semblent être les suivantes :

Concentration de la production des organisations monopolistes dans les meilleures entreprises, en même temps que fermeture des plus mauvaises, utilisation au sein *d'une* entreprise soit des machines les plus modernes seulement tout en arrêtant les plus vieilles et les plus mauvaises ou inversement : recul de la production à la chaîne à des méthodes plus primitives et mieux adaptées aux débouchés limités.

Sélection des « *meilleurs* » ouvriers (du point de vue du Capital) ; des ouvriers qui s'opposent le moins à l'accélération du rythme de travail et à l'augmentation de son intensité. *Augmentation de l'intensité du travail en même temps que forte diminution des salaires*. L'occupation de la majorité de la classe ouvrière avec un temps de travail réduit¹ sous les formes les plus diverses, permet au Capital de pousser l'intensité du travail au maximum pendant le temps de travail effectif. Si ce rythme meurtrier entraîne une usure rapide prématurée de la classe ouvrière, le Capital n'a nul besoin de se soucier de son remplacement ; l'immense armée des chômeurs lui livrera toujours un matériel frais à exploiter. La division du travail en manipulations d'une simplicité absolue, son automatisation de plus en plus accentuée réduisent le nombre des ouvriers qualifiés difficiles à remplacer et font de la masse principale de la classe ouvrière des ouvriers non qualifiés ou des manœuvres spécialisés aisément remplaçables.

De cette manière, le Capital monopoliste a réussi, par de nouvelles formes de rationalisation, à élever considérablement la production des ouvriers pendant la crise et à en rejeter largement les charges sur le prolétariat.

Cette particularité de la rationalisation pendant la crise est un élément important du caractère particulier de la dépression actuelle. La diminution des frais de production aux dépens des ouvriers freine la tendance à renouveler le capital fixe, c'est-à-dire l'extension du marché des moyens de production, alors que la diminution des salaires rétrécit le marché des moyens de consommation.

En résumé : le passage à la dépression a augmenté la mise en valeur du capital. Le Capital a réussi, comme a dit Staline, à améliorer quelque peu sa situation aux dépens des ouvriers, de la paysannerie et des colonies. Il en a été de même dans les dépressions antérieures. Mais autrefois une mise en valeur du capital entraînait de nouveaux investissements importants, l'élargissement des débouchés dans la section II, ce qui provoquait un nouvel essor. Il n'en est plus de même actuellement. Les nouveaux investissements de capital sont minimes ; il manque à l'essor la « base matérielle ». Aussi la production accrue se heurte-t-elle déjà au bout de quelques mois aux limites du marché, les marchandises ne trouvant pas de débouchés suffisants, les stocks de produits ouvrés grossissent² à

¹ Dans l'industrie américaine du charbon, du fer, de l'acier et de l'automobile, chaque ouvrier ne travaille que 2 à 3 jours par semaine, même lorsque l'entreprise travaille tout le temps. Le temps de travail de l'entreprise et le temps de travail des ouvriers occupés ne coïncident pas. L'entreprise « occupe » deux fois plus d'ouvriers qu'elle ne dispose de places.

² C'est ce qu'on constate le plus clairement aux Etats-Unis. L'index des stocks de produits ouvrés qui était tombé en

nouveau et une régression survient. Cette régression serait encore plus forte et la production industrielle encore moindre, si les armements de guerre en croissance rapide ne créaient pas un débouché supplémentaire bien qu'improductif¹.

La perspective.

Pendant les dernières années s'est poursuivi le développement rapide des conditions économiques préalables à l'effondrement révolutionnaire du capitalisme. La contradiction entre les forces de production et les rapports de production est devenue tangible. La bourgeoisie est incapable d'utiliser les forces de production qu'elle a créées ; il règne un excédent chronique de capital et un excédent de population, un arrêt de l'appareil de production et la présence d'armées de chômeurs affamés. L'anéantissement systématique de capital, de marchandises de toute sorte à une échelle formidable dénote la décomposition profonde du capitalisme. En essayant d'améliorer ses positions aux dépens de toutes les autres couches de la population, en expropriant par la centralisation du capital les capitalistes les plus faibles et la petite bourgeoisie, en utilisant l'appareil d'Etat qu'elle domine pour détrousser le peuple tout entier, l'oligarchie financière aggrave de plus en plus la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, rétrécit relativement toujours davantage le pouvoir de consommation de la société, approfondissant ainsi la crise générale du capitalisme.

Les mêmes causes qui conditionnent le caractère particulier de la dépression actuelle, déterminent aussi la marche ultérieure de l'économie capitaliste. L'effet de la crise générale du capitalisme, l'effet de la fin de la stabilisation temporaire et de l'aggravation des antagonismes impérialistes et des antagonismes de classe qui l'accompagnent, l'instabilité générale de tous les rapports constituent une nouvelle déformation encore plus forte du cycle industriel. La dépression actuelle traînera en longueur plusieurs années avec des animations de courte durée et de fortes régressions sans passer à une phase de prospérité - peut-être à l'exception de quelques pays – *pour être remplacée finalement par une nouvelle crise économique encore plus profonde et plus dévastatrice...*

Telle *serait* la perspective si la guerre mondiale et la révolution prolétarienne tardaient encore plusieurs années à éclater. Mais ceci est extrêmement peu probable. Mécontente de la minime amélioration de la mise en valeur du capital dans la dépression actuelle, la bourgeoisie cherchera une issue dans la guerre ; le prolétariat dont la situation est à peine meilleure dans la dépression que dans la crise, cherchera, à l'aide des paysans travailleurs et des peuples coloniaux, l'issue dans l'assaut contre la domination de la bourgeoisie.

décembre 1932 à 96 est monté à 110 en décembre 1933 (pour les produits textiles, à 192).

¹ L'importance *quantitative* de l'augmentation des armements ne peut être établie de façon approximative qu'au moyen de calculs très compliqués ; nous évaluons de 10 à 40 % (selon les différents pays) l'augmentation de la production industrielle en 1933 à porter au compte des préparatifs de guerre.

CHAPITRE VII

LES CONSEQUENCES SOCIALES DE LA CRISE ECONOMIQUE

Luttes exacerbées au sein des classes dominantes.

La crise et la dépression ont fortement ébranlé l'ordre social capitaliste. Entre toutes les couches de la société les luttes internes se sont exacerbées.

La base économique en est la diminution des profits au cours de la crise. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, la masse de la *plus-value* appropriée pendant la crise a diminué, puisque l'augmentation du taux d'exploitation n'a pas compensé la réduction du nombre d'ouvriers. La chute ininterrompue des prix a souvent pour résultat la vente à perte ; les ouvriers étaient exploités mais le capital ne réalisait pas de profit. Dans ces circonstances, la lutte pour la répartition du profit ou de la perte ne pouvaient manquer d'être particulièrement violente. Elle se poursuit sur diverses lignes qui s'entrecroisent. Toutes les couches de la bourgeoisie des pays agraires importateurs luttent contre le maintien de la rente foncière élevée qui augmente les prix des moyens de subsistance, rend difficile la diminution des salaires et empêche la réduction des prix de revient et partant la capacité de concurrence sur le marché mondial. Agrariens et paysans, bourgeoisie industrielle et petite bourgeoisie luttent de concert contre le capital prêteur, contre la classe des rentiers pour la diminution des intérêts. L'industrie de transformation lutte contre les monopoles de matières premières, les paysans contre les grands monopoles du commerce, etc. L'enjeu de la lutte est l'évolution de la politique douanière, de la politique des prix, la répartition ou le rejet des impôts sur autrui, les commandes, les subventions, les crédits de l'Etat, etc., *en un mot la domination de l'Etat*. Dans quelques Etats, l'Allemagne, le Japon, l'Autriche, cette lutte a déjà pris la forme d'assassinats politiques et de combats armés : La « crise des sommets » est manifeste.

L'aggravation de la situation de la petite bourgeoisie citadine.

La situation de toutes les couches de la petite bourgeoisie citadine a fortement empiré. Les couches « indépendantes » : artisans, débiteurs, petits commerçants, médecins, ont subi une diminution catastrophique de leurs revenus par suite surtout de l'appauvrissement du prolétariat qui constitue la masse fondamentale de leur clientèle. La concurrence des coopératives, des grands magasins, des magasins à succursales multiples, la livraison directe au consommateur par les boulangeries, les laiteries capitalistes, etc., leur enlèvent une part croissante de leur clientèle. La majorité des petits

bourgeois indépendants tombent sous la servitude du grand capital financier, se paupérisent, font faillite. De là le succès chez ces couches de la démagogie fasciste et de la « suppression de l'asservissement des intérêts », de l'« abolition des grands magasins »¹.

Les conséquences sociales de la crise pour les couches petites-bourgeoises non indépendantes.

La situation des couches petites-bourgeoises non indépendantes – de ce qu'on appelle la « nouvelle petite bourgeoisie » – a évolué de façon encore plus catastrophique. La crise a jeté hors des entreprises une masse d'ingénieurs, de chimistes, de techniciens. La rationalisation du travail de bureau a jeté sur le pavé des millions d'employés. Alors que les dépenses pour des buts d'armements grandissent rapidement, la bourgeoisie ne trouve pas d'argent pour des fins culturelles : instituteurs, travailleurs scientifiques restent en masse sans occupation. Ceux qui ont conservé leur situation ont été obligés de subir de fortes réductions de traitement. Comme il y a pénurie d'argent, les instituteurs restent souvent des années durant sans toucher leur traitement, non seulement dans des pays comme la Chine ou la Roumanie, mais aussi à Chicago et dans d'autres grandes villes de la riche Amérique. Des dizaines de milliers de gens diplômés sont bien contents lorsqu'ils peuvent gagner leur vie en faisant les travaux les plus grossiers, comme balayeurs de rues, journaliers ou garçons de café.

Les conséquences sociales de la crise pour les diverses couches de la paysannerie.

Nous avons traité (chapitre III) de la crise agraire dans son ensemble. Nous allons maintenant rechercher de façon spéciale ses conséquences sur la paysannerie laborieuse.

Quoique tous les producteurs agricoles souffrent de la chute des prix, de la charge croissante de la rente trop élevée, des dettes devenues insupportables et des lourds impôts, il est bien évident que la crise a affecté de la façon la plus violente, si l'on fait abstraction des ouvriers agricoles, les moyens et les petits paysans. Pour les raisons suivantes :

a) Les frais de production de la petite bourgeoisie agricole sont plus élevés que ceux de la grande entreprise capitaliste ; le paysan produit déjà à perte avec un prix de vente des produits agricoles où la grande entreprise trouve encore un profit.

b) La rente que le paysan paye pour l'affermage de terres appartenant à un propriétaire foncier est toujours une « rente usuraire » en ce sens que le fermage n'enlève pas seulement l'excédent de la plus-value appropriée au-dessus du profit moyen, mais encore tout profit et même une partie du salaire du travail.

c) Les intérêts que les paysans travailleurs sont obligés de payer aux petites caisses d'épargne provinciales et aux usuriers de la campagne sont des *intérêts usuraires* considérablement plus élevés que les intérêts que doivent payer les gros propriétaires fonciers pour leurs hypothèques.

¹ Du point de vue quantitatif le nombre des artisans dans la mesure où l'on peut s'en faire une idée claire, a diminué pendant la crise, *mais pas* le nombre des petits commerçants « indépendants », car un nombre croissant de chômeurs cherche dans le commerce de camelot de quoi subvenir à une existence misérable.

d) Les *ciseaux*¹ affectent le moyen et le petit paysan plus que le gros propriétaire, car il lui faut céder ses marchandises au commerçant de province – auprès duquel il est souvent endetté – bien au-dessus du prix coté en Bourse, ou bien le prix lui est imposé par les gros monopoles (sociétés laitières, moulins, abattoirs) ; quant aux articles industriels, il les achète également à l'intermédiaire à des prix accrus. Les ciseaux sont donc encore plus ouverts pour les paysans travailleurs que ne l'indiquent les index officiels calculés sur la base des prix de gros. Lorsque des prix minimums sont établis par l'Etat pour les produits agricoles, seuls le propriétaire foncier et le gros paysan touchent ces prix ; les paysans petits et moyens sont obligés de vendre meilleur marché².

e) Les *impôts* que doivent payer les paysans travailleurs sont, par hectare ou relativement à leurs revenus, considérablement plus élevés que ceux des grands propriétaires fonciers et des gros paysans qui, grâce à leur position dominante dans l'appareil de l'Etat et des communes, grâce à leurs « liaisons », ont la possibilité de rejeter largement sur la paysannerie laborieuse, les charges des impôts.

f) L'*aide* que l'Etat capitaliste consent à « l'agriculture » sous la forme de crédits à bon marché, d'assainissement des dettes, de subventions, etc., revient pour 90 % aux propriétaires fonciers et aux paysans riches ; les paysans laborieux restent les mains vides. C'est ainsi que la crise agraire s'abat sur toute la ligne avec une violence particulière sur les paysans moyens et pauvres.

Aussi, du point de vue de classe, peut-on formuler les conséquences de la crise agricole Comme suit :

Le processus de différenciation *continue* qui caractérise tout le capitalisme : prolétarisation et paupérisation d'une partie des paysans moyens et petits, ascension d'une partie minime d'entre eux dans les rangs des gros paysans, prend dans la crise agricole les proportions d'une *ruine de masse des paysans petits et moyens*. Les paysans laborieux sont expropriés à un rythme rapide. La terre passe de plus en plus en possession des banques, des usuriers, des spéculateurs, l'ancien propriétaire devient le fermier exploité sur son ancienne propriété³.

La dégradation de l'agriculture dont nous parlons au chapitre III atteint surtout les moyens et petits paysans. Une fois les impôts, fermages et intérêts payés, leurs recettes ne suffisent même pas, malgré les plus grandes privations personnelles, malgré le travail le plus éreintant de toute la famille, à maintenir simplement la simple reproduction ; on ne peut renouveler une machine usée, on ne peut remplacer une bête crevée. C'est sans cesse que les paysans tombent de plus en plus profondément dans la misère la plus désespérée.

1 C'est ainsi qu'on appelle l'écart entre le prix des produits industriels et ceux des produits agricoles.

² En 1933 on a établi en France un prix minimum de 127 F par quintal métrique de blé, mais les paysans n'ont reçu en réalité que 80 à 90 F. (Voir le *Statist* du 21 avril 1934.)

³ Le pourcentage des fermiers qui travaillent des terres exclusivement louées atteignait, aux Etats-Unis, selon la statistique officielle :

1900	1920	1925	1930 ,
35,3	38,1	38,9	42,4

Dans les années 1930-34, ce processus d'expropriation des fermiers de leurs terres s'est poursuivi à un rythme encore plus rapide. Près de 50% des fermiers des Etats-Unis cultiveraient déjà actuellement des terres louées. (Les fermiers qui, ayant leurs terres propres, louent des parcelles à autrui, ne sont point compris dans ces chiffres.)

C'est le cas pour les paysans « indépendants » petits et moyens. La situation des paysans pauvres qui ne peuvent vivre de leur salaire sans gain d'appoint est désespérée. L'arrêt presque complet des travaux du bâtiment, le chômage de masse dans l'industrie, le placement imposé aux chômeurs en tant que « forces auxiliaires » chez les paysans aisés (Allemagne), tout ceci empêche le paysan pauvre de trouver comme salarié l'occupation auxiliaire qui lui est absolument nécessaire pour vivre. Leur situation est désespérée, la famine est un phénomène journalier.

Marx déjà avait constaté que dans l'agriculture l'évincement des ouvriers par la machine est définitif. Avant la crise générale du capitalisme, les forces de travail rendues disponibles dans l'agriculture trouvaient de l'occupation dans l'industrie. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Pendant la crise industrielle, il s'est même produit un reflux des ouvriers industriels, devenus chômeurs dans les villes et dépouillés de secours de chômage, vers la campagne, vers leurs parents, afin de ne pas mourir de faim. La possibilité pour les paysans pauvres de trouver un travail salarié, s'en est trouvée encore réduite. *Plus il devient difficile de trouver du travail, et plus grandit le désir ardent de la population pauvre agricole de cultiver la terre à son propre compte, afin d'utiliser de cette manière sa force de travail qui reste inactive* et de ne pas mourir de faim. Alors que pendant la crise, d'une part des millions de paysans qui possédaient jusqu'alors de la terre sont expropriés de leurs parcelles, d'autres millions cherchent à louer de petits lopins de terre contre le paiement d'une rente usuraire, ce qui retarde encore plus l'adaptation de la rente foncière au niveau des prix.

Quelques exemples concrets montrent l'appauvrissement des paysans travailleurs en divers pays. Nous citerons exclusivement des sources *bourgeoises* :

Etat d'Arkansas (Etats-Unis)

Les derniers vestiges d'une maigre récolte sont maintenant consommés. Les mulets sont partis dans les forêts pour y crever. Les enfants ne peuvent aller à l'école parce qu'ils n'ont pas d'habits. La Croix-Rouge est le dernier espoir¹.

Etat de Oklahoma (Etats-Unis)

Les dettes qu'ils ne peuvent jamais payer et la dénonciation des hypothèques déciment rapidement les rangs des paysans indépendants. Ils sont devenus des fermiers. De vastes territoires de l'Oklahoma se trouvent en possession de compagnies d'assurances dont les fermiers sont maintenant les salariés².

Saskatchewan (Canada)

Dans le Saskatchewan méridional... le fermier touchait, au milieu de janvier, 35 cents pour

¹ *Chicago Tribune*. Cité dans le *Literary Digest* du 28 février 1931.

² *Times* du 17 novembre 1930.

un bushel de blé n° 1 (la meilleure qualité) et 15 cents pour l'avoine. Un petit nombre d'entre eux en a beaucoup à vendre... Certains ne touchent pas assez de la vente de leur blé pour pouvoir payer les frais de battage... Dans les régions où il existe de pareilles conditions, les fermiers pauvres en sont réduits pour se nourrir à une ration de pain grossier cuit à la maison avec du sirop, alternant avec quelques pommes de terre. On cite des cas où des souris rôties et d'autres animaux vivant sous terre, ont été, avec la soupe de chardons, les seuls moyens d'éviter de mourir de faim¹.

Italie

La *polenta* (le plat traditionnel des pauvres gens consistant en farine de maïs) devra de nouveau être mise à la place d'honneur comme autrefois. Il ne pourra entrer dans la nourriture des paysans qu'un peu de pain et presque pas de viande. Je ne vois pas d'autres moyens de sortir des difficultés actuelles².

Italie

Par bonheur, le peuple italien n'est pas encore habitué à manger plusieurs fois par jour et comme il a un niveau de vie modeste, il sent moins les privations et les souffrances³.

Hongrie

Il y a deux ans, un journal illustré hongrois a reproduit la photographie d'un cheval. On l'avait trouvé sur la grand-route. A son collier étaient attachées la plaque d'identité et une lettre où on pouvait lire :

J'ai fini les travaux d'automne avec ce cheval. Je n'ai pas de foin pour lui faire passer l'hiver. Je ne peux pas le vendre parce que personne ne veut l'acheter. Je souffrirais à le tuer. Je le laisse en liberté, peut-être se trouvera-t-il quelqu'un qui le nourrira.

Au sujet de la situation dans un grand village allemand de Hongrie ayant 2 000 habitants, nous lisons dans un article de L. Léopold dans le *Pester Lloyd* du 19 novembre 1933 :

Dans tout le village il n'arrive qu'un journal. On y use 120 crayons au total dans toute l'année, y compris l'école. Le barbier raconte : il n'y a plus du tout d'argent dans le village. Les paysans n'ont pas un rouge liard et ils ne se font plus raser que les grands jours de fête... Les gens n'ont point d'argent ici. Il y a à peine quelques pengoës dans tout le village. Peu à

¹ *Times* du 19 février 1931.

² Le professeur fasciste [G.] BIZZORERO dans le *Corriero paduano*, 11 juin 1931 ; cité par l'*Economist* du 29 août 1931.

³ MUSSOLINI : Discours au Sénat du 18 décembre 1930.

peu on se déshabitue de calculer en argent. Depuis que l'épicier du village n'a plus d'argent et qu'il ne peut acheter ni blé ni seigle, on n'entend plus parler de prix en argent.

Japon.

On n'a jamais consacré autant d'attention que maintenant à la crise agraire qui persiste depuis la fin de la prospérité de la guerre mondiale. Elle a eu pour conséquence une diminution constante du nombre des paysans possesseurs de terres, l'augmentation des conflits entre fermiers et propriétaires terriens, la désertion des fermes par les jeunes gens et les jeunes filles d'esprit avancé, le déficit permanent dans le budget des paysans et l'accumulation continue des dettes qu'on ne peut payer... Les fermiers ont été déçus par les actions de secours qui se sont succédées dans le passé et qui en définitive ont été réalisées à leurs dépens, sans autre résultat que de perpétuer les conditions de leurs souffrances¹.

Nous pourrions continuer ces citations à volonté : c'est partout le même tableau de l'appauvrissement et de la paupérisation de la population paysanne exploitée, conséquence des coups de la crise. Le mécontentement est général et se fait jour dans des révoltes paysannes nombreuses dont nous parlerons plus tard.

Il est superflu d'expliquer que la mauvaise récolte de l'année 1934 qui est accueillie avec joie par une partie des propriétaires fonciers, rend catastrophique la misère des paysans pauvres et des petits paysans obligés d'acheter régulièrement un supplément de produits alimentaires. La situation des paysans moyens dont la récolte *cette année* ne suffit pas à couvrir leurs propres besoins, s'est encore aggravée. L'augmentation des prix par suite de la mauvaise récolte ne profite qu'à une mince couche de propriétaires fonciers et de paysans riches, mais ne fait qu'aggraver la misère des couches exploitées de la population paysanne.

La paupérisation du prolétariat

La paupérisation absolue et relative du prolétariat s'est poursuivie à un rythme accentué entre le VI^e et le VII^e congrès de l'I.C. L'attaque du Capital a été victorieuse dans son ensemble malgré la résistance du prolétariat, malgré des grèves opiniâtres, souvent sanglantes, en particulier dans les années 1933-1934. Le Capital a réussi – de façon inégale suivant les pays et par des méthodes différentes – à rejeter sur le prolétariat les charges de la crise.

La situation des ouvriers s'est aggravée dans tous les pays dans les domaines suivants :

- a) Augmentation du nombre des chômeurs (et des chômeurs partiels).
- b) Diminution du *salairé réel* des ouvriers occupés.
- c) Elévation de l'intensité du travail.
- d) Suppression de la prévoyance sociale.

¹ Article de S. VASHIO, dans le *Transpacific* [Tokio] du 7 décembre 1933.

Il nous faut souligner ici de façon expresse que les chiffres officiels que nous utilisons par la suite comme les seuls existants, afin de mettre en lumière la situation de la classe ouvrière, sont fréquemment falsifiés. La bourgeoisie s'efforce de montrer sous les couleurs les plus agréables la situation de la classe ouvrière. Dans de nombreux cas, cette falsification peut être démontrée à l'aide des chiffres officiels eux-mêmes. Dans la plupart des cas, cette démonstration exige plus de place que nous n'en avons ici à notre disposition. Mais sur la base même des statistiques bourgeoises apparaît manifestement l'aggravation de la situation de la classe ouvrière.

a) Le chômage de masse et l'élévation de la productivité du travail dans la crise.

Il n'y a pas de statistique sûre du chômage dans le monde entier. Le chômage des ouvriers agricoles et des semi-prolétaires n'est compris nulle part. Nous ne pouvons que reproduire les statistiques officielles et prouver leur fausseté par quelques exemples.

POURCENTAGE DES OUVRIERS INDUSTRIELS EN CHOMAGE COMPLET

	1929	1930	1931	1932	1933	1934 1 ^{er} sem
Allemagne (syndicats)	13,2	22,2	34,3	43,8	44,7 ¹	17,5 ²
Autriche (chôm. secourus)	12,8	16,2	20,2	27,2	31,1	29,7
Belgique	1,3	3,6	10,9	19,0	17,0	19,0
Canada -	5,7	11,1	16,8	22,0	22,3	19,7
Danemark	15,5	13,7	17,9	31,7	28,8	24,7
Etats-Unis (syndicats)	12,0	21,0	26,0	32,0	31,0	23,0
Norvège (syndicats)	15,4	16,6	22,3	30,8	33,4	37,3
Hollande (chôm. assurés) . .	7,5	9,7	18,7	29,9	31,4	30,7
Angleterre (chôm. perm.) . .	8,2	11,8	16,7	17,6	16,4	14,8
Angleterre (avec les chômeurs temporaires) . .	11,8	16,8	23,1	25,5	23,2	17,4

Ces chiffres ne donnent pas un tableau complet du niveau du chômage. Le chômage partiel très répandu, le chômage des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, etc., ne sont pas compris dans ces chiffres. Néanmoins, ils montrent que le pourcentage des chômeurs indiqué officiellement s'est accru partout jusqu'en 1932 inclus et que le pourcentage des chômeurs est plus élevé que dans aucune des crises antérieures.

Mais la chose particulièrement importante est que le passage à la dépression et l'augmentation de la production industrielle en 1933 ont été accompagnés d'une diminution minime, tout à fait disproportionnée, du nombre des chômeurs.

L'explication de ce fait singulier est que la tendance à la diminution du nombre d'ouvriers

¹ Derniers chiffres des syndicats libres en Allemagne, mois de mai.

² Statistique du *Deutsche Arbeitsfront*.

occupés par le capital industriel dans le sens de Marx – agriculture, industrie, bâtiment, transport – dans les pays capitalistes les plus développés¹, tendance que nous avons reconnue déjà avant la crise au moment du VI^e congrès² *a subi du fait de la rationalisation en temps de crise un renforcement sérieux*. En d'autres termes, le processus de mise en disponibilité des ouvriers qui persiste toujours dans le capitalisme par suite de l'élévation de la productivité et de l'intensité du travail n'est plus compensé dans la période de crise générale du capitalisme par l'extension de la production. L'extension de la production – comme nous l'avons déjà expliquée – se heurte dans des intervalles de temps plus ou moins courts et avec une violence de plus en plus grande aux barrières du marché capitaliste qui se rétrécissent toujours davantage au fur et à mesure que se développe la crise générale du capitalisme et que s'aggrave de façon chronique la contradiction entre les possibilités de production et les possibilités de débouchés. La justesse de la phrase écrite par Engels il y a un demi-siècle, apparaît aujourd'hui avec une clarté particulière :

La rapidité, tous les jours plus grande, avec laquelle on peut aujourd'hui augmenter la production dans tous les domaines de la grande industrie s'oppose à la lenteur toujours accrue avec laquelle s'étend le marché pour ces produits plus nombreux. Ce qui est produit au cours de quelques mois peut à peine être absorbé en quelques années³.

¹ *La tendance à la diminution* du nombre des ouvriers occupés dans l'industrie avant la crise est marquée par les chiffres suivants.

Forces de travail occupées dans l'industrie et dans l'artisanat en Allemagne (entreprises occupant plus de 5 ouvriers) (en millions) :

1925	1926	1927	1928	1929	1930
9,5	7,6	8,9	9,1	8,3	7,5

Nous voyons qu'en 1929 le nombre des forces de travail occupées est resté fortement en arrière de celui de 1925 (ce sont tous des chiffres officiels).

C'est aux Etats-Unis que la tendance à la diminution du nombre des ouvriers productifs, créateurs de valeur et de plus-value, est la plus claire. Les chiffres officiels du contrôle le montrent d'une manière particulièrement nette :

Ouvriers (en milliers)

	1919	1925	1929	1931
Ouvriers agricoles*	2 336	–	2 733	–
Cheminots	1 960	1 786	1 694	1 283
Mineurs	888	-	788	-
Ouvriers industriels	9041	8 384	8 839	6 523
	14 225		14 054	

*Chiffres de 1920 et 1930.

Même à l'époque de la plus haute conjoncture, le nombre des ouvriers exploités par le capital industriel n'atteint pas le nombre de 1919, bien que l'index de la production Industrielle (mines et industrie) a été : en 1919 = 83, en 1929 = 119. Une élévation du volume de la production industrielle de plus de 40 % a été obtenue avec un nombre d'ouvriers en diminution absolue.

² E. VARGA : *L'Economie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, chapitre III. Bureau d'Editions, Paris, 1928.

³ K. MARX : *Le Capital*, Livre III, tome 2, p. 103, Editions sociales. Ce passage est d'Engels.

Du fait du manque de débouchés, il ne peut donc y avoir d'extension de la production pouvant – si l'on écarte les oscillations cycliques – empêcher une diminution du nombre des ouvriers occupés dans les pays capitalistes les plus développés.

Pour illustrer ce développement dans les Etats-Unis, nous nous servirons du tableau suivant qui a été élaboré par une institution bourgeoise, l'*Industrial Conference Board*¹ :

(1923-25 = 100)

	Production	Degré d'occupation	Heures de travail	Sommes des salaires payés	Travail fourni par ouvrier	Travail fourni par heure de travail	Frais de travail par unité de produit
1923 ..	101	104,2	106,5	103,4	97,3	95,0	102,3
1924 ..	94	96,2	93,9	95,7	97,7	100,1	102,1
1925 ..	105	99,6	99,9	100,9	105,1	104,8	96,0
1926 ..	108	101,4	101,6	104,3	106,5	106,3	96,6
1927 ..	106	98,8	98,0	102,0	107,1	107,9	96,6
1928 ..	112	97,2	97,0	101,8	114,8	115,0	91,3
1929 ..	119	101,1	101,8	107,7	117,8	117,0	90,7
1930 ..	95	87,8	80,7	87,4	108,4	117,9	91,9
1931 ..	80	74,4	64,4	66,0	107,7	124,4	82,2
1932 ..	63	62,0	48,3	45,3	101,2	130,3	72,1
1933 ..	76	66,2	52,0	47,5	114,8	145,0	63,4

Ce tableau nous montre les racines du chômage chronique, la base économique de la tendance à la diminution du nombre des forces de travail occupées dans l'industrie (et dans la production en général) des pays capitalistes les plus développés.

Au cours de 10 années, la production d'un ouvrier a augmenté de 17,5 %, la production par heure et par ouvrier de 50 % (l'augmentation de la production par l'ouvrier provient de la réduction du temps de travail pendant la crise : jusqu'en 1929 l'augmentation de la production par ouvrier et par heure suit une marche tout à fait parallèle). L'élévation de la productivité est particulièrement rapide pendant la crise, par suite de la rationalisation. Dans les années 1931-33, la production horaire est passée de 118 à 145. Il s'ensuit qu'à une élévation de l'index de la production de 63 en 1932 à 76 en 1933, c'est-à-dire de 20 %, ne correspond qu'une élévation du nombre des forces de travail occupées de 4,2 points, soit 6 %. Si avec la productivité actuelle du travail dans l'industrie américaine il y avait autant d'ouvriers occupés la journée complète qu'en 1923, la production serait nécessairement de 50 % plus grande qu'autrefois. Si l'on devait occuper autant d'ouvriers que dans la dernière année de la bonne conjoncture en 1929 le volume de la production dépasserait nécessairement de 25 % celui de 1929. Ou en partant de l'année 1933 : le volume actuel de la production industrielle devrait fatalement presque doubler si l'on occupait autant d'ouvriers qu'en 1929. Bien mieux, il ferait même beaucoup plus que doubler puisque l'élévation de la productivité du travail persistera sûrement encore par la suite ! Mais même l'idéologue le plus optimiste du capitalisme américain n'aurait pas le courage de prophétiser une telle élévation de la production ! Cela signifie que l'industrie américaine n'occupera

¹ *National Industrial Conference Board Bulletin* du 20 février 1934, page 10.

jamais autant d'ouvriers qu'en 1919 ou seulement qu'en 1929. Cela signifie que la mise en disponibilité absolue des ouvriers qui a commencé en 1929 se poursuivra dans l'industrie américaine, ainsi que dans l'agriculture et dans les mines ! Cela signifie que le chômage chronique en dehors des oscillations cycliques aura tendance à augmenter.

L'élévation de la- productivité du travail, résultat de la rationalisation, est apparue de la façon la plus brutale dans la période de généralisation du chômage partiel par le N.I.R. A.¹.

STATISTIQUE OFFICIELLE DE L'INDUSTRIE AMÉRICAINE

(1923-25 = 100)

	Volume de la production industrielle	Degré d'occupation	Somme des salaires
Mai 1932	61	61	46
Mai 1933	80	60	42

En une année, on a atteint une élévation de la production de 32 % avec un chiffre diminué de 10 % de la somme des salaires.

Cette élévation de la productivité du travail pendant la crise n'est pas une particularité de l'industrie américaine.

Pour l'industrie allemande tout entière, l'Institut pour la recherche de la conjoncture établit l'augmentation de la productivité du travail par heure et par ouvrier de la façon suivante² :

1925	1928	1929	1930	1931	1932
87,3	100	106,6	115,6	121	124,4

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DES OUVRIERS DU SOUS-SOL

DANS LES MINES DE CHARBON ALLEMANDES³

(1913 = 100)

1925	1928	1929	1930	1931	1932	1933
103,6	126	134	144	163	180	187

Il est clair qu'une pareille augmentation du rendement en Allemagne ne peut qu'amener à la longue une nouvelle diminution du nombre d'ouvriers.

On constate un développement analogue en *Angleterre*. Selon l'index officiel du *Board of Trade*, la *production industrielle* était en 1933 de 98,5 (1924 = 100) alors que l'index du degré d'occupation ne s'élevait qu'à 86,3.

En *France* il s'est produit aussi une rapide élévation du rendement du travail dans *les mines de charbon*⁴.

¹ N.I.R.A. = *National Industrial Recovery Act*. C'est la loi qui donne au président des Etats-Unis tous pouvoirs de réglementer l'industrie d'après des « Codes ».

² *Wochenbericht* du 5 juillet 1933.

³ Société de crédit du Reich : « *La situation économique de l'Allemagne en 1933-34* », *Glückauf* du 3 juin 1934.

⁴ Chiffres du Comité des houillères.

PRODUCTION MOYENNE PAR EQUIPE (*en kg*)

1930	1931	1932	1933
612	720	782	851

Finalement, nous citerons encore l'intensification de la productivité du travail dans l'industrie textile décisive pour le Japon pendant la crise¹.

	Production de fil de coton : en balles par ouvrier et par mois	Nombre des ouvriers occupés en milliers de broches
1927	1,23	35,3
1929	1,46	27,5
1930	1,51	23,5
1931	1,75	20,6
1932	1,85	20,1

NOMBRE DES OUVRIERS PAR 100 MÉTIERS A TISSER

	Hommes	Femmes	Total
1927	132	660	792
1929	122	494	616
1930	113	430	543
1931	90	357	447
1932	79	368	447

Parallèlement à la tendance à la diminution du nombre des ouvriers occupés par le capital industriel et créant directement de la valeur et de la plus-value, il se produit une augmentation du nombre des ouvriers ne créant pas de valeur dans le commerce, la banque, etc. C'est ce qu'on constate le plus clairement en Angleterre :

DÉPLACEMENT DANS LE NOMBRE DES OUVRIERS PRODUCTIFS ET NON PRODUCTIFS OCCUPÉS EN ANGLETERRE² (*en milliers*)

	Industrie, mines, bâtiment, transports	En %	Commerce, banques, etc.	Pourcentage
1928	7 940	77,2	2 344	22,8
1929	7 926	73,4	2 875	26,6
1930	7 507	71,9	2 933	28,1
1931	7 024	69,9	3 021	30,1
1932	6 890	69,1	3 077	30,9
1933	7 111	69,2	3 165	30,8

Nous voyons que le nombre des forces de travail non productives a augmenté de 300 000 pendant la crise, alors que le nombre des ouvriers productifs créant de la valeur et de la plus-value a diminué de 800 000. La décomposition du capitalisme apparaît ici avec une brutalité particulière.

Le nombre absolu des chômeurs ne peut être établi par suite du manque de statistiques sûres. Les chiffres officiels ne font qu'enregistrer le nombre des chômeurs « inscrits ». Comme il n'y a pas de

¹ Chiffres du Cartel japonais de l'industrie textile, *Japon Advertiser*, I, supplément spécial 1933.

² Source *Labour Gazette*. Le nombre des chômeurs (moyenne annuelle) est retranché du nombre total des ouvriers recensés d'après les branches de production à un jour de contrôle déterminé de l'année.

raison de s'inscrire pour les ouvriers à qui l'on supprime le secours de chômage, la statistique nous donne un tableau tout à fait faux ou falsifié du chômage. Aussi les chiffres qui suivent ne sont-ils intéressants (mais ils ne sont pas sûrs) que pour le mouvement du chômage mondial, *toutefois ils ne peuvent pas être utilisés comme chiffres absolus.*

CHOMAGE MONDIAL

	Index ¹	Chiffres absolus (en millions) ²	
1929	100	1931 mars	21
1930	168	1932 décembre	28
1931	241	1933 mars	30
1932	297	1934 mars	22,5
1933	279		

Le tableau comparatif suivant (ce sont uniquement des chiffres officiels) montre comment le nombre des chômeurs est falsifié par exemple en Allemagne :

	1929 août	1933 août ³
Nombre des ouvriers occupés suivant la statistique des caisses de maladie (en millions)	18,77	13,72
Chômeurs (en millions)	1,27	4,12
Total.....	20,04	17,84

Dans l'espace de 4 ans, 2,2 millions d'ouvriers ont tout simplement disparu de la statistique allemande. Ils ne sont ni occupés ni officiellement chômeurs. Il faut encore y ajouter plusieurs centaines de mille ayant atteint l'âge de travailler⁴ en plus des vieux ouvriers qui sont rayés du marché du travail par la mort ou l'invalidité et enfin les centaines de milliers de petits paysans, artisans, petits commerçants que la crise a privés d'une existence « indépendante » et a précipités dans les rangs des chômeurs.

En résumé, le chômage chronique de masse, cette plaie effroyable du prolétariat des pays capitalistes actuels n'est pas un phénomène temporaire cyclique. Le passage à la dépression ne l'a que peu atténué. *Une nouvelle entrée de l'armée des chômeurs dans la production* – comme c'était le cas avec l'armée de réserve industrielle avant la crise du capitalisme dans les phases de prospérité – *est impossible* ; elle supporterait une élévation de la production qui dépasserait de beaucoup le niveau de 1929 ; or, il n'y a aucune perspective de ce genre !

¹ *International Labour Review*, avril 1934.

² *Wirtschaft und Statistik II*, fascicule de mai 1934.

³ Le régime fasciste, pour « améliorer » la statistique, a introduit dans celle des caisses de maladie, certaines catégories d'ouvriers occupés à un travail obligatoire, ne touchant pas de salaire, de sorte que le chiffre d'occupation mentionné pour août 1933 est de 13,72 millions.

⁴ Selon les évaluations officielles : ont atteint l'âge de travailler (en milliers) :

1930	1931	1932	1933	Total
664	575	594	745	2 578

Par contre, les décès entre 15 et 55 ans s'élèvent à moins de 200 000 par an.

Nous en sommes donc arrivés à l'état de chose prédit par Marx sous forme d'hypothèse :

Un développement des forces productives qui réduirait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire permettrait en fait à la nation tout entière de mener à bien en un laps de temps moindre sa production totale, amènerait une révolution, parce qu'il mettrait la majorité de la population hors du circuit¹.

Le développement des forces de production a atteint ce stade, la période de la crise générale du capitalisme est la période de la révolution sociale.

b) La diminution des salaires réels.

La statistique bourgeoise des salaires est si falsifiée et si peu sûre qu'on ne peut établir aucun tableau de la diminution des salaires et traitements réels, même chez les ouvriers occupés complètement. Tous les calculs suivants ne doivent donc être utilisés qu'avec les plus grandes réserves. Pour échapper à tout reproche d'exagération, nous avons donné dans les cas douteux, les chiffres les plus favorables pour les ouvriers.

Le salaire *de l'ouvrier occupé complètement* a été diminué par trois moyens :

- a) Diminution des salaires qui sont plus élevés que les tarifs².
- b) Diminution des *tarifs de salaires*.
- c) Augmentation des *impôts et taxes*.

Allemagne

RÉGRESSION DES SALAIRES MOYENS DANS LE BATIMENT³
D'AOUT 1929 A AOUT 1932, EN %, DANS TOUTES LES GRANDES
VILLES DE PLUS DE CENT MILLE HABITANTS :

	Maçons	Charpentiers	Ouvriers auxiliaires du bâtiment	Terrassiers
Régression en % du salaire brut	- 41,8	- 34,9	- 33,5	- 33,9

Entre août 1932 et août 1933, déjà sous le régime fasciste, il s'est produit une nouvelle diminution de 5 % environ des tarifs des ouvriers du bâtiment.

La diminution des *tarifs de salaires* a été un peu moindre dans d'autres catégories. Entre octobre 1929 et février 1933 : *ouvriers qualifiés de l'industrie métallurgique*, 18,1%; *industrie*

¹ K. MARX : *Le Capital*, Livre III, tome 1, pp. 275-276, Editions sociales, 1974. Les passages soulignés le sont par moi, Eugène Varga.

² La statistique entend par « salaires au-dessus des tarifs », les suppléments que touchent les ouvriers sous forme de salaires aux pièces et qui dépassent le salaire horaire fixé dans le contrat.

³ *Wirtschaftund Statistik*, n° 17, 1933, page 544.

chimique, de 18,7% à 18,9%; *ouvriers textiles*, de 13,9 à 15,5 %. Il faut ajouter une diminution des salaires au-dessus des tarifs de 5 à 8%.

Mais la somme totale payée aux ouvriers est encore diminuée dans la crise par le fait des nouveaux impôts et des taxes¹ qui représentent ensemble environ 5 % du salaire.

La diminution du salaire argent de l'ouvrier occupé complètement s'élève par conséquent suivant les branches de 25 à 52% ; la réduction des salaires a été plus grande dans les catégories bien payées que dans celles qui le sont moins.

Voici par comparaison l'évolution de l'indice officiel du niveau de vie :

(1913 - 14 = 100)

	1929	Août 1934	Pourcentage de la baisse
Indice global ..	158,8	123,3	22
Logement	126,2	121,3	4,5
Alimentation ..	154,5	118,5	23

L'indice officiel du coût de la vie exagère certainement la baisse plutôt qu'il ne la réduit \ Mais même si nous supposons que les chiffres officiels sont exacts, il en résulte une baisse du salaire réel de l'ouvrier occupé complètement de 5 à 32 %.

Cependant, les ouvriers occupés complètement constituent une minorité de la classe ouvrière allemande. D'après la statistique des syndicats, il y avait en moyenne en 1932 :

Ouvriers complètement occupés	Chômeurs partiels	Chômeurs complets
33,6 %	22,6%	43,8%

Si nous prenons le revenu total de toute la classe ouvrière, de ceux qui travaillent et des chômeurs, nous voyons qu'il a baissé pendant la crise dans des proportions effroyables et d'autant plus que les secours de chômage ont été réduits à un rythme rapide et que la charge de l'entretien des chômeurs a été rejetée dans des proportions croissantes sur les ouvriers occupés.

Le revenu total des ouvriers, employés et fonctionnaires s'est élevé selon les évaluations de

1 a) *Augmentation des taxes sociales*, augmentation des contributions aux assurances contre le chômage de 1,5 % du salaire ; b) « impôt de crise » nouvellement établi : 1 % sur les salaires mensuels dépassant 100 marks ; c) « *aide aux gens mariés* » : tous les ouvriers célibataires payent 2 % pour un salaire mensuel de 75 à 150 marks, 3 % pour un salaire de 150 à 300 marks (plus de la moitié des ouvriers industriels sont célibataires) ; d) « *secours pour procurer du travail* », contribution « volontaire » (!) de 1 à 2 % du salaire (supprimé maintenant) ; e) « *secours d'hiver* », à peu près le salaire d'une heure par mois ; f) d'innombrables « collectes », l'abonnement obligatoire à la presse fasciste, etc. ; g) « *taxe civique* » : 6 marks par an.

En particulier on donne une trop faible importance aux dépenses de logement qui sont relativement fixes. Les produits alimentaires que l'ouvrier, avec son revenu en argent diminué, consomme le plus maintenant, ont moins baissé de prix que les prix moyens donnés ; certains, comme la margarine, ont augmenté très fortement.

l'Institut pour la recherche de la conjoncture ¹ à :

(En milliards de marks)

1929	1930	1931	1932	1933
44,5	41,0	32,5	25,7	26,1

De 1929 à 1933, la régression a atteint 41 %. A cela il faut ajouter que l'augmentation des impôts et des taxes ayant été d'au moins 5 %, *la régression du revenu argent a donc été de 46,6 %*.

Pour les ouvriers seulement la régression a dû être encore plus élevée, car le nombre des fonctionnaires chômeurs est moindre et leurs salaires ont été moins diminués. Même si tous les chiffres officiels étaient justes, même si le calcul officiel de la diminution du coût de la vie évalué à 21 % était exact, *il en résulterait une diminution du salaire réel pour tous les ouvriers, employés et fonctionnaires de 26 % en moyenne. La diminution effective du salaire réel pour les ouvriers seuls est certainement supérieure. Selon nos évaluations, le revenu annuel de la classe ouvrière allemande a régressé d'un tiers environ au cours de la crise.*

Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le salaire réel des ouvriers occupés, aussi bien que le revenu de la classe ouvrière dans son ensemble, a fortement baissé pendant la crise.

SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN DE TOUS LES OUVRIERS INDUSTRIELS²

1928	1929	Mars 1933 minimum	Mars 1934	Pourcentage de la régression depuis 1929
27,88	29,17	14,56	20,49	29,8
<i>Coût de la vie³ (1923 = 100)</i>				
100,8	100	71,8	78,5	21,5

Il faut souligner que cet index du coût de la vie - tout comme l'index allemand - a pour point de départ un niveau de vie beaucoup trop élevé qui ne s'applique pas à la crise. Pour les produits alimentaires par exemple, ils ne sont évalués qu'à 33 % de l'ensemble des dépenses. L'augmentation de l'index des produits alimentaires de 20 % entre mars 1933 et mars 1934 ne se manifeste que d'une façon tout à fait insuffisante dans l'index global.

Les recensements industriels américains permettent de calculer le *taux de plus-value* dans l'industrie avec une précision approximative sur la base du montant de tous les salaires payés et de l'accroissement de la valeur par la production. Il en résulte le tableau suivant⁴ :

¹ *Manuel de la statistique de la conjoncture*, 1933, p. 80. Pour 1933 : *Rapport hebdomadaire* n° 23, 3 septembre 1933.

² Chiffres empruntés au *National Industrial Conference Board Bulletin*.

³ Index du *National Industrial Conference Board Bulletin*.

⁴ Voir à l'appendice la façon de calculer.

DÉVELOPPEMENT DU TAUX DE LA PLUS-VALUE
DANS L'INDUSTRIE DES ÉTATS-UNIS

1899	1909	1919	1921	1923	1925	1927	1929	1931
128	130	122	106	118	128	133	152	147

Nous voyons que le taux d'exploitation a une tendance nettement ascendante. La diminution constatée dans l'année de crise 1921 - et, à un degré différent dans la crise actuelle - ne signifie *pas une diminution de l'exploitation des ouvriers productifs* créant de la plus-value, mais elle montre au contraire que par suite de la très faible utilisation des entreprises dans la crise, l'importance relative des salaires du personnel non productif de surveillance et de bureau s'accroît.

Mais la situation aggravée de la classe ouvrière aux États-Unis provenait surtout du *chômage effroyable*. Depuis des années, le nombre des chômeurs complets a atteint, selon diverses évaluations (il n'y a pas de statistiques officielles) plus de 10 millions. Le chômage partiel est également très répandu. Le résultat de ce chômage formidable s'exprime par la régression gigantesque du montant de tous les salaires payés.

INDEX DU MONTANT DE TOUS LES SALAIRES PAYÉS
DANS LA GRANDE INDUSTRIE AMÉRICAINE¹
(Fédéral Reserve Board 1923-25 = 100)

1929	1930	1931	1932	1933	1934 (4 premiers mois)
109	89	68	46	49	61

Nous voyons que le montant des salaires en 1933 est tombé à 44 % de celui de 1929. Aucun secours de chômage n'a atténué cette chute formidable. Les ouvriers ont mangé leurs quelques sous d'économie² ont vendu leurs automobiles, leurs meubles, leurs maisons et sont devenus la proie des créanciers. Dans la « riche » Amérique, des millions d'hommes sont sans logis, affamés, ravalés au rang de vagabonds et sombrent dans le lumpenprolétariat.

¹ Cette statistique est basée sur les chiffres qui sont fournis mensuellement par les grandes entreprises occupant ensemble environ 3 millions d'ouvriers ; nous avons des raisons de supposer que le montant des salaires est au moins tombé dans les mêmes proportions dans les petites entreprises, dans l'agriculture et le commerce.

² Dépôts des caisses d'épargne et nombre des épargnants aux États-Unis :

	Montant des dépôts de caisse d'épargne	Nombre de dépôts	Montant par épargnant
	(en millions)	(en milliers)	
Juin 1929	62 764	28 218	235
Juin 1933	39 268	21 421	170

Nous voyons que près de 7 millions d'épargnants ont épuisé entre 1929 et 1933 leurs dépôts de caisse d'épargne, le montant des dépôts a régressé en quatre ans de 23,5 milliards de dollars. Il n'y a pas de doute que ce furent surtout les ouvriers qui mangèrent leurs petites épargnes. En outre, l'inflation a diminué la valeur de la partie restante de 40% !

Japon

Enfin, nous allons reproduire quelques chiffres sur l'aggravation de la situation des ouvriers au Japon.

LE DÉVELOPPEMENT DU SALAIRE RÉEL AU JAPON¹
(1926 = 100)

	1929	1930	1931	1932	1933	Mars 1934
Salaires horaires .	98,6	96,2	91,3	88,1	85,1	83,5
Gain réel	103,9	98,7	90,7	88,1	89,2	91,6
Coût de la vie ... (1914= 100)	-	-	135,5	136,8	145,6	149 mai

L'élévation du salaire réel, étant donné la baisse des salaires, est une conséquence des heures supplémentaires et du travail de nuit qui prédominent dans les entreprises travaillant pour les armements. *Le salaire réel* est lui-même tombé d'environ 20 à 25 % dans ces dernières années selon ces chiffres qui émanent d'une source capitaliste.

Nous renonçons à donner des chiffres empruntés à d'autres pays. Ils fournissent à peu près le même tableau².

Le salaire des ouvriers agricoles a baissé encore plus fortement que le salaire des ouvriers industriels. En voici quelques exemples³ :

	Canada	Etats-Unis (salaire journalier)	Nouvelle-Zélande (salaire hebdomadaire)
	1914= 100	1927= 100	1914= 100
1929	194	99	179
1932	106	49	125
1933	100	48	115

Si nous tenons encore compte du chômage qui sévit parmi les ouvriers agricoles, du manque de tout secours de chômage, de maladies et d'accident, dans la grande majorité des pays, ainsi que des témoignages reproduits plus haut sur la situation de la paysannerie, nous pouvons facilement nous faire une idée de la misère effroyable des ouvriers agricoles dans le monde capitaliste.

c) La réduction de la prévoyance sociale.

Dans les quatre dernières années, il s'est produit dans tous les pays une réduction générale de la prévoyance sociale. Les secours de chômage n'existent plus à proprement parler qu'en Angleterre (où

¹ Chiffres du bureau économique du trust *Mitsubishi*.

² C'est en Angleterre et en Suède que selon les statistiques officielles le salaire réel des ouvriers complètement occupés aurait le moins baissé.

³ Statistiques empruntées à l'*Annuaire statistique de la Société des nations*, 1933-34.

ils sont également réduits grâce au contrôle des indigents) ; dans tous les autres pays où ils ont existé, il n'en reste plus que de pitoyables vestiges.

L'Allemagne nous servira d'exemple. Les secours aux chômeurs ont été supprimés en fait par les fascistes au moyen du travail forcé, en les enlevant aux ouvriers dont un des membres de la famille touche un salaire, en les suspendant à d'autres ouvriers qui les touchaient jusqu'alors ; en en privant les communistes et les social-démocrates, en incarcérant des chômeurs dans les camps de concentration.

POURCENTAGE DES CHOMEURS INSCRITS
DANS LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES

	Secours de chômage	Secours de crise	Allocation du Bureau de bienfaisance	Sans secours
Janvier 1929	78,8	5,1	–	–
Juin 1934	10,5	33,0	32	24,5

Mais en réalité, le pourcentage des travailleurs ne touchant pas de secours s'élève à plus de 50%, car - ainsi que nous l'avons prouvé plus haut - il y a au moins 2,2 millions et probablement 3 millions de chômeurs qui ne sont pas inscrits, ayant renoncé à tout espoir de trouver du travail ou des secours.

Parallèlement à leur suppression, il s'est produit une diminution des secours payés dans toutes les catégories. Les allocations du Bureau de bienfaisance sont réduites actuellement – les villes n'ayant pas d'argent, – à des aumônes des plus minimales. Une diminution du même genre a lieu dans toutes les autres branches de la prévoyance sociale.

d) Le temps de travail.

Quelques mots sur le temps de travail. Par crainte des millions et des millions de chômeurs, les gouvernements bourgeois et les syndicats réformistes ont, dans de nombreux pays, préconisé une réduction obligatoire du temps de travail, une « répartition rationnelle du travail », naturellement avec une diminution correspondante du salaire. Ceci n'a été accompli à une grande échelle que dans les « codes » de Roosevelt qui n'ont fait d'ailleurs au fond que sanctionner l'état de choses existant. En 1932, le temps de travail hebdomadaire *moyen* s'élevait dans la grande industrie des Etats-Unis à 34,8 heures¹. Mais cette moyenne dissimule de formidables inégalités. Dans l'industrie lainière travaillaient en 1932 : 9 fabriques, 60 heures par semaine avec le travail de nuit ; 2 fabriques, 65 heures ; une fabrique, 67 heures et demie (également avec travail de nuit). Dans l'industrie cotonnière, 39 fabriques, 11 heures par jour avec travail de nuit ; 10 fabriques, 12 heures². L'indifférence complète du Capital à l'égard du sort des ouvriers (et l'inégalité dans le degré d'occupation des entreprises) est marquée par le fait qu'en *Angleterre, alors qu'il y a des centaines de mille de chômeurs dans une branche de production, non seulement le temps du travail n'est pas réduit, mais on y fait des heures supplémentaires.* Travaillaient en 1933³ :

¹ *Survey of Current Business*, janvier 1933, page 28.

² D'après les chiffres officiels du *Labor Department* cités dans l'organe de l'*American Federation of Labor, American Federation*, février 1933, p. 184

³ *Labour Gazette*, octobre 1933.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

	Pourcentage des ouvriers	Nombre des heures supplémentaires par semaine
Production de fil peigné . .	26,5	6
Industrie lainière	23	7
Industrie des chaussures ..	16	7,25

CHOMAGE PARTIEL

	Pourcentage des ouvriers	Nombre des heures réduites par semaine
Production de fil peigné . .	12	11
Industrie lainière	16	10
Industrie des chaussures ..	37	9,50

On voit des phénomènes semblables en France. Bien que le *chômage partiel* soit tout à fait général, il y a des entreprises où la journée de travail est d'une longueur inhumaine. Le temps de travail dans les blanchisseries et les entreprises de nettoyage parisiennes atteint jusqu'à 18 heures par jour ; dans les sucreries, jusqu'à 12 heures, etc. Dans les entreprises d'armements on fait régulièrement des heures supplémentaires.

Certainement, il en est de même dans d'autres Etats qui ne publient pas de statistiques aussi détaillées.

e) L'élévation de l'intensité du travail.

Nous avons donné plus haut des chiffres détaillés sur l'élévation de la production pendant la crise. Il faut attribuer presque exclusivement cette élévation à *l'intensité* accrue du travail ; la productivité du travail n'aurait augmenté qu'exceptionnellement, car on sait que pendant la crise en général on n'introduit pas de nouvelles machines perfectionnées. Les méthodes les plus importantes d'élévation de l'intensité sont : intensification de la rapidité des machines ; augmentation du nombre des métiers servis par un seul ouvrier dans l'industrie textile ; instauration du travail à la chaîne et accélération de son mouvement ; direction « scientifique » de l'entreprise (système Bedaux) ; augmentation du personnel de surveillance ; système d'espionnage, etc.

f) Le travail forcé.

Finalement, nous signalerons encore un *nouveau* phénomène. Le travail forcé « volontaire » qui s'étend de plus en plus et auquel est soumise la jeunesse, sous les formes les plus diverses, dans un nombre croissant de pays. C'est en Allemagne et aux Etats-Unis qu'il est le plus développé. La jeunesse est mobilisée dans des camps, utilisée à divers travaux non qualifiés (établissement de routes, de canalisations, de canaux, de fortifications militaires, drainage, etc.) et soumise en même temps à l'entraînement militaire. Une autre forme du travail forcé est le placement d'ouvriers chômeurs chez de riches paysans où ils sont obligés de travailler l'été pour leur alimentation et un minimum d'argent de poche. En cas de refus, ils perdent le secours de chômage ou du bureau de bienfaisance. Le système

du travail forcé qui a existé de tout temps aux colonies, s'étend de plus en plus sous les formes les plus différentes, dans les pays capitalistes les plus développés.

g) La situation effroyable des ouvriers dans les colonies.

La situation des ouvriers coloniaux s'est encore plus aggravée dans ces dernières années que celle des ouvriers des pays impérialistes. Le capital colonial a fait pression sur les salaires en mettant en œuvre les moyens de coercition les plus brutaux pour aggraver les conditions de travail. Il n'existe aucune statistique susceptible de la moindre utilisation, nous sommes obligés de nous contenter de citer quelques exemples concrets pris au petit bonheur dans des sources bourgeoises.

Cuba

Des ouvriers travaillent à Cuba pour 18 cents par jour et beaucoup sont incapables de trouver du travail même pour ce salaire... Des familles avec des enfants sur les bras dorment sous les portes cochères, d'autres grattent dans les poubelles, cherchant de quoi manger. (*New York Herald Tribune* du 25 janvier 1933.)

Porto Rico

On estime que dans les îles il y a environ 200 000 chefs de famille sans travail ; comme la famille compte en moyenne 5 à 6 personnes, ce sont environ 1 120 000 personnes frappées par le chômage, *les deux tiers de la population totale*. (*New York Times* du 8 avril 1934.)

Indes

A Bombay, sur 84 fabriques de textile, 5 ont été démolies, 29 fermées... Le nombre total des chômeurs est de plus de 61 000 sur 137 000 ouvriers. Par contre, 14 fabriques travaillent avec des équipes de nuit ! La réduction du salaire varie de 7 à 44,5 %. Il n'y a que 4 fabriques à Bombay qui jusqu'à maintenant n'ont pas procédé à une diminution directe du salaire, mais elles ont été rationalisées, ou bien chaque ouvrier est obligé de servir un nombre plus grand de métiers et de broches. (*Bombay Chronicle* du 8 février 1934.)

Indochine

Des coolies chômeurs venant des mines d'étain et des plantations de caoutchouc errent par les rues, pareils à des spectres. Des millions d'ouvriers chinois et hindous sont refoulés chaque mois dans leur pays. Tous les magasins mahométans sont cernés par des mendiants. Des enfants chinois assiègent les automobiles arrêtées, mendiant des aumônes. (*Manchester Guardian* du 17 février 1933.)

C'est à l'infini que l'on pourrait continuer des citations de ce genre.

CHAPITRE VIII

L'ESSOR DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Les six années qui se sont écoulées depuis le VI^e congrès ont montré, par l'exemple de l'Union soviétique, aux ouvriers du monde entier, la signification réelle de la libération des forces productives des entraves du mode de production capitaliste. La dictature du prolétariat dont les laquais de la bourgeoisie, les Kautsky et compagnie, prétendaient qu'elle « stabilise la famine et la misère », a précisément dans ces six années permis des progrès impétueux dans les domaines technique, économique, social et culturel tels que l'histoire mondiale ne les a jamais connus. Le premier plan quinquennal que la bourgeoisie et les social-démocrates traitaient de duperie, et dans le meilleur cas d'utopie, a été réalisé en quatre années et quart. Pour mesurer la grandeur formidable du progrès accompli dans ces six années nous allons esquisser devant le lecteur le tableau de l'Union soviétique dans les traits les plus importants, pendant l'année économique 1927-28.

Dans le domaine de la technique, l'Union soviétique était alors un pays nettement arriéré par rapport aux pays capitalistes dirigeants. Dans le pays même on ne pouvait produire que les machines les plus simples. Des moyens de production d'une importance décisive tels que les tours, les tracteurs, les « combinés », les automobiles, les avions, les produits chimiques, etc., n'étaient pas fabriqués dans le pays. La technique de l'agriculture était absolument arriérée, se distinguant peu de la période d'avant-guerre : la charrue de bois était elle-même encore largement utilisée.

Dans le domaine économique : l'Union soviétique était en 1927-28 encore un *pays agraire*. De la valeur brute de la production, 51,3% revenaient à l'agriculture et 48,7% seulement à l'industrie. (La situation s'était encore à peine modifiée par rapport à la période d'avant-guerre ; 57,9 % revenaient alors à l'agriculture, 42,1 % à l'industrie¹.)

L'Union soviétique était alors un pays qui dépendait largement des pays capitalistes au point de vue économique, car il lui fallait importer les moyens de production les plus importants. L'industrie produisait encore surtout des moyens de consommation : de la valeur brute de la production industrielle, 27,2 % seulement revenaient aux moyens de production ; 72,8 % aux moyens de consommation². Le boycottage de la part des pays capitalistes aurait donc pu entraîner une paralysie du progrès technique-économique ! De même le développement de la force défensive du pays dépendait de l'étranger capitaliste. Il ne pouvait encore être question d'équiper l'agriculture avec des moyens de production modernes qui seuls permettent le passage à l'agriculture socialiste.

Le problème posé par Lénine : *ou bien rattraper et dépasser économiquement les pays*

¹ J. STALINE : Rapport au XVI^e congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. *Deux Bilans*. Bureau d'Éditions, Paris, 1930.

² *Ibidem*.

capitalistes dirigeants ou disparaître, se posait encore dans toute sa grandeur devant les bolchéviks.

Le capitalisme avait alors en Union soviétique des racines encore fortes. Environ 12% de la production industrielle se trouvaient encore dans des mains privées et environ 17% des ouvriers industriels étaient occupés par des exploités¹. Mais chose encore plus importante : dans l'agriculture, le secteur privé était déterminant. Il y avait 24 millions d'exploitations paysannes environ avec une tendance à un nouvel émiettement. Elles se répartissaient approximativement en :

- 7 millions de paysans pauvres,
- 16 millions de paysans moyens,
- 1 million de koulaks.

Les koulaks possédaient environ 10% des terres et exploitaient au moins un quart de la population rurale directement comme ouvriers ou par l'affermage de bêtes de trait, de machines, par des prêts usuraires, etc. « L'élévation des économies paysannes individuelles petites et moyennes... est encore et toujours, dans le domaine agricole, notre tâche principale », disait Staline au milieu de 1928². Le passage de cette politique d'élévation des économies paysannes *individuelles* petites et moyennes, de la politique consistant à combattre et à restreindre les éléments capitalistes³, à la politique de liquidation des koulaks en tant que classe sur la base de la collectivisation générale, n'était encore qu'une perspective.

Ceci veut dire que la grande question posée par Lénine : « *qui vaincra l'autre ?* » n'était pas encore tranchée définitivement en Union soviétique, et *qu'il existait encore des possibilités pour la restauration du capitalisme*. Staline disait encore à ce sujet après le VI^e congrès de l'I.C.⁴:

Existe-t-il dans notre pays soviétique, des facteurs rendant possible la restauration du capitalisme ? Oui. Cette assertion, pour paradoxale qu'elle puisse nous paraître n'en est pas moins un fait indéniable. Nous avons renversé le capitalisme, instauré la dictature du prolétariat, nous développons, à un rythme accéléré, notre industrie socialiste en y alliant notre économie rurale. Mais nous n'avons pas encore extirpé les racines du capitalisme. Où sont-elles donc au juste ? Elles sont dans la production marchande, dans la petite production des villes et, surtout, de la campagne. La force du capitalisme, disait Lénine, réside « dans la force de la petite production, car malheureusement, il en reste encore pas mal ; or, cette petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie d'une façon constante, quotidienne, à chaque heure, spontanément et sur une vaste échelle ». (*Œuvres*, tome XXV.)

¹ LARINE : *Le Capital privé en Union soviétique*. - Moscou, 1927.

² J. STALINE : « *Les Résultats de l'assemblée plénière de juillet du C.C. du P.C. (M de V.U.R.S.S. Discours prononcé à Lénine le 13 juillet 1928 ; Les Questions du léninisme, t. II, p. 186, Editions sociales internationales, Paris, 1931. The specific feature of the present moment is that the fulfillment of the first task, that improving individual small- and middle-peasant farming, while it is still our chief task in the sphere of agriculture, is already insufficient for the solution of the problem as a whole* ». Varga a coupé!

³ « Le pouvoir prolétarien a su maintenir dans des limites étroites les poussées du capitalisme qui, sur la base de la nouvelle politique économique, s'opèrent dans les villes et les campagnes », disent les thèses du VI^e congrès concernant la situation de l'Union soviétique. *Thèses et résolutions du VI^e congrès de l'I.C.*, p. 206, Bureau d'Éditions, Paris

⁴ *Le danger de droite dans le P.C. (b) de l'U.R.S.S.* Discours à l'Assemblée plénière du Comité de Moscou, le 19 octobre 1928. **A revoir selon Mommen**

Donc, étant donné que la petite production revêt chez nous un caractère de masse, voire même un caractère prépondérant et qu'elle engendre le capitalisme et la bourgeoisie, notamment dans les conditions de la nouvelle politique d'une façon constante et sur une vaste échelle, il est évident qu'il subsiste chez nous des conditions rendant *possible* la restauration du capitalisme¹.

Voici ce que dit à ce sujet Lénine² :

Tant que nous vivons dans un pays de petite culture, la base économique pour le capitalisme en Russie est plus solide que pour le communisme. Voilà ce qu'il faut retenir. Quiconque a observé attentivement la vie à la campagne, en la comparant à celle de la ville, sait que nous n'avons pas arraché les racines du capitalisme ni sapé les fondements, la base, chez l'ennemi intérieur. Alors seulement que le pays sera électrifié et qu'à l'industrie, à l'agriculture et aux transports sera assignée la base technique de la grande industrie moderne, alors seulement nous vaincrons définitivement.

Considéré du point de vue dynamique, le pouvoir soviétique s'appuyait alors essentiellement encore sur deux bases antagoniques :

Sur la grande industrie socialiste qui *anéantit* les éléments capitalistes et sur la petite exploitation paysanne individuelle qui *engendre* les éléments capitalistes³.

Dans le domaine social : la situation de la classe ouvrière industrielle s'était considérablement améliorée, mais néanmoins le salaire annuel moyen n'était que de 843 roubles. Il y avait un certain chômage, les conditions de logement étaient encore très mauvaises, la construction en grand des logements ouvriers ne faisait que commencer. *La situation des ouvriers agricoles et de la paysannerie pauvre* était très inégale : leur dépendance par rapport aux koulaks et leur exploitation étaient très grandes dans certaines contrées où l'appareil soviétique était sous l'influence de ceux-ci. Les koulaks menaient une lutte active contre l'Union soviétique sous la forme de refus de livraison du grain et il y eut en 1928 des moments où la soudure entre la classe ouvrière et la paysannerie moyenne était menacée.

Les cadres des spécialistes de toute sorte – à l'exception de l'armée – étaient composés encore en majorité d'anciennes gens hostiles à l'égard du régime soviétique ; chez certains, cela allait, comme le montra le procès de Chakhty – jusqu'au sabotage contre-révolutionnaire actif suivant les directives des gardes blancs émigrés et des. états-majors des pays ennemis.

Dans le domaine culturel les progrès étaient déjà très grands ; néanmoins 58 % seulement de la population savaient lire et écrire ; le nombre des ouvriers et des fils d'ouvriers qui étudiaient dans les universités, était encore infime, le monopole culturel de la bourgeoisie n'était pas encore brisé. Le développement de la culture de toutes les nationalités ne faisait que commencer.

Tel est dans ses contours les plus approximatifs le tableau de l'Union soviétique à l'époque du

¹ J. STALINE : *Les questions du léninisme*, t. II, pp. 199-200.

² V.I. LENINE : *Œuvres*, tome 31, pp. 537-538, Editions sociales. Rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires, 22 décembre 1920 (VIII^e Congrès des Soviets de Russie).

³ J. STALINE : *Le Bilan du premier plan quinquennal*, rapport à l'Assemblée plénière du Ç.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S., le 7 janvier 1933, p. 13. Bureau d'Éditions, Paris. 1933.

VI^e congrès. *Les six années qui se sont écoulées depuis lors ont amené une transformation inouïe, un progrès par bonds dans tous les domaines*, dont les résultats ont été résumés par la camarade Staline au XVII^e congrès du P.C. de l'U.S. ainsi qu'il suit¹ :

Pendant cette période l'Union soviétique s'est transformée radicalement, elle s'est débarrassée de son caractère arriéré et médiéval. De pays agraire, elle est devenue un pays industriel. De pays de petite agriculture individuelle elle est devenue un pays de grande entreprise agricole collective et mécanisée. De pays obscur, illettré et inculte, elle est devenue - plus exactement elle devient - un pays lettré et cultivé, couvert d'un immense réseau d'écoles supérieures, secondaires et primaires où l'enseignement se fait dans les langues des nationalités habitant l'U.R.S.S.

Nous allons illustrer ceci pour toute la période de 1928 à 1934².

Dans le domaine de la technique on a entrepris la construction des machines et des appareils les plus compliqués (moteurs, tracteurs, combinés, turbines géantes, bloomings, machines rotatives, avions, etc., etc.). L'industrie *chimique* a été créée de toutes pièces ; la production du caoutchouc synthétique est assurée industriellement, exemple unique dans le monde. La production des alliages métalliques les plus compliqués a été entreprise, etc.

Dans le domaine économique, la production industrielle a augmenté par bonds, et des milliers d'entreprises industrielles on été édifiées dans des proportions et avec un équipement moderne qui dépassent ceux des pays européens et n'ont leurs pareils qu'aux Etats-Unis.

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
(1929 = 100)

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934 (plan)
Union soviétique	79,4	100	129,7	161,9	184,7	201,6	243,9
Monde capitaliste ³	93,7	100	87,1	73,1	62,6	71,1	70

Le volume de la production industrielle a triplé en six ans. Dans cette même période la production du monde capitaliste a régressé de 30 % et se meut à peu près au niveau de l'année 1913 alors que la production de l'Union soviétique a plus que quadruplé depuis lors. Cette seule comparaison suffit pour démontrer la supériorité du système soviétique sur le système capitaliste. Le bavardage contre-révolutionnaire de Trotski selon lequel l'économie de l'Union soviétique est « régularisée » par l'économie capitaliste, s'est avéré complètement erroné : l'essor de la production industrielle de l'Union soviétique s'est poursuivi sans être affecté par la plus profonde des crises

¹ J. STALINE : *Deux Mondes*, p. 24. Bureau d'Editions, Paris, 1924.

² Nous complétons les chiffres donnés par Staline en utilisant ceux de l'année 1928 et du plan pour 1934 sur la base des données du *Gosplan* (plan d'Etat).

³ Chiffres empruntés à l'Institut pour la recherche de la conjoncture (fascicule spécial 1931 et fascicule trimestriel 1934, II B), pour 1928, calculés sur la base de 1929 ; pour l'année 1934, l'évaluation est faite par moi.

industrielles du monde capitaliste ¹.

La raison pour laquelle *il n'y a pas de crise de surproduction, et il ne peut y en avoir en Union soviétique*, est la suivante :

Dans le capitalisme le volume de la production est déterminé en dernière analyse par la force de consommation de la société, « par la pauvreté et la limitation de la consommation des masses ». En Union soviétique, c'est le contraire : *l'extension de la consommation est déterminée par le volume de la production* (et les besoins de l'accumulation socialiste). Il n'existe pas d'empêchement *social* à la multiplication illimitée de la consommation de la population laborieuse de l'Union soviétique par rapport à la consommation actuelle : la seule limite est le niveau de la production elle-même. En d'autres termes : en Union soviétique *il n'y a pas de problème du marché* au sens capitaliste du mot : si la production augmente, le pouvoir de consommation de la population augmente aussi parallèlement².

La transformation de l'Union soviétique de pays agraire en pays industriel est marquée par la série de chiffres suivants :

QUOTE-PART EN % DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE
DANS LA TOTALITÉ DE LA PRODUCTION DE L'UNION SOVIÉTIQUE
SUR LA BASE DES PRIX DE 1926-27 :

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934 (plan)
Industrie	53,1	54,5	61,6	66,7	70,7	70,4	79,2
Agriculture	46,9	45,5	38,4	33,2	29,3	29,6	20,8

La transformation de l'Union soviétique d'Etat agraire en Etat industriel n'est pas seulement marquée par cette importance rapidement croissante de la production industrielle, mais aussi par le *déplacement qui se produit entre les sections I et II*. L'importance de la production des moyens de production augmente très rapidement. Alors que la profondeur particulière de la crise – comme nous l'avons montré plus haut – dans les pays capitalistes est précisément conditionnée par le recul extrêmement fort de la production des moyens de production ; alors que la bourgeoisie lance le mot d'ordre d'une interruption de l'extension de la capacité de production ; alors que c'est précisément dans les pays capitalistes dirigeants qu'il y a eu pendant la crise une destruction anarchique – et dans certains cas, organisée – des moyens de production, toutes les forces en Union soviétique sont tendues pour développer la production des moyens de production, et cela avec plein succès comme l'indiquent les chiffres suivants :

QUOTE-PART EN % DES SECTIONS I ET II DANS LA PRODUCTION DE LA GRANDE INDUSTRIE DE L'U.R.S.S.
(Base des prix de 1926-27)

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Section I	46,7	48,5	52,6	55,4	57,0	58,0
Section II	53,3	51,5	47,4	44,6	43,0	42,0

¹ La crise agraire a rendu plus difficile l'exportation de produits agricoles ; la crise industrielle, celle des matières premières, mais elle a permis d'acheter à meilleur marché les produits industriels. En somme l'influence de la crise sur l'économie de l'Union soviétique a été tout à fait minime.

² Par suite de la nécessité du développement rapide de l'appareil de production, c'est-à-dire de l'utilisation d'une très grande partie du produit de la valeur pour l'accumulation socialiste, la force de consommation, c'est-à-dire la demande de moyens de consommation, dépasse même l'offre : de là, la « famine de marchandises » qui se produit temporairement.

La quote-part de la production des *machines* dans la valeur totale de la production industrielle s'est élevée entre 1928 et 1933 de 13,3% à 26,1 % : *plus d'un quart de la production industrielle est de la production de machines*. Jamais il n'en fut ainsi, semble-t-il, dans aucun pays capitaliste.

En cette reconstruction fondamentale de l'industrie soviétique, la construction de milliers de fabriques nouvelles, de puissantes usines d'électricité, de canaux, de chemins de fer, de nouvelles grandes villes, dans des régions autrefois désertiques, *furent entièrement l'œuvre des propres forces des travailleurs de l'Union soviétique*. Dans les seules années allant de 1929 à 1933, alors que les nouveaux investissements de capital sont tombés pratiquement à 0 dans le monde capitaliste, il a été investi 60 milliards de roubles dans l'économie en Union soviétique. Et cela n'a pas été fait à l'aide d'emprunts étrangers¹, ce n'est pas par le pillage des colonies qu'on s'est procuré les ressources nécessaires à l'industrialisation comme dans la plupart des pays capitalistes, mais au moyen du travail enthousiaste des travailleurs de l'Union soviétique.

Qu'est-ce qui a donné à l'Union soviétique la possibilité d'accomplir cette formidable tâche par ses propres forces ? *C'est la dictature du prolétariat*, c'est la supériorité du système soviétique sur le capitalisme qui fit ce miracle. Les facteurs les plus importants en sont les suivants :

a) *En Union soviétique il n'y a pas de parasites*: la large couche des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, des rentiers, des curés, etc., avec leur suite formidable de serviteurs et de parasites qu'ils entretiennent, est absente. Il n'y a pas de lords anglais avec leur palais en ville et leurs châteaux à la campagne, avec leurs centaines de maîtres de cérémonies, de serviteurs, de cuisiniers, de femmes de chambre, de valets, de piqueurs de chasse, de gouvernantes, de chauffeurs, de pilotes, etc. Tout le luxe stupide et insensé des classes dominantes, les toilettes tous les jours renouvelées des femmes de la bourgeoisie, l'étalage des richesses sous forme de bijoux, etc., tout ce faux éclat de la société bourgeoise a été balayé hors des frontières de l'Union soviétique par la dictature du prolétariat. Il n'y a pas, il est vrai, d'égalité de revenu : au rendement supérieur du travail correspondent des rémunérations supérieures. Le stade du communisme où chacun consommera suivant ses besoins et travaillera selon ses aptitudes n'est pas encore atteint. Quelques écrivains, architectes, médecins éminents ont un revenu relativement élevé. Ce sont des cas exceptionnels : en général le niveau de vie d'un directeur de fabrique qui manipule des millions ou d'un commissaire du peuple ne dépasse pas celui d'un fonctionnaire moyen dans le capitalisme. Mais ce n'est pas de l'ascétisme, c'est au contraire *la limitation consciente, momentanée des besoins* de toute la population pour permettre un rythme plus rapide de l'édification socialiste.

b) *Il n'y a pas de chômeurs en Union soviétique*. Alors que dans les pays capitalistes la moitié seulement des gens cherchant du travail trouvent de l'occupation parce que le capitalisme en décomposition, secoué par la fièvre de la crise, est incapable d'occuper les ouvriers, en Union soviétique, tous les hommes bien portants sans exception travaillent. Si dans les pays capitalistes, l'on considère comme distingué de mener une vie oisive, en Union soviétique, on considère comme une honte de ne pas travailler quand on est valide².

¹ Les crédits infimes de marchandises que l'U.R.S.S. obtient à l'étranger sont tout à fait insignifiants comparativement aux investissements.

² D'après les lois de l'Union soviétique, les retraités sociaux : invalides, vieux retraités, etc., ont le droit de travailler comme ouvriers ou fonctionnaires sans réduction de leur retraite et sans que leur salaire ou leur traitement puisse à égalité de production être inférieur à celui des forces de travail « ordinaires ».

c) *En Union soviétique, chaque ouvrier sent qu'il a sa part de responsabilité dans la production.* – La discipline de classe du capitalisme, le système d'entraînement forcené est ici remplacé par la discipline socialiste librement consentie que s'imposent eux-mêmes les ouvriers en tant que classe dirigeante. L'émulation socialiste, le système des brigades de choc, la pression morale de la majorité des ouvriers travaillant consciencieusement au développement de l'entreprise entraînent également la minorité de ceux qui – nouvellement recrutés de la campagne – sont encore arriérés. Les ouvriers – en particulier les membres du Parti – se sentent coresponsables du succès d l'entreprise. Dans d'innombrables réunions, on rassemble l'expérience collective de la classe ouvrière et on l'utilise au profit de l'entreprise. Les rapports entre les ouvriers et l'entreprise sont foncièrement différents de ceux qui existent dans le capitalisme.

d) *En Union soviétique l'économie est dirigée d'après un plan.* – Les « faux frais » du mode de production capitaliste, les frais de la concurrence, de la publicité, des investissements faits en pure perte, l'anéantissement de valeurs qui se renouvelle périodiquement dans les crises, etc., n'existent pas ici. Toute la production est employée utilement.

e) *A cela s'ajoute l'utilisation intensive des moyens de production déjà existants.* La supériorité de l'économie soviétique sur l'économie capitaliste apparaît avec une clarté particulière dans le *degré d'utilisation* des moyens de production. Dans le capitalisme on considère généralement qu'une utilisation de l'équipement de production pendant 48 heures par semaine est une occupation complète. En Union soviétique – où l'on travaille journalièrement en trois équipes de 7 heures – la semaine est de 147 heures. Ce que cela signifie peut être montré clairement par l'exemple de l'industrie cotonnière anglaise. L'industrie cotonnière anglaise compte 52 millions de branches dont 39,9 millions seulement étaient en activité en 1932 avec une occupation hebdomadaire de 35 heures, soit 1 milliard 400 millions d'heures par semaine. Avec l'utilisation complète de toutes les broches telle qu'elle existe en Union soviétique, c'est-à-dire de 147 heures la semaine, celles-ci travailleraient 7 milliards 620 millions d'heures par semaine ; c'est-à-dire cinq fois plus ! *L'industrie textile anglaise pourrait avec l'utilisation courante en Union soviétique produire de quoi couvrir une fois et demie tous les besoins du monde en cotonnades.*

L'utilisation rationnelle complète *de toutes les forces de production par le prolétariat en tant que classe dirigeante* a permis de *doubler le revenu national en 5 ans* : de 25 milliards de roubles en 1928 il est passé à 50 milliards en 1933. Et comme en Union soviétique il n'y a pas de classes parasitaires gaspillant dans un luxe stupide une grande partie du revenu national, comme il n'y a pas de valeurs qui disparaissent ou soient détruites en masse comme dans le capitalisme, une très grande partie du revenu national - parallèlement à l'augmentation du niveau de vie du peuple tout entier - a pu être employée pour l'accumulation socialiste. C'est ce qui a permis à l'Union soviétique de transformer par ses propres forces le pays de pays agraire arriéré en un pays industriel de premier ordre. *Seule la dictature du prolétariat pouvait le faire !*

Les nouvelles constructions industrielles s'étendent *sur toutes les parties du territoire de l'Union soviétique*, des régions polaires jusqu'aux déserts de l'Asie centrale. Partout se sont formés en pleine population paysanne des centres industriels qui sont d'une grande importance pour résoudre les problèmes de l'agriculture.

Dans l'agriculture s'est accomplie une véritable révolution ces dernières années. Le pays de l'agriculture paysanne arriérée est devenu, grâce au rassemblement librement consenti de la paysannerie laborieuse en économies collectives (kolkhoz), un pays de grandes entreprises modernes.

DEVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVISATION

	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934 I. VI
Nombre d'économies collectives (<i>en milliers</i>)	33,3	57,0	85,9	211,1	211,05	224,5	233,5
Nombre des économies paysannes collectivisées (<i>millions</i>)	0,4	1,0	6,0	13,0	14,9	15,2	15,7
Pourcentage de la collectivisation des économies paysannes	1,7	3,9	23,6	52,7	61,5	65,0	70,8

A la place de 16 millions d'économies paysannes, il y a maintenant 230 000 grandes entreprises collectivisées. Parallèlement la création de grands sovkhoz sur des terres jusqu'alors en friche s'est poursuivie. Cette transformation eût été impossible sans le progrès formidable dans la production des machines agricoles les plus modernes¹. C'est seulement en démontrant par l'expérience, par la pratique, aux paysans pauvres et moyens les avantages du labourage mécanique, que ceux-ci se sont décidés volontairement à abandonner leur économie privée et à se rassembler dans des organismes collectifs.

Le résultat de ces modifications est que le « secteur privé » disparaît à un rythme rapide de l'économie soviétique. Dans l'industrie la part du secteur privé n'est déjà plus que de 1 %. (Les entreprises concédées à des capitalistes étrangers ont fini de jouer leur rôle et ont presque toutes été reprises par l'industrie soviétique.) Dans l'agriculture, la part des économies paysannes individuelles est environ de 15 % et est en diminution constante².

La collectivisation de l'agriculture signifie un revirement fondamental de la campagne dans la direction du socialisme. Avant la collectivisation on évaluait la population agricole à environ 1 million de koulaks exploitant 7 millions de paysans pauvres. (Au sein de la paysannerie moyenne il y avait aussi de grandes différences de revenus selon la fortune des divers paysans.) Avec la concentration de la terre et des moyens de production³ dans les kolkhoz et l'admission dans ceux-ci des paysans pauvres en tant que membres égaux en droits, la base de l'exploitation a disparu. Quant au paysan pauvre, il n'est plus contraint de se laisser exploiter par un exploitateur privé ; pour les koulaks dont les terres et

¹ Il y avait dans les sovkhoz et dans les kolkhoz, en 1933 (en milliers).

Tracteurs	Batteuses mécaniques	Camions automobiles
204,1	25	24,4

En 1928, il n'y avait presque pas de machines de ce genre dans l'agriculture.

² C'est dans les régions où l'on cultive surtout le grain que la collectivisation a fait le plus de progrès, parce que c'est là que les avantages de la culture collective du sol sont le plus grands ; la contrepartie est constituée par les peuples nomades encore très nombreux sur le territoire de l'Union soviétique où l'on ne saurait encore parler pour l'instant de collectivisation.

³ On sait que la collectivisation a été un temps exagérée en ce sens qu'on a collectivisé non seulement les moyens de production et les bêtes de trait mais aussi les vaches laitières et le petit bétail servant à la consommation familiale ; dans plus d'un cas, on a fondé au lieu de communautés de travail (« artels ») des communes avec fusion complète de la fortune, du revenu et de la consommation. Le Parti s'est dressé contre ces exagérations - qui sont historiquement prématurées. (Voir le célèbre article de STALINE : « Les succès nous montent à la tête », mars 1930. Paru en français sous le titre : *La Collectivisation du village*. Bureau d'Éditions, Paris, 1930.) Il a lancé, au contraire, et il applique aussi le mot d'ordre que chaque kolkhozien doit avoir une vache.

les moyens de production ont été compris dans les économies collectives, *il n'est plus possible d'exploiter la force de travail d'autrui. De cette manière les koulaks sont liquidés en tant que classe.* La quantité de revenu de la population agricole dépend en premier lieu du *nombre des journées de travail faites dans l'économie collective* et de la qualité du travail de tout l'organisme collectif !

Il en résulte qu'actuellement *ce n'est plus le paysan moyen* se sentant, comme disait Lénine, en tant que *travailleur* attiré vers le socialisme, mais en tant que *petit producteur de marchandises* vers le vieux capitalisme auquel il est habitué – qui est *la figure centrale de la campagne en Union soviétique* –, mais le *kolkhozien* dont les conditions de travail se rapprochent de plus en plus de celles des ouvriers industriels (travail dans une grande entreprise, en brigades, en émulation socialiste, avec des machines modernes) et dont toute la conception de la vie se modifie en conséquence.

Lénine, comme on le sait, disait à ce sujet :

La paysannerie moyenne, dans la société communiste, ne se rangera à nos côtés que lorsque nous aurons allégé et amélioré ses conditions économiques d'existence. Si demain nous pouvions fournir 100 000 tracteurs de première qualité, avec essence et mécaniciens (vous savez fort bien que pour l'instant, c'est une chimère), le paysan moyen dirait : « Je suis pour la commune » (c'est-à-dire pour le communisme)¹.

Avec la transformation de la masse fondamentale des paysans, de petits producteurs de marchandises en kolkhoziens et avec le changement graduel de leur psychologie, disparaît aussi l'influence idéologique de l'ambiance petite-bourgeoise sur la classe ouvrière industrielle, ce à quoi Lénine attachait une si grande importance.

Il est bien évident que cette transformation des rapports de classe ne pouvait s'accomplir sans la résistance la plus âpre des koulaks, sans des « faux frais révolutionnaires »². L'institution des sections politiques près des stations de tracteurs dans lesquelles ont été envoyés des dizaines de milliers des meilleurs membres du Parti pour assurer la liaison quotidienne avec les kolkhoziens, sert à faciliter le passage de l'économie individuelle à l'économie collective ainsi qu'à liquider les restes de l'influence idéologique des koulaks sur les kolkhoziens.

Les thèses du XVII^e congrès du Parti résument comme suit la situation actuelle de l'Union soviétique :

Grâce à la lutte héroïque de la classe ouvrière, déjà dans les années de la première période quinquennale les fondements de l'économie socialiste ont été construits ; la dernière classe capitaliste, les koulaks, a été écrasée tandis que les masses fondamentales de la paysannerie, les kolkhoziens, sont devenus l'appui solide du pouvoir soviétique à la campagne. L'U.R.S.S. s'est définitivement consolidée dans la voie socialiste³.

¹ V.I. LÉNINE : *Œuvres*, tome 29, p. 215, Editions sociales, Paris. Rapport sur le travail à la campagne au VIII^e congrès du P.C. (b) R. 23 mars 1919.

² Le plus important de ces faux frais a été la diminution considérable du bétail ; en partie parce que les koulaks et les éléments influencés par eux ont abattu une grande quantité d'animaux pendant la campagne de collectivisation ; en partie parce que le passage de l'élevage individuel aux grandes formes collectivisées exigeait une transformation des méthodes de travail qui ne pouvait s'accomplir sans friction. Actuellement, le bétail augmente de nouveau rapidement.

³ *En avant pour le deuxième plan quinquennal !* p. 6, Bureau d'Éditions, Paris, 1934. (N.R.)

Dans les années écoulées depuis le VI^e congrès, *la situation de la classe ouvrière s'est améliorée sous tous les rapports en Union soviétique*. Alors que dans les pays capitalistes, le chômage chronique de masse (sans compter les oscillations cycliques) grandit de plus en plus, en Union soviétique le chômage est complètement liquidé, et il règne une pénurie continuelle d'ouvriers bien que le nombre des ouvriers et des employés ait passé de 11,6 millions en 1928 à 23,4 millions en 1934, c'est-à-dire ait plus que doublé. Alors que dans le monde capitaliste, les salaires ont été abaissés, en Union soviétique le gain moyen des ouvriers industriels est passé de 843 roubles en 1928 à 1 610 roubles en 1934, en même temps que la journée de travail a été abaissée à 7 heures (pour les ouvriers du sous-sol et des entreprises insalubres à 6 heures). Alors que les dépenses sociales sont partout réduites, celles-ci sont passées en Union soviétique de 1 063 millions de roubles en 1928 à 5 871 millions en 1934¹.

Cependant, il n'est pas du tout nécessaire de citer des chiffres pour prouver l'amélioration formidable de la situation de la classe ouvrière dans ces dernières années. On peut le voir de ses propres yeux. *Les souliers déchirés, les habits rapiécés ont disparu de la rue dans les villes*. De nouvelles maisons par centaines de mille, de grandes villes, toutes neuves, hébergent les ouvriers. Des millions d'ouvriers font du sport, de la musique. Des centaines de mille d'ouvriers manuels sont devenus des techniciens, des directeurs de fabrique, des inventeurs.

Les conquêtes formidables dans le domaine culturel sont connues des lecteurs et sont reconnues aussi de la bourgeoisie du monde entier. L'analphabétisme est complètement liquidé dans la population sédentaire : la scolarité obligatoire de 7 ans est appliquée.

NOMBRE DES ÉCOLIERS

	Ecoles élémentaires (en millions)	Ecoles secondaires (en milliers)	Ecoles supérieures
1928	11,9	725	180
1934	19,7	6 991	471

En 6 ans, le nombre des écoliers fréquentant les écoles secondaires a décuplé, celui des écoles supérieures a presque triplé.

Alors que sous le capitalisme, un ouvrier qui arrivait à faire des études universitaires était regardé avec étonnement comme un merle blanc, il y avait en 1933, 51,4 % des auditeurs des facultés qui étaient des ouvriers.

Le résultat de cet essor culturel formidable est *la liquidation définitive du monopole culturel des spécialistes d'origine bourgeoise*. L'Union soviétique a déjà ses nouveaux intellectuels issus de la classe ouvrière et travaillant de toutes leurs forces à l'édification socialiste.

Sous le capitalisme la sélection des gens ayant les plus grandes aptitudes intellectuelles se fait uniquement dans le cercle étroit des classes dominantes : le fils d'un paysan pauvre ou d'un ouvrier ordinaire – même eût-il le génie d'un Newton, d'un Hegel ou d'un Marx – trouve la voie permettant à son talent de se développer barrée par le monopole de classe de la bourgeoisie sur les moyens culturels ! Par contre, les fils des classes dominantes, même sans aucune aptitude pour l'activité intellectuelle, sont aidés dans l'obtention d'un diplôme universitaire par des professeurs privés, par la

¹ En 1934, un ouvrier sur cinq environ a passé son congé au sanatorium ou dans une maison de repos.

corruption et les protections. *En Union soviétique, la sélection de ceux qui sont appelés aux directions intellectuelles supérieures est faite dans le peuple tout entier.* A chaque ouvrier, à chaque paysan sont ouvertes non seulement les possibilités de développer ses facultés, mais chacun est soutenu dans ses efforts pour s'instruire ; on recherche tous les talents, chez les hommes et chez les femmes, chez les jeunes et les vieux, chez les Russes et les autres nations de l'Union soviétique. *Cette sélection systématique de tous les talents de la population tout entière – et non plus seulement dans le cercle étroit des classes dominantes – assure la supériorité intellectuelle future de l'Union soviétique dans tous les domaines : dans la technique, la science et l'art sur le monde capitaliste.*

L'essor de la culture s'étend à *toutes les nationalités* de l'Union soviétique. Le carcan d'ignorance dans lequel le chauvinisme grand-russien sous le tsarisme avait étouffé les peuples de Russie, en les empêchant de développer leur culture nationale, est brisé. Des dizaines de nations s'éveillent à une vie culturelle nouvelle. Dans les langues des nations autrefois opprimées on imprime des journaux, des revues, des livres, on ouvre des écoles de tous les degrés. On crée un monde culturel tout à fait nouveau¹.

Les progrès de l'Union soviétique dans tous les domaines : le fait indéniable de la supériorité du pays de la dictature du prolétariat sur le monde capitaliste ont augmenté l'influence révolutionnaire de l'Union soviétique sur le prolétariat et sur les couches exploitées de la paysannerie des pays capitalistes, ainsi que sur les peuples coloniaux opprimés. Les défenseurs du Capital ont les plus grandes difficultés à trouver des arguments à opposer au désir ardent et croissant du prolétariat de suivre l'exemple russe. Cela nous mènerait trop loin même de ne faire que citer les calomnies et les mensonges au moyen desquels la bourgeoisie essaye de lutter contre l'influence révolutionnaire de l'Union soviétique. Nous voudrions seulement caractériser brièvement ses méthodes :

Méthode du mensonge grossier et de la calomnie. – Kautsky, l'archevêque de Canterbury, etc. : en Union soviétique, il n'y a point de progrès matériels ou culturels. Le plan quinquennal est un bluff, les statistiques de l'Union soviétique sont falsifiées. Il y règne une misère générale, et des millions meurent de faim.

La négation du caractère socialiste de l'Union soviétique. – On reconnaît comme des faits les progrès matériels, mais pas les progrès sociaux. Kautsky : Ce n'est pas la dictature *du prolétariat* mais la « *dictature d'une minorité sur le prolétariat* ». Trotski : « *Dégénérescence thermidorienne.* » Pour cette sorte de « *falsification plus fine* » en vue d'égarer les ouvriers du monde capitaliste, l'exposé suivant de Dan est caractéristique² :

L'extirpation du secteur économique privé ne signifie nullement qu'on a réussi à anéantir les tendances de développement capitaliste dans l'économie soviétique. Le capitalisme en tant que système des rapports sociaux dans le processus de production est caractérisé par des indices tout à fait déterminés. Les producteurs directs cessent d'être des possesseurs de moyens de production qui s'opposent à eux au contraire sous forme de *capital* et qui les dominent ; ce ne sont pas les producteurs directs qui déterminent les tâches et les conditions

¹ L'écoulement des livres est, comparativement aux pays capitalistes, d'une grandeur fantastique. Les ouvrages de Gorki, ont été vendus, ces dernières années, à 19 millions d'exemplaires. Certains romans d'autres écrivains ont des tirages dépassant un million d'exemplaires. Les œuvres scientifiques paraissent avec des tirages atteignant jusqu'à 50 000 exemplaires. Le chiffre des tirages de tous les journaux quotidiens a passé de 8,8 millions en 1928 à 38,5 millions en 1934.

² *Der Kampf*, avril 1932.

de leur propre travail, mais les possesseurs du capital qui s'approprient une partie de leur travail en tant que plus-value et qui s'opposent à eux en tant que « classe dominante ». Si trompeuse que soit l'enveloppe de la « dictature prolétarienne », elle ne peut pourtant pas dissimuler le fait que tous ces indices d'une économie « capitaliste » sont particuliers aussi à l'économie soviétique.

Cette démagogie raffinée mérite qu'on lui consacre quelques lignes pour la dévoiler. Dan confond sciemment la catégorie technique *de la production des grandes entreprises avec la catégorie sociale du capitalisme*. Un chemin de fer, un combinat chimique ne peut être, en aucune circonstance, la propriété privée du producteur direct ; c'est seulement dans la petite production artisanale que les producteurs peuvent être possesseurs individuels de leurs instruments. En Union soviétique, les moyens de production sont la *possession collective du peuple travailleur*, et non la possession de la bourgeoisie. Les « tâches et conditions » du travail ne peuvent être tranchées dans la grande entreprise par chaque ouvrier individuellement comme c'est le cas dans l'artisanat ; sous le capitalisme, c'est la bourgeoisie qui décide ; en Union soviétique, ce sont les organismes de l'économie planifiée qui en sont chargés par toute la classe ouvrière, les chefs de l'économie soviétique ou de l'entreprise en question. Mais ces fonctions sociales que la classe ouvrière leur confie, n'en font nullement une « classe régnante », ils n'ont aucune possibilité de « s'approprier de la plus-value »¹. Leur traitement atteint tout au plus le double du gain des ouvriers qualifiés.

C'est avec les mensonges, les suspicions et les calomnies les plus diverses que la bourgeoisie, les fascistes et les social-démocrates luttent contre l'influence révolutionnaire de l'Union soviétique. Il y a eu la croisade religieuse, la campagne du dumping, l'accusation de « l'impérialisme rouge », etc., etc.

Mais la vérité, néanmoins, se fraye lentement un chemin. Des bourgeois de tous genres comme Herriot, l'Américain Cooper, des écrivains de renommée mondiale comme Bernard Shaw et André Gide et beaucoup d'autres se prononcent en faveur de la vérité. La classe ouvrière du monde capitaliste ne se laisse pas égarer par les Trotski, Kautsky, Dan, Bauer. Sa pression contraint même les chefs social-démocrates à reconnaître ouvertement les succès de l'Union soviétique. Récemment, par exemple, le social-démocrate français Ziromsky déclarait à une réunion publique de front unique à Paris²:

L'Union soviétique... représente incontestablement un élément de progrès social où se crée une nouvelle civilisation sur la base de l'amour et du travail. Une défaite de l'Union soviétique serait une catastrophe historique.

La vérité se fraye son chemin !

¹ L'ouvrier *individuel* ne reçoit pas non plus en Union soviétique le « produit intégral de son travail » : une partie va à l'accumulation socialiste, une autre partie sert à entretenir les malades, les vieillards, les invalides. Mais tout le produit de l'activité du peuple travailleur revient à lui-même ou à ses enfants ; pas un exploiteur, pas un parasite n'en a la moindre part.

² *L'Humanité* du 25 août 1934.

CHAPITRE IX

LA DEUXIEME BRECHE : LA CHINE SOVIETIQUE

Parallèlement à l'essor de l'Union soviétique, *la formation d'une nouvelle brèche dans le système de la société bourgeoise, la formation et l'affermissement de la Chine soviétique constituent l'événement social le plus important de ces dernières années.* Bien que la Chine soviétique ne soit encore reconnue par aucun pays capitaliste, bien que l'Armée rouge chinoise qui lutte héroïquement ne soit traitée par ses ennemis que de « bande de brigands », bien que les frontières de la Chine soviétique soient encore mouvantes et que les territoires soviétiques ne constituent pas un tout compact, on ne saurait surestimer l'importance de la Chine soviétique comme facteur de révolution coloniale et de politique extérieure. Aux peuples coloniaux opprimés, la lutte et le succès de la Chine soviétique montrent, de façon concrète, la voie de leur libération aux centaines de millions de paysans coloniaux, ils montrent qu'ils ne pourront jamais sous la direction de la bourgeoisie, mais seulement sous l'hégémonie du prolétariat et par la voie de la lutte armée, chasser les propriétaires terriens et les usuriers. Cette lutte leur montre la trahison de la bourgeoisie « nationale », son alliance avec les impérialistes contre le peuple travailleur, la possibilité d'un essor matériel et culturel par l'édification de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans sous la forme du système des Soviets. Elle leur montre que l'on peut sauter par-dessus le développement capitaliste. A l'exemple révolutionnaire de l'Union soviétique s'ajoute désormais l'exemple révolutionnaire de la Chine soviétique plus proche encore des pays coloniaux.

Au point de vue de la politique extérieure, l'existence de la Chine soviétique est l'obstacle principal au partage définitif de la Chine entre les impérialistes et, partant, c'est un facteur décisif dans la lutte pour le Pacifique !

L'essor de la Chine soviétique s'est produit en un très court laps de temps. Il y a six ans, au moment du VI^e Congrès, la révolution chinoise venait à peine de subir une grande défaite.

La première vague du large mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans qui se déroula dans l'essentiel, sous le mot d'ordre et dans un degré considérable sous la direction du Parti communiste, cette vague est déjà passée. Elle aboutit donc dans plusieurs centres du mouvement révolutionnaire aux défaites les plus lourdes des ouvriers et des paysans, à l'extermination d'une partie des cadres du mouvement communiste révolutionnaire et du mouvement ouvrier et paysan en général, au développement nettement exprimé des flancs extrêmes des forces sociales, à la formation des mots d'ordre politiques des classes entraînées à la lutte, à la manifestation complète de l'essence de la direction du Kuomintang et des généraux comme direction contre-révolutionnaire, à l'acquisition de la plus grande

expérience révolutionnaire par les grandes masses laborieuses, et enfin au passage de tout le mouvement révolutionnaire de masse en Chine, à sa nouvelle étape soviétique. Il est tout à fait certain qu'à la suite du regroupement de classes, il s'est produit une certaine consolidation des forces de la réaction. Non seulement la bourgeoisie a formé intégralement un bloc avec les féodaux contre-révolutionnaires et les militaristes, mais en fait elle s'est mise d'accord avec l'impérialisme étranger¹

C'était le temps où Trotski voulait enterrer la révolution chinoise et préconisait le mot d'ordre d'une « Assemblée constituante », où quelques camarades chinois dirigeants avaient perdu courage et étaient passés à l'ennemi (Tan-Pin-Chan, Tsen-Dou-Sui), où d'autres voulaient accélérer par la violence le développement révolutionnaire au moyen de putschs et de la terreur contre les ouvriers. S'opposant à cela, l'I.C. déclarait dans la résolution citée plus haut :

De nombreux symptômes indiquent que la révolution ouvrière et paysanne s'approche précisément de cet élan nouveau du mouvement de masse englobant l'ensemble du pays ².

Elle demandait le renforcement du travail de masse du Parti parmi les ouvriers et les paysans, la création de territoires soviétiques, l'unification des troupes de partisans et leur transformation en Armée rouge dirigée par des communistes.

Le C.E. de l'I.C. pense que la principale tâche du Parti dans les rayons paysans soviétiques est de faire la révolution agraire et d'organiser des unités de l'Armée rouge, de la sorte que ces unités puissent graduellement se grouper pour former l'Armée rouge de toute la Chine³.

Les six années qui se sont écoulées depuis, ont confirmé de la façon la plus complète la justesse de la ligne de l'I.C. Dans des territoires nouveaux a été édifié le pouvoir des Soviets. Dans les luttes historiques, les ouvriers et les paysans chinois organisés dans l'Armée rouge, ont défendu, sous la direction du P.C. de Chine, la Chine soviétique. Bien que l'Armée rouge ne possède pas d'arsenal⁴ et qu'elle doive conquérir ses armes presque exclusivement sur l'ennemi⁵, elle a réussi à repousser victorieusement six grandes campagnes de Tchiang-Kaï-Chek, à anéantir des armées qui lui étaient numériquement cinq fois supérieures, étaient organisées par des militaires formés à l'européenne (général Seckt, etc.) et munies par les impérialistes des armes les plus modernes.

Comment ce succès merveilleux a-t-il été possible ? L'héroïsme de l'Armée rouge chinoise est incontestable. Mais cela ne saurait suffire. *La chose décisive, c'est que l'Armée rouge est soutenue par toute la population laborieuse, jeunes et vieux, hommes et femmes, que la majorité des soldats des armées du Kuomintang ne veulent pas combattre l'Armée rouge, et qu'ils utilisent la première occasion venue pour déposer les armes et passer de l'autre côté. La supériorité du système soviétique*

¹ Résolutions adoptées à la IX^e Session plénière du C.E. de l'I.C. (février 1928), pp. 47-48. Bureau d'Éditions, Paris 1928

² *Idem.* pp. 48-49.

³ *Idem.* p. 52

⁴ C'est dans la région soviétique de Sé-Tchouan seulement qu'il y a deux arsenaux, dans la région centrale il n'y a que des ateliers de fabrication et de réparation d'armes.

⁵ Selon les estimations de Wellington Koo : *Memorandum presented to the Lytton Commission*, New York, 1933, tome II, page 764, 25 % des armes ont été achetées dans les régions soviétiques et le reste provient, sous une forme ou sous une autre, de l'ennemi...

sur le régime réactionnaire du Kuomintang, la haine mortelle des ouvriers et des paysans incorporés dans les armées du Kuomintang contre leurs oppresseurs, sont la base principale des victoires de l'Armée rouge.

Pour la République soviétique chinoise se vérifie ce que Lénine disait au sujet de l'Union soviétique au III^e Congrès de l'I.C.¹ :

C'est seulement grâce au fait... du développement de la révolution dans le monde entier que la bourgeoisie internationale, pourtant cent fois plus forte que nous au point de vue économique et militaire, n'est pas capable de nous égorger.

C'est seulement si nous comparons la situation de la population laborieuse dans la Chine du Kuomintang et dans la Chine soviétique que nous pouvons comprendre le succès de l'Armée rouge ².

La situation des masses laborieuses a rapidement empiré sur toute la ligne durant les six dernières années après la victoire de la contre-révolution en Chine. Le régime du Kuomintang s'est avéré incapable de résoudre aucun des problèmes de la révolution bourgeoise en Chine. *L'émiettement du pays* a subsisté ; le pouvoir du gouvernement de Nankin ne s'étend que sur les provinces autour de Changhai et de Nankin ; dans la Chine méridionale règne un gouvernement ennemi ; le contre-gouvernement du Foukien n'a pu être défait qu'avec beaucoup de difficultés ; dans le Nord règne une clique achetée par le Japon, dans le Sé-Tchouen, les généraux les plus différents, etc.

Le régime du Kuomintang n'a pu libérer le pays du joug des impérialistes, il a, au contraire, capitulé complètement devant les impérialistes afin d'obtenir leur concours dans la lutte contre la Chine soviétique. Les impérialistes japonais se sont emparés de la Mandchourie, avancent vers la Mongolie et sont les maîtres de la Chine septentrionale, ils en préparent le détachement par la création d'un nouveau gouvernement de marionnettes. Tchiang- Kai-Chek a depuis longtemps capitulé devant les Japonais, il a trahi la lutte de la XIX^e Armée et du prolétariat de Changhai contre les Japonais, il a reconnu le Mandchoukouo, il se retire sans combattre devant l'invasion japonaise. L'Angleterre et la France avancent au Sud-Ouest.

Le régime du Kuomintang n'a pas réglé la question agraire. Au contraire, la situation a empiré. Le système d'irrigation tombe en ruine, les fleuves inondent chaque année le pays. La famine est devenue un phénomène constant. La dégradation de l'agriculture est manifeste, elle n'est plus en état de nourrir la population ; l'importation de vivres pour les villes prend des proportions de plus en plus grandes. Malgré la famine chronique, la grande masse des paysans travailleurs par suite du pillage général par les propriétaires fonciers, les usuriers, l'Etat et les militaristes, n'est plus à même de continuer la simple reproduction ! Le prix des terres a diminué de moitié dans de nombreuses contrées.

Nous citerons quelques chiffres empruntés à des sources bourgeoises.

Le fardeau de la rente foncière. Dans la province de Hou-pé, le *fermage* s'élevait autrefois à 20 % de la récolte ; en 1928, déjà à 40 %, actuellement 50 %. Dans le Kiang-Si, le fermier est obligé de céder aux propriétaires terriens 11 piculs de sa récolte de riz sur 17. (Rapport de la commission

1 Compte rendu du III^e congrès, page 748.

2 Pour ce qui suit, nous utilisons surtout les travaux préliminaires faits par notre Institut chinois, et en particulier par Kara-Mursa, Grinevits et Potopalov, ainsi que la collection *documentaire* très précieuse *Les Soviét en Chine*. (Coopérative d'édition des travailleurs étrangers en U.R.S.S., Moscou 1934.)

Rajchman envoyée par la Société des Nations.) Les propriétaires terriens qui tiennent en main l'administration provinciale, font jeter en prison les fermiers qui ne peuvent pas payer leur fermage. « Dans la prison régionale de Chansa (Kiang-Si), il y a eu, en mai 1933, 380 fermiers arrêtés. » Afin que les paysans ne prennent pas envie de réclamer beaucoup de pain dans les prisons « il faut qu'ils payent pour tout : pour l'eau, le pain, même pour l'utilisation des water-closets ».

Le fardeau de l'usure : Il faut que le paysan paie pour les sommes empruntées, *par mois*, au moins 12 %, en moyenne de 24 à 36 %, dans certains cas (Kouang-toung) 100 % (*China Weekly Review*, 23 décembre 1933). Le gouvernement de Nankin a sanctionné officiellement cette usure en édictant au début de 1933 un décret où l'on pouvait lire :

Etant donné que le pourcentage de l'usure s'est élevé par mois, ces derniers temps, jusqu'à 20 et 30 %, il est interdit de prendre plus de 10 % d'intérêt par mois. (*Chuan-bao*, 17 janvier 1933.)

Il est bien évident que désormais personne ne prête au-dessous de 120% par an. Les usuriers exproprient les paysans de leur sol ; dans la conclusion des emprunts on fait souvent un contrat d'achat d'après lequel la terre passe en possession de l'usurier si la dette n'est pas payée à l'échéance.

La charge des impôts. Les impôts à la charge des paysans ont été élevés à plusieurs reprises depuis 1928 ; non seulement l'impôt foncier, mais encore davantage les divers impôts auxiliaires. Si le paysan chinois veut vendre quelque chose au marché, il lui faut payer encore des taxes dès l'entrée dans la ville, etc. Dans certains cas, la charge fiscale dépasse la valeur de la récolte de riz tout entière.

Le pillage par les militaristes. Le pillage sans limite par les militaristes agit comme la pire dévastation sur la situation de la paysannerie. La préparation de chaque guerre entre les différents généraux ou contre la Chine soviétique, commence par un raid de brigandage contre les paysans. Quelques exemples : En 1929 on a arraché dans 9 districts du nord du Honan et du sud du Houpe, 1 956 690 dollars d'impôts de guerre, c'est-à-dire plus du quadruple des impôts « normaux ». Au printemps de 1928, dans le nord du Chan-Si, 29 631 970 dollars d'impôts de guerre, soit 226 fois les impôts normaux (*Weekly Statistical Service*, 27 mars 1933). Dans de nombreuses régions, les militaristes ont arraché aux paysans leurs impôts *pour des dizaines d'années à l'avance*.

L'exploitation des paysans s'aggrave au centuple. Les commerçants de districts tout entiers fixent – avec l'aide de l'administration corrompue – des prix d'achat très bas pour les cocons, le tabac, le coton, le riz, etc. Les chefs de l'administration, avec une suite très nombreuse, font des « visites » dans les districts, la paysannerie doit les nourrir, les approvisionner en toutes choses, etc. Toutes les formes de l'exploitation féodale *et* capitaliste broient les malheureux paysans de la Chine du Kuomintang. Ils sont souvent contraints de vendre leurs enfants, d'abandonner leur village et de devenir des bandits.

La situation de la paysannerie chinoise est résumée dans un article du *North China Herald* du 24 janvier 1934 comme suit :

Les paysans chinois appellent à l'aide, mais leurs faibles voix sont complètement étouffées par le bruit assourdissant des luttes de fractions et de la guerre civile. Les résultats de leur peine annuelle affluent dans les trésoreries du gouvernement et des généraux, mais leurs souffrances n'en sont pas allégées, au contraire. Désespérés, ils abandonnent leurs fermes et deviennent des bandits communistes. Cela ne fait qu'aggraver la situation et fournir aux militaristes de nouvelles excuses à leurs aventures guerrières...

Les chiffres donnés par la Commission internationale de secours contre la famine montrent que le revenu annuel pour 76,6 % des paysans est au-dessous de 200 dollars, alors que leurs dépenses moyennes s'élèvent à 228,32 dollars. Cela veut dire que 23,4 % d'entre eux seulement sont à même de vivre sans s'endetter : et cela seulement dans une année normale...

Si le revenu des paysans est tombé à un niveau si bas, la cause en est aux fermages élevés, aux bas salaires, aux impôts exorbitants, aux intérêts usuraires pour des crédits et à une exploitation honteuse de la part des commerçants de grains.

L'agriculture de la Chine fait banqueroute. Des millions de paysans sont morts, des millions sont dépouillés de leurs abris, de leurs terres et de leurs moyens de subsistance. Des millions luttent entre la vie et la mort. Même les plus heureux souffrent effroyablement sous le poids de leurs charges qui s'accroissent continuellement.

Traqué de tous côtés, le paysan semble être obligé de choisir entre deux entreprises désespérées : ou abandonner sa ferme ou entrer dans les rangs des bandits ou des communistes. Partout se produit un exode secret, mais constant, des villages. Partout, des paysans honnêtes et paisibles deviennent des « méchants », des « rouges ».

Dans ces circonstances, il est naturel que les sociétés secrètes parmi les paysans, les « Lances rouges », les « Grands Couteaux », le « Drapeau noir », etc., etc., augmentent continuellement, que les révoltes paysannes ne cessent jamais, que la guerre civile en Chine soit un phénomène chronique, que chaque propriétaire foncier soit obligé de transformer sa propriété en une forteresse armée ! Tout cela explique pourquoi les armées du Kuomintang qui sont recrutées en majorité dans la paysannerie, sont impuissantes dans la lutte contre l'Armée rouge.

Par contre, la situation de la paysannerie dans les régions soviétiques s'est améliorée rapidement, grâce à la solution révolutionnaire de la question agraire. Les moments les plus importants de la révolution agraire sont les suivants :

1. Les terres des propriétaires fonciers (*gentry*), des fonctionnaires et des couvents ont été confisquées sans indemnité et distribuées aux paysans pauvres et moyens, aux ouvriers agricoles, aux soldats rouges et aux ouvriers de la campagne. On a pris aux koulaks l'excédent de terres qu'ils avaient jusqu'ici affermées.

2. Les moyens de production des propriétaires fonciers, leur bétail, le bétail en excédent des koulaks, ont été distribués et répartis entre les paysans pauvres et moyens. Les Soviétiques fixent publiquement les prix auxquels les koulaks sont dans l'obligation d'affermier leur bétail aux paysans pauvres pour assurer la culture du sol.

3. L'usurier a été liquidé. Tous les contrats usuraires ont été annulés, ainsi que toutes les dettes des paysans. Les objets donnés en gage ont été restitués à leurs possesseurs. Les intérêts des nouveaux prêts ont été ramenés à 1 % par mois.

4. Tous les fleuves et les étangs qui ont une importance pour l'irrigation (ainsi que les forêts et les pâturages) ont été nationalisés.

5. Tous les anciens impôts et taxes militaires ont été annulés et on les a remplacés par un impôt unique et progressif sur le revenu. Les paysans pauvres possédant des terres de 3 à 5 *mous* ont été complètement libérés des impôts. Le reste de la paysannerie paye de 5 à 20 % de la récolte en tant qu'impôt (en outre on prélève encore différentes taxes insignifiantes pour des buts culturels, pour

l'achat d'avions, pour l'Armée rouge).

Grâce à la révolution agraire le paysan moyen est devenu la figure centrale de la campagne en Chine soviétique. La situation de toute la paysannerie, en particulier des paysans pauvres, des ouvriers agricoles, s'est améliorée et constitue pour la paysannerie, dans la Chine du Kuomintang, un idéal irréalisable.

Il est compréhensible que les paysans qui luttent dans l'Armée rouge chinoise mettent tout en œuvre pour défendre leurs nouvelles terres, leur nouvelle vie, contre les armées des propriétaires fonciers de Tchiang-Kaï-Chek.

Sous l'influence de la réforme agraire, la superficie cultivée des régions soviétiques s'est élargie, le rendement de la récolte s'est élevé, les forces productives de l'agriculture se sont développées. Les Soviétiques s'occupent de l'amélioration des semences, du fumage régulier des champs, etc. Alors que des millions de paysans crèvent de faim dans la Chine du Kuomintang, il y a dans la Chine soviétique des vivres à profusion¹.

La bourgeoisie chinoise a utilisé la victoire de la contre-révolution, de concert avec la bourgeoisie impérialiste, pour exécuter une agression d'une violence inouïe sur la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires ont été dissous ; le Parti communiste jeté dans l'illégalité, de nombreux camarades courageux ont été assassinés. La classe ouvrière chinoise s'est défendue héroïquement dans des grèves longues et tenaces et dans des rencontres sans nombre. Mais soutenus par les impérialistes, ainsi que par l'afflux sur le marché du travail de millions de paysans chassés de leur foyer et d'artisans ruinés par la concurrence des produits des fabriques indigènes et étrangères, la bourgeoisie chinoise n'en a pas moins réussi à aggraver considérablement les conditions de travail.

Par contre, les conditions de vie des ouvriers industriels en Chine soviétique – il n'y a pas de grandes entreprises industrielles sur ce territoire – *se sont foncièrement améliorées*. Le salaire a été fortement élevé, du double et du triple. Le temps de travail a été ramené de 10 à 17 heures par jour à 8 et 10 heures. Le système, courant en Chine, des racleurs d'ouvriers qui concluent le contrat de travail avec l'ouvrier et s'approprient une partie de son salaire, a été interdit, et le placement d'ouvriers est devenu le monopole des Soviétiques. On a organisé des assurances sociales obligatoires. Les ouvriers sont groupés presque intégralement dans les syndicats qui veillent sur le respect des conditions de travail ; le travail de la femme a été mis sur le même pied que celui de l'homme, à production égale, etc.

Malgré le nombre relativement minime des ouvriers industriels sur le territoire de la Chine soviétique *l'hégémonie du prolétariat y est parfaitement assurée* ! Ce sont des ouvriers d'industrie - en partie venant de la Chine du Kuomintang - qui sont à la tête des organisations du Parti, de l'Armée rouge et de l'appareil soviétique. Le P.C. de Chine résout avec un succès croissant la tâche compliquée d'assurer comme parti gouvernemental la direction des territoires soviétiques en même temps que de mener, en tant que parti illégal, poursuivi, le mouvement révolutionnaire dans la Chine du Kuomintang.

La révolution culturelle qui se poursuit en Chine soviétique a une importance toute spéciale. Dans 2 932 villages du seul rayon soviétique central, il y a 3 052 écoles pour enfants et 32 388 écoles

¹ C'est facile à comprendre : tous les vivres qui, sous la forme naturelle des impôts, du fermage, des intérêts, etc., revenaient aux classes parasitaires et étaient en partie consommés dans le pays même, en partie vendus dans les villes ; tout reste maintenant à la population travaillante de la Chine soviétique.

pour la liquidation de l'analphabétisme des adultes. Dans les maisons des propriétaires fonciers expropriés, dans les chambres vides, on a installé des écoles primaires. Dans certaines contrées, 92 % des enfants vont à l'école contre 20 % dans la Chine du Kuomintang ! L'école est largement politisée ; il y a des organisations de pionniers et de jeunes. Aux adultes, on enseigne la connaissance des caractères des vocables les plus nécessaires : pour les nouveaux vocables politiques, on se sert de nouveaux signes très simples. L'enseignement a lieu l'après-midi et le soir. On a fondé dans le rayon central quelques écoles techniques et la première université. A la fin de 1933, le gouvernement soviétique a lancé un appel à tous les professeurs de la Chine du Kuomintang pour soutenir l'essor culturel de la Chine soviétique. Les clubs, les bibliothèques, les cercles dramatiques et sportifs sont en plein essor. Il y a 34 journaux qui paraissent parmi lesquels le *Journal officiel* tire à 50 000 exemplaires et le *Journal de la jeunesse* à 28 000. On imprime des brochures et des livres scolaires.

Les femmes participent avec un zèle remarquable à la révolution culturelle. Les femmes constituent la majorité des adultes aux cours du soir. Cet essor culturel forme un contraste des plus saisissants avec l'abaissement culturel des masses de la Chine du Kuomintang.

La réaction chinoise ne peut rien opposer que la calomnie et la violence aux conquêtes de la Chine soviétique dans le domaine de l'amélioration matérielle et culturelle des travailleurs¹. Ces calomnies n'ont pas servi à grand-chose ; les paysans et les ouvriers chinois savent très bien que la situation des travailleurs est meilleure dans le territoire soviétique. Et c'est cela aussi qui fait échouer toutes les tentatives d'anéantissement de la Chine soviétique par la violence.

Un émigré russe blanc, G. Sokolski, écrit dans une revue américaine *Asia* (décembre 1932) :

Chaque printemps, le gouvernement de Nankin fait appel aux banquiers de Changhai pour prêter des centaines de millions de dollars afin de libérer la nation du communisme. Chaque été, on gaspille des centaines de millions de dollars et on détruit des dizaines de milliers de vies humaines pour extirper le communisme. Puis viennent les pluies d'automne, les canaux débordent, les fleuves deviennent infranchissables, les chemins sont des étangs boueux... et la campagne anticommuniste est passée.

Tchiang-Kaï-Chek a dirigé contre les rouges sa vaste campagne anticommuniste. Par cinq fois, les meilleures unités de la nation, des armées entraînées par des Allemands, des mieux équipées, comptant parfois jusqu'à 500 000 hommes, ont été engagées contre l'Armée rouge. Chaque campagne a été un fiasco. Le dernier été s'est terminé par un nouvel échec.

Il est pratiquement impossible d'écraser les communistes au moyen de forces militaires, car où l'Armée rouge finit-elle et où commence la population laborieuse dans ces provinces méridionales ? Les troupes nationales ne trouvent que des paysans affamés, presque écrasés par les impôts élevés qui sont prélevés à l'avance et par les intérêts usuraires des prêteurs d'argent et des landlords.

L'armée de Tchiang va de l'avant, les paysans forment des corps de troupes armées à son arrière, ses gens se rendent : les communistes ont ainsi des armes et des munitions. Ils tuent

¹ Tous les essais de manœuvres et phrases de « gauche », la fondation du Parti de la « réorganisation » n'ont servi à rien. Actuellement, le Kuomintang a de plus en plus recours à une idéologie réactionnaire, religieuse, fasciste. La propagande de la « Vie nouvelle », par Tchiang-Kaï-Chek, aboutit à la restauration de l'idéologie féodale de la soumission passive à son sort.

le général commandant les troupes de Tchiang et s'emparent de son trésor en dollars argent.

Et c'est toujours et partout la même chose. La propagande communiste désagrège les armées de Tchiang-Kaï-Chek parce que, ainsi que le dit Sokolski, « troupes et officiers sont des paysans et des fils de paysans ». Grâce aux transfuges, grâce au passage *volontaire* à l'Armée rouge (ce sont les parents eux-mêmes qui amènent leurs fils à l'armée¹), celle-ci devient de plus en plus forte et sa capacité de défense de plus en plus grande². Si elle est assez mal équipée en armes, toute la population lui vient en aide partout où elle arrive en lui communiquant les nouvelles, en trompant l'adversaire par de faux renseignements, en procédant à des attaques nocturnes dans le dos des adversaires, en mettant à sa disposition des vivres, etc. *L'Armée rouge et la Chine soviétique ont 300 millions d'adhérents ouvriers et paysans en Chine sur le territoire de l'adversaire ; c'est pourquoi elles sont invincibles.* Tchiang-Kaï-Chek ne peut s'appuyer que sur le cercle étroit des féodaux et de la grande bourgeoisie et des gros paysans, ainsi que sur l'aide des impérialistes étrangers³.

Mais cette aide le fait encore plus haïr du peuple. Les masses révolutionnaires voient clairement que le gouvernement du Kuomintang est un instrument des impérialistes, un gouvernement de terreur et de guerre civile continuelle contre les masses travailleuses. Tchiang-Kaï-Chek peut bien arriver à battre quelques détachements de l'Armée rouge ou soumettre à nouveau quelques territoires à la domination des propriétaires fonciers, de nouveaux territoires soviétiques se forment dans d'autres parties de la Chine, de nouvelles Armées rouges se constituent : *il ne saura empêcher la victoire finale de la révolution en Chine !*

¹ Dans la Chine avec son idéologie pacifiste traditionnelle le métier de soldat est considéré comme une occupation très inférieure.

² Chiffres approximatifs de l'armée (en milliers) :

1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
10	22	62	154	170	200	350

(Article de TCHAN-CH1, dans *L'Internationale communiste*, n° 7-8, 1934.)

³ Chaque fois que l'Armée rouge menace ou conquiert une ville au bord de la mer ou sur les rives du Yang-Tsé, la flotte réunie des impérialistes apparaît et décide de la lutte en faveur de la réaction. « Le pouvoir des communistes à Tchong-Cha n'a duré qu'une semaine. Attaqués par les canonnières américaines, anglaises, japonaises et italiennes, ils ont évacué la ville », écrit le journal américain *Foreign Policy Reports*, dans son numéro du 26 avril 1933, et qui reproduit avec satisfaction les remerciements de la *China Weekly Reviews*, qui écrivait, le 30 septembre : « Les canonnières étrangères ont rendu, dans ce cas, un grand service au gouvernement chinois en aidant à chasser les communistes de Tchong-Cha. Aussi n'y eut-il point cette fois de grands cris contre l'activité des canonnières étrangères de la part des autorités gouvernementales chinoises. »

CHAPITRE X

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE

DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE

L'existence de nombreuses contradictions *internes en Europe sur la base d'une instabilité générale des rapports* provoque un regroupement permanent des puissances. Cependant à travers toute la bigarrure de ces groupements changeants une tendance fondamentale se précise, celle de la lutte contre l'Union soviétique¹.

Cette instabilité des relations en politique extérieure qu'avait constatée le VI^e congrès pour *l'Europe* s'est élargie, dans les années qui suivirent, *au monde entier*. La crise a anéanti les bases de stabilisation en politique extérieure et aggravé les antagonismes *entre tous les Etats*. Le mot de Lénine écrit en 1915 : « Les anciens Etats nationaux sont devenus trop étroits pour le capitalisme », a aujourd'hui plus de valeur que jamais. Dans la lutte pour les marchés tous les Etats se heurtent continuellement les uns aux autres. Les antagonismes se contrecarrent de façon multiple. Tous les Etats bourgeois manœuvrent sans interruption de tous les côtés. Tous les Etats bourgeois s'arment fébrilement pour la nouvelle guerre dans l'espoir de pouvoir régler par la violence, aux dépens de leurs concurrents, la question des marchés en leur faveur. Mais c'est précisément la multiplicité des antagonismes qui a empêché jusqu'à maintenant la cristallisation de blocs de guerre cohérents des grandes puissances tels qu'ils avaient existé avant la Première Guerre mondiale. C'est la raison, s'ajoutant à la crainte de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, aggravée par la maturation de la crise révolutionnaire, à la crainte de la force défensive de l'Union soviétique, à la crainte d'entrer en guerre sans être prêts militairement par suite du développement rapide de la technique militaire – qui fait que le déclenchement du deuxième cycle de guerres mondiales traîne en longueur ; que les guerres ayant eu lieu ces derniers temps ou encore en cours (agression de la Chine par le Japon, entre le Paraguay et la Bolivie, guerre entre le Pérou et la Colombie, entre l'Arabie et le Yémen, entre le Tibet et la Chine), n'ont pas encore fait éclater la guerre mondiale. Mais étant donné l'aggravation universelle des antagonismes et la course aux armements, la guerre mondiale – malgré ces facteurs de retardement – peut exploser à chaque instant.

De même qu'en 1914, réapparaissent au premier plan les partis de l'impérialisme belliciste, partis de la guerre et de la revanche. Les choses s'orientent manifestement vers une nouvelle guerre².

La multitude des événements et des regroupements survenus en politique extérieure entre les VI^e et VII^e congrès et la complication extraordinaire de la situation actuelle ne permettent pas d'en donner dans un espace aussi limité une analyse approfondie et complète, notre exposé sera donc

¹ *Thèses et résolutions du VI^e congrès de l'I.C.*, pp. 19-20. Bureau d'Éditions, Paris, 1928.

² J. STALINE : *Deux Mondes*, p.11.

nécessairement fragmentaire et schématique.

L'aggravation de la lutte entre les deux systèmes et les succès de la politique de paix de l'Union soviétique.

En 1925, le camarade Staline résumait la situation internationale ainsi qu'il suit :

Nous avons donc deux stabilisations : une stabilisation passagère du capitalisme et la stabilisation du système soviétique. Un certain équilibre entre ces deux stabilisations - telle est la caractéristique de la situation actuelle. (Les résultats de la XIV^e conférence nationale du P.C.R.)

Dans la période de la stabilisation relative se produisit une certaine atténuation des formes de la lutte entre les deux systèmes. La bourgeoisie interpréta la Nep comme le commencement du retour au capitalisme. Elle fut renforcée dans cette illusion par le bavardage contre-révolutionnaire de l'opposition trotskiste sur la « dégénérescence » du pouvoir soviétique. Dans cette période de « pacifisme démocratique » eut lieu la reconnaissance *de jure* de l'Union soviétique par l'Angleterre (premier gouvernement Mac Donald), par la France (Herriot) et l'Italie.

Mais déjà au moment du VI^e congrès, la situation s'était grandement modifiée. L'épisode « pacifiste démocratique » s'était terminé sans gloire. Les illusions que la Nep signifie un retour au capitalisme, s'étaient évanouies. A la période de la « coopération pacifique des deux systèmes » succéda une période de provocations brutales sous la direction de l'Angleterre : agression sur l'Arcos, lettre Zinoviev, rupture des relations diplomatiques avec l'Angleterre, rappel de Rakovski de Paris, assassinat de Voïkov à Varsovie, agression contre l'ambassade de l'Union soviétique à Pékin, etc. Parallèlement eurent lieu les efforts pour impliquer l'Allemagne dans le front antisoviétique, efforts qui trouvèrent un grand écho dans une partie de la bourgeoisie allemande. L'« orientation occidentale » commença à l'emporter sur ce qu'on appelait l'« orientation orientale ». Les thèses du VI^e congrès s'expriment ainsi à ce sujet :

La croissance du capital monopoliste en Allemagne provoque d'une part la désagrégation croissante du Traité de Versailles, d'autre part une « orientation de l'Allemagne » qui se précise toujours plus dans le sens « occidental », c'est-à-dire impérialiste et antisoviétique. Si dans les temps de son humiliation économique, politique et nationale l'Allemagne chercha un accord avec l'Etat prolétarien, unique Etat dressé contre l'asservissement impérialiste de l'Allemagne, les tendances croissantes du néo- impérialisme allemand poussent toujours plus la bourgeoisie allemande à une position antisoviétique¹.

Après une certaine atténuation passagère de la tension entre le monde capitaliste et l'Union soviétique dans la phase de prospérité, la crise amena une nouvelle aggravation.

C'est pourquoi chaque fois que les conditions du capitalisme commencent à s'aggraver, la bourgeoisie tourne les yeux vers l'U.R.S.S. et se demande s'il n'est pas possible de résoudre quelques-unes de ces contradictions ou de les résoudre toutes aux dépens de l'U.R.S.S., pays

¹ *Thèses et résolutions du VI^e congrès de l'I.C.*, p. 19.

des Soviets, citadelle de la révolution dont la seule existence révolutionnaire, la classe ouvrière et les colonies ; pays qui gêne la préparation de la nouvelle guerre, empêche le nouveau partage du monde, empêche les capitalistes d'exploiter le vaste marché intérieur qui leur serait nécessaire maintenant, surtout en relation avec la crise économique.

D'où la tendance aux aventures militaires contre l'U.R.S.S. et à l'intervention en U.R.S.S., tendance que le développement de la crise économique doit renforcer¹.

Le danger d'une nouvelle guerre d'agression contre-révolutionnaire contre l'Union soviétique menace de façon ininterrompue depuis le déclenchement de la crise mondiale.

Qu'est-ce qui a empêché jusqu'à maintenant cette agression ? Nous pouvons distinguer les facteurs les plus importants suivants :

1. *L'accroissement rapide de la force défensive de l'Union soviétique.* Sa base est formée par la croissance des forces économiques de l'Union soviétique qui a lieu à un rythme encore inconnu jusqu'alors au cours de l'exécution victorieuse du premier plan quinquennal et des premières années du second ; par l'édification de l'industrie lourde et de l'industrie mécanique qui ont permis à l'Union soviétique de munir l'Armée rouge par ses propres forces, de façon indépendante du monde capitaliste, d'un équipement qui peut rivaliser avec celui des armées capitalistes ; par la liquidation des koulaks en tant que classe sur la base de la collectivisation et l'apparition toujours plus puissante du nouveau type de paysan kolkhozien lié de la façon la plus étroite avec la classe ouvrière en tant que figure centrale à la campagne, ce qui augmente encore la supériorité sociale de l'Armée rouge sur les armées bourgeoises au sein desquelles l'aggravation des antagonismes de classe agit déjà en temps de paix comme élément de désagrégation² ; par le remplacement exécuté de façon conséquente des anciens spécialistes militaires bourgeois par des membres du Parti ou par de nouveaux cadres militaires dirigeants issus en grande majorité de la classe ouvrière et dévoués à l'Union soviétique jusqu'à la mort.

Ce renforcement rapide de la force défensive de l'Union soviétique et la désagrégation croissante des armées bourgeoises rendent, du point de vue purement militaire, chaque agression contre l'Union soviétique extrêmement dangereuse : c'est la raison principale qui fait, par exemple, que les fauteurs de guerre japonais retardent depuis trois ans l'agression de l'Union soviétique pour mieux la préparer.

2. *La politique conséquente de paix de l'Union soviétique.* Ce renforcement de la force défensive de l'Union soviétique donne encore plus de poids et d'efficacité à sa politique conséquente de paix, car elle ne saurait passer pour l'indice de sa faiblesse militaire. L'Union soviétique se saisit de chaque occasion pour fournir des preuves de sa volonté de paix : elle soutient dans tous les pays chaque courant, quelque faible qu'il soit, qui agit dans le sens du maintien de la paix. Le gouvernement de l'Union soviétique s'est associé au pacte Kellogg, il a été seul à lutter à la Conférence du désarmement (sans succès il est vrai) pour un véritable désarmement ; il envisage même l'éventualité de l'entrée dans la Société des Nations depuis que la tendance à éviter pour l'instant la guerre paraît y avoir pris le

¹ J. STALINE : *Deux bilans*, p.14, Bureau d'Édition, Paris, 1930.

² Les mutineries dans les flottes anglaise, hollandaise, chilienne, dans l'armée japonaise devant Changhai, le passage en masse des troupes du Kuomintang à l'Armée rouge chinoise, à chaque rencontre, le passage des troupes du Mandchoukouo aux partisans rouges, etc., montrent ce processus de désagrégation.

dessus du fait de la sortie du Japon et de l'Allemagne qui sont les puissances momentanément les plus dangereuses pour le maintien de la paix.¹

Le résultat de cette politique conséquente de paix est un renforcement formidable de la position internationale de l'Union soviétique. Aujourd'hui, l'Union soviétique est le centre de polarisation de tous les petits pays qui n'ont rien à gagner à une guerre, pour tous les pays que menace le danger d'être ravalés dans la prochaine guerre mondiale au rang de colonie d'une des puissances impérialistes mondiales, pour tous les pays qui sont dans le moment présent pour la paix. La manifestation extérieure du succès de la politique de paix de l'Union soviétique est la création de tout un système de pactes de non-agression. Dans l'appréciation de ce succès il faut éviter deux erreurs opposées. On n'a pas le droit de surestimer l'importance des pactes et traités. La bourgeoisie des pays capitalistes n'hésiterait nullement à un moment qui lui serait favorable, à rompre ces traités. La Triplice avant la guerre n'avait pas été conclue avec des ennemis sociaux de la bourgeoisie, mais au contraire entre des pays capitalistes ayant la même base sociale, et elle avait été contresignée par leurs rois. Cela n'a pas empêché, comme on sait, l'Italie d'entrer en guerre contre ses alliés.

D'autre part, il serait tout à fait erroné, partant de cela, de *sous-estimer* la valeur des pactes de non-agression. Ils constituent un obstacle important à la préparation idéologique de la guerre contre l'Union soviétique. Lorsque la bourgeoisie des pays voisins conclut des pactes de non-agression avec l'Union soviétique et déclare solennellement vouloir travailler de concert avec l'Union soviétique au maintien de la paix, elle ne peut pas aussitôt commencer une guerre contre l'Union soviétique. Elle a besoin d'un certain temps pour préparer l'opinion publique au changement de sa politique, à la guerre contre l'Union soviétique. Et bien que ce changement de position, étant donné le monopole que possède la bourgeoisie sur la presse légale, ne demanderait pas longtemps, les pactes permettent en tout cas de gagner un certain temps. Ils renforcent en même temps dans chaque pays les courants et les forces qui agissent pour le maintien de la paix.

La politique conséquente de paix permet plus difficilement aux ennemis de l'Union soviétique d'exciter les peuples contre elle avec la légende mensongère de l'« impérialisme rouge ». Le refus du Japon de signer le pacte de non-agression proposé à plusieurs reprises par l'Union soviétique indique aux yeux des travailleurs du monde entier qui est pour la guerre et qui est pour la paix.

3. *L'effet des antagonismes impérialistes.* La crise économique a amené une forte aggravation des antagonismes impérialistes (voir à ce sujet le paragraphe suivant) qui a donné – tout au moins pour l'instant – une tournure plus amicale aux relations de quelques Etats impérialistes avec l'Union soviétique. Dans ces derniers temps l'agression du Japon contre la Mandchourie a eu pour conséquence la reconnaissance de l'Union soviétique par les Etats-Unis et un certain rapprochement avec ce pays. L'établissement du régime hitlérien a provoqué en France un brusque tournant en ce qui concerne l'Union soviétique. Les hommes politiques qui, il y a encore quatre ans, réclamaient pour la France la direction du front antisoviétique, sont passés à l'arrière-plan et une politique plus amicale à l'égard de l'Union soviétique a pris le dessus. Pour la même raison on voit poindre, semble-t-il, en Angleterre, un état d'esprit plus pacifique à l'égard de l'Union soviétique dans une partie de la bourgeoisie.

4. *L'aggravation des antagonismes de classe.* Un des facteurs les plus importants empêchant la guerre contre-révolutionnaire contre l'Union soviétique, est l'aggravation des antagonismes de classe

¹ Ceci a été écrit avant l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N.

dans tous les pays capitalistes et la maturation de la crise révolutionnaire dans quelques pays qui forment actuellement la première ligne du front antisoviétique : l'Allemagne, le Japon. Une guerre contre l'Union soviétique rendrait aigu le danger d'un renversement du pouvoir des classes dominantes. Staline disait déjà il y a 9 ans :

Notre pays n'est plus seul : il a des alliés tels que les ouvriers de l'Occident et les peuples opprimés de l'Orient. Une guerre contre l'Union soviétique signifierait une guerre des impérialistes contre leurs propres ouvriers et leurs colonies. (*Résultats de la XIV^e conférence nationale du P.C.R.*)

La forte élévation de la capacité défensive de l'Union soviétique et sa politique conséquente de paix : l'aggravation des antagonismes impérialistes et sociaux dans le monde capitaliste, telles sont les raisons principales qui ont empêché jusqu'ici l'agression de l'Union soviétique.

La liquidation des fondements de la stabilisation en politique extérieure.

Le processus d'ébranlement de la stabilisation temporaire déjà en cours au moment du VI^e congrès, fut mené à son terme par la crise également dans le domaine de la politique extérieure.

Voici, selon Staline, comment la stabilisation du capitalisme a trouvé son expression concrète¹ :

Premièrement, dans le fait que l'Amérique, l'Angleterre et la France réussirent à s'entendre momentanément sur les méthodes et sur l'ampleur du pillage de l'Allemagne.

Deuxièmement, dans le fait que les capitalismes anglais, américain, japonais réussirent à s'entendre momentanément sur leurs sphères d'influence en Chine et sur les méthodes de pillage de ce pays...

Troisièmement, dans le fait que les groupes impérialistes des pays avancés réussirent à s'entendre momentanément pour ne pas s'empêcher mutuellement de piller et d'opprimer leurs « propres colonies ».

Le développement inégal, comme Staline l'a prédit dans le même passage, a rapidement ébranlé la stabilisation temporaire. La crise y a mis fin. « Le monde est au seuil d'un second cycle de révolutions et de guerres. » Seul l'enchevêtrement universel des antagonismes impérialistes, la complication extraordinaire et les changements rapides dans la situation de la politique extérieure qui se complique encore par suite de l'importance internationale accrue de l'Union soviétique, la crainte de la force conjuguée de l'Union soviétique et des ouvriers luttant pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ainsi que des peuples coloniaux luttant pour leur indépendance, ont empêché jusqu'à maintenant les « petites guerres » en cours de s'élargir en une guerre mondiale.

1. La désagrégation du système de Versailles approche de sa fin.

Des trois piliers principaux : réparations, désarmement et stipulations territoriales, ce dernier

¹ J. STALINE : *Les résultats de la XIV^e Conférence du P.C.R.*

est le seul qui reste en vigueur, et encore sa modification est-elle aussi à l'ordre du jour. Bien que les puissances victorieuses eussent fixé déjà en 1929 « définitivement à 59 années » (!), les charges des réparations de l'Allemagne dans le plan Young, Hoover s'est hâté, sous les coups de la crise économique, de déclarer dès 1931 un moratoire pour les réparations et les dettes interalliées, les supprimant ainsi en réalité définitivement.

Le désarmement de l'Allemagne a été supprimé d'autorité par la bourgeoisie allemande après que le fascisme fut parvenu au pouvoir (la Hongrie et la Bulgarie s'arment en secret). Ce faisant, elle comptait avec raison sur la multiplicité des antagonismes entre les puissances victorieuses qui devait nécessairement empêcher une guerre préventive contre le réarmement de l'Allemagne. Nous ne pouvons donner qu'une ébauche incomplète et tout à fait sommaire de cette multiplicité des antagonismes. L'antagonisme *anglo-français* existe aussi bien sur le continent européen qu'en dehors de l'Europe, en Asie mineure, dans la Chine méridionale, en Afrique, etc. La politique traditionnelle de la bourgeoisie anglaise est d'empêcher autant que possible l'hégémonie d'une puissance sur le continent européen. Aussi a-t-elle soutenu dans toute la période d'après-guerre, dans *une certaine mesure*, l'Allemagne contre la France, elle a manœuvré en Pologne et en Belgique pour affaiblir l'influence française et cherché à utiliser l'Italie contre la France (en dernier lieu vainement par le « pacte à quatre » dans la question des armements).

Mais ces manœuvres antifrancaises de la politique anglaise ont toujours été étroitement circonscrites du fait de *l'antagonisme fondamental anglo-américain*. Les « intérêts » transatlantiques de la bourgeoisie anglaise qui exploite une population coloniale de 500 millions, l'emportent sur ses intérêts en Europe continentale. L'Angleterre doit constamment défendre contre les Etats-Unis sa position de puissance mondiale. La guerre entre deux des plus grandes puissances mondiales est inévitable au cas où la révolution prolétarienne ne la devancerait pas. Mais le centre de l'Empire mondial anglais, les Iles britanniques elles-mêmes, a perdu du point de vue stratégique son caractère insulaire grâce au développement de la technique militaire dans la période d'après-guerre : canons à longue portée, sous-marins, avions dont la France en particulier est richement équipée. L'Angleterre ne peut pas faire la guerre contre une tierce puissance si elle n'est pas sûre de la neutralité bienveillante de la France. C'est pourquoi la bourgeoisie anglaise a toujours renoncé aux manœuvres en faveur de l'Allemagne quand la France s'y opposait catégoriquement et elle s'est toujours unie à la bourgeoisie française aux dépens de l'Allemagne.

Le réarmement de l'Allemagne qui se produit à une allure rapide, en particulier la construction de sa flotte aérienne, a fait triompher ces derniers temps la tendance anti-allemande francophile dans la politique anglaise – du moins pour l'instant. L'Angleterre semble n'être pas assez armée pour faire une guerre, en particulier elle est en retard dans ses armements aériens¹. La bourgeoisie anglaise craint que le fascisme allemand ne cherche l'issue à la catastrophe économique qui le menace en déchaînant « de manière prématurée » la guerre mondiale. Le mot de Baldwin : « La ligne de défense de l'Angleterre n'est pas à Douvres mais sur le Rhin » est un avertissement à l'Allemagne.

Encore plus contradictoires sont les rapports franco-italiens. Le système français d'alliances en

¹ Alors que la flotte anglaise est aujourd'hui la plus forte du monde (les Etats-Unis n'ont pas encore développé leur flotte jusqu'à la parité), la flotte aérienne anglaise occupe le cinquième rang. De là actuellement des préparatifs d'armements aériens particulièrement puissants en Angleterre et dans l'Empire britannique dans le but « d'avoir la flotte aérienne la plus forte du monde ».

Europe orientale (Petite- Entente, Pologne) ne sert pas seulement à garantir les stipulations territoriales du système de Versailles visant les pays vaincus (Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie), mais il constitue également un obstacle à la politique d'expansion de l'Italie dans les Balkans. Dans l'Afrique du Nord, en Asie mineure, dans la question de la suprématie en Méditerranée, se heurtent les intérêts des impérialismes italien et français. De là la ligne de la politique italienne : coopération avec les « vaincus », l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche contre la France pour une révision de toutes les stipulations des traités de paix y compris les stipulations territoriales et soutien des tendances antifrançaises de l'Angleterre dans le cadre de relations amicales avec l'Angleterre.

Mais l'agressivité du fascisme hitlérien qui voulait, par le rattachement de l'Autriche, procurer au moins à l'Allemagne un succès en politique extérieure, a mis l'Italie en conflit aigu avec l'Allemagne (marche démonstrative des troupes italiennes à la frontière autrichienne dans le but d'empêcher, le cas échéant, l'Anschluss par la violence) et crée – *dans cette unique question* – une ligne commune avec la France.

Il y a de même contradiction dans la situation de la Pologne qui hésite et manœuvre entre l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Union soviétique ; de la Hongrie qui maintient « des relations » avec l'Allemagne et la France pour ne pas tomber dans l'indépendance de l'Italie ; de la Yougoslavie qui, en général, fait partie des Etats vassaux de la France mais qui est contre la politique franco-italienne concernant l'Anschluss, car elle y voit le renforcement de l'Italie, son ennemi principal, etc.

La stabilisation sur la *base du maintien de l'infériorité politique* de l'exploitation des Etats vaincus a fait place à une instabilité universelle. Les *Deutschen Führerbrieft* (17 avril 1934) déclarent excellemment :

Ce qui caractérise la tension latente en Europe, c'est que personne ne peut exprimer sa satisfaction dans une direction quelconque sans que tous les autres partenaires du jeu ne croient entendre nettement par là un non dirigé contre eux.

2. La lutte pour la suprématie dans l'Océan Pacifique.

L'agression du Japon en Mandchourie, sa pénétration dans la Chine septentrionale et la Mongolie, signifient la rupture violente du pacte des neuf puissances de Washington au sujet de l'exploitation commune de la Chine, pacte qui constituait un élément important de la stabilisation temporaire.

Le centre de gravité de la politique mondiale s'est déplacé de ce fait de l'Europe vers l'océan Pacifique où a commencé déjà le nouveau partage du monde par la violence et où les quatre plus grandes puissances impérialistes : Etats-Unis, Angleterre, Japon et France luttent pour leur quote-part dans l'exploitation de la Chine et, partant, pour la suprématie dans l'océan Pacifique. Cette lutte se complique du fait de l'enchevêtrement des antagonismes impérialistes avec la lutte des deux systèmes et de l'existence de la Chine soviétique, cette deuxième brèche révolutionnaire dans le système de la société bourgeoise.

Pourquoi l'impérialisme japonais a-t-il commencé le premier la lutte armée pour la nouvelle répartition du monde ?

Il serait tout à fait erroné d'interpréter cela comme l'expression de la *force* de l'impérialisme

japonais. Au contraire, dans un certain sens ce fut la *faiblesse* économique du Japon qui poussa les classes dominantes à cette politique de violence. Le Japon est un pays *pauvre*. Le revenu, par tête, de la population est comparable à celui des pays européens les plus pauvres : Lituanie, Lettonie, Roumanie. Avec cela, l'inégalité dans la répartition des revenus est plus grande que dans les autres pays capitalistes. Au Japon, il y a d'une façon schématique : 30 milliardaires, 3 000 gens riches, 30 000 gens aisés ; la couche suivante, les paysans et la petite bourgeoisie citadine sont dans leur immense majorité des pauvres gens, le niveau de vie de la classe ouvrière se rapproche de celui des ouvriers coloniaux. Cette forme extrême de la répartition des revenus *restreint la force de consommation de la population au minimum et contraint l'industrie japonaise à chercher pour une grande partie de sa production des débouchés sur tous les marchés extérieurs*. Mais étant donné l'âpreté actuelle de la concurrence internationale, les débouchés ne sont assurés que sur des marchés dominés par des monopoles. A cela s'ajoute le fait que le Japon ne possède pas sur son propre territoire (en dehors de la soie et du cuivre), de matières premières en quantité suffisante. Il lui faut importer le fer et l'acier, le coton et la laine, le bois et le pétrole, etc. De là le désir ardent de l'impérialisme japonais de conquérir les régions riches en matières premières afin de pouvoir monopoliser aussi bien les débouchés des produits industriels que l'exploitation des matières premières¹.

La politique de conquêtes du Japon a été jusqu'ici couronnée de succès. Les protestations verbales n'ont pas manqué. La Société des Nations a condamné sous une forme prudente la conquête de la Mandchourie. En dehors de San Salvador (démonstration contre les Etats-Unis), aucun pays n'a reconnu l'Etat de marionnettes japonaises du Mandchoukouo. L'Amérique a déclaré solennellement qu'elle ne reconnaissait comme légale aucune modification faite par la violence. Que reste-t-il aujourd'hui de ces protestations sur le papier ?

Les causes en sont les suivantes :

Par l'occupation de la Mandchourie et la pénétration en Mongolie, le Japon élève une barrière militaire entre l'Union soviétique et la Chine soviétique et complète en même temps sa base territoriale pour la guerre contre l'Union soviétique. Dans ce sens, il agit en tant qu'avant-garde de la bourgeoisie mondiale dans la lutte des deux systèmes. C'est pourquoi, au premier stade de son raid de brigandage, le Japon a été soutenu effectivement par l'Angleterre et la France - bien que d'une façon voilée par des gestes pacifiques - alors que l'Allemagne fasciste se plaçait ouvertement aux côtés du Japon.

Ce motif a joué aussi un certain rôle dans l'attitude passive des Etats-Unis². Mais les éléments décisifs ont été les suivants :

L'antagonisme fondamental anglo-américain ne permet pas actuellement aux Etats-Unis de

¹ Le capital japonais a évincé *absolument* de Corée ses concurrents. Plus de 90 % du commerce extérieur coréen sont monopolisés par le Japon.

² Il faut souligner que dans le domaine du commerce extérieur il n'y a pas d'antagonismes d'intérêts entre les Etats-Unis et le Japon. Les Etats-Unis sont les meilleurs acheteurs du Japon, ils sont au premier rang de l'exportation, avec environ 40 % et au premier rang de l'importation avec environ 28 % (dans l'importation des Etats-Unis, le Japon occupe la deuxième place et dans l'exportation la quatrième). Il y avait à peine de concurrence sur le marché mondial jusqu'à ces tout derniers temps : les Etats-Unis exportent des matières premières et des moyens de production ; le Japon, des produits de l'industrie légère. Le capital américain a investi des sommes assez importantes dans l'industrie japonaise, avant tout dans l'électricité. Dans ces circonstances, il est naturel qu'il y ait aussi un *courant pro-japonais* au sein de la bourgeoisie des Etats-Unis

s'engager dans un conflit déclaré avec le Japon sans une entente avec l'Angleterre ; or, toutes les tentatives de la diplomatie américaine de déterminer l'Angleterre à une action commune contre le Japon sont restées vaines.

La situation stratégique des Etats-Unis par rapport au Japon est très défavorable. La grande base navale des Etats-Unis, Pearl Harbor, dans les îles Hawaï, est beaucoup trop loin des côtes asiatiques ; les bases navales à Guam et aux Philippines, n'ont pas été, conformément à l'accord de Washington, développées de façon moderne. La flotte des Etats-Unis devrait dépasser, il est vrai, celle du Japon dans les proportions de 5 à 3 ; mais le Japon a développé effectivement sa flotte jusqu'à la limite permise par l'accord de Washington, tandis que les Etats-Unis n'essayent que cette année de rattraper le temps perdu en forçant le développement de leur flotte. *Par suite de l'antagonisme anglo-américain, les Etats-Unis ne pourront jamais engager toute leur flotte contre le Japon* (même si l'Angleterre se déclarait neutre) alors que le Japon avec toute sa flotte, appuyée sur ses nombreuses bases navales, peut attendre dans ses eaux territoriales, l'attaque de la flotte américaine. Dans ces circonstances, la supériorité stratégique du Japon dans les eaux asiatiques est manifeste. Dans cette situation, les Etats-Unis sont obligés de se borner provisoirement à des méthodes pacifiques de lutte (en particulier à l'achèvement d'une base puissante pour leur flotte aérienne dans les îles Aléoutiennes), afin de gagner du temps pour de nouveaux armements : reconnaissance de l'Union soviétique, soutien du gouvernement de Nankin au moyen d'emprunts, fourniture de matériel de guerre et d'instructeurs dans l'espoir de créer en Chine une armée apte à lutter contre le Japon et de gagner ainsi une base d'opérations géographiquement plus proche.

Cependant cet espoir de la bourgeoisie américaine ne s'est pas réalisé. Les classes dominantes chinoises, leurs généraux et le gouvernement corrompu de Tchiang-Kaï-Chek, qui avait saboté également la lutte héroïque des masses travailleuses chinoises contre l'agression japonaise à Changhai, ont capitulé en réalité devant l'impérialisme japonais pour pouvoir concentrer toutes leurs forces dans la lutte contre l'Armée rouge de la Chine soviétique. Dans cette lutte, ils jouissent du soutien de toutes les puissances impérialistes. Mais à une lutte contre le Japon on ne peut décider l'armée chinoise du Kuomintang. C'est la raison qui a encouragé les impérialistes japonais à proclamer, dans la fameuse déclaration du ministère des Affaires étrangères du 17 avril 1934, leurs prétentions au protectorat sur toute la Chine¹. Pendant que l'antagonisme américano-japonais s'aggrave sans exploser cependant, il est survenu dans ces dernières années *un certain changement dans les rapports entre l'Angleterre et la France à l'égard de Japon.*

Les rapports anglo-japonais sont extrêmement compliqués et contradictoires. Alors que la bourgeoisie anglaise n'a rien à objecter à la conquête de la Mandchourie et de la Mongolie et au développement d'une base territoriale contre l'Union soviétique ; alors qu'elle considère le Japon – malgré la résiliation du traité d'alliance qui a subsisté jusqu'en 1922 – comme un allié potentiel dans la guerre tôt ou tard inéluctable contre les Etats-Unis, elle s'inquiète de la pénétration du Japon dans la Chine septentrionale qui est dirigée contre les intérêts immédiats de l'Angleterre. Les prétentions du Japon au protectorat *sur la Chine tout entière sont insupportables pour l'Angleterre.* L'agitation du Japon autour des mots d'ordre comme « la Chine à la race jaune », « contre tous les conquérants blancs », « l'Asie aux Asiatiques », constitue une attaque des positions de la bourgeoisie anglaise dans toute l'Asie, elle menace le cœur de la puissance coloniale anglaise, les Indes. (A cela s'ajoute la

¹ Cette déclaration fut un ballon d'essai pour se rendre compte de la façon dont réagiraient les Etats-Unis et tout particulièrement l'Angleterre.

concurrence grandissante des marchandises japonaises sur le marché mondial ; en particulier l'évincement croissant des cotonnades anglaises de tous les marchés coloniaux.)

De là, une nouvelle pénétration de l'Angleterre dans la direction du Sé-Tchouen occidental, du Tibet, de Sinkiang, de là le développement accéléré d'une chaîne de bases navales anglaises allant de Singapour à l'Australie (y compris les Indes néerlandaises) afin de prévenir à temps une pénétration ultérieure du Japon dans l'océan Indien ; de là, les efforts pour développer une protection aérienne unique pour tout l'Empire britannique. Malgré toute son « amitié », la bourgeoisie anglaise se prépare incontestablement aussi à une guerre contre le Japon. En même temps l'Angleterre a pris des mesures énergiques contre l'importation japonaise dans ses colonies¹. (Réduction de l'exportation japonaise au niveau d'avant la crise par un système de contingentements.) D'où un certain éloignement entre les deux puissances jadis unies par des liens étroits d'amitié. La lutte entre les troupes anglaises et japonaises dans la Chine septentrionale en été 1934 est symptomatique à ce sujet². Il y a beaucoup de présomption qu'à la conférence pour le désarmement naval en 1935, on verra agir plutôt un front anglo-américain contre le Japon qu'un front anglo-japonais contre les Etats-Unis (bien que l'antagonisme anglo-américain soit *l'antagonisme fondamental*, il n'exclut nullement une coopération *momentanée* des deux puissances).

L'éloignement relatif survenu entre la *France et le Japon* est motivé surtout par la prise du pouvoir par Hitler. Comme nous venons de l'expliquer, la bourgeoisie française cherche une sécurité contre Hitler en Europe orientale par des relations plus amicales avec l'Union soviétique alors que le régime fasciste allemand dans son isolement universel, cherche dans le Japon un allié pour la guerre contre l'Union soviétique. Dans ces conditions, l'amitié traditionnelle nippo-française ne pouvait manquer de subir un certain refroidissement³. Les contradictions européennes se rattachent de cette façon aux contradictions mondiales dans l'océan Pacifique.

Mais les succès de l'impérialisme japonais en Mandchourie sont chèrement achetés. La résistance de la population chinoise immobilise de grandes forces japonaises en Mandchourie. L'armée mandchoue nouvellement formée n'est pas sûre : les mutineries, le passage aux partisans sont à l'ordre du jour, les préparatifs de guerre exigent des dépenses gigantesques. La faiblesse économique du Japon ne sera pas à la longue à la hauteur de ces exigences. Les dépenses militaires improductives sont dès aujourd'hui, alors que la « grande guerre » n'a pas encore commencé, supérieures à l'excédent de la production sur la consommation. Le pays dont l'économie semble prospérer, s'appauvrit encore davantage. Pour couvrir les dépenses des armements, les classes dominantes japonaises procèdent à une exploitation encore plus grande des ouvriers et des paysans japonais ainsi que de la population coloniale soumise, créant ainsi les prémisses objectives au renversement de leur domination. Et

¹ Les rapports des Dominions anglais avec le Japon se sont par contre modifiés dans ces derniers temps dans ce sens que le Japon est devenu un acheteur important de laine et de blé australien ; il est aussi un grand acheteur de coton hindou, ce qui lui a permis d'arracher le fameux accord sur l'importation de produits textiles dans l'Inde. Les rapports se compliquent de plus en plus dans l'océan Pacifique.

² Naturellement cela n'exclut nullement les affaires communes ; en été 1934 – au moment où nous écrivons ces lignes – il se trouve une délégation de l'oligarchie financière anglaise ayant à sa tête lord Barnby, le président de l'Union de l'industrie anglaise (F.B.I.) au Japon et en Mandchourie, pour rechercher la possibilité d'investissements de capital anglais en Mandchourie. Le Japon a un besoin très pressant de capital étranger pour le développement de ses armements.

³ Les intrigues du Japon au Siam constituent aussi une source d'inquiétudes pour la bourgeoisie française.

pendant que les brigands impérialistes luttent pour le partage du butin chinois, la force de la Chine soviétique grandit, son territoire s'élargit ; dans des luttes continuelles se forme cette puissance des ouvriers et des paysans qui est la seule qualifiée pour renverser la domination des exploiters indigènes et étrangers, pour chasser les impérialistes de la Chine et résoudre de façon prolétarienne le « problème de l'océan Pacifique ».

3. A la veille d'une nouvelle guerre mondiale.

Déjà le VI^e congrès avait constaté que le développement de la situation mondiale

rend inévitable une nouvelle phase de guerres impérialistes entre les Etats impérialistes, de guerres de ces derniers contre l'U.R.S.S., de guerres de libération nationale contre les impérialistes¹...

La crise économique et la dépression ont renforcé le désir ardent de la bourgeoisie de régler le problème des marchés en écrasant ses rivaux, en procédant à un nouveau partage du monde par la violence, en s'appropriant de nouveaux territoires et en les soumettant à la domination monopoliste. Les préparatifs à la guerre dominent de plus en plus l'économie et la politique du monde capitaliste.

a) *La préparation économique de la guerre* est en cours. Des sommes croissantes, une partie toujours plus grande des dépenses publiques sont consacrées à cette préparation.

DÉPENSES DE GUERRE DÉCLARÉES DANS LES BUDGETS DES PAYS LES PLUS IMPORTANTS² ET LEUR POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES DÉPENSES PUBLIQUES

Dépenses	Allemagne		Japon		France	
	millions de marks	pourcentage	millions de yen	pourcentage	millions de francs	pourcentage
1928	775	10	492	28	9,6	23
1933	674	10	697	35	11,6	23
Prévisions						
1934	750	-	852	37	11,4	20
1935	1 354 ³	21	937	44	11,2	19

Dépenses	Etats-Unis		Angleterre		Pologne	
	millions de doll.	pourcentage	millions de l. st.	pourcentage	millions de zlotys	pourcentage
1928	732	20	117	14	824	32
1933	801	15	103	13	761	35
Prévisions						
1934	716	10 ⁴	108	14	762	35
1935	839	19	114	15	762	35

Mais il faut souligner de la façon la plus expresse que les dépenses de guerre déclarées, avouées dans le budget *ne constituent qu'une partie des dépenses de guerre réelles* : ces chiffres n'ont de valeur que comme indication du mouvement des dépenses mais pas en tant que chiffres absolus. Ils

¹ *Thèses et résolutions du VI^e congrès de l'I.C.*, p. 16.

² Chiffres officiels.

³ Dont 250 millions pour les S.A. et la police.

⁴ La forte régression du pourcentage provient de l'accroissement des dépenses publiques civiles sous Roosevelt.

marquent l'accroissement particulièrement rapide des dépenses de guerre en Allemagne et au Japon. Dans ce dernier Etat, les dépenses de guerre officiellement déclarées atteignent 44 % de toutes les dépenses publiques prévues pour 1935.

Outre les dépenses déclarées, indiquées dans les budgets des ministères de la Guerre, on dissimule des dépenses de guerre dans les budgets de *tous* les autres ministères. Le ministère de l'Intérieur cache les dépenses pour la police en général, la police des frontières, la gendarmerie ; le ministère des Transports, les dépenses pour l'aviation civile et pour le matériel roulant des chemins de fer servant à la guerre ; le ministère des Travaux publics finance avant tout la construction de routes stratégiques, de fortifications de frontières, etc. ; le ministère de l'Enseignement public, la formation militaire de la jeunesse scolaire ; le ministère du Travail, les camps de travail « volontaire », les formations militaires camouflées, etc. Il est par conséquent tout à fait impossible d'établir les dépenses de guerre réelles des Etats capitalistes. Selon une appréciation approximative, les dépenses *réelles* pour des buts de guerre s'élèvent au moins à 50 % de plus que les sommes fixées dans les budgets de guerre.

Lorsque nous apprécions les sommes ci-dessus, il faut encore tenir compte que par suite de la baisse des prix accusée des moyens de subsistance et des matières premières agricoles, l'entretien et l'habillement des soldats coûtent actuellement beaucoup moins qu'en 1928 et que, par conséquent, les dépenses pour les *armements*, pour les instruments de massacre à proprement parler ont beaucoup plus augmenté que les dépenses de guerre en général.

La réorganisation de l'économie en vue de la guerre est poursuivie systématiquement. Chaque Etat a « militarisé l'industrie ». Le « plan de mobilisation » pour la réorganisation de l'industrie en vue de la production de guerre est déjà prêt partout. La plupart des usines ont déjà en mains les commandes en cas de mobilisation, afin de pouvoir réaliser leur transformation sans perdre de temps. Dans les Etats-Unis il y a des essais périodiques de mobilisation de l'industrie.

Chaque Etat s'efforce de produire sur son propre territoire les moyens de subsistance, matières premières et les objets d'équipement les plus nécessaires à la guerre. De là le soutien accordé par l'Etat à la culture de la betterave en Angleterre, à la culture des plantes oléagineuses en Allemagne, de là la « bataille du blé » en Italie ; les subventions accordées par l'Etat en Allemagne à la navigation, à la construction de vaisseaux de commerce rapides pouvant être utilisés dans la guerre comme croiseurs auxiliaires, à l'aviation civile, à l'extraction du cuivre, etc. On pourrait en dresser une liste sans fin. Chaque petit Etat s'efforce de créer sur son propre territoire un minimum d'industrie lourde, de fabrication d'armes, de production de soie artificielle pour ne pas dépendre de l'importation en cas de guerre.

Ces efforts d'auto-provisionnement faits pour des raisons militaires coïncident avec la tendance de la bourgeoisie de chaque pays à monopoliser à son profit le marché intérieur et à exclure les marchandises étrangères. Le résultat est *une tendance à la suppression de la division du travail dans l'économie mondiale*, une certaine « agrarisation » des pays industriels et une industrialisation artificielle des pays agricoles pendant la crise et la dépression de caractère particulier. *L'expression idéologique de ce développement est la théorie de l'autarchie* qui a été proclamée avec le plus de force par les fascistes allemands¹ (on continue, du reste, à n'entendre par « autarchie » que *la limitation de*

¹ Il ne saurait être question dans le capitalisme d'une véritable « autarchie », c'est-à-dire d'un isolement complet du marché mondial. L'industrie allemande consomme 45 à 50 % de matières premières étrangères, l'industrie textile 90 %.

l'importation, mais jamais une réduction volontaire de l'exportation).

On prépare également la mobilisation et la militarisation de toutes les forces de travail en cas de guerre (« service de travail » obligatoire pour la jeunesse en Allemagne, etc.).

C'est en *Allemagne* et au *Japon* que l'orientation de l'économie vers la guerre est la plus avancée. En Allemagne, les branches économiques sont concentrées en cartels obligatoires, les matières premières sont distribuées centralement entre les entreprises sous le contrôle de l'Etat ; on accumule des stocks pour la guerre, la production de « succédanés » de toute sorte a déjà commencé. Le passage à la « famine organisée » peut se faire dans le minimum de temps. En ce qui concerne le Japon, son économie a, dès aujourd'hui, largement le caractère d'économie de guerre : présence absolue de la production de guerre, inflation, vie chère, famine.

b) La préparation technique de la guerre se fait à une allure fébrilement accentuée depuis le VI^e congrès. Alors que dans la crise et dans la dépression actuelle le Capital n'introduit que dans les cas les plus rares des innovations techniques, dans le domaine des armements un « perfectionnement » chasse l'autre. La décomposition du capitalisme se montre actuellement d'une façon particulièrement frappante dans le fait que ce sont les armements, les préparatifs à un nouveau massacre de masse qui constituent la base principale du progrès technique.

Ce ne saurait être notre tâche d'exposer en détail le perfectionnement des instruments de massacre depuis le VI^e congrès ; d'ailleurs les chiffres auraient vite vieilli. Nous nous bornerons à quelques exemples :

Artillerie : La portée des canons légers a passé de 12 à 18 km, celle des canons de 105 mm, de 15 à 25 km, la portée la plus grande des canons est de 150 km. Le poids total des projectiles que peut tirer sur l'ennemi une division d'artillerie dans un temps donné a augmenté de 50 à 100 %.

Infanterie : Le fusil ordinaire est de plus en plus remplacé par le fusil à répétition automatique, le nombre et le champ d'action des mitrailleuses ont fortement augmenté. Une division d'infanterie américaine qui jadis pouvait tirer par minute avec ses mitrailleuses 107 000 coups peut actuellement en tirer plus de 200 000.

Les nouvelles armes, le *tank* et l'*avion*, ont pris un développement formidable. La rapidité et le rayon d'action de toutes les variétés de tanks ont doublé depuis de VI^e congrès. Les tanks lourds marchent *sur roues* à la rapidité de 100 km à l'heure ; sur chenille, en pleins champs, à 50 km. Les tanks sont devenus des forteresses mobiles formidables en même temps que des blocs d'assaut irrésistibles qui « sautent » par-dessus les tranchées, traversent les fleuves et ne connaissent aucun obstacle. La puissance des moteurs des *avions de combat* a passé, entre 1919 et 1933, de 500 à 1 000 CV, leur vitesse, de 285 à plus de 400 km à l'heure, la hauteur maximum qu'ils peuvent atteindre, de 8 000 à plus de 12 000 mètres. Voici le nombre des avions militaires :

	Angleterre	Etats-Unis	Japon	France	Allemagne
1929	1 824	3 129	1 260	5 000	-
1934	3 000	5 000	2 200	6 000	1 000

L'importance de l'armée aérienne dans le système général des armements a grandi avec

L'étranglement de l'importation de matières étrangères qui a eu lieu dans l'été 1934 par suite du manque de devises a édifié cruellement le peuple allemand sur le caractère insensé de la démagogie fasciste concernant l'autarchie.

rapidité, comme le prouvent les budgets de guerre. Certains spécialistes militaires considèrent l'avion comme l'arme *décisive* de la prochaine guerre mondiale.

On procède chaque jour à de nouvelles inventions et à de nouveaux perfectionnements de toute sorte en ce qui concerne toutes les catégories d'armes : « petits » dreadnoughts de l'Allemagne, pointage au moyen de l'électricité des canons sur le but à atteindre, conduite à distance des navires et des avions, « rayons de la mort » de Tesla, rupture de l'allumage par magnéto dans les moteurs provoquée par certains rayons, etc., sans compter les progrès dans la préparation de la guerre chimique et des bacilles « interdits » et sur laquelle on garde le plus grand silence.

Les horreurs de la guerre de demain dépasseront de beaucoup celles de la guerre d'hier. Le « front » ne sera plus une « ligne » de quelques kilomètres de largeur, mais un territoire d'une profondeur de plusieurs dizaines de kilomètres. Les nouvelles fortifications érigées sur les frontières, au prix de dépenses gigantesques, et où l'on a englouti l'acier par centaines de milliers de tonnes n'empêcheront guère cela. Les tanks pénétreront profondément en territoire ennemi des deux côtés, les avions et les navires aériens détruiront au moyen de bombes des villes situées à des centaines de kilomètres en arrière du front. Toute la population civile du pays ennemi considérée comme armée potentielle sera décimée par les attaques par gaz. Chaque entreprise industrielle, le sol arable lui-même seront considérés comme faisant partie des forces de guerre et dévastés. Les « territoires dévastés » engloberont des pays tout entiers...

c) *La préparation idéologique de la guerre* cause à la bourgeoisie les plus grandes difficultés. Les larges masses du peuple, en particulier les générations qui ont vécu les horreurs de la Première Guerre mondiale, ne veulent rien savoir d'une nouvelle guerre. Incontestablement, les masses sont animées d'une profonde volonté de paix. A la guerre, ne sont intéressés que la grande bourgeoisie qui y réalise d'énormes profits¹ et les officiers de l'active à qui la guerre donne des possibilités d'avancement. Dans ces circonstances, aucun gouvernement n'a le courage de préconiser ouvertement la guerre offensive. De là toutes les phrases pacifistes qu'on prononce de tous les côtés. Les préparatifs fébriles de guerre continuent à être couverts d'un masque pacifiste ; on les déclare indispensables pour la « *défense de la patrie* ». Mais dans la question de la défense nationale il existe un front de tous les partis bourgeois depuis l'aile fasciste d'extrême droite jusqu'à la social-démocratie inclusivement². Mais celui qui se prononce pour la défense nationale, *pour la « guerre défensive »*, est *pour la guerre tout court*, car chaque guerre est présentée par ses instigateurs comme une guerre défensive³. Celui qui est pour la défense nationale est pour le maintien de la domination de la bourgeoisie.

La conférence du désarmement qui s'est effondrée sans gloire, a favorisé aussi le camouflage pacifiste. Son fiasco définitif a été le résultat de l'aggravation des antagonismes impérialistes en

¹ Ce qui est significatif pour le « patriotisme de la bourgeoisie », c'est que les industriels des armements vendent leurs armes contre bon argent indistinctement à tous les pays, qu'ils soient amis ou ennemis. Ils l'ont fait aussi *pendant* la guerre mondiale ! Ils sont unis entre eux de la façon la plus variée. Voir à ce sujet les chiffres intéressants donnés par Fenner Brockway : *The bloody Traffic*. Londres 1923, et en particulier dans les propositions devant la commission du Sénat américain en automne 1934.

² Dans ces dernières années, les congrès des partis social-démocrates légaux ont, les uns après les autres, *adopté des résolutions en faveur de la défense nationale* : le Congrès du Parti communiste français, à Tours ; ceux des Partis social-démocrates danois, hollandais, suisse, etc.

³ Comme tous les impérialistes veulent la guerre, tous les agresseurs sont en même temps aussi sur la défensive.

général, de la politique agressive du Japon et de la politique fasciste de l'Allemagne, en particulier. Une limitation des armements était possible, elle a pu être réalisée aux conférences de Washington et de Londres en ce qui concerne les armements sur mer bien que d'une façon restreinte¹ tant que l'assujettissement des vaincus désarmés de la guerre mondiale parut être la tâche commune principale des vainqueurs, tant que dans la période de la stabilisation relative du capitalisme le nouveau partage du monde ne fut pas directement à l'ordre du jour. Toute idée de limitation d'armements est devenue caduque lorsque l'Allemagne fasciste, abandonnant démonstrativement la conférence du désarmement, répudia les limitations d'armements que lui imposait Versailles et lorsque le Japon commença la guerre pour un nouveau partage du monde. La duperie des masses travailleuses par le bavardage sur « le désarmement » n'a pu être continuée dans cette direction.

Sans renoncer aux phases pacifistes, en soulignant continuellement le caractère défensif des armements, *l'idéologie chauvine de revanche et de conquêtes passa désormais de plus en plus fortement au premier plan*, surtout en Allemagne et au Japon où elle est masquée et mêlée d'excitations contre les races « inférieures » et contre l'Union soviétique. Par tous les moyens on s'efforce, tout spécialement chez la jeunesse, de ranimer l'esprit nationaliste, chauvin, militaire. Depuis l'école enfantine jusqu'à l'Université, on inocule systématiquement à la jeunesse le virus chauvin. La presse quotidienne, le cinéma, la radio, le théâtre, la littérature, les arts et les sciences sont utilisés à ces fins, les parades militaires devant faire oublier les horreurs de la guerre.

La propagande chauvine se heurte à la misère des travailleurs et des petits bourgeois, à l'aggravation des luttes de classe qui en résulte, au travail antimilitariste des partis communistes – aussi insuffisant qu'il soit encore dans de nombreux pays –, à la maturation de la crise révolutionnaire. Aussi le plus grand souci de la bourgeoisie est-il d'avoir une armée sûre en cas de guerre. De là, la création de troupes spéciales pour le maintien de la discipline dans la guerre future. De là l'idée de Fuller de créer de petites armées sûres au point de vue de classe qui seraient munies des dernières conquêtes de la technique militaire. Cependant, cette idée s'est avérée inexécutable. L'armée de la prochaine guerre sera incontestablement une armée de masse. Toute la population masculine – dans la mesure où elle ne sera pas indispensable à la production du matériel de guerre – sera armée. Les antagonismes de classe se reproduiront dans l'armée même. Ceci veut dire que les armées de masse seront d'autant moins sûres pour les classes régnautes que la crise révolutionnaire aura mûri davantage dans les différents pays.

Soit dit en passant : plus le mécanisme moderne tout entier de l'armée devient complexe, plus se compliquent les armes modernes et plus l'activité du prolétariat, hostile à la guerre et animé de l'esprit de lutte de classe aura nécessairement des répercussions plus grandes sur l'issue de la guerre.

La nouvelle guerre mondiale est inévitable si une révolution prolétarienne ne la devance pas. *Le prolétariat est mis par l'histoire devant ce dilemme : ou bien être sacrifié une seconde fois au service de la bourgeoisie dans la boucherie de la guerre, ou bien, sous la direction du Parti communiste, tourner ses armes contre sa propre bourgeoisie et transformer la guerre impérialiste en une guerre civile pour le renversement de la domination de la bourgeoisie !*

¹ Ce qui facilite l'entente sur la limitation de la construction des vaisseaux de ligne, ce sont les sommes énormes que coûtent les navires de ce genre et aussi le fait que les milieux maritimes, après l'expérience de la guerre mondiale, doutent de la valeur des grands navires de combat face aux sous-marins et aux aéroplanes de prix relativement bas.

CHAPITRE XI

LE CHANGEMENT DANS LES METHODES DE DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Toute la période de la crise générale du capitalisme est caractérisée par un processus de destruction lente, du camouflage démocratico-parlementaire de la dictature de la bourgeoisie, processus de caractère inégal et qui procède par zigzags¹. La démocratie bourgeoise a été la forme donnée de la domination de la bourgeoisie dans la période ascensionnelle du capitalisme, lorsque celui-ci accomplissait encore sa mission historique de développement des forces de production, lorsque la bourgeoisie pouvait encore avoir la prétention d'être une classe progressive. La démocratie bourgeoise devait fatalement être liquidée et minée par la crise générale du capitalisme, car le mode de production capitaliste devenait un obstacle au développement ultérieur des forces productives, la contradiction entre les forces productives et les rapports de production devenait de plus en plus aiguë, car, par suite de la centralisation du capital, de la ruine massive des paysans travailleurs et de la paupérisation de la classe ouvrière, le nombre des gens intéressés ou croyant être intéressés à l'existence de l'ordre social capitaliste se réduisait de plus en plus ; et c'est pourquoi la lutte des classes opprimées contre la domination de la bourgeoisie a pris des formes de plus en plus âpres.

En même temps, s'aggrave aussi la lutte entre les diverses couches des classes dirigeantes pour leur quote-part du profit social qui tend à diminuer. Cela a trouvé son expression politique dans la désagrégation des partis bourgeois, dans le système des gouvernements de coalition, dans le « maquignonnage » parlementaire, dans l'alternance rapide des gouvernements. Tout cela a sapé la confiance des grandes masses dans la démocratie bourgeoise, dans le parlementarisme et diminué l'autorité des classes régnautes. La bourgeoisie a pu de moins en moins maintenir sa domination par des moyens idéologiques pacifiques, il lui a fallu, de plus en plus fréquemment et de plus en plus systématiquement, engager son appareil de coercition pour défendre sa domination. Ce développement est caractérisé dans les thèses du VI^e congrès de la façon suivante :

... Les Etats impérialistes perfectionnent toujours davantage leurs instruments et leurs méthodes de répression contre les détachements révolutionnaires du prolétariat en particulier contre les partis communistes... Ces mesures... reflètent en même temps la grande acuité de toutes les formes et de toutes les méthodes de lutte de classe qui se traduit par l'application toujours plus fréquente des méthodes fascistes d'oppression de la part de la

¹ Déjà les thèses du II^e congrès de l'I.C., en 1920, disent : « Le centre de gravité de la vie politique actuelle a dépassé définitivement les limites parlementaires. »

bourgeoisie¹.

La grande crise qui a intensifié le processus de centralisation du capital, a ruiné des millions de petits bourgeois et de paysans jusqu'ici « indépendants », qui a privé de travail la moitié de la classe ouvrière et l'a vouée à la misère la plus effroyable, a accéléré ce développement. La fascisation de l'appareil d'Etat devient un phénomène général. Les gouvernements sont de plus en plus indépendants des Parlements. Gouverner par le moyen de décrets-lois, sur la base de « pouvoirs spéciaux », devient la règle (même des Etats aussi traditionnellement démocratiques que les Etats-Unis et la France ne constituent plus des exceptions). Au cours de la crise et de la dépression, la bourgeoisie, en Allemagne et dans quelques autres pays plus petits, a aboli formellement aussi la démocratie bourgeoise et elle défend sa domination menacée contre le prolétariat révolutionnaire en instaurant sa forme de dictature fasciste.

Le développement du fascisme et son avènement au pouvoir en Allemagne et dans une série d'autres pays capitalistes signifient que :

- a) la crise révolutionnaire et l'indignation des grandes masses contre la domination du Capital s'accroissent ;
- b) les capitalistes ne sont plus à même de maintenir leur dictature par les anciennes méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général ;
- c) bien plus, les méthodes du parlementarisme et en général la démocratie bourgeoise deviennent pour les capitalistes un obstacle ;
- d) le Capital est par conséquent obligé de passer à une dictature terroriste ouverte. (Thèses de la XIII^e Assemblée plénière du C.E. de l'I.C.)²

La crise de la social-démocratie.

La grande crise qui a entraîné l'intensification rapide du processus de fascisation a rendu manifeste la crise profonde de la social-démocratie. La crise a englobé aussi bien la II^e Internationale et l'Internationale syndicale d'Amsterdam en tant qu'organisations *internationales* que les divers partis social-démocrates. Elle se manifeste dans le passage croissant des meilleurs ouvriers social-démocrates révolutionnaires au communisme, dans des luttes internes violentes qui amènent des dissidences et des scissions dans presque tous les partis, dans le désarroi idéologique qui règne dans les plus grands partis, dans la régression de l'influence de la social-démocratie sur la classe ouvrière, dans le fait que dans un nombre croissant de pays la bourgeoisie ne considère et ne traite plus la social-démocratie comme son soutien social principal, mais la livre à la terreur fasciste.

Ce changement dans les rapports de la bourgeoisie avec la social-démocratie s'accomplit suivant les pays d'une façon tout à fait inégale, selon la profondeur de la désagrégation économique et du danger couru par la domination de la bourgeoisie par suite de la maturation de la crise révolutionnaire.

¹ Thèses et résolutions du VI^e congrès de l'I.C., p. 21.

² *Le Fascisme, le danger de guerre et les tâches des partis communistes*, p. 6, Bureau d'Editions, Paris, 1934.

De ce point de vue, nous pouvons distinguer les groupes suivants de pays :

a) Il y a un groupe de pays où la social-démocratie participe au gouvernement ou est considérée comme le futur parti de gouvernement : Suède, Danemark, Angleterre, Tchécoslovaquie.

b) Il y a des pays où les partis social-démocrates constituent des partis d'opposition légale comme aux Etats-Unis, en France, etc.

c) Il y a des pays où, sous un régime fasciste, les partis social-démocrates sont légaux ou semi-légaux, par exemple, en Hongrie, en Pologne. (Il y a aussi en Italie certaines velléités d'un commencement de collaboration.)

d) Il y a des pays où la social-démocratie est interdite et poursuivie en tant que parti, comme en Allemagne et en Autriche.

Cette position extrêmement différente des divers partis social-démocrates est la cause principale de la crise de la II^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam, en tant qu'organisations centrales.

La diversité de situation des différents partis social-démocrates qui, dans quelques pays, participent aux gouvernements alors que dans d'autres pays ils sont illégaux et poursuivis, ne leur interdisent pas de trancher de façon unanime même du point de vue formel n'importe quelle question.

En outre, l'aggravation des antagonismes impérialistes sépare de plus en plus brutalement les uns des autres les différents partis social-démocrates qui sont aux côtés de leur propre bourgeoisie. Alors qu'avant la guerre mondiale la II^e Internationale dans ses résolutions menaçait de la grève générale en cas de guerre, alors que la théorie de Kautsky que « l'Internationale est un instrument de paix », ne s'était formée qu'au cours de la guerre, nous voyons aujourd'hui qu'un nombre de plus en plus grand de partis social-démocrates adoptent, déjà avant la guerre de façon tout à fait ouverte, le point de vue de la défense nationale¹.

Cependant pour notre lutte l'important n'est pas cette crise des organisations réformistes internationales – qui n'ont jamais eu beaucoup d'influence sur les différents partis social-démocrates.

1. *La base sociale de la crise de la social-démocratie est l'aggravation de la situation de la classe ouvrière en général, de l'aristocratie ouvrière en particulier* dans la période de la crise générale et en particulier pendant la grande crise et la dépression de caractère particulier.

... L'aristocratie ouvrière... s'est constamment affaiblie par l'abolition des privilèges des divers groupes du prolétariat ; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité. (*Thèses syndicales du IIe congrès.*)

Après la victoire du réformisme et la transformation du *but final* en une phrase solennelle et vide, la base de l'influence de la social-démocratie, a été constituée par la croyance, entretenue dans de

¹ Chose particulièrement intéressante, non seulement les partis social-démocrates participant au gouvernement et les partis légaux oppositionnels sont pour la défense nationale, mais Otto Bauer, lui-même, chassé depuis lors d'Autriche, a donné le conseil suivant au P.S.A. déjà illégal (dans le *Kampf* d'octobre 1933) : « Si la guerre survient, la social-démocratie allemande aura à lutter pour qu'une révolution démocrate-socialiste abatte ces obstacles au déchaînement de la force défensive complète du peuple allemand... Non pas une défense nationale dans le sens de 1914 ou même de mai 1933... mais pas non plus le refus défaitiste de toute défense nationale. »

grandes parties de la classe ouvrière par les chefs social-démocrates dans l'intérêt de la domination de la bourgeoisie, qu'il était possible d'améliorer leur situation au sein du capitalisme en utilisant la démocratie bourgeoise, le mouvement syndical pacifique et l'influence parlementaire des partis social-démocrates. Cette croyance fut entretenue par le fait que quelques minces couches de la classe ouvrière, *l'aristocratie ouvrière des pays impérialistes et la bureaucratie ouvrière corrompues* (membres du Parlement, fonctionnaires des syndicats, des partis et des coopératives, employés des caisses de maladies, etc.) pouvaient réellement améliorer leur situation dans le capitalisme. Sans cette base objective, la direction opportuniste des partis social-démocrates n'aurait pu se maintenir aussi longtemps.

Les illusions de la classe ouvrière concernant la démocratie bourgeoise et la possibilité d'améliorer leur situation au sein du capitalisme trouvèrent un nouvel aliment immédiatement après la guerre, surtout dans les pays vaincus... Dans ces pays la domination de la bourgeoisie pendant le premier cycle de révolutions avait été menacée d'une façon aiguë par la révolte des masses irritées des souffrances de la guerre et grâce à la désagrégation de son appareil de coercition par suite de la défaite militaire. *Aussi la bourgeoisie fit-elle aux masses révolutionnaires de larges concessions dans le cadre de Vor dre social capitaliste.* Dans les pays vaincus on réalisa toutes les revendications traditionnelles de la classe ouvrière : renversement de la monarchie, suffrage universel, égal et secret, liberté de réunion et d'association, journée de huit heures, assurance contre le chômage, etc. En même temps, la bourgeoisie confia le gouvernement aux chefs social-démocrates. Etant donné la décomposition de son appareil de coercition, il était impossible à la bourgeoisie de résister à ce moment par la violence à la révolte des masses. Elle fut contrainte d'apaiser cette révolte par des concessions, afin de gagner le temps nécessaire pour restaurer son appareil de coercition. Le fait que les chefs social-démocrates siégeaient au gouvernement faisait naître dans les masses ouvrières l'illusion qu'elles avaient déjà remporté la victoire sur la bourgeoisie. Les chefs social-démocrates renforcèrent cette illusion par des mots d'ordre comme « le socialisme est en marche », par la constitution de commissions de socialisation, etc. Dans ces circonstances il y eut immédiatement après la guerre un grand afflux d'ouvriers, de fonctionnaires, de petits bourgeois dans les partis social-démocrates. La participation au gouvernement permit à la social-démocratie en Allemagne et en Autriche d'élargir sa base dans la bureaucratie en transformant des centaines de milliers de ses adhérents en fonctionnaires de l'Etat et des communes.

Mais les illusions de la grande masse des ouvriers furent déçues au fur et à mesure du renforcement de la domination de la bourgeoisie, de l'attaque du capital sur les conditions de travail. La grande crise, qui aggrava de façon inouïe la situation de la grande masse des ouvriers, sapa également la situation privilégiée de l'aristocratie ouvrière *en réduisant son nombre*, en diminuant *sa situation privilégiée* par rapport à la grande masse des ouvriers, tandis que *le chômage la frappait également en plein.*

Si l'on veut exposer par des chiffres la situation aggravée de la classe ouvrière, on se heurte à la difficulté de déterminer quelles catégories et quelles couches de la classe ouvrière doivent être comprises dans l'aristocratie ouvrière. Nous reproduisons avec toutes les réserves nécessaires les chiffres suivants tirés de l'ouvrage de Kuczynski¹ :

¹ *Le Développement de la situation des ouvriers en Europe et en Amérique de 1870 à 1933*, Bâle 1934.

INDEX DU SALAIRE RÉEL DE L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE
(1900 = 100)

	Allemagne	Etats-Unis	Angleterre
1929	93	143	93
1933	49	115	95

Mais ces chiffres assez imprécis étant donné la complexité des calculs, montrent une forte aggravation de la position de l'aristocratie ouvrière en Allemagne et aux Etats-Unis et une amélioration minime en Angleterre¹. (Les pertes par suite du chômage et de la diminution des recettes provenant des secours aux chômeurs sont incluses.)

En général, nous pouvons constater comme tendance principale durant la crise un *nivellement par en bas* dans la situation de la classe ouvrière. Cette tendance apparaît clairement, par exemple, dans la statistique officielle des salaires de la classe allemande.

RÉPARTITION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE
D'APRÈS LES SALAIRES HEBDOMADAIRES
A L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ (*en %*) :

	Jusqu'à 6 marks	de 6 à 12	de 12 à 18	de 18 à 24	de 24 à 30	de 30 à 36	au-dessus de 36
1929	3,5	12,3	16,5	13	8,8	8,1	37,8
1 ^{er} tr. 1934 ..	4	25,1	19,4	14,4	10,7	9,5	16,8

Avant la crise, 42 % des ouvriers gagnaient de 6 à 24 marks, actuellement 59 %. Avant la crise, 37,8 % gagnaient plus de 36 marks, maintenant moins de la moitié, soit 16,9 %. Le nombre des ouvriers ayant un salaire hebdomadaire de plus de 48 marks est réduit au minimum. Si l'on considère encore le chômage formidable, l'augmentation des impôts et des taxes et la suppression des secours de chômage commencée déjà lors de la participation des social-démocrates au gouvernement, l'on comprend que les illusions de la classe ouvrière sur la possibilité d'une prospérité dans le cadre du capitalisme par les moyens pacifiques préconisés par la social-démocratie se soient dissipés pendant la crise. C'est cela qui constitue le fondement principal de la crise politique des partis social-démocrates.

¹ L'aggravation de la situation de couches importantes de l'aristocratie ouvrière peut également être montrée en Angleterre, le pays classique de la corruption de la couche supérieure de la classe ouvrière. Les tarifs fixés par contrat des ouvriers qualifiés s'élevaient, par semaine :

	4.8.1914	31.12.1933	Pourcent. de l'augmentation	Pourcent. de l'aug. du coût de la vie
Ouvriers métallurg. ...	41 s. 8 d.	62 s. 4 d.	50	-
Constr. navires.	41 s. 7 d.	60 s. 0 d.	43	43
Bâtiment	39 s. 0 d.	65 s. 5 d.	67	-

D'après ces chiffres, le salaire réel de l'aristocratie ouvrière en cas d'occupation complète s'était encore amélioré par rapport à la période d'avant-guerre. Mais ce sont précisément ces couches que le chômage a frappées d'une façon particulièrement dure pendant la crise. *En mai 1933, le chômage complet des ouvriers des constructions navales s'élevait encore à 47,6 %, celui des métallurgistes des différentes catégories jusqu'à 33 % ; les salaires dépassant les tarifs furent fortement amputés ; l'index officiel du coût de la vie est fortement falsifié. Bien qu'il se soit formé quelques couches nouvelles d'ouvriers mieux payés (moteurs, radio), la position de l'aristocratie ouvrière dans son ensemble a été sans aucun doute, en Angleterre, également affaiblie par la crise.*

La déception concernant l'impuissance de la démocratie, le mécontentement des ouvriers contre la politique de guerre et antisoviétique des chefs social-démocrates sont encore venus s'y ajouter.

1. La crise politique de la social-démocratie.

C'est en substituant dans la pratique, déjà avant la guerre, le réformisme au marxisme révolutionnaire international, en passant ouvertement, au cours de la guerre mondiale, aux côtés de la bourgeoisie et en poussant les prolétaires à se massacrer mutuellement, en divisant la classe ouvrière, en faisant échouer la première vague de révolutions par des manœuvres raffinées et par la violence des armes de concert avec la bourgeoisie, en calomniant de toutes façons l'Union soviétique aux yeux du prolétariat et en cherchant à la discréditer auprès des ouvriers, *que la social-démocratie s'est transformée de parti révolutionnaire qu'elle était à l'origine, en soutien social principal de la bourgeoisie.*

La démocratie petite-bourgeoise des pays capitalistes dont la partie la plus développée est représentée par la II^e Internationale et la II^e Internationale et demie, est actuellement le soutien social du capitalisme dans la mesure où se trouve sous son influence la majorité ou une partie importante des ouvriers et employés occupés dans l'industrie et le commerce qui craignent, en cas de révolution, de perdre leur niveau de vie partiellement petit-bourgeois, conséquence du privilège de l'impérialisme. Mais la crise économique croissante aggrave surtout la situation des larges masses et cette circonstance, ainsi que l'inéluçabilité de plus en plus apparente de nouvelles guerres impérialistes tant que durera le capitalisme, ébranle de plus en plus ce soutien. (*Thèses du III^e congrès de l'I.C.*)

L'essence politique de la crise de la social-démocratie est l'abîme de plus en plus difficile à combler dans la crise et la dépression entre sa fonction de soutien social principal de la bourgeoisie et sa base de masse prolétarienne (et petite- bourgeoise).

La bourgeoisie exige des chefs réformistes qu'ils décident les ouvriers à accepter paisiblement l'aggravation de leurs conditions de travail ; les ouvriers social-démocrates exigent de leurs chefs qu'ils organisent et dirigent la résistance contre l'agression du Capital.

La bourgeoisie exige de la bureaucratie social-démocrate au service de l'Etat, des Severing, Grzesinski, Mac Donald, etc., qu'ils défendent par la force des armes la domination de la bourgeoisie contre les ouvriers ; les ouvriers social-démocrates exigent que les chefs social-démocrates utilisent les « postes de commandement » qu'ils occupent dans l'Etat pour lutter contre la bourgeoisie.

La bourgeoisie exige de la direction de la social-démocratie qu'elle perpétue la scission de la classe ouvrière, qu'elle soustraie les ouvriers social-démocrates à l'influence communiste et qu'elle assure la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Les ouvriers social-démocrates veulent mener la lutte de concert avec les communistes contre la bourgeoisie, ils exigent le front unique, les pourparlers et la réconciliation avec l'Internationale communiste.

La bourgeoisie exige des chefs social-démocrates une participation active à la préparation de la nouvelle guerre impérialiste, les ouvriers social-démocrates ne veulent rien savoir d'une nouvelle guerre impérialiste.

La bourgeoisie exige des chefs réformistes une participation active à la préparation idéologique et organique de la guerre contre l'Union soviétique ; les ouvriers social-démocrates voient que l'Union

soviétique réalise le socialisme pour lequel le mouvement ouvrier a lutté depuis sa naissance ; ils se refusent non seulement à toute guerre contre l'Union soviétique, mais ils exigent qu'on la défende le cas échéant en luttant contre sa propre bourgeoisie¹.

Ce conflit qui existe entre la fonction de la social-démocratie en tant que soutien social principal de la bourgeoisie et sa base de masse prolétarienne et qui constitue la crise politique de la social-démocratie, se développe *d'une façon inégale suivant les pays*. La crise de la social-démocratie est moins aiguë dans les pays où la situation de la classe ouvrière s'est relativement moins aggravée pendant la crise, où les traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire sont moindres et l'influence des partis communistes plus faibles, comme en Angleterre, en Suède, en Norvège, au Danemark ou aux Etats-Unis où la majorité écrasante des ouvriers votent encore pour les partis bourgeois. Aussi les partis social-démocrates de ces pays peuvent-ils encore participer aux gouvernements ou agir en tant que partis gouvernementaux futurs tout en conservant leur influence de masse, en l'augmentant encore pendant la crise, dans certains cas, par exemple en Suède.

La crise de la social-démocratie est aussi pour l'instant un peu moins profonde dans les pays où les partis social-démocrates sont en « opposition » constante, où, comme en France, ils soutiennent bien les « gouvernements de gauche », mais où les chefs ne participent pas directement au gouvernement et où l'appareil de cadres du Parti n'est pas intégré à l'appareil de l'Etat². Dans ces pays, la fonction du Parti en tant que principal soutien social de la bourgeoisie peut être masqué plus facilement aux yeux des masses ouvrières par des manœuvres et des phrases révolutionnaires.

Par contre, dans la crise du Parti français (comme aussi dans quelques autres partis social-démocrates), la question de la guerre joue un très grand rôle. Alors que les chefs de « gauche » et centristes, sous la pression des masses qui ne veulent rien savoir d'une nouvelle guerre, continuent à manœuvrer à l'aide du pacifisme, les chefs de droite, sous la pression de la bourgeoisie, prennent ouvertement position en faveur de la préparation d'une nouvelle guerre et de la participation au pouvoir, ce qui, comme on le sait, a amené la scission au sein de la fraction parlementaire et la séparation du groupe néo-fasciste Marquet- Déat.

La crise de la social-démocratie s'est développée jusqu'à une décomposition complète du Parti en Allemagne, parce que c'est le pays qui a été atteint d'une façon particulièrement aiguë par la crise et où la situation du prolétariat, dans la période d'après-guerre et surtout pendant la crise économique, a empiré de façon particulièrement grande. C'est le pays où les chefs de la social-démocratie ont constamment participé au gouvernement³ et où l'appareil du Parti a le plus largement pénétré dans l'appareil de coercition de l'Etat bourgeois. De là leur responsabilité qui ne saurait être camouflée dans la réduction des salaires, dans la suppression des Assurances sociales, dans l'assassinat des manifestants ouvriers. C'est le pays où un Parti communiste fort, et gagnant rapidement en influence, a rendu de plus en plus difficile aux dirigeants de la social-démocratie la réalisation de leur politique anti-ouvrière. Aussi est-ce par l'exemple de l'Allemagne qu'on peut montrer le mieux la dialectique du développement de la crise de la social-démocratie.

¹ Naturellement cette énumération n'est pas complète; le conflit s'accroît dans chaque domaine, sans exception.

² Par contre, le fait que le Parti socialiste français est à la tête de nombreuses communes a entraîné une forte interpénétration de l'appareil du parti dans la bureaucratie communale, ce qui constitue un fort appui pour l'opportunisme.

³ La social-démocratie a gouverné en Prusse, de façon ininterrompue, depuis la fin de la guerre jusqu'au moment où Papen a chassé en 1932 le gouvernement Braun.

Les chefs de la social-démocratie allemande se sont efforcés de satisfaire « loyalement » aux exigences de la bourgeoisie sous tous les rapports. Tarnow déclarait ouvertement :

Il faut que la crise soit résolue, avec les sacrifices nécessaires de la part de la classe ouvrière, dans le cadre du régime social capitaliste. (*Rote Fahne*, 10 décembre 1930.)

Les arbitres social-démocrates ont abaissé les salaires des ouvriers¹. Les chefs syndicaux social-démocrates ont empêché les grèves et excluent les communistes des syndicats. Les préfets de police social-démocrates ont fait mitrailler les manifestants ouvriers par des policiers organisés dans la social-démocratie².

Mais cette politique anti-ouvrière a fini par saper l'influence de la social-démocratie dans les masses ouvrières et par accroître rapidement l'influence du Parti communiste allemand. Les voix exprimées aux élections montrèrent que le Parti communiste allemand avait conquis, dans des centres aussi importants que Berlin et la Ruhr la majorité de la classe ouvrière et qu'il était en train de gagner la majorité de la classe ouvrière dans le Reich tout entier. (Mais l'influence affaiblie du Parti socialiste démocrate allemand est restée suffisante puisque la majorité de la classe ouvrière continuait à la suivre et qu'elle avait la direction dans les organisations de masse, en particulier dans les syndicats et dans les grandes entreprises, pour empêcher une lutte commune de la classe ouvrière allemande en général, et en particulier la grève générale proclamée par le P.C.A. contre la prise du pouvoir par les fascistes.)

Les parties dirigeantes de la bourgeoisie ont répondu à la diminution de l'influence du P.S.A. en soutenant et en finançant largement le mouvement fasciste, afin de soumettre les ouvriers à une pression et une terreur accrues et pour avoir un remplaçant tout prêt dans la personne des fascistes, au cas, de plus en plus vraisemblable, où la social-démocratie serait incapable de remplir son rôle de principal soutien social. (Bien que Hitler ait fait une agitation beaucoup plus « anticapitaliste » que les chefs social-démocrates, les Thyssen, Mutschmann, etc., savaient très bien que tout cela était aussi peu sérieux que les phrases des chefs social-démocrates sur la lutte de classe et le but final révolutionnaire.)

De cette manière, la direction social-démocrate fut soumise à une pression multiple : la bourgeoisie exigeait d'elle l'écrasement des luttes économiques et politiques du prolétariat et menaçait

¹ La première diminution de salaire imposée par l'Etat eut lieu, comme on le sait, sur la base de la sentence arbitrale de Severing à Oeynhäuser.

² La lettre suivante de la « Communauté de travail des policiers social-démocrates » au congrès du Parti social-démocrate allemand de Leipzig, en 1931, montre comment les policiers organisés dans la social-démocratie étaient conscients de leur rôle contre-révolutionnaire :

« Le décret-loi auquel il faut s'attendre prévoit une nouvelle réduction des traitements des fonctionnaires. Nous ne voulons pas répéter ici les raisons qui s'opposent en général à une telle façon de faire. Mais dans la représentation d'intérêts justifiés des fonctionnaires de la police, en tant que fonctionnaires syndiqués, pour laquelle nous sommes certainement qualifiés, nous ne voulons rien faire de plus que de défendre nos membres contre des sacrifices lourds et insupportables et présenter au congrès du Parti nos appréhensions politiques qui résultent d'une amputation de ce genre. En même temps nous posons ouvertement la question : *Où y eut-il jamais dans le monde entier à une époque de misère et de danger un Etat amputant et réduisant les moyens d'existence des gardiens de l'Ordre public ? Où y eut-il jamais un Etat qui heurta de front le pouvoir armé qui le protège aux heures de danger accru ?* C'est le devoir de la République allemande d'empêcher une agitation préjudiciable aux intérêts de l'Etat parmi les fonctionnaires de la police en assurant leurs intérêts vitaux. Serait-il vraiment réservé à la République allemande de préméditer une diminution de traitement de ses fonctionnaires de police au moment même où elle a un besoin pressant de ceux-ci ? »

de la remplacer par les fascistes. En essayant d'obéir aux ordres de la bourgeoisie, les chefs du Parti social-démocrate d'Allemagne ont poussé les ouvriers vers les communistes, les petits bourgeois (et certaines fractions de la classe ouvrière) vers les fascistes. La direction du Parti social-démocrate d'Allemagne a soutenu tous les gouvernements réactionnaires, essayant, par la « théorie du moindre mal », de justifier sa trahison de la classe ouvrière.

« *Il n'y avait que cette alternative: le cabinet Brüning, ou une dictature fasciste déclarée* », déclarait Sollmann dans son rapport politique au congrès du Parti en 1931 à Leipzig.

« *Si nous renversons le gouvernement Brüning, ce sont les scorpions de Hugenberg et de Hitler qui remplaceront le fouet de Brüning* », disait, au même endroit, Dittmann.

Mais ils ont éludé aussi toute lutte sérieuse contre le fascisme, craignant qu'une lutte de ce genre dégénère en un mouvement révolutionnaire contre la bourgeoisie ; ils ont préparé la voie du pouvoir à Hitler en interdisant la Ligue des combattants du Front rouge, en désarmant les ouvriers, en permettant l'organisation des S.A. et des S.S., en faisant protéger par leur police, contre les ouvriers, les fascistes lorsqu'ils étaient encore faibles, etc. A la candidature de Thälmann à la présidence de la République, ils ont opposé la candidature de Hindenburg qui permit plus tard à Hitler d'accéder au gouvernement, ils ont lancé le mot d'ordre : « Celui qui vote pour Thälmann, vote pour Hitler. » Leur lutte contre Hitler a consisté à essayer de convaincre la bourgeoisie qu'elle n'a pas de meilleur soutien qu'eux-mêmes. « Nous jouons, disaient-ils, le rôle de médecins du capitalisme. » Mais toutes leurs manœuvres n'ont pu faire disparaître la crise. *Plus ils s'efforçaient de servir la bourgeoisie, plus leur influence idéologique sur la classe ouvrière régressait et plus, par conséquent, leur valeur, aux yeux de la bourgeoisie, diminuait.* Aucune manœuvre n'a pu faire sortir les chefs social-démocrates de ce cercle vicieux. Jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler, ils ont poursuivi leur œuvre de scission de la classe ouvrière, ils ont refusé, même lorsque von Papen les chassa purement et simplement du gouvernement prussien, l'offre d'action commune du Parti communiste allemand. Ils sont restés inébranlablement fidèles à leurs maîtres jusqu'à ce que ceux-ci les eussent congédiés. Mais le prolétariat allemand expie, sous la cravache de Hitler, le fait que les ouvriers social-démocrates ont été empêchés, par leurs chefs félons, de lutter en commun avec les communistes contre la bourgeoisie.

Pas plus que les chefs de droite du Parti social-démocrate d'Allemagne, les austro-marxistes « de gauche » n'ont pu résoudre le conflit entre leur rôle de principal soutien social de la bourgeoisie et leur base prolétarienne de masse. Ils ont suivi, dans l'ensemble, la même politique du moindre mal, bien qu'ils aient pu voir, par le sort du Parti social-démocrate d'Allemagne, où elle menait, et après avoir fini de jouer leur rôle, ils furent chassés, presque sans combat, par la bourgeoisie autrichienne faible et divisée par des luttes internes¹. C'est la meilleure preuve que le sort du Parti social-démocrate d'Allemagne n'est pas une exception provenant de circonstances particulières, mais qu'il *constitue le sort typique que l'avenir réserve à tous les partis social-démocrates*, si les ouvriers social-démocrates ne réalisent pas le front unique avec les communistes dans la lutte contre le fascisme menaçant, s'ils ne brisent pas l'influence néfaste de leurs chefs au service de la bourgeoisie et s'ils ne s'engagent pas sur la voie révolutionnaire, la seule praticable, qui leur a été indiquée par les bolcheviks russes.

¹ La lutte héroïque des *Schutzbündler* que les chefs n'avaient pas voulue et qu'ils n'ont pas soutenue, était vouée à l'échec parce qu'elle ne s'était pas posée de but politique révolutionnaire. Le mot d'ordre purement défensif de la défense des droits civiques – et non pas la lutte pour le renversement de la bourgeoisie – devait nécessairement conduire à la défaite ; les fautes stratégiques et tactiques furent la conséquence fatale de cette attitude politique fautive.

La crise de l'Internationale d'Amsterdam est moins développée que celle de la social-démocratie. Dans de nombreux pays (surtout dans ceux où chaque syndiqué est automatiquement membre du Parti social-démocrate, comme en Norvège, en Hongrie, en Angleterre), la social-démocratie a un appui dans les syndicats libres. Aux Etats-Unis, l'A.F.L.¹ se trouve incontestablement dans un moment d'essor vigoureux : par centaines de mille, les ouvriers ont fait grève en 1934 pour avoir le droit de s'organiser syndicalement dans le cadre de l'A.F.L.

Les causes de la solidité plus grande des syndicats social-démocrates par rapport aux partis social-démocrates sont de nature diverse. Les plus importantes sont : les ouvriers organisés syndicalement sont directement et matériellement intéressés à l'existence des syndicats, les syndicats peuvent s'adapter encore plus facilement à un régime en voie de fascisation que les partis social-démocrates ; il faut y ajouter le travail insuffisant de presque tous les partis communistes dans les syndicats. Mais les mêmes causes qui conditionnent la crise de la II^e Internationale ne peuvent pas ne pas pousser plus loin la crise de l'Internationale d'Amsterdam.

2. La crise idéologique de la social-démocratie.

La crise idéologique (et organique) de la social-démocratie et sa crise politique s'interpénètrent.

La période de la stabilisation relative a permis à la social-démocratie de rénover et de développer le révisionnisme d'avant-guerre qu'elle avait masqué, à l'époque de la première crise révolutionnaire, par des phrases « de gauche ».

Dans le domaine économique, Hilferding, Kautsky, Tarnow ont proclamé qu'il n'y a pas de crise générale du capitalisme², que le capitalisme a encore devant lui une longue période ascendante, que la Révolution d'Octobre a été une révolution bourgeoise et qu'elle ne signifie pas le début du renversement de l'ordre social capitaliste (Otto Bauer), que le capitalisme se développe vers un capitalisme d'Etat sans crise et dirigé rationnellement, que le passage au socialisme a déjà commencé.

Voyons la théorie plaçant l'Etat au-dessus des classes, présentant la démocratie parlementaire comme le seul chemin menant à la conquête du pouvoir d'Etat, chemin que l'on ne peut suivre que pas à pas. Jusqu'à ce que la social-démocratie ait obtenu la majorité aux élections, disent-ils, elle participe à des mouvements de coalition, occupe des « leviers de commande » dans l'appareil d'Etat, mais elle ne peut réaliser complètement son programme, la « démocratie économique », le socialisme (tel qu'ils l'entendent), même si elle gouverne seule. « Le Labour Party est au gouvernement, mais il n'est pas au pouvoir. » La démocratie entraîne le refus de l'emploi de la violence, de la dictature en général, de la dictature prolétarienne aussi.

Cette idéologie qui a satisfait un certain temps aussi bien la bourgeoisie que la majorité des

¹ *American Federation of Labor* : Fédération américaine du travail.

² Le 21 novembre 1930, en pleine crise mondiale, Hilferding déclarait encore au congrès des municipalités :

« La crise économique actuelle est plus sévère que les crises précédentes, mais elle n'en est pas moins, en tant que crise de l'économie capitaliste, un phénomène de conjoncture qui sera surmonté. *La tendance fondamentale de notre économie est dirigée de bas en haut.* »

ouvriers social-démocrates n'a pas résisté aux coups de la crise. La baisse de la production au-dessous du niveau d'avant-guerre, la paupérisation rapide du prolétariat, l'évincement de la moitié des ouvriers de la production ont infligé un démenti à la théorie de l'essor du capitalisme, ont détruit les illusions sur la possibilité d'une existence vraiment humaine dans le cadre de l'ordre social capitaliste, illusions que la période de stabilisation avait fait naître chez une partie des ouvriers social-démocrates. Le fait que l'offensive du Capital dans tous les pays (même là où les social-démocrates participaient au gouvernement) eut lieu avec le soutien de l'Etat, que la résistance des ouvriers fut brisée par l'intervention brutale de l'appareil d'Etat, a miné la croyance dans un Etat placé au-dessus des classes. Sous les coups de la crise, les ouvriers social-démocrates sont redevenus plus accessibles au marxisme révolutionnaire représenté par les communistes, le mur que les chefs social-démocrates avaient élevé entre les ouvriers social-démocrates et communistes a commencé à vaciller.

Les dirigeants de la social-démocratie n'ont pu retenir plus longtemps les ouvriers sous leur influence avec l'idéologie révisionniste non camouflée. La crise politique a trouvé son reflet dans la crise idéologique. Une partie des chefs a commencé à développer de nouveau des théories « de gauche ». Lœbe a constaté la crise générale du capitalisme ; Otto Bauer a demandé la défense par la force armée de la démocratie contre le fascisme ; Seydewitz et C^{ie} ont même demandé la dictature du prolétariat...

La crise idéologique fut encore plus grande après l'instauration du fascisme en Allemagne et en Autriche. Les chefs furent placés devant la tâche de trouver une nouvelle idéologie qui calmât les ouvriers social-démocrates irrités par l'échec complet de la politique du moindre mal, tout en ne fermant pas la voie à la collaboration éventuelle avec la bourgeoisie.

Il a fallu provisoirement abandonner l'idéologie de la démocratie parlementaire pacifique.

« Contre le *despotisme*, il n'y a pas d'opposition parlementaire ou constitutionnelle, il ne reste plus que le moyen de la révolution », peut-on lire dans une petite brochure-programme de la direction du Parti social-démocrate d'Allemagne dans l'émigration. « Dans la lutte contre la dictature nationale-socialiste, il n'y a pas de compromis, pas de place pour le réformisme et la légalité », peut-on lire dans le programme de janvier du Parti social-démocrate d'Allemagne. Mais la révolution ne doit être tournée que contre la *forme* fasciste de la dictature de la bourgeoisie et non contre la domination de la bourgeoisie elle-même. Les phrases révolutionnaires sont destinées aux ouvriers, mais en même temps on calme la bourgeoisie en répudiant le bolchévisme.

Le nouveau front de lutte socialiste doit rejeter du point de vue du programme le but tracé par les communistes. Substituer au bague national-socialiste le bague bolchévik, ne saurait être le but de la grande lutte de libération contre l'Etat fasciste. (*Ibid.*)

« *Le retour à la démocratie* », tel est le mot d'ordre de Kautsky. « Par la dictature à la démocratie », tel est le mot d'ordre des austro-marxistes mis à la porte.

Nous voyons donc que, même mise à la porte, enfermée dans les camps de concentration, cette clique de chefs sert la bourgeoisie, en utilisant le peu qui lui reste de son influence sur les masses travailleuses contre le front unique du prolétariat, contre la révolution prolétarienne, pour le rétablissement d'une dictature légale de la bourgeoisie. Mais les ouvriers allemands et autrichiens ont tiré la leçon des événements des dernières années et ils voient de plus en plus clair dans le double jeu de leurs chefs.

La crise idéologique est un problème pour toute la II^e Internationale et pas seulement pour les chefs des partis social-démocrates allemand et autrichien qui ont déjà été chassés par la bourgeoisie.

La tâche est d'établir une nouvelle idéologie, *un nouveau programme qui puisse d'une part satisfaire et retenir dans le Parti les ouvriers, et, d'autre part, qui détourne la bourgeoisie de l'exemple de la bourgeoisie allemande, c'est-à-dire de chasser les réformistes et de faire des fascistes son principal soutien social* ! En d'autres termes : créer un programme qui permette à la social-démocratie de continuer à jouer avec succès, malgré la crise, son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie.

C'est De Man qui a fait à ce sujet « l'essai » le mieux réussi » par son « programme de travail » adopté solennellement par le Parti ouvrier belge, unissant la phraséologie de gauche à un contenu concret semi-fasciste et acceptable par la bourgeoisie. Aux ouvriers, on fait croire que le plan renferme une « attaque contre la structure du capitalisme », que sa réalisation constituerait un pas vers la réalisation du but final en « nationalisant » les banques, les chemins de fer, les mines et la production d'énergie. La bourgeoisie est calmée parce qu'il ne saurait être question de confisquer sa fortune et parce que l'exécution du plan ne se ferait que par la voie pacifique en gagnant la majorité au Parlement. A l'égard de la classe ouvrière, le plan est la phraséologie révolutionnaire ; envers la bourgeoisie c'est une offre de gouvernement de coalition sur la base de l'aide systématique de l'Etat aux entreprises du capital monopoliste qui sont menacées par la banqueroute¹.

C'est essentiellement dans la même direction que s'orientent les programmes de crise du Labour Party anglais, du Parti socialiste de Suisse, des néo-colonialistes français, etc.

La crise d'organisation dans les Partis socialistes nous montre pourquoi cet essai de détourner du front unique et de la lutte révolutionnaire les ouvriers social-démocrates par des phrases de gauche² n'a pas eu le succès espéré.

3. La crise d'organisation de la social-démocratie.

La crise d'organisation dans la social-démocratie est la conséquence de la crise politique que les chefs essaient vainement de surmonter en modifiant leur idéologie et par des manœuvres de gauche. La crise d'organisation trouve son expression dans la scission et les divisions vers la « droite » et vers la « gauche », et dans le passage au communisme, non seulement de quelques ouvriers, mais d'organisations social-démocrates tout entières.

Les divisions et scissions s'accomplissent sur deux lignes principales. Une partie des chefs social-démocrates ne veulent à aucun prix subir le sort des Wels, Heilmann, Otto Bauer. *Ils veulent garder en toutes circonstances la faveur de la bourgeoisie.* Ce sont le groupe Mac Donald-Snowden en Angleterre, le groupe néo-fasciste Marquet-Déat en France, Noske, Ulrich, Løbe, Severing en Allemagne³. Mais ils perdent par suite de leur passage déclaré à la bourgeoisie leur influence sur les

¹ Voir ma critique détaillée dans la brochure : *Henri De Man et son plan*, Bureau d'Editions, Paris, 1934.

² L'emploi de phrases de gauche revêt les formes les plus diverses. De Man parle d'une « attaque » contre la structure du capitalisme même. Otto Bauer proclame pour l'instant la nécessité de l'insurrection armée pour renverser le régime fasciste en Autriche, etc. Tout cela dans le but de retenir les ouvriers social-démocrates de passer dans les partis communistes. Seul, le chef de la social-démocratie espagnole, Caballero, autrefois tout à fait droitier, a passé, sous la pression des masses révoltées, des mots d'ordre « de gauche » à la participation aux combats révolutionnaires.

³ En Allemagne toute la direction de la social-démocratie – comme le prouve le discours de Wels le 7 mai 1933, au Parlement – était prête à passer à Hitler si celui-ci avait été d'accord ; tout le cercle de fonctionnaires moyens et subalternes

ouvriers et, partant, leur valeur pour la bourgeoisie

Une autre partie des chefs social-démocrates essaie de servir la bourgeoisie en se mettant à la tête du mouvement de gauche des ouvriers, pour empêcher que ceux-ci ne passent au Parti communiste : l'Independent Labour Party en Angleterre, le Parti socialiste ouvrier en Allemagne, etc. Ils ne peuvent pas remplir leur rôle car les ouvriers reconnaissent de plus en plus la différence entre la lutte révolutionnaire des communistes et les phrases de gauche de ces éléments les plus dangereux, la tension de toute la situation empêche la cristallisation de larges groupes centristes.

La crise d'organisation se montre encore dans le fait que les partis fondamentaux eux-mêmes sont divisés de la façon la plus variée en fractions de droite et de « gauche », comme on l'a constaté le plus clairement au dernier congrès du Parti socialiste (S.F.I.O.) de France¹.

C'est en Allemagne et en Autriche où il n'y a plus de Parti social-démocrate central, *mais seulement des groupes peu cohérents qui ne veulent rien entendre dans leur majorité des directions de partis émigrés* que la crise d'organisation est la plus profonde. En Allemagne, on voit de façon particulièrement claire combien l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie social démocrate formaient une base peu ferme. La bureaucratie social démocrate dans le Reich, en Prusse, dans les villes et dans les campagnes, dans les syndicats et dans les coopératives est - dans la mesure où elle n'a pas été chassée - passée entièrement au service des fascistes. Depuis des années, un certain nombre de ces bureaucrates avaient en poche la carte du Parti national socialiste à côté de celle du Parti social-démocrate. En ce qui concerne les ouvriers social-démocrates de haute qualification, ils sont pour la plupart restés dans les grandes entreprises, étant indispensables pour le Capital. Mais ils sont devenus dans leur grande majorité politiquement « neutres » et ils ne sont pas disposés à mettre en jeu leur liberté personnelle et leur place en faisant le travail du Parti social-démocrate². L'appareil de fonctionnaires du Parti qui se recrutait dans ces couches privilégiées n'existe plus dans son ensemble.

La crise politique, idéologique et organique de la social-démocratie, la banqueroute complète de la social-démocratie autrichienne et allemande, les coups que le fascisme assène aux ouvriers, le courage et la résolution avec lesquels les communistes allemands et autrichiens continuent leur travail dans l'illégalité, tout cela a fait qu'un nombre de plus en plus grand d'ouvriers social-démocrates commencent à douter de la social-démocratie, qu'ils comparent sérieusement la politique social-démocrate et la politique communiste et qu'il se forme des groupes de gauche d'ouvriers social-démocrates sincèrement révolutionnaires. Le chemin vers le front unique s'ouvre dans la lutte contre le fascisme et la bourgeoisie.

La croissance du fascisme.

La croissance du fascisme - aussi bien de la fascisation de l'appareil d'Etat que du mouvement

des syndicats libres a été accueilli dans le « Front du travail » et continue à travailler sous la direction fasciste.

¹ C'est en Suisse que le désarroi dans l'organisation s'est montré le plus brutalement, quand le préfet de police social-démocrate de droite de Genève a fait arrêter le secrétaire du Parti social-démocrate, Nicole, élément de « gauche ».

² Après le 30 juin qui comme un éclair projeta la lumière sur les faiblesses internes du régime hitlérien, il s'est produit un certain changement : les anciens fonctionnaires social-démocrates essaient à nouveau de faire du travail de parti.

fasciste - a commencé déjà avant le VI^e congrès mondial sur la base de la crise générale du capitalisme. La crise économique et la dépression actuelle de caractère particulier *ont contraint la bourgeoisie à accélérer le processus de fascisation* de façon inégale selon les pays, suivant le degré d'ébranlement de la domination de la bourgeoisie et de la maturation de la crise révolutionnaire.

Nous employons délibérément le mot « contraint », ce n'est pas par plaisir que la bourgeoisie substitue au camouflage démocratique parlementaire de sa domination la méthode de terreur fasciste. L'instauration du régime fasciste n'est pas – bien qu'il constitue un rude coup contre le prolétariat – une manifestation de la force, mais au contraire de la faiblesse de la bourgeoisie, de la perte de l'hégémonie idéologique et politique sur la majorité du peuple, perte qui la contraint à avoir recours à l'emploi systématique de la terreur.

Si l'aggravation de la situation du prolétariat en général, de l'aristocratie ouvrière en particulier, est la base principale de la crise de la social-démocratie, la paupérisation des larges masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie constitue la base sociale du mouvement fasciste¹.

La conséquence politique de la ruine de masse de la paysannerie pendant la crise économique a été un grand mécontentement, une vaste révolte contre l'état de choses existant (manifestations, boycottage de l'approvisionnement des villes en vivres, refus en masse de payer les impôts, obstruction violente contre les exécutions fiscales, etc.). La paysannerie travailleuse, la réserve de jadis de la bourgeoisie, et actuellement la réserve potentielle de la révolution prolétarienne, s'est mise en mouvement dans le monde entier.

Bien que ce mouvement, comme chaque mouvement petit-bourgeois, manque de but politique clair, il constitue pour la domination de la bourgeoisie un danger d'autant plus grand que sa lutte contre le prolétariat prend des formes de plus en plus aiguës, au fur et à mesure que dans un pays mûrit la crise révolutionnaire. Dans tous les pays capitalistes, la bourgeoisie cherche toujours dans sa lutte contre le prolétariat révolutionnaire un appui dans les parties de la paysannerie dirigées et *trompées* par elle. La base commune est la propriété privée, étant donné que les paysans travailleurs ne savent pas pour la plupart distinguer la propriété paysanne de la propriété capitaliste. Défenseurs fanatiques de la propriété *paysanne* qui leur paraît indispensable en tant que base naturelle de l'utilisation de leur force de travail, les paysans se laissent facilement circonvenir pour défendre la propriété *exploiteuse*. La révolte générale de la paysannerie contre l'Etat de choses existant, révolte provoquée par la crise agraire, constitue donc une sérieuse menace pour la domination de la bourgeoisie.

La « *paysannerie* » travailleuse – *sous ce vocable*, nous réunissons les paysans parcellaires, les petits et moyens paysans, c'est-à-dire tous les travailleurs des champs qui vivent entièrement ou partiellement de la culture, par leur propre travail, de leurs propres terres ou de terres affermées – *constitue la majorité absolue de la population de la terre* et (à l'exception de l'Angleterre et de la

¹ C'est ce qu'on constate le plus clairement dans l'évaluation des voix obtenues par les fascistes en Allemagne. Voici leur pourcentage par rapport à toutes les voix exprimées dans le Reich :

Période de stabilisation			Période de crise		
Mai 1924	Décembre 1927	Mai 1928	Septembre 1930	Juillet 1932	Novembre 1933
0,2	2,5	2,6	18,3	37,4	33,1

Belgique) *la couche de la population relativement la plus nombreuse dans la plupart des pays capitalistes*¹.

L'importance de la paysannerie pour la bourgeoisie augmente du fait *du rôle particulier qu'elle joue dans l'appareil de la violence de l'Etat bourgeois*. Ce sont surtout des fils de paysans qui constituent la matériel humain de l'appareil de coercition de l'Etat bourgeois, gendarmes, carabiniers, policiers, gardiens de prison se recrutent en majorité parmi les fils de paysans ; l'armée - proportionnellement à l'importance de la paysannerie dans l'ensemble de la population - est largement composée de fils de paysans, surtout les cadres des sous-officiers rengagés (on n'aime pas, pour des raisons de classe, faire des ouvriers des sous-officiers). Le mécontentement général de la paysannerie compromet donc le caractère sûr de l'appareil de violence dont l'importance est actuellement décisive dans la lutte contre la classe ouvrière.

De tout cela découle l'importance décisive de l'attitude de la paysannerie travailleuse pour le succès de la révolution prolétarienne. Déjà le II^e congrès de l'I.C. le soulignait et signalait la nécessité de gagner les paysans pauvres, de neutraliser les paysans moyens et de combattre résolument les gros paysans.

Tant que les classes dirigeantes réussissent à maintenir leur influence idéologique et politique sur la « paysannerie » au large sens du mot à l'aide des *gros paysans*, « la plus dangereuse des couches bourgeoises, les ennemis directs et décidés du prolétariat révolutionnaire », la victoire de la révolution prolétarienne est rendue très difficile dans la plupart des pays et impossible dans nombre d'entre eux. Aussi peut-on lire dans les thèses du II^e congrès :

Tout le travail politique des partis communistes dans les campagnes doit se concentrer sur l'émancipation de la majorité travailleuse et exploitée de la population rurale de l'influence idéologique et politique de ces exploitateurs et à la lutte contre cette couche².

Il faut malheureusement constater que les partis communistes n'ont réussi que dans quelques pays, par exemple en Bulgarie, en Grèce, en Chine et dans quelques autres pays coloniaux, à utiliser la situation devenue favorable par suite de la révolte de la paysannerie, pour réaliser cette tâche³. Dans la

¹ D'après les derniers chiffres connus de recensement, le pourcentage des personnes occupées dans l'agriculture est le suivant :

Etats-Unis	Allemagne	France	Tchécoslovaquie
26,7	30,5	38,4	40,5

Italie	Espagne	Pologne
55,7	57	76,2

Il faut retrancher d'une part les gros paysans et d'autre part les salariés agricoles sans terre. (Ces chiffres sont empruntés à l'*Annuaire statistique du Reich allemand*. 1932, page 240.)

² *Thèses, conditions et statuts de la IIIe Internationale* (texte officiel voté au II^e congrès), p. 69, Bibliothèque communiste romande.

³ La tâche des communistes a été rendue difficile par la politique agraire traditionnelle de la social-démocratie qui creusait systématiquement un abîme entre la classe ouvrière citadine et les paysans pauvres et moyens. Elle plaçait d'un côté la paysannerie sans distinction de classe comme *producteurs* de moyens de subsistance auxquels s'oppose la classe ouvrière industrielle en tant que *consommateur*, qu'acheteurs de moyens de subsistance. Au lieu de faire une opposition de

plupart des pays capitalistes, en particulier en Allemagne, le mouvement fasciste a réussi, à l'aide d'une démagogie mensongère sans scrupule (« il faut en finir avec le servage des intérêts », « il faut répartir les grandes propriétés foncières », etc.), à capter la révolte de la paysannerie et à la transformer temporairement en une force hostile à la classe ouvrière. Dans sa démagogie, le mouvement national-socialiste ne s'est pas borné aux questions économiques ; grâce à des mots d'ordre comme « le sang et la terre », « le peuple sans espace » il a orienté la paysannerie aussi vers le chauvinisme. Une grande littérature « scientifique » devait prouver que les paysans représentent le « sang nordique pur » dans le peuple allemand, que la noblesse et les paysans (libres) sont d'une même souche ; on s'est mis à parler de noblesse paysanne¹, etc.

C'est ainsi que la paysannerie est devenue la base de masse du fascisme et l'hégémonie vacillante de la bourgeoisie sur celle-ci a été rétablie temporairement à l'aide d'une autre idéologie. L'incapacité de la social-démocratie à mettre le mouvement paysan sous son influence et le succès des fascistes à tromper démagogiquement la paysannerie ont constitué un facteur important dans le revirement des classes dominantes allemandes de la social-démocratie au fascisme.

C'est avec des mots d'ordre analogues, démagogiques, chauvins, réactionnaires, « anticapitalistes » : « contre le capital spéculateur », « suppression des grands magasins » que le mouvement fasciste est parvenu à attirer de son côté la petite bourgeoisie citadine ruinée par la crise, les artisans, les petits commerçants, les intellectuels ainsi que les « nouvelles couches moyennes » très nombreuses – fonctionnaires, employés, personnel de bureau, techniciens, etc. – dont le nombre atteint, dans les pays capitalistes très développés, presque la moitié du nombre des ouvriers manuels.

Nous ne pouvons pas donner ici une analyse approfondie de la démagogie fasciste. Ce qui la caractérise, c'est le manque de scrupules avec lequel elle pose en même temps des revendications absolument contradictoires pour des couches différentes, c'est sa grande souplesse et ses appels moins à la raison qu'aux *bas instincts* des masses petites-bourgeoises.

Une partie intégrante de la démagogie fasciste commune à tous les pays, c'est qu'elle *cultive le nationalisme*, le « *superpatriotisme* », qu'elle présente son propre peuple comme le plus éminent, le plus courageux, le plus noble du monde entier et tous les autres peuples comme de nature inférieure. Aussi dans les pays à nationalités diverses, le fascisme est-il presque toujours un mouvement de la nation dominante. La démagogie est avant tout *destinée à la petite bourgeoisie*. Le paysan qui sa vie durant ne quitte pas son village et qui est voué à « l'idiotie de la vie à la campagne », l'artisan et le petit commerçant des petites villes avec leur point de vue borné déterminé par l'étroitesse de leurs relations économiques, le fonctionnaire qui ne connaît que son bureau, sont particulièrement prédisposés à ce patriotisme et à ce nationalisme étroits ! (*La grande bourgeoisie joue au patriotisme*, mais elle est toujours prête à changer de « patrie » lorsque les affaires l'exigent, et à livrer du matériel de guerre à

classe entre les exploités et les exploités des villes et des champs, *on mettait au centre l'opposition entre les consommateurs citadins » et les » producteurs ruraux »*. Au lieu de montrer que les ouvriers industriels et agricoles et les paysans pauvres sont exploités par les mêmes classes dominantes des villes et des champs, la social-démocratie opposait la ville à la campagne. Il se formait ainsi un « front unique » étrange entre la social-démocratie et les agrariens ; la social-démocratie soutenait objectivement – que ce soit sciemment ou non, peu importe – la politique des agrariens qui proclamaient la communauté d'intérêts de tous les *agriculteurs*. Rien dans cette ligne fondamentale n'a été modifié par le réformisme agraire des David et Herz, par les manœuvres occasionnelles visant à piper des voix paysannes.

¹ Voir par exemple le rapport de DARRÉ : *La Paysannerie, source vitale de la race nordique*. Munich, 3^e édition, 1933.

tous les ennemis de la patrie pourvu qu'ils le paient un bon prix !)

Le nationalisme et le patriotisme mènent au chauvinisme qui est indispensable à la préparation idéologique de la guerre, comme contre-poids à l'internationalisme révolutionnaire proclamé par le prolétariat. Dans certains cas, en Allemagne et au Japon, le nationalisme et le patriotisme s'accompagnent d'une *démagogie raciste spéciale*¹ ou d'antisémitisme. Cependant l'antisémitisme n'est pas une méthode employée généralement par la démagogie fasciste : par exemple, en Italie, le fascisme ne s'en sert point. En Pologne, seule une aile du fascisme a une position antijuive, alors que Pilsudski et ses partisans les plus proches sont moins hostiles aux Juifs. En Palestine, il y a un mouvement fasciste juif important qui est dirigé contre les Arabes et contre les ouvriers révolutionnaires juifs.

La démagogie fasciste utilise partout l'idéologie historique des masses petites-bourgeoises. Au Japon, elle s'attaque à la vénération traditionnelle du monarque et des vertus militaires, en Autriche, au fanatisme catholique d'une part, au nationalisme allemand d'autre part, et ainsi de suite.

Malgré la souplesse de sa démagogie, le *mouvement fasciste n'a réussi nulle part à pénétrer dans le prolétariat de la grande industrie à proprement parler* ; il a pu tout au plus gagner des ouvriers agricoles, des ouvriers travaillant à domicile, des jeunes gens et des chômeurs (en partie par les avantages matériels que signifiait l'enrôlement dans les S.A.) ! Les nationaux-socialistes ont même été jusqu'à essayer de déclencher quelques grèves ; ils ont participé à la grève des transports de Berlin. Néanmoins, ils n'ont pas pu gagner de terrain dans la classe ouvrière industrielle.

Cette base petite-bourgeoise de masse constitue la faiblesse essentielle du fascisme. La petite bourgeoisie est caractérisée par ses oscillations et son manque de fermeté. Lénine dit à ce sujet :

C'est que le petit propriétaire, le petit patron (type social très largement représenté, formant une masse importante dans bien des pays d'Europe) qui, en régime capitaliste, subit une oppression continuelle et, très souvent, une aggravation terriblement forte et rapide de ses conditions d'existence et la ruine, passe facilement à un révolutionnarisme extrême, mais est incapable de faire preuve de fermeté, d'esprit d'organisation, de discipline et de constance. Le petit bourgeois, « pris de rage » devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes. L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en engouement « enragé » pour telle ou telle tendance bourgeoise « à la mode », tout cela est de notoriété publique².

En effet, la petite bourgeoisie qui suivait le national-socialisme se mit à hésiter, en automne 1932, avant la prise du pouvoir, comme l'a montré la diminution des chiffres de voix des nationaux-socialistes. Cela et le manque d'influence sur le prolétariat industriel proprement dit sont les raisons pour lesquelles la grande bourgeoisie allemande a hésité si longtemps avant de remettre le

¹ La notion de « race » est utilisée selon les circonstances politiques. Tantôt c'est l'ensemble de la race « aryenne » qui est opposée à toutes les autres, en particulier aux « Sémites », puis ce sont les « Germains » qui sont supérieurs aux Slaves. Les Germains sont à leur tour divisés selon la race et la race « nordique » est mise au-dessus de tous les autres peuples du monde. Pour les fascistes allemands, le Japon est une « race noble » par rapport aux Chinois, alors que les Japonais opposent eux-mêmes la « race jaune » aux Blancs, les Asiatiques aux Européens.

² V.I. LÉNINE : « *La Maladie infantile du communisme* », *Œuvres*, tome 31, p. 26, Editions sociales. Paris.

pouvoir à Hitler ; voilà pourquoi en Angleterre, par exemple, seuls quelques grands capitalistes soutiennent pour l'instant, le mouvement fasciste. C'est justement parce que le fascisme a partout sa base de masse dans la petite bourgeoisie toujours vacillante et non pas dans le prolétariat industriel *qu'il ne saurait jamais remplacer complètement la social-démocratie comme principal soutien social de la bourgeoisie.*

Ceci explique les efforts de la bourgeoisie même après avoir remis le gouvernement au fascisme, pour attirer, dans les moments difficiles, les social-démocrates d'extrême-droite - surtout les chefs des syndicats réformistes - à une collaboration avec elle (D'Aragona et Cie, P.P.S. (Parti socialiste polonais) en Pologne, pour parler du gouvernement autrichien Schuschnigg, avec les chefs social-démocrates et des agents de Hitler avec Wels après le grand massacre du 30 juin 1934).

Le fait que la petite bourgeoisie des villes et des champs sert partout de base de masse au mouvement fasciste et que le fascisme pratique dans la lutte pour gagner les masses une démagogie anticapitaliste, a entraîné, comme on sait, dans quelques cas même des communistes à méconnaître son caractère de dictature du capital financier contre le prolétariat ! On prenait le fascisme pour *un mouvement de classe indépendant de la petite bourgeoisie* (les droitiers dans le Parti communiste polonais), voire même pour un mouvement du *lumpenprolétariat* composé d'intellectuels déclassés (Remmele). La compréhension insuffisante de la nature du fascisme a conduit à des erreurs comme le soutien actif de la prise du pouvoir par Pilsudski par certaines fractions du Parti communiste polonais. Des faits de ce genre prouvent combien la démagogie fasciste est efficace, comme il est indispensable d'avoir une compréhension juste du caractère de classe du mouvement fasciste pour le combattre avec succès. La méconnaissance de la nature du fascisme devait nécessairement entraîner un affaiblissement de la lutte contre celui-ci. D'autre part, comme la fascisation du régime bourgeois et des partis bourgeois est un phénomène général et comme la domination de la bourgeoisie revêt souvent peu à peu des traits fascistes, les partis communistes, dans certains cas (Parti communiste allemand) ont commis la faute de constater l'existence d'une dictature fasciste, alors qu'il ne s'agissait encore que d'une fascisation accentuée du régime bourgeois. Cela aussi ne pouvait manquer d'affaiblir la lutte contre le fascisme parce que les ouvriers se disaient que ce fascisme n'est pas si effroyable que cela, ce qui les détournait de la lutte contre le vrai danger fasciste¹.

En résumé, la ruine de masse de la petite bourgeoisie des villes et des champs, le chômage de masse des intellectuels, des fonctionnaires et de la jeunesse, *créent la base du mouvement fasciste de masse* : une démagogie nationaliste, chauvine, anticapitaliste, sans scrupules, souple, adaptée aux différentes couches de la population, *sert à gagner les masses*. Le soutien financier de la part de certains groupes des classes dominantes *permet l'organisation d'un grand appareil stipendié de propagande, d'agitation et de terreur*, la coopération ouverte ou camouflée avec l'appareil coercitif de l'Etat², facilite la terreur contre le prolétariat en général, contre les communistes en particulier, déjà

¹ Les renégats Trotski, Thalheimer ont contribué autant que possible à égarer les ouvriers en leur présentant le fascisme comme du « bonapartisme », comme la domination d'une clique qui – s'appuyant sur la petite bourgeoisie et le lumpenprolétariat – *gouverne contre la bourgeoisie.*

² La coopération avec l'appareil coercitif de l'Etat est de nature très différente selon les pays. Le fascisme japonais est en liaison et en connexion tout à fait étroite avec les milieux militaires, c'est pourquoi nous parlons d'un « fascisme guerrier » au Japon. Dans d'autres pays (comme par exemple en Lettonie), ce sont les conservateurs, les partis gouvernementaux qui fascisent l'appareil d'Etat et se fascisent eux-mêmes. En Autriche, cela a pris un développement particulier : la lutte des deux camps fascistes, le fascisme à *orientation allemande* luttant pour l'Anschluss et celui à *orientation italienne* luttant

avant la prise du pouvoir ; la scission de la classe ouvrière par la social-démocratie avec sa politique de recul progressif, de dérobade devant chaque lutte de classe révolutionnaire (« théorie du moindre mal »), la terreur pratiquée par les gouvernements et les fonctionnaires publics social-démocrates contre les communistes, bref, *la fascisation de la social-démocratie* (qui trouve son expression la plus brutale dans les scissions et le passage au fascisme), *frayent la voie au fascisme*; les fautes des partis communistes, en particulier l'emploi insuffisant ou faux de la tactique du front unique pour mobiliser les masses travailleuses contre le danger fasciste, facilitent la victoire du fascisme.

Mais la faute la plus néfaste serait l'extension de la théorie contre-révolutionnaire de l'inévitabilité de la victoire du fascisme dans tous les pays : la théorie de toute une « époque de fascisme ». Cette théorie constitue la négation de la crise générale du capitalisme, de la maturation de la crise révolutionnaire, elle considère comme désespérée la lutte contre le fascisme et démoralise les masses. Aussi faut-il la combattre avec la plus grande énergie.

Le fascisme au pouvoir.

Recourant pendant les périodes, *dit le programme de l'I.C.*, les plus critiques pour la bourgeoisie, à une phraséologie anticapitaliste, le fascisme perd en route ses grelots anticapitalistes et se révèle de plus en plus, dès qu'il s'est affermi au pouvoir, comme la dictature terroriste du grand capital¹.

Le processus de la perte des grelots anticapitalistes est connu des lecteurs par l'histoire du fascisme italien et allemand. Hitler commença à mettre une sourdine aux phrases anticapitalistes en partie déjà *avant* de prendre le pouvoir, (l'interprétation du paragraphe 17 du programme du N.S.D.A.P. [Parti national socialiste] par Hitler dès 1928, selon laquelle « *seules les terres qui ont été acquises de façon illégale* » pourront (et non devront) être soumises à l'expropriation). D'autre part, il serait tout à fait erroné d'interpréter ce point du programme de l'I.C. comme si le fascisme *rejetait loin de lui* les « grelots anticapitalistes » *aussitôt qu'il a pris le pouvoir*. La prise du pouvoir ne signifie pas encore la « sécurité du pouvoir », aussi le fascisme poursuit-il partiellement encore après la prise du pouvoir sa démagogie anticapitaliste.

Avec la prise du pouvoir par le capitalisme commencent deux processus opposés. D'une part, *le développement rapide et l'affermissement idéologique et organique de l'appareil coercitif de l'Etat* qui est épuré de tous les éléments non « sûrs » et qui est fusionné avec l'appareil du Parti fasciste ; en même temps, la capacité de manœuvre du fascisme, grâce à la suppression du système parlementaire, devient plus grande et mieux appropriée à l'exécution de la politique du capital financier. D'autre part, avec la prise du pouvoir commence la désillusion des masses petites-bourgeoises des villes et des champs prises au piège de la démagogie fasciste et qui, après la prise du pouvoir par le fascisme, attendent vainement, c'est bien évident, l'accomplissement de ses promesses démagogiques, ce qui veut dire que *sa base sociale s'affaiblit*. De là, pour la grande bourgeoisie, le danger de voir passer les masses petites-bourgeoises désillusionnées du côté du prolétariat révolutionnaire et participer, sous sa direction, à la lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie.

pour une Autriche « indépendante », a disloqué, dans une certaine mesure, l'appareil de violence de l'Etat lui-même.

¹ *Programme de l'Internationale communiste*, p. 22, Bureau d'Éditions, Paris, 1928.

L'affaiblissement de la base de masse du fascisme après la prise du pouvoir, rend plus difficile à celui-ci

sa tâche principale : la destruction de l'avant-garde ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire des éléments communistes du prolétariat et de leurs cadres¹.

Aussi le fascisme est-il obligé, après la prise du pouvoir, de procéder à de larges manœuvres pour atténuer la désillusion de ses partisans et isoler l'avant-garde communiste, autant que possible, de la grande masse des travailleurs. Nous ne pouvons mentionner ici que les formes les plus importantes de ces manœuvres :

Placement des « *vieux* » *partisans* dans l'appareil d'Etat, en particulier dans l'appareil coercitif ; faveurs accordées à ses propres adhérents issus des classes moyennes grâce à l'évincement des Juifs (*numerus clausus* en Hongrie, Allemagne), tour de faveur pour le placement des employés et des ouvriers fascistes chômeurs dans les entreprises et assurance pour eux de garder leur place².

Extension de sa base sociale en favorisant les gros paysans et les *paysans moyens aisés* : loi sur la propriété héréditaire, « bataille du blé » de Mussolini, attribution d'auxiliaires agricoles non payés, privilèges fiscaux, tout en abandonnant la grande masse des paysans petits et moyens et des ouvriers agricoles.

Certaines faveurs sont accordées aux partisans petits- bourgeois citadins aux dépens des petits commerçants et des artisans juifs.

En ce qui concerne le prolétariat, le fascisme parvenu au pouvoir est réduit, en dehors de phrases ronflantes sur la « restauration de l'honneur du travail », etc., à de petites manœuvres (arrestations démonstratives de quelques directeurs détestés) et de petits cadeaux : prolongement du congé et du congé-débit pour quelques catégories d'ouvriers, margarine vendue meilleur marché aux chômeurs, cadeaux d'hiver et présents de Hitler, cartes de cinéma à meilleur marché, etc.), petits présents qui naturellement ne changent rien à l'aggravation formidable de la situation de la classe ouvrière et qui, par conséquent, ont un effet tout au plus passager sur ceux qui les reçoivent.

Une fois parvenu au pouvoir, le fascisme établit successivement *son monopole idéologique sur la population* ; école, presse, radio, cinéma, théâtre, littérature sont mis entièrement au service de l'idéologie fasciste, c'est-à-dire au service du capital financier ; toute activité antifasciste, et à plus forte raison communiste, est interdite ; toutes les organisations et tous les partis non fascistes sont dissous. Il est incontestable que ce monopole de l'influence idéologique – lorsque, comme en Italie, il dure longtemps et qu'il n'est pas contrecarré par un travail de masse communiste illégal assez puissant – ne saurait manquer d'avoir un certain effet, en particulier sur la jeunesse.

Ce processus d'établissement du monopole du Parti fasciste sur l'appareil d'Etat, sur l'activité politique légale, organique et idéologique, se développe selon les pays de façon extrêmement inégale, selon les conditions historiques concrètes. En Italie, où la base de masse du fascisme était très étroite

¹ *Programme de l'I.C.*, p. 22.

² Sur cette base se développe – sur la base du chômage de masse chronique – un nouveau type d'aristocratie ouvrière ; ce sont les ouvriers qui, il est vrai, ne reçoivent pas en général de salaire plus élevé – comme la vraie aristocratie ouvrière – mais qui sont assurés de ne pas perdre leur place et qui pour cela trahissent la classe ouvrière, font besogne de briseurs de grève, dénoncent les communistes, etc. Mais contrairement à la véritable aristocratie ouvrière, ils sont très isolés des masses ouvrières à l'entreprise, leur rôle de traîtres à la classe ouvrière étant assez visible.

au moment de la prise du pouvoir, ce processus a duré très longtemps. En Pologne et en Hongrie, seul le Parti communiste est illégal ; les partis bourgeois et social-démocrates se sont adaptés au régime fasciste¹ et sont – quoique parfois poursuivis – légaux. En Bulgarie, après certains changements de régime, c'est seulement cette année que tous les autres partis bourgeois ont été interdits. C'est à un rythme très rapide que le monopole politique du N.S.D.A.P. a été réalisé en Allemagne par la liquidation de toutes les organisations et de tous les partis bourgeois et social démocrates.

Il est bien évident que l'interdiction des partis n'a pas supprimé les classes qu'ils représentent, pas plus qu'elle n'a fait disparaître leurs luttes, malgré tout ce que les fascistes ont écrit sur la suppression de la lutte de classe et du « marxisme ». La classe ouvrière poursuit sa lutte de classe surtout sous la direction des partis communistes, *d'une façon illégale*, tout en utilisant toutes les possibilités légales. La discorde au sein des classes dirigeantes et l'hésitation des masses petites-bourgeoises – auxquelles est enlevée la possibilité de toute activité ouverte – se manifeste sous forme de luttes de tendances et de cliques au sein du parti fasciste, dégénéral, dans certains cas – comme en Allemagne le 30 juin 1934 – en un massacre de ses propres adhérents.

Ce qui est caractéristique de la dictature fasciste, c'est la lutte de vitesse entre le développement des désillusions et de l'esprit révolutionnaire des masses et la formation par le parti fasciste d'un solide appareil coercitif d'Etat destiné à écraser la révolution. Plus la crise du capitalisme s'aggrave, et moins il reste de possibilités de manœuvre aussi bien à l'égard des classes dirigeantes en général qu'en vers ses propres adhérents en particulier ; moins la grande bourgeoisie peut tolérer des manœuvres de « gauche » et plus clairement apparaît le caractère du fascisme en tant que dictature terroriste non dissimulée du capital financier ; plus le parti fasciste revêt le caractère d'un « parti de l'ordre » qui s'appuie en premier lieu sur le pouvoir armé, plus grandit, avec une politique juste, le rôle des partis communiste en tant que guides des masses dans la lutte pour le renversement non seulement de la forme fasciste de la dictature de la bourgeoisie, mais de la domination de la bourgeoisie tout court.

La forme fasciste de la dictature de la bourgeoisie est la dernière forme historique de sa domination. Le caractère monopoliste du capitalisme, l'aggravation des antagonismes de classe par suite de la crise générale du capitalisme et en particulier de la fin de la stabilisation capitaliste, la proximité de la guerre rendent impossible tout retour durable à la forme démocratique. Mais il n'est nullement exclu *que la dictature fasciste soit remplacée, dans certains pays, à nouveau temporairement par une forme un peu plus « démocratique » de dictature du capital monopoliste.* C'est à cela que travaillent surtout les chefs social-démocrates dans l'émigration. Même après avoir été chassés du pays, ils continuent à servir de soutien social à la bourgeoisie en entretenant dans la classe ouvrière les illusions démocratiques, en lui présentant la perspective de « l'usure automatique du fascisme » par les antagonismes existant à l'intérieur du camp bourgeois, essayant de cette manière de retenir les ouvriers de la lutte révolutionnaire contre le fascisme, contre la domination de la bourgeoisie. Les chefs social-démocrates émigrés disent assez ouvertement à la bourgeoisie : Nous sommes toujours prêts à reprendre, quand vous le voudrez, notre rôle de soutien contre la révolution prolétarienne dans le pays même, si vous nous en offrez la possibilité.

Dans les pays de dictature fasciste ouverte, les partis communistes doivent donc continuer à

¹ La coopération du Parti socialiste de Hongrie avec le fascisme a lieu sur la base suivante : le P.S. soutient la politique extérieure du fascisme ; il n'organise pas les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, il dirige les syndicats dans un esprit strictement réformiste, combat les communistes et les livre à la police.

mener une lutte sur deux fronts, aussi bien contre les fascistes que contre les chefs social-démocrates qui sabotent la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Avec une bonne organisation et une bonne direction bolcheviks, cette lutte doit nécessairement se terminer victorieusement, et à la domination fasciste du capital financier doit succéder la dictature du prolétariat. La révolution prolétarienne victorieuse renversera sous la direction du seul parti révolutionnaire mondial, l'Internationale communiste, la domination de la bourgeoisie en même temps qu'elle délivrera le prolétariat du joug du Capital et de la terreur des fascistes.

CHAPITRE XII

LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE ET POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION

Depuis l'année 1921, l'Internationale communiste a souligné dans de nombreuses résolutions la nécessité de la création du front unique du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie et a fixé comme tâche aux partis communistes la lutte pour sa réalisation. (Le premier document important sur cette question est la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste du 18 décembre 1921¹.) A la base, il y avait l'aspiration des masses ouvrières à l'unité de lutte, car celles-ci attribuaient à juste titre leur défaite dans le premier cycle de révolutions, à la scission de la classe ouvrière et elles voulaient se battre ensemble contre la nouvelle agression du Capital.

Dans la résolution mentionnée plus haut, on peut lire :

Sous l'influence des attaques toujours plus fortes du Capital... s'est éveillée parmi les ouvriers une aspiration *spontanée*, littéralement irrésistible, à *l'unité*, qui marche de pair avec un accroissement progressif de la confiance des larges masses ouvrières dans les communistes.

Ce n'est pas notre tâche de faire *l'histoire* de la lutte des communistes pour la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et de rappeler les fautes tactiques qui furent commises ; nous nous bornerons aux facteurs les plus importants qui donnent actuellement à la lutte pour l'unité une tournure plus favorable et qui sont d'importance pour la victoire de la révolution au cours du second cycle.

La lutte pour l'unité de la classe ouvrière s'est heurtée, dans la première période surtout, à la difficulté que la plupart des partis communistes venaient seulement de se former et par conséquent étaient dans l'obligation impérieuse de se délimiter avant tout nettement des réformistes et de faire comprendre aux ouvriers pourquoi un nouveau parti révolutionnaire du prolétariat était une nécessité inévitable. Cette délimitation tranchée des social- démocrates, la claire élaboration de l'antagonisme de principe entre les communistes, parti de la révolution, et les social- démocrates, parti des réformes, entre le parti de la lutte pour le renversement du capitalisme et le parti de la défense du capitalisme, était d'autant plus nécessaire qu'au sein des partis communistes des vestiges de l'idéologie

¹ Directives sur le front unique des ouvriers et sur les rapports avec des ouvriers qui font partie de la II^e et de la II^e Internationale et demie et de l'Internationale d'Amsterdam, ainsi qu'avec les ouvriers qui soutiennent les organisations anarcho- syndicalistes.

social-démocrate étaient encore très puissants et que plus d'un ancien leader de la social-démocratie n'était venu au communisme qu'en cédant à la pression des masses et contre sa conviction intime.

Les chefs de la social-démocratie ont combattu les partis communistes en les présentant comme des diviseurs, en opposant à l'unité de lutte l'unité organique. Ils ont pris prétexte du juste principe de l'unité et de la discipline prolétariennes pour exiger comme condition préalable à l'unité de lutte, la fusion avec les social-démocrates ou tout au moins la renonciation à toute critique devant la large opinion publique ouvrière - conditions auxquelles les communistes ne pouvaient absolument pas et ne pourront jamais consentir.

Dans les pays où à un grand parti social-démocrate s'opposait un petit parti communiste (par exemple en Angleterre, en Autriche, dans les pays Scandinaves), on revenait toujours à cet argument que l'unité de la classe ouvrière est déjà réalisée par le parti social-démocrate et qu'il manquait pour l'unité d'action les prémisses nécessaires¹.

Dans la période de stabilisation relative, le désir ardent d'unité s'affaiblit quelque peu chez les ouvriers. Utilisant les fautes tactiques des communistes, les chefs social-démocrates avaient réussi, en excluant des syndicats les ouvriers communistes actifs et du Parti un grand nombre d'ouvriers révolutionnaires, à affermir leurs propres rangs et à dresser un mur entre le Parti communiste et les ouvriers social-démocrates ; les fautes tactiques des partis communistes : la mise sur le même plan des chefs et des ouvriers social-démocrates, l'épithète de social-fascistes appliqué à tous les social-démocrates² ; des mots d'ordre comme ceux imaginés par le camarade Neumann : « Détruisez les syndicats », « Détruisez l'A.D.G.B. », ont aidé les chefs social-démocrates dans leur lutte contre les communistes et contre le front unique.

De telles fautes tactiques des partis communistes avaient leur base dans une *position sectaire* à l'égard des masses ouvrières. Les difficultés du travail dans les syndicats réformistes conduisirent très souvent dans la pratique à *remplacer* – au lieu de compléter – ce travail par l'organisation de syndicats révolutionnaires qui n'ont pas revêtu pour la plupart de caractère de masse et qui ont rendu plus difficile la lutte pour l'unité syndicale.

La troisième période, la grande crise économique, la fin de la stabilisation relative du capitalisme, et en particulier la victoire du fascisme en Allemagne et en Autriche, ont amené *une nouvelle accentuation de l'aspiration ardente des masses ouvrières à l'unité de lutte contre le fascisme* et contre la domination de la bourgeoisie en général. Face à la pression des masses, les chefs

¹ Au congrès du Parti social-démocrate d'Autriche, en 1932, Otto Bauer déclarait encore (*Arbeiter Zeitung*, du 15 novembre 1932) : « Dans la mesure où l'on peut réaliser le front unique du prolétariat en général, il est réalisé en Autriche dans la social-démocratie autrichienne. Les gens qui visent à détruire l'unité existant réellement dans le prolétariat autrichien, afin de pouvoir engager ensuite des pourparlers sur le front unique... sont tout simplement des bluffeurs. » Des pourparlers n'auraient de sens que du point de vue international, entre Moscou et Zurich !

² Il n'y a pas de doute que l'appellation de « social-fascistes » convient parfaitement à un grand nombre de chefs de la social-démocratie. Des gens comme Noske, Horsing, Zoergiebel, Severing, comme Marquet et Déat, comme Payer et Poraczewski, qui ont fait fusiller des ouvriers révolutionnaires à l'aide de la force armée, sont incontestablement « des socialistes en paroles et des fascistes en fait ». Des gens du type de De Man ou D'Arragona qui répandent parmi les ouvriers l'idéologie fasciste, peuvent également être appelés social-fascistes à juste titre. Aussi la phrase des thèses du VI^e congrès : « L'idéologie officielle de la social-démocratie a beaucoup de points de contact avec l'idéologie du fascisme », conserve-t-elle jusqu'aujourd'hui sa valeur générale.

social-démocrates durent dès 1933 commencer de nouvelles manœuvres alors que le Parti socialiste d'Allemagne, en juillet 1932 – lorsque le gouvernement prussien Braun-Severing fut chassé par von Papen et que ce « levier de commande » tant vanté de la social-démocratie allemande fut liquidé sans tambours ni trompettes par la bourgeoisie – avait encore décliné l'offre de grève générale du Parti communiste allemand.

L'essentiel de sa manœuvre reste encore maintenant : *Unité organique au lieu d'unité pour la lutte*¹, les conditions de la lutte commune : renonciation des communistes à la critique. Stampfer (ainsi que Léon Blum) demanda un « pacte de non-agression » entre les communistes et les social-démocrates². Au début de février, les partis centristes (Indépendant Labour Party, Parti ouvrier norvégien, Parti ouvrier indépendant hollandais, Parti social-démocrate d'Allemagne, Parti d'Unité prolétarienne français, Parti ouvrier indépendant polonais) firent à la II^e Internationale et à l'Internationale communiste, la proposition de pourparlers entre les organisations internationales.

L'Internationale communiste répondit, comme on sait, par un appel en donnant comme instruction à tous nos partis, de proposer aux directions centrales des partis affiliés à la II^e Internationale des actions communes déterminées concrètement contre le fascisme et contre l'offensive du Capital³.

Dans sa réponse du 31 mars 1933, la II^e Internationale a « recommandé expressément », au contraire, aux partis qui lui sont affiliés, de se garder de tous pourparlers particuliers avec les partis communistes de leur pays, « car seuls les pourparlers entre les deux Internationales peuvent amener une entente ». Conformément à cette directive, toutes les centrales des partis social-démocrates déclinèrent, avec plus ou moins de courtoisie ou de grossièreté, la lutte commune.

Le sens de la position prise est clair : les chefs de la II^e Internationale ont, dans les divers pays,

¹ Quelques camarades dans nos partis : Doriot, Guttman (d'ailleurs exclus depuis), Merker, s'y laissèrent prendre et commirent des fautes opportunistes de droite !

² Ceci s'accompagnait d'une attaque camouflée contre l'Union soviétique tandis qu'on déclarait que les social-démocrates n'étaient pas pires que les gouvernements des pays capitalistes avec lesquels l'Union soviétique conclut « des pactes de non-agression ».

³ Le C.E. de l'I.C. proposa comme base les points suivants :

a) Communistes et social-démocrates commencent immédiatement à organiser et à réaliser la résistance aux agressions du fascisme et de la réaction contre les organisations ouvrières, politiques, syndicales, coopératives, et autres, contre la presse ouvrière, la liberté de réunion, de manifestation et de grève. Ils organisent la résistance commune aux agressions armées des bandes fascistes par des protestations de masse, des manifestations de rue, des grèves politiques de masse. Ils abordent l'organisation de comités d'action dans les entreprises, les lieux de pointage et les quartiers ouvriers ainsi que l'organisation des groupes d'auto-défense.

b) Communistes et social-démocrates commencent, sans perdre une minute, à organiser la protestation des ouvriers à l'aide de meetings, de manifestations et de grèves contre toute réduction de salaire, contre les attaques sur les Assurances sociales, contre la réduction des secours de chômage, les licenciements dans les usines.

c) En cas d'acceptation et de réalisation pratique de ces deux conditions, le C.E. de l'I.C. considère qu'il est possible de recommander aux partis communistes de se garder, pendant le laps de temps de la lutte commune contre le Capital et le fascisme, des attaques contre les organisations social-démocrates. Contre tous ceux qui volent les conditions de l'accord sur l'exécution du front unique, il faut mener la lutte la plus impitoyable, en tant que briseurs de grève qui sapent le front unique des ouvriers.

peur des pourparlers sur des objectifs concrets de lutte. Car étant donné l'aspiration puissante des ouvriers social-démocrates à l'unité de lutte, ceux-ci exerceraient une forte pression sur leurs chefs. Ces messieurs de la II^e Internationale préféreraient négocier à grande distance des masses ouvrières, dans un isolement bureaucratique distingué afin de rendre impossible toute entente¹...

La crise de la social-démocratie (sur laquelle nous avons écrit dans le chapitre précédent) a amené en 1934 la percée du front hostile à l'unité de la II^e Internationale ; le Parti social-démocrate français - au grand dam de la direction de la II^e Internationale - a été contraint de conclure l'accord bien connu sur le front unique avec le Parti communiste français, bientôt le Parti socialiste italien a suivi, mais - étant donné le peu de partisans qu'il a en Italie -, la chose est de moindre importance, ainsi que le front unique du Parti communiste polonais avec le « Bund ». Par contre tous les autres partis - et avec une énergie particulière, ceux qui participent aux gouvernements bourgeois et ceux qui s'apprêtent à y participer - s'obstinent dans leur refus.

Les causes les plus importantes de l'acceptation de l'offre de lutte commune en France ont été : l'agression menaçante des fascistes français, le 6 février, qui entraîna la chute du cabinet Daladier, la peur des socialistes français de subir le même sort que le Parti socialiste d'Allemagne et le Parti socialiste d'Autriche, la force de l'organisation parisienne du Parti communiste français et l'énergie avec laquelle notre Parti français a mobilisé aussitôt les ouvriers pour la riposte aux bandes fascistes, ce qui a entraîné une partie importante des ouvriers social-démocrates. *En réalité le front unique par en bas était déjà largement établi avant que la direction de la social-démocratie française se fût décidée définitivement à accepter l'offre de front unique de notre Parti*², mettant ainsi les chefs de la II^e Internationale dans une situation tout à fait embarrassée³.

L'exemple français montre clairement que dans la lourde crise politique, idéologique et organique présente de la social démocratie, il est possible aux Partis communistes, en se mettant hardiment et résolument à la tête de la lutte, en posant des revendications et en lançant des mots d'ordre dont la justesse éclate aux yeux des larges masses ouvrières, d'établir par en bas le front unique

¹ Le Comité exécutif de la II^e Internationale tenu au mois de novembre 1934, à Paris, a refusé l'unité d'action sur le terrain international contre la terreur en Espagne et, en général, contre le fascisme. Il fut contraint toutefois d'autoriser les partis nationaux à conclure des pactes avec les partis communistes.

² Le compte rendu dans le *Populaire* de la session du conseil national du Parti qui s'est tenue le 15 juillet, nous montre la situation difficile dans laquelle était tombée la direction de la social-démocratie française.

³ Le 22 juillet, le *Peuple*, de Bruxelles, publiait un article de Vandervelde (reproduit textuellement par le *Bulletin d'information* de la II^e Internationale), qui reflète clairement la situation dans laquelle se trouvaient les chefs de la II^e Internationale. On y peut lire : « Il est établi que je suis, *a priori*, complètement d'accord avec Léon Blum, Paul Faure et Lebas qu'il eût été moralement impossible de refuser purement et simplement cette offre..., car l'initiative d'action commune qui émanait de Paris après les journées de février, répond manifestement aux sentiments les plus puissants des masses ouvrières du moins dans la capitale... Mais la décision ou la recommandation du front unique qui « est en marge de l'Internationale », par le Conseil national de notre Parti, ne doit pas seulement être motivé aussitôt par l'Internationale, mais il faut au contraire, que l'I.O.S. s'occupe du problème dans son ensemble. En même temps on ne saurait se leurrer, au Comité exécutif de l'I.O.S., les choses ne se passeront sans doute pas aussi facilement qu'au Conseil national du Parti socialiste français. » .

Le reste de l'article est une tentative de présenter le front unique de notre Parti français, comme s'il ne s'agissait pas de l'intérêt du prolétariat français, mais de la politique extérieure de l'Union soviétique. Soit dit en passant, la question française fut écartée de la session du Comité exécutif de la II^e Internationale sur la demande des Français.

de ces masses dans la lutte contre le fascisme, *de contraindre les chefs de la social-démocratie à s'associer à ce front unique ou à perdre sous la critique des communistes ce qui leur reste d'autorité auprès des ouvriers social-démocrates*. Il est bien évident que l'unité de lutte du prolétariat peut et doit être établie non seulement sur la base politique mais aussi dans la lutte syndicale qui, dans les circonstances actuelles, a toujours tendance à se transformer en une lutte politique.

C'est sur une autre voie que s'accomplit l'élaboration du front unique en Autriche. La défaite subie par le prolétariat autrichien malgré la lutte héroïque des *Schutzbündler* et des communistes a fait comprendre tout à fait clairement aux ouvriers social démocrates la politique fausse et félonne du « moindre mal » pratiquée par les Renner, Seitz et Bauer, politique qu'ils ont encore poursuivie après la victoire de Hitler. La direction a perdu toute autorité, il n'y a plus de Parti social-démocrate autrichien en tant qu'un tout organique. Les ouvriers se refusent même d'en prononcer le nom. Les meilleurs, les plus actifs des ouvriers social-démocrates se sont groupés sous le nom de « *socialistes-révolutionnaires* » en nouveau parti illégal. La désillusion des ouvriers révolutionnaires au sujet de leurs anciens chefs et le fait qu'ils sont prêts à combattre de concert avec les communistes sont marqués dans leur lettre bien connue à la direction de la II^e Internationale :

La dictature fasciste a détruit chez nous toutes les illusions démocratiques et réformistes, dans les masses prolétariennes. Les ouvriers savent aujourd'hui que le pouvoir fasciste ne peut être brisé... que par la violence du prolétariat... Le but de cette révolution (pour renverser le fascisme), ne peut être que la conquête du pouvoir de l'Etat, la dictature du prolétariat... Dans la lutte contre la dictature fasciste, rien ne distingue les ouvriers socialistes de leurs camarades de classe organisés dans le Parti communiste. Ils ont à supporter les mêmes persécutions et les mêmes souffrances, et comme ils ont toujours poursuivi le même but, il n'y a plus sous la dictature fasciste de contradictions dans la tactique de lutte.

Telle est la voix *des vrais ouvriers social-démocrates de gauche* qui se trouvent sur le chemin du communisme, qui ont perdu confiance en leurs propres chefs, mais qui ont encore des illusions concernant la II^e Internationale ; illusions qui se dissiperont elles aussi rapidement¹.

1 La réponse que fait Friedrich Adler « à titre privé » aux socialistes-révolutionnaires, est au fond une défense de la « politique du moindre mal ».

« Il faut comprendre que le mouvement ouvrier a besoin de deux méthodes parallèles, celle de la révolution et celle des réformes. Suivant les conditions historiques-économiques du pays, l'une ou l'autre des méthodes se trouve au premier plan, dans les pays fascistes celle de la révolution, dans les pays démocratiques, celle des réformes... Procédons à une *division du travail* intelligente et il en résultera que les deux méthodes ne se contrecarreront point, mais se compléteront. Et de cette manière, l'unité d'action sera réalisée pour chacune des deux méthodes. »

Au lieu d'appeler à l'unification de toutes les forces prolétariennes dans la lutte contre le fascisme, Adler répand contre les communistes, la calomnie de la façon la plus honteuse en nous accusant de sabotage de la lutte contre le fascisme :

« Il n'y a absolument rien de surprenant au fait que, de même qu'en 1919, ébranlés par les événements, maints éléments facilement hésitants passent aujourd'hui de nouveau au communisme. Si alors c'était l'espoir fantaisiste de la révolution mondiale immédiate qui les déterminait, c'est aujourd'hui le désespoir sans frein de la défaite que nous avons subie qui les jette dans les bras de la croyance au miracle bolchévik. Je ne puis dire qu'une chose, c'est que de même que je considérais comme fausse, en 1919, la perspective bolchévik, je suis également convaincu aujourd'hui que c'est un malheur effroyable pour le mouvement ouvrier *international que les bolchéviks ne comprennent pas encore les conditions dans les pays*

C'est dans une lutte opiniâtre contre ces chefs de la II^e Internationale qui sont liés intimement et définitivement avec la bourgeoisie, *qui s'efforcent dans l'intérêt du capital de perpétuer la scission de la classe ouvrière ou de réaliser l'unité sous la forme de la liquidation organique des partis communistes* (article de O. Bauer, « Pour un nouveau Hainfeld ! ») que le front unique du prolétariat dans la lutte contre le fascisme, contre la domination de la bourgeoisie, se fraye son chemin, favorisé par la crise sérieuse de la social-démocratie. Les premiers succès sont là. Mais il faut poursuivre la lutte pour le front unique encore longtemps avec une grande persévérance, une grande obstination et une grande souplesse. Avec l'avant-garde seule, sans le front unique du prolétariat, *sans mobiliser la grande masse des ouvriers social-démocrates et sans-parti pour la lutte pour le renversement de la domination de la bourgeoisie, la victoire du deuxième cycle des révolutions qui commence est impossible !* L'unité de lutte de la classe ouvrière n'est pas seulement la condition préalable à la résistance victorieuse contre le fascisme, mais aussi à la victoire de la révolution prolétarienne en général.

L'unité de lutte de la classe ouvrière ne doit pas seulement être établie sur le terrain politique, mais aussi sur le terrain syndical si l'on veut que la lutte contre la bourgeoisie soit victorieuse. La fondation des syndicats révolutionnaires indépendants n'a jamais été le but des communistes. Elle leur fut imposée par la bureaucratie syndicale qui faisait le front unique avec la bourgeoisie et excluait systématiquement des syndicats les ouvriers révolutionnaires avec le mépris le plus grossier de la démocratie syndicale. Aussi pourrait-on très facilement en finir avec la scission dans ce domaine par la *fusion organique* à la condition d'assurer le caractère de lutte de classe des syndicats ! Alors qu'il ne saurait être question de renonciation – chose de toute évidence – à l'indépendance des partis communistes, une fusion organique des syndicats ne rencontrerait de notre part aucune opposition de principe, car les syndicats constituent des organisations de lutte de toute la classe ouvrière – sans considération de la position *politique* de chaque ouvrier...

La bourgeoisie et le prolétariat se préparent au deuxième cycle de révolution en se basant sur les expériences du premier. Le moment de surprise, au sens historique du mot, qui joua son rôle dans le premier cycle, est exclu. La foi dans le caractère inébranlable de la domination de la bourgeoisie, la foi dans l'ordre social capitaliste comme le seul possible, la croyance que le prolétariat n'est pas à même de gouverner un pays, ont disparu sur la base de l'histoire des dix-sept années d'Union soviétique. La bourgeoisie de tous les pays sait qu'aujourd'hui, dans le deuxième cycle de révolutions, il lui faut lutter pour son existence.

Le premier cycle de révolutions a surgi sur sa base de la guerre mondiale (la Révolution russe qui, déjà avant l'explosion de la guerre mondiale, se trouvait en état de maturation rapide, fait peut-être exception). Sans la guerre mondiale, cette crise des classes dominantes, la perte de leur autorité en particulier dans les pays vaincus, sans les souffrances terribles de la guerre, cette rébellion des masses en Europe, c'est-à-dire les deux conditions premières d'une révolution ne se seraient pas produites à ce moment.

La révolution, écrit Lénine, était à l'ordre du jour en 1914-1916, elle était contenue dans la

démocratiques, que, confinés dans cette erreur que le fascisme ne peut manquer de triompher partout, ils contribuent eux-mêmes à ses progrès en paralysant, voire même en sabotant la lutte défensive des partis ouvriers. »

Les ouvriers social-démocrates révolutionnaires autrichiens ne sont pas tombés dans le piège de ce calomniateur.

guerre, elle naissait de la guerre¹.

La principale différence historique entre le second cycle de révolutions en pleine maturation et le premier, c'est que la crise révolutionnaire mûrit actuellement avant le second cycle de guerres. Naturellement, il est possible que le deuxième cycle de révolutions coïncide en partie avec la nouvelle guerre mondiale et qu'il y ait interpénétration réciproque. C'est une chose même vraisemblable. Si le commencement de la guerre mondiale ou d'une guerre contre-révolutionnaire contre l'Union soviétique précédait la révolution, cela accélérerait incontestablement son explosion. *Mais la guerre n'est nullement la condition première du commencement du deuxième cycle de révolutions* comme ce fut le cas au premier cycle. Le fait que la crise révolutionnaire mûrit actuellement avant la guerre, sans la guerre, est la conséquence de l'aggravation des antagonismes dans la période de crise générale du capitalisme, une conséquence de la crise économique de ces cinq dernières années et de sa virulence inouïe. Aussi, du point de vue historique, les conditions préalables à la victoire de la révolution prolétarienne dans le deuxième cycle imminent sont-elles beaucoup plus favorables qu'elles ne l'étaient dans le premier cycle, bien qu'il y ait aussi quelques facteurs défavorables. Considérons d'abord ceux-ci :

Le moment de surprise – comme nous l'avons déjà dit plus haut – *est exclu*. La bourgeoisie se prépare à la résistance en pleine conscience du danger.

L'appareil de violence de la bourgeoisie qui a été complètement désorganisé dans les pays vaincus au début du premier cycle de révolutions et fortement désagrégé dans les pays vainqueurs, *s'est actuellement renforcé d'une manière considérable*. La fascisation permet la concentration du pouvoir gouvernemental dans un petit nombre de mains. Des formations sûres de guerre civile (police secrète, bandes fascistes armées, etc.) servent à la lutte contre le prolétariat. *Il n'en est pas de même pour les armées*, dans leur ensemble, (bien qu'elles comprennent aussi des formations spéciales de guerre civile), qui, comme nous l'avons montré plus haut, ont déjà perdu fortement leur caractère de sécurité pour la bourgeoisie par suite de l'aggravation des antagonismes de classes et qui seront largement imprégnées d'éléments révolutionnaires en cas d'une mobilisation générale. Le prolétariat lui-même est en grande partie désarmé alors qu'au premier cycle il disposait de nombreuses armes provenant de la guerre impérialiste.

Enfin un autre facteur défavorable est l'influence qu'exerce provisoirement le fascisme sur de grandes fractions de la petite bourgeoisie des villes et des champs auxquelles il insuffle un esprit contre-révolutionnaire et qu'il mobilise aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Mais face à ces facteurs défavorables, il y a de nombreux facteurs d'une importance beaucoup plus grande.

Le rôle révolutionnaire de l'Union soviétique.

Le facteur décisif des conditions favorables préalables à la victoire de la révolution prolétarienne dans le second cycle est le rôle révolutionnaire de l'Union soviétique, rôle qui grandit rapidement.

¹ V.I. LÉNINE : *Œuvres*, t. 22, p. 341.

Pendant le premier cycle de révolutions, l'Union soviétique avait à lutter avec les plus grandes difficultés économiques, en partie par suite de la guerre et de la guerre civile, en partie comme conséquences des « frais de la révolution » inévitables. C'était le temps où le prolétariat mondial était appelé à venir en aide aux affamés de l'Union soviétique. Bien que le prolétariat mondial soutint énergiquement l'Union soviétique dans la lutte contre l'intervention, la bourgeoisie et les social-démocrates n'en pouvaient pas moins tirer profit de la situation économique difficile de l'Union soviétique. Les mots d'ordre de la bourgeoisie : « sans la bourgeoisie il est impossible de maintenir la production », « la dictature du prolétariat signifie la misère et la famine », ne restaient pas sans effet sur les ouvriers les moins conscients et avaient une répercussion paralysante sur le développement des prémisses subjectives de la crise révolutionnaire.

Actuellement, la situation s'est modifiée de fond en comble. *Dans la lutte entre les deux systèmes, le système soviétique a prouvé sa supériorité.* Dans le monde capitaliste, crise et dépression profonde, régression de la production au-dessous du niveau d'avant-guerre ; en Union soviétique, montée de la production au rythme le plus rapide ! Dans le monde capitaliste, chômage de masse chronique, en Union soviétique, manque de forces de travail ! Dans le monde capitaliste, ruine de masse de la paysannerie et dégradation de l'agriculture ; en Union soviétique, essor de la paysannerie laborieuse sur la base de la collectivisation et du développement rapide de l'agriculture ! Dans la société capitaliste déclin général de la culture, en Union soviétique essor culturel puissant ! Dans le capitalisme, paupérisation sans issue des masses les plus grandes, en Union soviétique, création joyeuse sur la voie clairement tracée de la société sans classes.

Dans ces circonstances l'exemple de l'Union soviétique agit comme facteur révolutionnaire aussi bien sur les ouvriers industriels que sur les couches exploitées de la paysannerie du monde entier et avec infiniment plus de force que dans le premier cycle de révolutions.

La crise de la social-démocratie.

Le deuxième facteur décisif est la crise de la social-démocratie. Sans l'aide de celle-ci, il eut été impossible à la bourgeoisie (en dehors de la Russie), de venir à bout de la rébellion des masses au premier cycle. En calmant les masses ouvrières par de belles formules sur la socialisation, en prenant le gouvernement, en promettant diverses réformes sociales et en les réalisant partiellement, la social-démocratie a procuré à la bourgeoisie le temps de repos nécessaire pour réorganiser son appareil de violence. En divisant la classe ouvrière et en isolant l'avant-garde communiste révolutionnaire de la grande masse des ouvriers, elle a fourni à la bourgeoisie la possibilité d'écraser la révolution par la violence. A l'heure actuelle où une crise profonde secoue la social-démocratie (voir le chapitre précédent) son influence, sauf dans quelques pays de l'Europe septentrionale, est beaucoup moindre qu'alors et en déclin général. Dans le prochain cycle, elle ne saurait jouer son rôle contre-révolutionnaire de soutien de la bourgeoisie avec le même succès que dans le premier cycle, et cela d'autant moins que les partis communistes lutteront avec plus de succès pour le front unique.

Le changement de caractère du mouvement révolutionnaire dans les colonies.

Pendant le premier cycle de révolutions, la révolution coloniale s'est développée presque exclusivement sous l'hégémonie de la bourgeoisie (kémalisme, gandhisme, Kuomintang, sous la

direction de Sun-Yat-Sen). Pendant le premier cycle, le prolétariat a joué dans la révolution coloniale, au fond, le rôle d'une force subordonnée à la bourgeoisie. Actuellement, la situation a foncièrement changé. Les luttes révolutionnaires de libération des peuples coloniaux se développent sur le front le plus large non seulement en Asie mais aussi en Amérique du Sud et centrale, et, en même temps, elles prennent de plus en plus le caractère de luttes de classe non seulement contre les impérialistes mais aussi contre les exploiters nationaux – contre les grands propriétaires fonciers féodaux et la bourgeoisie – qui, de plus en plus, font appel à la protection des impérialistes contre les masses paysannes en rébellion.

L'hégémonie dans la lutte de libération nationale passe de plus en plus au prolétariat. Dans presque toutes les colonies se sont formés des partis communistes qui s'efforcent d'assurer l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement. Bien que le développement du facteur subjectif reste encore fortement en arrière des facteurs objectifs de la révolution, ce changement dans le caractère du mouvement de libération coloniale n'en est pas moins un des facteurs les plus importants qui, dans le second cycle, donne aux chances de victoire de la révolution prolétarienne une tournure plus favorable que dans le premier.

Ce changement du caractère du mouvement de libération coloniale est accentué par les *succès de la Chine soviétique* dans sa résistance à toutes les attaques des troupes du Kuomintang, mieux armées et soutenues par les impérialistes ainsi que dans l'amélioration de la situation des masses travailleuses (voir chapitre IX).

La révolte de la paysannerie dans les pays capitalistes.

La crise agraire, qui a été à peine atténuée par le passage à la dépression de caractère particulier, a entraîné une vaste révolte des masses paysannes. Avec l'aide du mouvement fasciste la bourgeoisie a réussi temporairement à détourner le plus souvent dans une direction contre-révolutionnaire cette révolte dirigée à proprement parler contre le capitalisme. Mais comme la bourgeoisie et ses valets fascistes ne peuvent contenir la ruine de masse des paysans travailleurs, il dépend avant tout du travail juste des partis communistes de transformer ces masses paysannes mises en mouvement en une force révolutionnaire, comme ont su le faire les bolchéviks russes. Le fait que la paysannerie est entrée dans un mouvement aussi puissant est une circonstance favorable pour la révolution.

Les progrès du facteur subjectif de la révolution.

La cause principale de la défaite du prolétariat en dehors de l'Union soviétique dans le premier cycle a été la faiblesse des partis communistes qui étaient soit des sectes sans influence dans les masses, soit dans quelques pays des partis de masse avec des traditions social-démocrates fortement ancrées. A leur tête, il y avait dans bien des cas des gens qui étaient venus passagèrement au communisme sous la pression du prolétariat et, une fois la première vague de révolutions passée, s'en étaient retournés au camp des ennemis de la révolution prolétarienne. Les partis communistes ont bien, au cours du premier cycle, acquis de l'expérience dans la lutte et fait des progrès dans leur bolchévisation. Mais le progrès dans le développement du facteur subjectif au cours de la révolution n'a pu contrebalancer l'aggravation des conditions objectives préalables dans la révolution. Telle a été

la raison principale de la défaite de la révolution prolétarienne dans le premier cycle.

Un des facteurs décisifs pour une perspective de victoire dans le deuxième cycle imminent de révolutions est le processus de bolchévisation des partis communistes qui s'est poursuivi dans les dix dernières années. Bien que les partis communistes soient encore très faibles dans maints pays, bien que dans divers domaines, en particulier en ce qui concerne le travail dans les syndicats, la conquête des couches moyennes et la réalisation de la lutte pour l'unité, il y ait beaucoup d'insuffisances, *il ne fait pas doute que les partis communistes d'aujourd'hui présentent, du point de vue de la qualité, autre chose que les partis communistes dans le premier cycle.*

Mais malgré ces grands progrès des partis communistes le développement du facteur subjectif de la révolution reste aujourd'hui en retard par rapport au développement des prémisses objectives. Telle est la raison pour laquelle le prolétariat n'a pas réussi à arracher par la lutte l'issue révolutionnaire à la crise économique.

La crise révolutionnaire continue à mûrir, mais la victoire pour laquelle des prémisses objectives beaucoup plus favorables que dans le premier cycle sont données, dépend en premier lieu des partis communistes. Il faut arracher la victoire par la lutte ! Aussi voudrions-nous rappeler ces paroles de Staline :

Certains camarades pensent que dès l'instant où il y a crise révolutionnaire, la bourgeoisie doit tomber dans une situation sans issue ; que sa fin est par conséquent prédéterminée, que la victoire de la révolution est par cela même assurée, et qu'ils ne leur reste donc qu'à attendre la chute de la bourgeoisie et à écrire des résolutions triomphales. C'est là une erreur profonde.

La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même... Il faut la préparer et la conquérir. Or, seul un fort parti prolétarien révolutionnaire peut la préparer et la conquérir. Il est des moments où la situation est révolutionnaire, où le pouvoir de la bourgeoisie est ébranlé jusque dans ses fondements mais où, pourtant, la victoire de la révolution n'arrive pas parce qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire du prolétariat suffisamment fort, autorisé, pour entraîner à sa suite les masses et prendre le pouvoir en mains. Il ne serait pas raisonnable de croire que des « cas » semblables ne puissent se produire¹.

Il est probable que la lutte pour le pouvoir se poursuivra dans de nombreux pays pendant la guerre impérialiste prochaine en liaison tout à fait étroite avec celle-ci, sous la forme de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Les tâches des partis communistes seront formidables et complexes. Mais la tâche la plus importante est *de venir à bout de la scission de la classe ouvrière, de rétablir le front unique contre la bourgeoisie. Si l'on y réussit, la victoire du prolétariat dans une série de pays sera assurée dans le cycle imminent de guerres et de révolutions.*

¹ J. STALINE : *Deux Mondes*, pp. 16-17.

APPENDICE

CALCUL DU TAUX DE LA PLUS-VALUE DANS L'INDUSTRIE AMERICAINE

Les chiffres de contrôle calculés périodiquement permettent d'évaluer approximativement le taux de la plus-value dans l'industrie américaine. Les éléments de ce calcul sont les suivants :

Le montant total des salaires – v ;

Les frais du matériel brut – c (en circulation) ;

Les frais d'usure du machinisme – c (fixe) ;

La valeur des produits.

Il manque pour établir un calcul exact :

1. La quote-part de la valeur de l'usure de la partie du capital fixe contenu dans les bâtiments ; mais cette partie est relativement si minime qu'elle peut être négligée dans ce calcul qui n'est d'ailleurs que très approximatif.

2. Mais il manque une partie constitutive importante, à savoir, le montant du profit commercial qui constitue, comme on le sait, une partie séparée de la plus-value produite dans l'industrie, du fait que, d'après la théorie de la valeur de Marx, les marchandises ne sont pas livrées par le capital industriel au capital commercial au prix de production intégral, mais au-dessous de celui-ci, à un prix permettant au capital commercial qui vend les marchandises à leur prix de production de réaliser le taux de profit moyen pour son capital. Le profit du capital commercial est donc une plus-value produite dans l'industrie, et, par conséquent, pour trouver le véritable taux de la plus-value on devrait le compter dans le calcul de la plus-value dans l'industrie. Mais pour cela nous n'avons pas à notre disposition les chiffres nécessaires.

Le taux de la plus-value calculé dans le tableau suivant est donc considérablement plus bas que s'il répondait à la réalité.

Ces réserves une fois faites, voici le tableau résultant de ces calculs :

	I Montant des salaires = v	II Frais du matériel brut = c en circulation	III Usure de la valeur des machines = c fixe
1899 ..	2 008	6 576	250
1904 ..	2 610	8 439	330
1909 ..	3 427	12 065	500
1914 ..	4 068	14 278	600
1919 ..	10 462	37 233	1 600
1921 ..	8 202	25 321	1 400
1923 ..	11 009	34 706	1 800
1925 ..	10 750	35 936	2 300
1927 ..	10 849	35 133	2 300
1929 ..	11 621	38 550	2 600
1931 ..	7 226	21 420	2 100 ¹
	IV Valeur des produits = w	V Somme de la plus-value = m	VI Taux de la plus-value en %
1899 ..	11 407	2 573	128
1904 ..	14 618	3 239	124
1909 ..	20 450	4 458	130
1914 ..	23 988	5 042	124
1919 ..	62 042	12 747	122
1921 ..	43 653	8 730	106
1923 ..	60 556	13 041	118
1925 ..	62 714	13 748	128
1927 ..	62 718	14 436	133
1929 ..	70 435	17 664	158
1931 ..	41 333	10 587	147

$$IV = (I + II + III + V) \text{ et } VI = V/I$$

Pour calculer l'usure des machines, nous avons à notre disposition des chiffres représentant la valeur totale des machines utilisées dans l'industrie².

(En millions de dollars)

1900	1904	1912	1922
2 541	3 298	6 091	15 783

Selon les habitudes commerciales, nous avons supposé une usure annuelle de 10% de la valeur et élargi les données par interpolation aux années manquantes, en nous appuyant sur l'hypothèse que la valeur du machinisme – correspondante à l'élévation de la composition organique du capital – s'élève plus rapidement que la valeur de la production.

¹ La baisse des sommes investies dans l'amortissement du machinisme reflète de façon analogue à 1921, la régression des prix des machines et la diminution de l'amortissement réel par suite de l'arrêt de grandes parties de l'appareil de production.

² Chiffres empruntés à la publication officielle *Wealth, Public Debt and Taxation* 1922, p. 18.

Si nous considérons ce tableau, la chose la plus importante à reconnaître est que le taux de la plus-value adopté par Marx à 100% et qui fut en général qualifié de largement exagéré, est dépassé dans l'industrie américaine. En même temps, nous devons souligner une fois de plus que ce taux de la plus-value est inférieur au taux réel puisqu'il ne fait pas apparaître la quote-part du profit du capital commercial qui est produit également dans l'industrie.

Nous le soulignons expressément : *il s'agit ici d'un essai tout à fait grossier de détermination approximative du taux de la plus-value sur la base de chiffres insuffisants, s'éloignant certainement beaucoup de la réalité* ; cependant ce qu'on peut affirmer c'est que la déviation est dans le sens d'une indication trop faible du taux réel de la plus-value.

[Varga a présenté une première fois ces calculs en 1928 dans *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, p. 93 de l'édition MIA.]

Table des matières

NOTES POUR CETTE REEDITION [de 1976].....	4
PREFACE	5
INTRODUCTION.....	6
CHAPITRE PREMIER	
LES FONDEMENTS ECONOMIQUES DE LA CRISE.....	11
Les apologistes du capitalisme nient l'inévitabilité des crises.....	11
La théorie des crises et l'effondrement révolutionnaire du capitalisme.	13
L'accumulation, cause du caractère cyclique de la production capitaliste.	17
CHAPITRE II	
LA GRANDE CRISE DE 1929 A 1933	22
La profondeur de la crise.....	25
Le caractère universel de la crise.	31
La longueur de la crise.....	31
La chute des prix.	32
La diminution des profits.	34
La crise de crédit et ses particularités.	36
La dévalorisation des monnaies.	37
Quelques mots sur les pays à monnaie d'or.	40
La désagrégation du système de crédit et de l'exportation du capital.....	41
Le resserrement du commerce extérieur.	42
CHAPITRE III	
LA CRISE AGRAIRE MONDIALE	44
CHAPITRE IV	
LA CRISE DANS LES COLONIES	54
CHAPITRE V	
LES VAINES TENTATIVES DE SURMONTER LA CRISE	59
CHAPITRE VI	
LE CARACTERE PARTICULIER DE LA DEPRESSION ACTUELLE	66
Marx sur la dépression.	67
Staline sur la dépression actuelle.	69
La perspective.	75

CHAPITRE VII	
LES CONSEQUENCES SOCIALES DE LA CRISE ECONOMIQUE	76
Lutttes exacerbées au sein des classes dominantes.	76
L'aggravation de la situation de la petite bourgeoisie citadine.....	76
Les conséquences sociales de la crise pour les couches petites-bourgeoises non indépendantes.....	77
Les conséquences sociales de la crise pour les diverses couches de la paysannerie.....	77
Etat d'Arkansas (Etats-Unis).....	79
Etat de Okhlahoma (Etats-Unis)	79
Saskatchewan (Canada)	79
Italie.....	80
Italie.....	80
Hongrie.....	80
Japon.	81
La paupérisation du prolétariat.....	81
a) Le chômage de masse et l'élévation de la productivité du travail dans la crise.	82
b) La diminution des salaires réels.....	88
Allemagne	88
Etats-Unis.....	90
Japon	92
c) La réduction de la prévoyance sociale.	92
d) Le temps de travail.....	93
e) L'élévation de l'intensité du travail.	94
f) Le travail forcé.....	94
g) La situation effroyable des ouvriers dans les colonies.	95
Cuba	95
Porto Rico.....	95
Indes	95
Indochine.....	95
CHAPITRE VIII	
L'ESSOR DE L'UNION SOVIETIQUE	96
CHAPITRE IX	
LA DEUXIEME BRECHE : LA CHINE SOVIETIQUE	108

CHAPITRE X

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE	116
L'aggravation de la lutte entre les deux systèmes.....	117
et les succès de la politique de paix de l'Union soviétique.....	117
La liquidation des fondements de la stabilisation en politique extérieure.	120
1. La désagrégation du système de Versailles approche de sa fin.	120
2. La lutte pour la suprématie dans l'Océan Pacifique.....	122
3. A la veille d'une nouvelle guerre mondiale.	126

CHAPITRE XI

LE CHANGEMENT DANS LES METHODES DE DICTATURE DE LA BOURGEOISIE	131
La crise de la social-démocratie.....	132
1. La crise politique de la social-démocratie.....	136
2. La crise idéologique de la social-démocratie.....	140
3. La crise d'organisation de la social-démocratie.....	142
La croissance du fascisme.....	143
Le fascisme au pouvoir.	149

CHAPITRE XII

LA LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE ET POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION	153
Le rôle révolutionnaire de l'Union soviétique.	159
La crise de la social-démocratie.....	160
Le changement de caractère du mouvement révolutionnaire dans les colonies.....	160
La révolte de la paysannerie dans les pays capitalistes.....	161
Les progrès du facteur subjectif de la révolution.	161

APPENDICE

CALCUL DU TAUX DE LA PLUS-VALUE DANS L'INDUSTRIE AMERICAINE.....	163
--	-----